

www.lemonde.fr

56° ANNÉE – N° 17299 – **7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE**

JEUDI 7 SEPTEMBRE 2000

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

L'ONU en sommet

- Plus de 160 chefs d'Etat sont réunis à New York pour repenser les Nations unies
- Dans un entretien au « Monde », Kofi Annan dit ses ambitions pour le maintien de la paix et le développement
- Reportage à Srebrenica, cinq ans après l'échec des casques bleus

Concessions aux routiers, colère des Verts

- Malgré les aides importantes du gouvernement sur le gazole, les patrons routiers rechignent à lever les barrages • Dominique Voynet dénonce des concessions « inacceptables »
- Les agriculteurs de la FNSEA intensifient leurs pressions Les cours du pétrole continuent à flamber

LES FÉDÉRATIONS patronales de transporteurs routiers ont obtenu, mercredi 6 septembre, d'importantes concessions, après deux journées de blocage des dépôts de

carburant. Au cours de leurs négociations avec le ministre des transports, une baisse de 35 centimes par litre de la taxe sur les produits pétroliers leur a été accordée pour

cette année, avec effet rétroactif au 1er janvier. Cette baisse sera ramenée à 25 centimes en 2001. Les aides accordées par le gouvernereprésentent environ

QUE JE VAIS MANQUER

DE CARBURANT !.

17 500 francs par camion en 2000. Elles provoquent la colère de Dominique Voynet, ministre de l'environnement, qui a dénoncé des concessions «inacceptables» aux lobbies routiers, en contradiction avec la politique de lutte contre l'effet de serre dont se réclame le gouvernement. La base des patrons routiers était réticente, mercredi matin, à lever les barrages. Les agriculteurs de la FNSEA de-

vaient être reçus par le ministre de

l'agriculture.

La flambée des prix des carburants a provoqué un choc dans toute l'Europe, ainsi qu'aux Etats-Unis. Les cours du pétrole at-teignent des niveaux que l'on ne connaissait plus depuis dix ans, alors que la production de l'OPEP est à son plus haut niveau depuis vingt ans. Les compagnies pétrolières enregistrent des bénéfices records. Thierry Desmarest, PDG de TotalFinaElf, s'en explique au Monde et rejette sur la fiscalité des carburants, décidée par l'Etat, la responsabilité des hausses de prix à la pompe.



BIENNALE DE LYON

La 9^e Biennale de la danse de Lyon est consacrée aux Routes de la soie. Un appel au voyage, aux mythes et à l'Histoire. Son directeur, Guy Darmet, luimême arrière-petit-fils de soyeux lyonnais, est allé jouer les explorateurs en Asie pour inviter des artistes. De nombreuses compagnies asiatiques sont donc venues (en photo, le Shanghaï Song and Dance Ensemble), tandis que les danseurs de la région Rhône-Alpes, dont Jean-Claude Gallotta, parti sur les traces de Marco Polo, se sont attachés à ce thème.



Les jeunes à l'heure de la reprise

LA BAISSE spectaculaire du chômage bénéficie en priorité aux jeunes (-20,2 % en un an chez les moins de 25 ans, contre -15,6 % en moyenne). Des titulaires de CAP aux élèves des grandes écoles, la plupart profitent de l'embellie économique. Cette évolution favorable n'empêche pas les inégalités de se creuser. Tandis que les jeunes diplômés sont souvent recrutés avant même la fin de leurs études, les jeunes sans qualification peinent à atteindre les critères de ponctualité et de présentation requis par les employeurs. La reprise ne semble rien changer à l'allongement de la durée des études et à la cohabitation prolongée des jeunes avec leurs parents.

Lire page 10

Jean Tiberi et Jack Lang main dans la main pour la ZAC Tolbiac

• L'Etat et les routiers : notre éditorial

• Entretien avec M. Desmarest, PDG de TotalFinaElf

C'ÉTAIT, mardi 5 septembre, l'un des événements de la rentrée scolaire : la visite conjointe, dans une école primaire du 20e arrondissement de Paris, du maire de la ville, Jean Tiberi (RPR), et du ministre de l'éducation nationale, Jack Lang, qui, avant d'entrer au gouvernement, en mars, était l'un des deux candidats socialistes à l'Hôtel de Ville. Cette courtoise bonne manière républicaine a une explication: depuis plusieurs mois, les conversations du ministre et du maire portent sur des problèmes immobiliers considérables. Il s'agit de l'implantation du futur campus universitaire sur la fameuse

C'est la raison pour laquelle, lorsque le ministre de l'éducation nationale a donné le coup d'envoi de l'année scolaire dans une école primaire et choisi un établissement parisien, il a procédé autrement que ses prédécesseurs. A la différence de Claude Allègre et Ségolène Royal, M. Lang a informé le maire de Paris de sa visite. Ravi de l'aubaine, M. Tiberi a, sur-le-champ, modifié son propre programme et annulé la visite d'une école maternelle dans le 18 e arrondissement pour aller « accueillir » le ministre dans le 20e. Un ministre avec lequel il entretient « d'excellentes relations », soulignera-t-il à plusieurs reprises tout au long de la matinée, encore surpris du gentil cadeau de rentrée de M. Lang. Et d'insister très fort sur « l'excellente coopération » de la Ville avec le rectorat de Paris...

Dans l'entourage de M. Lang, on tiquait un peu, évidemment, sur l'effet poignée de main entre le populaire ministre de l'éducation nationale et le presque paria Jean Tiberi. Mais, se rassure l'intéressé, « au-delà des idées politiques, l'éthique républicaine » n'exigeait-elle pas que le maire de Paris soit tenu au courant de ce déplacement ? Surtout, la Ville de Paris s'apprête à mettre à la disposition de l'Etat quelque 200 000 mètres carrés nécessaires au déménagement de Paris-VII et de l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), prévu dans le plan Université du troisième millénaire (U3M). « Le terrain a été estimé 1,5 milliard de francs », tient à rappeler M. Tiberi, afin que nul n'ignore l'importance

La convention finalisant la cession des terrains sera soumise au Conseil de Paris le 25 septembre. « L'intérêt commun commande qu'elle soit signée », plaide, l'air de rien, M. Lang. Dans les prochains mois, le ministère de l'éducation nationale doit aussi trouver des locaux pour accélérer le désamiantage de Jussieu, dont M. Allègre n'était pas un fervent partisan. « Nous trouverons une solution », a assuré M. Tiberi

Pour cette fois, « l'intérêt commun » des deux hommes en est resté là. Chacun s'en est retourné labourer ses terres électorales. Pour M. Tiberi, la rentrée a continué dans un lycée professionnel municipal situé dans son cher 5º arrondissement. Il s'est rendu ensuite dans une école primaire du 12e arrondissement dans lequel le candidat officiel du RPR, Philippe Séguin, pourrait, en mars 2001, conduire la liste de droite. Loin de ses complications, M. Lang, pour sa part, a rallié Orléans, avant de terminer sa journée dans sa bonne ville de Blois, où il sera candidat à sa propre succession en mars.

Stéphanie Le Bars



VOYAGES

Beaucaire, beau Tarascon

Chacune a son château, sa collégiale, ses hôtels particuliers, son monstre imaginaire et un immense patrimoine architectural. Le Rhône les sépare, un pont les réunit; l'une est languedocienne, l'autre est provençale; se surveillant du coin de l'œil sans pouvoir se passer l'une de l'autre : ainsi vivent Beaucaire (photo) et Tarascon, les deux sœurs du Rhône.

Unedic: FO pose ses conditions



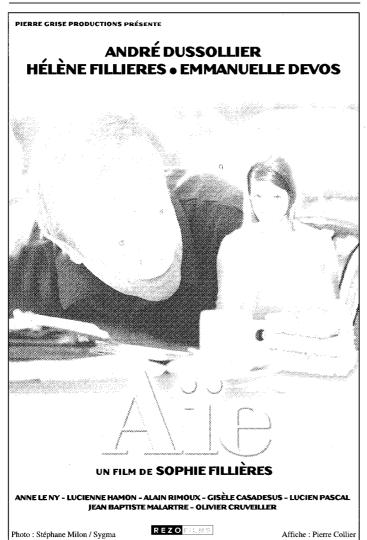
MARC BLONDEL

ALORS que Martine Aubry devait recevoir, jeudi, l'ensemble des partenaires sociaux sur la convention d'assurance-chômage, le secrétaire général de Force Ouvrière, Marc Blondel, demande au Medef de « dire noir sur blanc aue son dispositif du PARE est basé sur le volontariat ».

Lire page 8

Allemagne, 3 DM; Antilles-Guyane, 10 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 48 FB; Canada, 2,50 \$ CAN; Côte-d'Ivoire, 900 F CFA; Danemark, 15 KRD; Espagne, 225 FTA; Gabon, 900 F CFA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 500 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 3000 L; Luxembourg, 46 FL; Maroc, 10 DH; Norvêge, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal CON, 270 PTE; Réunion, 10 F; Sénégal, 900 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 2,20 FS; Tunisie, 1,4 Din; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.





POINT DE VUE

Réformes: y croire ou pas !

par Yves Mény

'Alexis de Tocqueville à Michel Crozier, la littérature sociologique est riche du constat de l'impossible réforme en France et de l'oscillation permanente entre blocage et inertie d'un côté, révolution de l'autre. Redécouvrir L'Ancien Régime et la Révolution, de Tocqueville, donne à chaque fois le sentiment d'un constat de première fraîcheur, vocabulaire et style mis à part. Relire Crozier et son avertissement (« On ne change pas la société par décret ») rappelle que les réformateurs en chambre et autres faiseurs de système sont condamnés à l'échec.

Les partis politiques qui, autrefois, offraient aux Français de belles constructions idéologiques et le kit complet du parfait réformateur de société ont renoncé à leur outillage conceptuel et pratique. Ceux qui se prétendaient révolutionnaires ne le sont plus, et c'est probablement une bonne chose. Malheureusement, ceux qui prêchaient la réforme ne semblent plus y croire alors même que le monde a rarement changé aussi vite et que la société s'autotrans-

forme, parfois de manière radicale,

comme l'illustre, par exemple, l'évolution de la famille.

Ceux qui estiment que les changements qui comptent sont seulement ceux qui proviennent de la base s'en réjouiront. Mais les esprits réalistes savent aussi que le changement a besoin d'être assisté, soutenu et, à tout le moins, pas empêché ou interdit par les contraintes de l'acquis et de l'institué.

Aux facteurs structurels propres à l'évolution des idéologies et des partis politiques – les unes et les autres sur la voie du déclin, faute des adaptations nécessaires - s'ajoute en France un facteur conjoncturel, celui de la cohabitation. Les réformes ou les projets de réforme sont d'abord cantonnés sur un spectre beaucoup plus étroit puisqu'il faut réunir pour les projets les plus cruciaux le consensus des deux têtes de l'exécutif et être certain qu'elles seront suivies par leurs troupes respectives.

> Lire la suite page 15 et nos informations page 6

Yves Mény est directeur du Centre Robert-Schuman de l'Institut universitaire européen de



LA POLLUTION EN BRETAGNE

Seveso à Milizac?

Une usine de type Seveso va-t-elle s'installer à Milizac, dans le Finistère? Ce projet d'usine de traitement du lisier fait beaucoup parler de lui. Il s'agit de prendre en charge les excédents des éleveurs de porcs et de les transformer en un engrais commercialisable. Solution « miracle » pour les agriculteurs, confrontés aux réglementations pour limiter la pollution, ou « méga-usine aux risques énormes » : la population

International 2	Aujourd'hui2
France 6	Météorologie / Jeux . 2
Société 10	Carnet 2
Régions13	Culture3
Horizons 14	Guide culturel3
Entreprises 18	Kiosque3
Communication 21	Abonnements3
Tableau de bord 22	Radio-Télévision 3

INTERNATIONAL

SOMMET L'ONU accueille plus de 160 rois, présidents et premiers ministres à son siège de New York, du mercredi 6 au vendredi 8 septembre. Le secrétaire général des Nations

unies espère des pays membres qu'ils tracent les nouveaux objectifs de l'organisation pour le XXIe siècle.

KOFI ANNAN leur demande de s'engager sur une séries d'objectifs, notamment

la baisse de moitié du nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême d'ici à 2015, la réduction de la pandémie du sida et l'accès à l'éducation de base pour tous les enfants de la planète. • LES MEMBRES du Conseil de sécurité doivent se réunir en parallèle pour évoquer les difficultés des opérations de maintien de la paix dues au manque de moyens

militaires.

NEW YORK, où 6 000 policiers supplémentaires ont été mobilisés, est l'objet d'embouteillages importants dus aux mesures de sécurité

Plus de 160 chefs d'Etat tentent de définir les missions de l'ONU au XXI^e siècle

Le secrétaire général de l'organisation, Kofi Annan, souhaite que le sommet du millénaire de New York permette aux pays membres de s'accorder sur des objectifs concrets, comme la diminution de moitié d'ici à 2015 du nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante Ils seront tous là. Et trois jours durant, ils vont participer au « plus grand rassemblement de dirigeants mondiaux de l'Histoire ». Bill Clinton vient faire ses adieux; Vladimir Poutine, ses débuts sur la scène de l'ONU; Fidel Castro entend lancer un défi à ceux qui demandent son arrestation pour crimes contre humanité; Ehoud Barak et Yasser Arafat veulent faire avancer le processus de paix : Mohammad Khatami vient pour lancer son « dialogue entre les civilisations » et ainsi de suite. Chacun, parmi les quelque 160 souverains, chefs d'État et de gouvernement, a ses priorités per-

«Il est facile d'être cynique», confie le vice-secrétaire générale de l'Organisation, la Canadienne Louise Frechette, interrogée par *Le* Monde au sujet de la grand-messe onusienne. Il est difficile de ne pas l'être lorsque l'on considère l'énormité de la tâche qui consiste à non seulement tracer le rôle de l'ONU pour le XXIe siècle, mais aussi de lui en donner les moyens. Pour éviter que le passage d'un millénaire à l'autre ne soit qu'un

sonnelles et, d'ores et déjà, plus de

mille rencontres bilatérales ont été

simple « caprice du calendrier », le secrétaire général Kofi Annan a invité les chefs d'Etat et de gouvernements des 189 pays membres (le petit archipel de Tuvalu dans le Pacifique sud, indépendant depuis 1978, a été officiellement admis, mardi), mais aussi les organisations non-gouvernementales et les parlementaires du monde entier à participer, du 6 au 8 septembre, à ce Sommet du Millénaire.

PLAN D'ACTION

Pour « nourrir le débat et la réflexion », il leur offre un plan d'action qui, admet volontiers le secrétaire général, « peut paraître extraordinairement ambitieux ». M. Annan demande aux dirigeants du monde entier de s'engager sur une séries d'objectifs à long terme mais surtout à court terme, notamment la baisse de moitié du nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême d'ici à 2015, la réduction de la pandémie du sida et l'accès à l'éducation de base pour tous les enfants de la planète. L'ambition est immense, les moyens limités et l'ordre du jour

M. Annan, qui veut que le sommet soit plus qu'une simple photo de famille, espère que chacun sera en mesure de formuler une vision



claire et crédible, de l'accompagner d'engagements concrets pour des Nations unies performantes. En se rendant à l'ONU, selon M^{me} Frechette, « les chefs d'État vont s'investir d'eux-mêmes ». Pour ce faire, ils ne disposeront chacun que de cinq minutes à la tribune de l'Assemblée générale. « Ce n'est pas une célébration, pas une commémoration, explique Mme Fre-

chette. Ce sommet est une réunion de travail et, si les chefs d'État ont une vision pour tracer le chemin de l'Organisation et celle des populations de leur planète, en cinq minutes, ils peuvent dire ce qu'ils ont à

Cinq minutes aussi pour que chacun puisse formuler les propres priorités de son pays lors des discussions à huis clos prévus pendant le sommet. Quatre « tables rondes » avec chacune 40 chefs d'État seront présidées par les présidents de Singapour, de Pologne, du Venezuela et d'Algérie. Dans le cadre de la conférence, plusieurs mini-sommets sont également prévus.

HUIS CLOS

Les « opérations de paix » de l'ONU seront l'unique sujet de discussion, le 7 septembre, entre les dirigeants des quinze pays membres du Conseil de sécurité - la dernière réunion à ce niveau s'était tenue en janvier 1992. Les Quinze devront mettre un tampon solennel au rapport d'un groupe d'experts chargés d'identifier les voies et moyens d'améliorer les opérations militaires et de reconstruction de l'ONU. Ces missions - surtout celles menées en Afrique - seront aussi au centre du sommet des pays francophones qui se tiendra à la marge de la conférence. A la demande de la Chine, les dirigeants des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité - États-Unis, Chine, France, Russie et Grande-Bretagne - se retrouveront à huis clos. Leur réunion sera centrée sur les questions financières de l'organisation. Le Sommet du Millénaire sera aussi une « session de rattrapage » pour les États afin de signer, ratifier et accéder aux principaux instruments internationaux auxquels ils ne sont pas encore partie prenante.

Parmi les absents : le président irakien Saddam Hussein, qui n'a pas quitté son pays depuis plus de dix ans ; le guide de la révolution libyenne, Mouammar Kadhafi, qui a annoncé sa décision de ne pas participer, tout comme le leader nord-coréen Kim Jong-il ainsi que le président yougoslave Slobodan Milosevic, inculpé de crimes de guerre par le Tribunal pénal international. Absent aussi: le président égyptien Hosni Moubarak qui, à deux jours du sommet, a dé-

cliné l'invitation. Comment mesure-t-on le succès d'une telle réunion? « Si elle dégage une vision commune pour améliorer le sort des populations du monde, explique Louise Frechette, cela sera un succès. » Et l'échec? « Il ne peut pas y avoir d'échec. Il ne faut pas oublier que ce sommet est, par définition, une réunion politique et non pas technique. Rien que par leur présence ici, les dirigeants de la planète réaffirment leur attachement au rôle des Nations unies. »

Afsané Bassir Pour

Rois, présidents et premiers ministres

Le sommet du millénaire doit se dérouler du mercredi 6 au vendredi 8 septembre. L'ONU accueille plus de 160 rois, présidents et premiers ministres afin de tracer les grandes lignes de l'action des Nations unies pour le XXIe siècle. Lors de leur passage à New York, les quinze chefs d'Etat des pays membres du Conseil de sécurité doivent aussi se réunir pour s'attaquer aux défis épineux des opérations de maintien de la paix de l'organisation. Ce sommet a été précédé par des réunions de haut niveau des leaders religieux, celle des présidents des Parlements ainsi que par le sommet de plus de deux mille cinq cents organisations non gouvernementales. Le sommet du millénaire est coprésidé par le président namibien, Sam Nujoma, dont le pays a assuré la présidence de la 54e session de l'Assemblée générale, et par la présidente finlandaise, Tarja Halonen, dont le pays assure celle de cette année.- (Corresp.)

« Cauchemar » protocolaire à New York-la-pagaille

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante

A quoi faut-il s'attendre quand plus de 160 rois, princes, présidents, premier ministres et 85 épouses se réunissent au siège de l'ONU? A la pagaille. Une grande et épouvantable pagaille dans la ville de New York, qui sera bloquée, trois jours durant, par des embouteillages monstres et par plus de 180 convois officiels. La grand-messe onusienne ne fera rien pour rendre l'ONU plus acceptable aux yeux des New-Yorkais, pour qui les fonctionnaires internationaux ne sont que « des étrangers en costumes gris qui ne paient ni leurs impôts ni leurs contraven-

Toutes les rues autour du siège des Nations unies - un haut immeuble de verre qui s'élève sur les bords de l'East River - ont été bloquées par des camions, et il faut montrer patte blanche pour passer les nombreux barrages de police.

Le maire de New York n'a pas mâché ses mots lors d'une conférence de presse consacrée aux préparatifs du sommet : « Oui, ces chefs d'Etat seront protégés par nos policiers, a dit Rudolph Giuliani, mais, en ce qui me concerne, je pense que certains d'entre eux sont des êtres abominables et détestables, et il faut le dire à chaque occasion. » Le maire, qui, en 1995, avait fait expulser Yasser Arafat d'un concert de célébration des cinquante ans de l'ONU, a réservé cette fois-ci ses flèches au président cubain Fidel Castro: « je pense que Castro est un meurtrier. Les

Etats-Unis ne devraient pas penser qu'il est une sorte de dictateur inoffensif. » Le président cubain et les autres dirigeants de la planète seront protégés par des milliers d'agents des services secrets américains répartis dans les hôtels et des dizaines de restaurants. La ville a dû déployer plus de 6 000 policiers supplémentaires. Coût : plus de 8 millions de dollars (près de 9 millions d'euros). Dix-huit chefs d'Etat ont été classés par la police comme étant « des personnes à haut risque de sécurité », dont le président cubain, Fidel Castro, l'Iranien Mohammad Khatami, le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et le président chinois, Jiang Zemin.

Pour le chef du protocole de l'ONU, l'Egyptienne Nadia Younes, ce « plus grand rassemblement des dirigeants mondiaux jamais vu » est un véritable « cauchemar ». Elle doit accueillir chaque chef d'Etat à l'aéroport et s'arrache les cheveux depuis plusieurs semaines sur des questions comme : qui sera assis à telle ou telle table ? À côté de qui ? Qui mange quoi et qui ne boit pas quoi?

Mais le plus dur, admet M^{me} Younes, sera de faire respecter le temps de parole imparti de cinq minutes à la tribune. Comment arrêter Fidel Castro, dont les discours durent des heures? Le président vénézuélien Hugo Chavez a annoncé son intention de parler pendant trente minutes, car il a, paraît-il, « beaucoup de choses à dire »...

A. B. P.

Fouillés au corps à Francfort, les Nord-Coréens regagnent Pyongyang

TOKYO

de notre correspondant

Kim Yong-nam, président de l'Assemblée populaire suprême de la République populaire démocratique de Corée (RPDC, Corée du Nord), qui a rang de chef d'Etat et est le « numéro 2 » du régime, n'a guère apprécié le traitement que lui a réservé la compagnie American Airlines alors qu'il s'apprêtait à embarquer à l'aéroport de Francfort sur un vol à destination de New York pour participer au Sommet du Millénaire des Nations unies. Soumis à une « fouille brutale » par le service de sécurité de la compagnie, il a décidé, mardi 5 septembre, de retourner à Pyon-

Au cours d'une conférence de presse tenue à Francfort peu après l'incident, le vice-ministre des affaires étrangères nord-coréen, Choe Suhon, a déclaré que M. Kim et sa délégation avaient été « obligés d'ôter leurs vêtements et leurs chaussures et de subir une fouille au corps jusqu'aux

parties les plus intimes comme s'il s'agissait de criminels ». Qualifié de « grave atteinte à la souveraineté d'un Etat et de violation offensante aux droits de l'homme », l'incident est interprété par les Nord-Coréens comme une « manœuvre intentionnelle et préméditée » de la part de l'administration américaine pour saboter le dialogue entre les deux Corées.

Le régime de Pyongyang, présumé responsable de l'attentat contre un appareil de Korean Air qui fit 115 victimes en 1987, figure - en compagnie d'autres pays comme l'Iran ou la Libye - sur la liste des « Etats préoccupants » (qualificatif substitué en juin à celui d'« Etats parias », jugé diplomatiquement offensant) établie par Washington pour désigner les pays mis à l'index de la communauté internationale. Les Etats-Unis ont exprimé leurs regrets après la décision de M. Kim Yong-nam de ne pas se rendre à New York.

Philippe Pons

Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU

« Le monde a changé : l'Organisation des Nations unies doit changer avec lui »

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondante

« Qu'attendez vous du "Sommet du Millénaire" qui s'ouvre ce mercredi 6 septembre aux Nations unies?

– Je souhaite que les chefs d'État qui viennent à New York prennent le temps de réfléchir sérieusement au rôle que l'ONU joue actuellement dans le monde mais surtout à celui que l'organisation peut jouer à l'avenir dans les domaines de la paix, de la stabilité et du développement. Il ne faut pas oublier que, depuis la chute du mur de Berlin, les données ont fondamentalement changé. Pendant la guerre froide, les conflits étaient gérés, tant bien que mal, par les deux superpuissances qui s'efforçaient que ces questions ne soient pas traitées à l'ONU; or, depuis plus de dix ans déjà, tous les conflits, qu'ils soient entre États ou à l'intérieur des pays, sont traités aux Nations unies, ce qui change fondamentalement notre rôle. Il est vraiment temps que les gouvernements membres de l'ONU – ils sont à ce jour 189 – réfléchissent à l'impact de ces changements sur l'organisation. J'aimerais que les chefs d'État qui, rien que par

leur présence en aussi grand nombre, montrent leur attachement à l'ONU, soient en mesure non seulement de réaffirmer les principes de base de l'organisation mais aussi de nous donner de nouvelles instructions pour l'avenir.

- La mondialisation semble être une source d'inquiétude pour vous. Vous en parlez dans toutes vos interventions...

- En effet, la mondialisation a transformé notre monde. Elle a été bénéfique pour certains mais pas pour d'autres. Il faut réfléchir aux manières de s'adapter à ces changements. Il est vrai que certains aspects de la mondialisation sont inquiétants. Ici, aux Nations unies, nous devons pouvoir faire en sorte que tout le monde puisse bénéficier des bienfaits de la mondialisation. L'ONU doit être un moteur pour sortir les gens de la pauvreté et non pas, comme c'est le cas aujourd'hui, une force qui marginalise un grand nombre de personnes. Pour cela, nous avons besoin que les gouvernements tiennent leurs promesses.

 En 1997 vous avez annoncé votre intention d'ouvrir les portes des Nations unies. Vous l'avez fait, et des milliers de per-



sonnes les ont franchies. Ou'estce que cela signifie pour l'ONU?

- N'oubliez pas que, depuis une décennie, les démocraties ont pris racine dans beaucoup de pays et que, dans les démocraties, les gens participent à tous les aspects du gouvernement. Puisqu'il en est ainsi, comment pouvait-on envisager une Organisation des Nations unies fermée? Une organisation qui exclut le public est une organisation condamnée. Après tout, souvenezvous de la toute première phrase de la Charte: « Nous, les peuples des Nations unies... ». Le monde a changé, et je suis convaincu que l'ONU doit changer avec lui.

- La pleine participation de la société civile, que vous mettez en place, diminue-t-elle l'influence des gouvernements à l'ONU?

- Non je ne le pense pas. Les démocraties sont renforcées par la participation populaire et j'encourage les gouvernements à coopérer de près avec le secteur privé et la société civile, dont le rôle est désormais incontournable.

- Le partenariat que vous avez forgé avec les grandes sociétés multinationales est applaudi par certains mais d'autres, y compris certains gouvernements, y voient une menace. Comment les rassurez-vous?

- Le fait est que ces grandes sociétés multinationales sont des acteurs extrêmement puissants sur la scène mondiale. Elles ont un impact majeur, non seulement sur l'économie internationale, mais aussi sur la société, sur l'environnement et sur la politique. Mon raisonnement consiste à dire que ces sociétés doivent aussi avoir un code de conduite, qu'elles doivent assumer leurs responsabilités civiques. En créant « Global Compact », j'ai demandé aux so-

ciétés multinationales d'adopter un certain code de conduite dans les domaines de l'environnement, des droits de l'homme et de l'emploi : des codes qui sont déjà endossés par les gouvernements. Je vous rappelle que le « Global Compact » est une sorte de "pacte", entre l'ONU et les grandes société privées, les ONG, les défenseurs des droits de l'homme et les syndicats. Est-ce que cette idée peut être perçue comme une menace? Je dirais que non. A mon avis, elle n'est qu'une nouvelle forme de démocratie participatoire.

- Les difficultés des opérations de maintien de la paix de l'ONU seront au centre du sommet des quinze pays membres du Conseil de sécurité. Dans leur rapport, les experts recommandent à l'ONU de "refuser" toute nouvelle opération jusqu'à ce que les États membres lui donnent les moyens nécessaires. Que pensez-vous de cette proposition?

- Il faut dire « les opérations de paix », car elles ne sont plus uniquement que des opérations de « maintien » de la paix et vont de la prévention jusqu'au la re-

construction. Ces opérations sont extrêmement importantes et méritent une réflexion de fond. Regardons la vérité en face. Lorsque vous entreprenez une opération militaire, il faut en avoir la capacité militaire. La plus grande erreur serait de commencer une opération au rabais et de prier pour que cela marche; ce qui a été le cas jusqu'à maintenant. Nous avons vu, encore et encore, le résultat : cela ne marche pas! Une opération militaire sans les moyens nécessaires finit touiours par coûter très, très cher. Je veux que le maintien de la paix devienne professionnel. Cela veut dire qu'ici, au secrétariat, nous devons avoir les moyens d'évaluer les risques et de présenter un plan d'action crédible. Les gouvernements, pour leur part, doivent impérativement nous donner les troupes et les équipements nécessaires de façon que nous puissions faire face à toute éventualité. Si les gouvernements nous refusent ces moyens, je serais obligé, alors, de le dire publiquement, comme c'est mon devoir de secrétaire général. »

Les forces russes resserrent l'étau en Tchétchénie

Un haut responsable tchétchène décède lors d'un interrogatoire à Moscou

Les attaques des rebelles se poursuivent. Depuis le dé-but du mois, dix véhicules militaires ont sauté sur des mines à Grozny, selon Radio-Svoboda. Les Russes, en réponse, multiplient les « *ratissages »*. Le président du Parlement tchétchène, Rouslan Alikhadjiev, est mort à Moscou « d'un arrêt cardiaque durant un interrogatoire ».

Sa famille, qui, comme toutes

les familles de détenus tché-

tchènes, était dans l'ignorance to-

tale de son sort, a été avertie de sa

mort le lendemain. En juillet, le

militant russe des droits de

l'homme Sergueï Kovaliov avait

demandé des éclaircissements sur

son lieu de détention à la procura-

ture tchétchène mise en place par

les Russes. Vladimir Rousskikh,

procureur adjoint de Tchétchénie,

avait alors nié l'arrestation d'Alik-

hadjiev. « La partie russe voulait de

lui qu'il renie la légitimité de Mask-

hadov et déclare que le Parlement

soutenait la Russie. (...)Il a refusé de

trahir », stipule un communiqué

de la présidence tchétchène, dé-

plorant par ailleurs que ses appels

à l'aide sur le sort du président du

Parlement, multipliés ces derniers

mois à l'adresse du Conseil de

l'Europe, de l'Organisation pour la

sécurité et la coopération en

Eurpe (OSCE), de l'Assemblée par-

lementaire du Conseil de l'Europe

ou de la Croix Rouge, soient restés

Marie Jégo

lettre morte.

LES FORCES RUSSES ont renforcé, mardi 5 septembre, les « mesures de sécurité » sur tout le territoire de la Tchétchénie et la circulation des véhicules a été interdite dans la perspective d'attaques des indépendantistes à la veille de la date anniversaire du 6 septembre 1991, marquant la proclamation de l'indépendance de la petite république séparatiste.

Mardi matin les deux principaux postes de passage des réfugiés, qui font la navette entre la Tchétchénie et l'Ingouchie, ont été fermés, et ce jusqu'au 8 septembre. Selon Khassin Radouev, l'envoyé spécial de Radio-Svoboda sur place, la route menant au Daghestan voisin avait été bloquée dès lundi après l'explosion d'une bombe de forte puissance dans une caserne de l'armée russe située dans la région de Novolak. De source tchétchène, seize militaires auraient péri lors de cette explosion.

L'agence Ria-Novosti et la chaine de télévision publique russe RTR ont reconnu par ailleurs mardi la mort de six soldats du ministère de l'intérieur (OMON) dont le véhicule a sauté sur une mine dans le quartier Staropromyslovski à Grozny. Radio-Svoboda estime pour sa part à dix le nombre de véhicules militaires qui ont sauté sur des mines ou au moyen de charges télécommandées depuis le début du mois de septembre et rien qu'à Grozny, officiellement « stable et totalement sous contrôle », selon le général russe Ivan Babitchev.

Alors que l'opération russe en Tchétchénie, lancée depuis près d'un an, semble loin de toucher à sa fin, le numéro deux de l'étatmajor, le général Valeri Manilov, a reproché aux troupes de l'Intérieur d'être inefficaces dans la lutte

contre les rebelles. « Regardez comment fonctionnent les postes de contrôle et comment sont effectués les ratissages. Il n'est pas étonnant que les bandits puissent presque sans obstacle se déplacer sur le territoire de la république », a-t-il dé-claré. Aussi, dès le 1er septembre, en prévision d'hypothétiques attaques indépendantistes, les forces fédérales ont procédé à de multiples « ratissages », arrêtant des centaines de jeunes Tchétchènes (à Grozny, Kourtchaloï, Ourous Martan, Bakhtchi-Iourt, Nojaï-Iourt et Atchkhoï-Martan) soupconnés d'avoir miné les routes ou perpétré des embuscades contre les forces fédérales. D'après l'AFP, de nombreux jeunes, craignant les «coups de filet» des Russes à la veille de l'anniversaire de l'indépendance, ont préféré quitter la république. « Chaque fois qu'il y a des opérations de nettoyage, il y a des interpellations en masse. La majorité des suspects sont ensuite libérés, mais après avoir été maltraités. Il vaut mieux que je parte pour quelques semaines », a confié Khamzat Issaïev (vingt-cinq ans) à l'agence.

INDÉPENDANTISTE MODÉRÉ

C'est au cours d'une de ces opérations de « ratissage » que fut arrêté, le 17 mai 2000, à son domicile de Chali (au sud-est de Grozny), Rouslan Alikhadjiev, le président du parlement tchétchène. Transféré, par la suite, à la prison de Lefortovo à Moscou, cet indépendantiste modéré, réputé hostile aux islamistes tchétchènes radicaux et proche du président Maskhadov, a succombé, jeudi 31 août, « à un arrêt cardiaque alors qu'il subissait un interrogatoire », selon les termes employés par le FSB - le successeur du KGB -, qui gère ce lieu de détention.

Impasse diplomatique entre Moscou et Tokyo à propos des îles Kouriles

de notre correspondant La visite du président russe Vladimir Poutine à Tokyo s'est conclue, mardi 5 septembre, sans qu'un progrès ait été enregistré sur la question épineuse de la souveraineté que revendiquent les deux pays sur les quatre îles du sud de l'archipel des Kouriles. Moscou et Tokyo se sont engagés à poursuivre les négociations, mais il paraît improbable qu'ils parviennent à signer un traité de paix avant la fin de l'année comme ils s'v étaient engagés lors du sommet réunissant le premier ministre Ryutaro Hashimoto et le président Boris Eltsine, en 1997, à Krasnoyarsk. Aucune date butoir n'a été fixée cette fois pour régler un différend territorial qui empoisonne les relations entre les deux pays depuis un demi siècle.

Moscou et Tokyo ont rétabli des relations diplomatiques en 1956 mais la rétrocession des quatre îles, annexées par les Soviétiques dans les derniers jours de la seconde guerre mondiale, est pour Tokvo une pré-condition à la signature d'un traité de paix. Les quatre îles n'ont plus guère d'importance stratégique pour les Russes et, excepté pour leurs ressources marines, elles n'ont guère de valeur économique. Mais les deux pays font de la souveraineté sur ces territoires une question de fierté nationale.

REJET CATÉGORIQUE

M. Poutine a clos la question territoriale « au moins pour la durée de son mandat », écrit le quotidien d'opposition Sevodnia, cité par l'AFP. En tout cas, à la suite du rejet catégorique par le président russe de la proposition japonaise de dissocier la question de la souveraineté de celle du contrôle administratif des îles pendant un certain nombre d'années, Tokyo risque d'être amené à modifier sa stratégie diplomatique à l'égard de la Russie. Jusqu'à présent le Japon espérait faire fléchir Moscou en échange de bénéfices économiques. Les relations économiques entre le Japon et la Russie restent modestes comparées par exemple à celles de l'archipel avec la Chine. Les échanges se chiffrent à 5 milliards de dollars (60 milliards dans le cas du commerce sino-japonais) et les investissements nippons n'ont atteint que 152 millions de dollars en 1999, sur un total de 12,8 milliards en investissements

Les industriels japonais restent circonspects. Leur confiance a été ébranlée par des revers en Extrême-Orient soviétique et les relations économiques entre les deux pays ont décliné depuis l'effondrement de l'URSS. Au cours de leur entretiens avec le président Poutine, les hommes d'affaires japonais se sont déclarés prêts à investir en Russie le jour où régnera un certain ordre dans l'économie. Mais leur bonne volonté dépend aussi largement de progrès sur le plan diplomatique.

DÉCLARATION DE 1956

La seule concession obtenue par Tokvo de la part de M. Poutine est la reconnaissance de la validité de la déclaration commune de 1956 qui stipule la restitution des deux îles les plus proches du Japon (Habomaï et Shikotan).

Les Japonais s'interrogent sur les arrières-pensées des Russes en mentionnant la déclaration de 1956. Pour Moscou, une solution au différend territorial doit être renvoyée à plus tard et il faut commencer par signer un traité

Le premier ministre Yoshiro Mori devrait se rendre à Moscou en automne pour de nouvelles négociations mais il est trop contesté sur la scène politique nippone pour pouvoir prendre des initiatives spectaculaires sur la question sensible de ce que les Japonais nomment les « Territoires du Nord ».

Philippe Pons

Nouvelles tentatives pour faire aboutir le processus de paix israélo-palestinien

Devant le Parlement européen, le président du Conseil législatif palestinien, Ahmed Koreï, a émis l'éventualité d'un statut de « capitale du monde entier » pour Jérusalem

STRASBOURG

de notre bureau européen

Quelques heures avant les rencontres prévues, mercredi 6 septembre, à New York, en marge du Sommet du millénaire de l'ONU, entre la président Bill Clinton, le premier ministre israélien, Ehoud Barak, et le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, le Parlement européen réuni en séance plénière à Strasbourg, mardi 5 septembre, a entendu le président du Conseil législatif palestinien, Ahmed Koreï, de son nom de guerre Abou Alaa, et le président de la Knesset, Abraham Burg (religieux de gauche). Les deux hommes se sont vivement étreints après avoir appelé la paix de leurs vœux. Ils avaient été invités à s'exprimer ensemble par la présidente du Parlement de Strasbourg, Nicole Fontaine (UDF-PPE), qui s'est « réjouie » des propos de ces « hommes de paix ». A l'extérieur de l'hémicycle, le président des socialistes, Enrique Baron Crespo, a salué la « volonté d'aller de l'avant » du Palestinien Abou Alaa.

Au cours d'un exposé sur l'histoire des relations entre Israéliens et

Palestiniens, M. Koreï, qui s'est exprimé le premier, en arabe, a rappelé que le sommet de Camp David a échoué à cause, principalement, du désaccord sur le statut de Jérusalem-est : les Palestiniens considèrent que cette partie de la ville, où se trouve le troisième lieu saint de l'islam, est occupée par Israël depuis 1967, et qu'elle doit leur être restituée. Israël estime au contraire que Jérusalem est une ville sainte indivi-

« LUEUR D'ESPOIR » Se détachant de son discours écrit, le parlementaire palestinien a déclaré : « Si nous n'aboutissons pas à un accord sur Jérusalem, nous acceptons que les deux parties, est et ouest, soient unifiées, et que Jérusalem ne soit plus la capitale de la Palestine ou d'Israël, mais la capitale du monde entier. » Abraham Burg, qui a prononcé ensuite, en anglais, un discours emphatique sur la nécessité du compromis, a proposé de « restituer à Dieu la souveraineté de Jérusalem », solution qu'Abou Alaa a rejetée, au cours d'une conférence de presse conjointe.

Le parlementaire israélien, interrogé par les journalistes sur les propos de son homologue, a d'abord affirmé que l'idée d'un statut international de Jérusalem « existe depuis des années ». « Mais, a-t-il ajouté, venant officiellement du président du Conseil législatif palestinien, cela me donne une petite lueur d'espoir : c'est la première fois que les Palestiniens renoncent à leurs exigences sur Jérusalem, c'est un début de réponse palestinienne au problème de Jérusalem ».

Les deux protagonistes ont précisé qu'ils s'exprimaient en leur nom propre et non pas en celui de leurs gouvernements. M. Koreï a précisé qu'une décision serait prise le 9 septembre de proclamer ou non unilatéralement l'Etat palestinien le 13 comme en a décidé l'OLP début juillet. Cette décision dépendra de la tournure prise après les rencontres prévues à New York.

Rafaële Rivais

Lire aussi l'analyse sur « la question de Jérusalem » page 16



L'tous les connaisseurs de la baute borlogerie et de la culture européenne, détenteurs d'un de ses précieux garde-temps, Breguet accorde une option d'achat sur une pièce unique en série limitée célébrant le 225ème anniversaire de la fondation de la marque.

Depuis sa fondation en 1775, Breguet a précieusement conservé et perpétué les valeurs insufflées par son fondateur, Abraham-Louis Breguet, que sont l'esthétique, l'élégance, la pureté des lignes, la maîtrise des complications et de la technique supérieure. Ainsi, en 225 ans d'histoire, ses précieux garde-temps ont exercé une véritable fascination auprès de nombreux grands écrivains (dont Honoré de Balzac, Stendhal et Pouchkine), connaisseurs et collectionneurs parmi lesquels on peut citer:

Marie-Antoinette, Reine de France (1782) Le Général Napoléon Bonaparte (1798) L'Impératrice Joséphine (1806) Le Tsar Alexandre I de Russie (1809) Arthur Rubinstein (1930)

Ettore Bugatti (1931)

Sir Winston Churchill (1946)

En cette année anniversaire, Nicolas G. Hayek et Breguet désirent bonorer les membres de leur cercle de collectionneurs et connaisseurs en leur proposant une montre commémorative, réalisée en série limitée numérotée de 225 pièces en platine, qui rend hommage au savoir-faire exceptionnel de Breguet.

Cette montre poignet automatique est inspirée d'une célèbre montre de poche que Breguet a créée pour le Maréchal Ney en 1813. Elle met à l'honneur les matériaux nobles utilisés à l'époque: cadran bombé en émail "grand feu", chiffres arabes Breguet peints à la main, aiguilles Breguet en or 18 carats, signature secrète, mouvement avec une finition haut de gamme et masse oscillante ciselée, boîtier en platine à carrure cannelée, gravure commémorative "Brequet 225ème anniversaire 1775-2000".

Si vous désirez devenir le détenteur de ce précieux garde-temps, nous vous invitons à prendre contact jusqu'au 31 décembre 2000, avec la société Breguet afin de l'informer du ou des modèles Breguet en votre possession. La priorité sera donnée aux détenteurs des montres les plus anciennes.

Breguet aimerait profiter de cette annonce pour remercier tous les amoureux de la marque de leur fidélité et de leur confiance, qui lui permettent de perpétuer aujourd'hui comme demain son art inégalé depuis 1775 et qui appartient au patrimoine culturel européen.

Nicolas G. Hayek

Autanua

Président et CEO de Montres Breguet SA

BOUTIQUE BREGUET - F-75001 PARIS 20, Place Vendôme Tél. 33/147 03 65 00 – Fax 33/147 03 65 05

MONTRES BREGUET SA – CH-1344 L'ABBAYE Tél. 41 21/841 90 90 – Fax 41 21/841 90 84 Internet: www.breguet.com

L'Europe se dote d'une politique commune pour rétablir un « bon état » des eaux d'ici à 2015

Souhaité par la Commission de Bruxelles, le principe pollueur-payeur n'a pas été adopté

litique communautaire dans le domaine de quinze ans. Paris et Madrid ont fait échouer le

Le Parlement européen doit adopter, jeudi l'eau ». L'objectif est notamment de parvenir à 7 septembre, une directive établissant une « po- améliorer sa qualité chimique et écologique sur

projet de récupération des coûts de pollution sur les usagers (ménages, industriels, agriculteurs), proposé par la Commission.

BRUXELLES

de notre bureau européen

Après trois ans de bagarre avec les États membres de l'Union européenne (UE), le Parlement européen devrait adopter définitivement, jeudi 7 septembre, une directive « établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ». Ce projet de loi tente de mettre en place un cadre général pour la protection de l'eau (souterraine ou de surface) sur le territoire de l'Union et d'ordonner la mosaïque de textes existant depuis les années 70.

La directive impose la création de « districts hydrographiques », nouvelles entités administratives internationales censées couvrir l'aire de bassins hydrographiques (fleuve et affluents) ou de groupes de bassins. Ces districts - équivalant aux agences de l'eau qui existent en France depuis une trentaine d'années - permettront de gérer simultanément l'amont et l'aval des rivières, quelles qu'en soient les frontières administratives nationales. Des districts devront être créés par les Etats membres qui se partagent la traversée d'un même fleuve (Pays-Bas, France, Allemagne pour le Rhin; Belgique, Pays-Bas et France pour l'Escaut, etc.), qui devront « coordonner » leurs actions.

ÉTAT DES LIEUX

Les Etats ont refusé que la directive aille aussi loin que le proposait la Commission. Bruxelles souhaitait arbitrer les conflits dès qu'une partie le lui demanderait. Les Etats ont obtenu que la Commission n'intervienne qu'après sollicitation de l'ensemble des membres d'un district. Les autorités responsables des districts, désignées trois ans après la parution de la directive, devront dresser un état des lieux (incidences de l'activité humaine sur les eaux de surface et les eaux souterraines, recensement des masses d'eau utilisées pour le captage) et proposer, après consultation du public, des

plans de gestion destinés à rétablir « un bon état » chimique et écologique des eaux, d'ici à 2015.

Pour limiter les dégâts environnementaux, la Commission souhaitait faire appliquer le principe pollueur-payeur, introduit par le traité de Maastricht. Elle proposait que les coûts de pollution soient pleinement récupérés sur les usagers, répartis en trois catégories : ménages, industriels, agriculteurs. Elle n'a pas obtenu gain de cause : le texte demande seulement que les Etats membres « tiennent compte » de ce principe. La directive impose toutefois, d'ici à 2010, un affichage des coûts et des contributions respec-

Les Etats du sud, notamment l'Espagne, se sont vivement opposés au projet de la Commission, dans le but de protéger leurs agriculteurs. Pour la même raison, la France a réclamé une récupération des coûts globale, et non sectorisée. Au Parlement, seuls les Verts et les libéraux ont vigoureusement

soutenu le projet. Pour Marie-Noëlle Lienemann (députée française de la Gauche socialiste), «si on applique le principe pollueurpayeur, les gros paieront et prélèveront plus d'eau, les petits seront pénalisés. Il ne faut pas que l'écologie vienne accroître les inégalités sociales ».

La directive prévoit que les rejets dans l'eau de substances dangereuses seront interdits ou limités d'ici à 2020, mais n'énumère pas ces substances, le Conseil s'y étant opposé, le Parlement a seulement obtenu un renvoi à une « directive fille », qui dressera cette liste, qui, elle aussi, devra passer par les fourches Caudines du Conseil et du Parlement. La Commission vient de proposer une liste de 32 substances prioritaires, parmi lesquelles le plomb, le cadmium, le nickel et le mercure. Une fois adoptée, la directive-cadre devra être transposée par chacun des Etats dans un délai de trois ans.

Rafaële Rivais

L'Espagne veut régler une fois pour toutes son problème d'eau

de notre correspondante

En présentant, mardi 5 septembre, son plan hydrologique national, destiné à se transformer en loi qui vise à régler définitivement le déséquilibre en eau du pays, le gouvernement Aznar a donné le coup d'envoi de la bataille de l'eau en Espagne. Une bataille en gestation depuis trente ans, qui a donné lieu à de fortes escarmouches sous les précédents gouvernements socialistes et pourrait, une fois encore, générer de solides affrontements.

L'Espagne voit 40 % de son territoire menacé régulièrement de sécheresse. Très irriguée au nord, elle est souvent en état de pénurie dans le sud, en Andalousie, dans la région de Valence et de Murcie. Elle doit donc régler son problème d'eau de facon globale et pensée pour être en accord avec les directives communautaires. Comment? Au moyen des plus grands transferts jamais réalisés dans le pays, répond le gou-

vernement, qui en voit sept possibles. Le plus probable: dix millions de mètres cubes de l'Ebre, qui seraient transférés de l'Aragon vers la région d'Almeria, en Andalousie, et vers la Catalogne. Une opération complexe chiffrée à 700 000 millions de pesetas (4,2 milliards d'euros), qui sous-entend un important travail d'infrastructures, des risques inévitables pour l'environnement et tout un système de compensations, à discuter, pour les régions « donneuses ».

Aussi le ministère de l'environnement a beau assurer qu'avec cet ambitieux nouveau plan (d'un coût total de 3 000 milliards de pesetas, soit 18 milliards d'euros), l'avenir hydraulique de l'Espagne sera garanti pour cinquante ans, il lui faudra surmonter bien des réticences avant que le texte n'arrive au Parlement.

Les premières sont venues des autorités locales aragonaises, peu enclines à hypothéquer la seule ressource de la région en échange de promesses incertaines. Les associations écologiques, elles, ont multiplié les mises en garde sur ces grands transferts, expliquant qu'il vaudrait mieux, auparavant, repenser l'utilisation de l'eau. Notamment les déperditions incontrôlées dans l'agriculture, laquelle absorberait 80 % des ressources du pays, mais dont une moitié serait gâchée par mauvaise organisation. Aux yeux des écologistes, le problème de l'eau en Espagne est aussi un problème de politique agricole, qui doit être rationalisée.

A titre d'exemple, Juan Criado, responsable espagnol de Bird-life, rappelle que la rentabilité à tout prix, choisie par les cultures sousserres de la région d'Almeria, a fini par contaminer les nappes souterraines et que les nouvelles zones d'irrigation agricoles, dans la région de la Mancha, mettent en danger l'approvisionnement en eau du Parc national des Tablas de Daimiel.

Marie-Claude Decamps

Les constructeurs européens paieront une part du recyclage des véhicules

de notre bureau européen A partir de 2007, les constructeurs automobiles européens devraient être contraints d'assumer une bonne partie des coûts de recyclage des véhicules hors d'usage. Ainsi le prévoit une nouvelle directive européenne que les députés européens devraient ratifier, jeudi 7 septembre, à Strasbourg. Proposée en 1997 par la Commission, qui souhaitait faire appliquer le principe pollueur-payeur aux constructeurs de véhicules, en les rendant responsables financièrement de la collecte, du démantèlement et du recyclage des vieilles automobiles, elle a été fermement combattue par le Parlement: pour la première fois dans les annales, l'Assemblée s'est montrée moins soucieuse de l'environnement que le Conseil, Chambre des Etats, qui codécide en la matière.

Au Conseil, la directive a pourtant été vigoureusement dénoncée par l'Allemagne : Gerhard Schröder, dont le Land d'origine, la Basse-Saxe, est actionnaire de Volkswagen, a même interdit son examen pendant les six mois où son pays a présidé l'Union, en 1999.

Le rapporteur du Parlement, Karl-Heinz Florenz, allemand lui aussi (PPE-CDU), très sensible aux intérêts du lobby automobile, a dû faire de nombreuses concessions lors de la négociation finale entre le Parlement et le Conseil. Cette négociation portait notamment sur la date à laquelle les constructeurs devraient être considérés comme responsables, financièrement, des véhicules usagés. La Commission proposait 2003, le Conseil 2006, et M. Florenz 2012, les constructeurs ne voulant pas d'application rétroactive, sachant que 8 à 9 millions

Tél: (+41 22) 819 09 05 ■ Fax: (+41 22) 310 09 80 ■ E-mail: OysterTeam@syzbank.ch ■ www.oyster.lu

de vieux véhicules sont mis au rebut chaque année dans l'UE (soit autant de tonnes de déchets).

COÛTS DE COLLECTE

La date finalement retenue est le 1er janvier 2007 pour les véhicules existants et le 1er juillet 2012 pour les véhicules neufs. La directive ne dit pas que les constructeurs seront les seuls à supporter les coûts de collecte et de recyclage, qui seront assumés par les « opérateurs économiques », terme qui désigne aussi les distributeurs, les collecteurs, les compagnies d'assurances, les démonteurs, les broyeurs et les recycleurs. Mais nombre d'exégètes estiment que les constructeurs devront assumer « une partie significative » des coûts.

Les propriétaires des véhicules hors d'usage pourront déposer ceux-ci gratuitement qui les enverront vers des centres de traitement. Jusqu'à présent, les carcasses de ces automobiles étaient souvent broyées sans aucun tri préalable : les matériaux dangereux (huiles, antigel, acides) se déversaient dans le sol et allaient contaminer les nappes phréatiques. Désormais, ils devront être retirés et envoyés dans des centres de traitement spéciali-

Pour traiter le problème à la source, la directive interdit l'usage du cadmium, du plomb, du mercure ou du chrome hexavalent dans la fabrication des voitures, à partir du 1er juillet 2003. Quelques dérogations sont permises (batteries, alliages), mais la liste soumise par le Parlement a été notablement raccourcie par le Conseil.

Les Quinze divergent toujours sur les OGM

Allemands, Britanniques, Néerlandais et Belges ont récusé l'approche française, considérée comme trop sécuritaire

de notre envoyé spécial

« Il serait fâcheux que l'Europe se concentre exclusivement sur les risques alors que les Etats-Unis s'intéresseraient, eux, principalement aux profits! » Par cette remarque acide sur la façon de traiter au niveau communautaire le problème des OGM (organismes génétiquement modifiés), Laurens-Jan Brinkhorst, ministre néerlandais de l'agriculture, exprimait ses réticences à l'égard de l'approche extrêmement prudente, voire franchement négative, développée par Jean Glavany, son collègue français, dans le document qui a servi de base de travail à la réunion informelle des Quinze, lundi et mardi à Biarritz. Le débat sur les OGM, qui oc-

cupera une place centrale durant les mois à venir, s'annonce difficile. Mais la rencontre de Biarritz a permis de vérifier que les Quinze s'accordent sur la nécessité de parvenir à une harmonisation aussi complète que possible. Les commissaires Frantz Fischler (agriculture) et David Byrne (consommateurs) ont confirmé leur intention de soumettre aux gouvernements dans les prochaines semaines des propositions concernant l'utilisation des OGM dans l'agriculture et l'industrie alimentaire. Outre des dispositions complémentaires sur le marquage et la traçabilité, elles porteront notamment sur le seuil toléré de présence d'OGM dans les semences.

TRACTATIONS EN COURS

Cependant, sans attendre que l'ensemble des nouvelles dispositions soient adoptées, la Commission souhaite que les procédures d'autorisation pour la commercialisation des OGM (une quinzaine de demandes présentées par l'industrie sont en suspens) reprennent dès que les tractations en cours entre le Conseil des ministres et le Parlement européen auront été menées à leur terme (probablement d'ici trois à quatre mois). C'est alors que de vraies difficultés pourraient se poser, certains Etats hésitant à lever le moratoire décidé par les ministres de l'environnement des Quinze en décembre 1998. « Il ne faut pas tourner le dos au

progrès au nom d'on ne sait quel obscurantisme. Mais, comme toujours, le progrès doit être maîtrisé. (...) Le devoir des gouvernements démocratiques est de mettre un frein - voire des verrous - à cette course folle au productivisme au nom de la sécurité, sécurité environnementale ou sécurité sanitaire des aliments. (...) La plupart des OGM sont trop récents pour que les risques à long terme ou que les changements qu'ils apportent aux pratiques agronomiques soient parfaitement maîtrisées », lit-on dans le document de travail de la présidence française. Les ministres allemand, belge, britannique et néerlandais ont clairement rejeté une approche aussi circonspecte. D'autres, notamment la ministre

suédoise, qui présidera les travaux des Quinze au cours du semestre prochain, ou encore son collègue espagnol, ont semblé sur une ligne très voisine, mais, en même temps, souhaitent que des perspectives soient ouvertes à l'industrie. L'Italie a défendu une position encore plus précautionneuse que la France.

Nul doute que la définition d'une stratégie commune à l'égard des OGM ne sera pas aisée. Mais il faut retenir aussi que, souvent, ces clivages ne sont pas nets et que plusieurs ministres semblent encore hésitants sur la voie à suivre. En outre, les décisions en la matière relèvent le plus souvent du Conseil « environnement », ce qui ne facilite pas la tâche des ministres de l'agriculture. Ainsi M. Glavany a refusé de se prononcer sur ce qui serait décidé (levée ou maintien du moratoire) lorsque les aménagements à la directive-cadre auront été finalisés.

La tradition landaise au menu des négociateurs

Lundi 4 septembre, les responsables des politiques agricoles européennes ont été les invités du conseil général des Landes, que préside Henri Emmanuelli. Ils ont fait honneur au repas préparé par trois grands cuisiniers landais : un délicat bar des pêcheurs de Capbreton servi dans un bouillon fruité d'herbes, confectionné par Michel Guérard, avec un onctueux foie gras de canard rôti en cocotte de fonte flanqué d'ailes de pigeon en salmis, préparé par Alain Ducasse, et la fameuse dacquoise glacée à la pistache d'Alain Dutournier. Le tout accompagné de vins de Tursan « baron de Bachen 1998 », de château Lagrave 1989, de floc de Gascogne et de bas-armagnac 1974 du domaine d'Ognoas, propriété du conseil général! Seuls manquaient à l'appel le ministre grec de l'agriculture, souffrant, resté à Biarritz, et son collègue britannique, retenu à Londres pour raison de peste porcine.

Les problèmes posés par la commercialisation des OGM seront abordés à l'OMC (Organisation mondiale du commerce). Aux yeux des Européens, plus proches sur cet aspect du dossier, ce pourrait être l'occasion de mieux préciser le principe de précaution. « Nos concitoyens n'admettraient pas que l'ouverture commerciale se fasse au détriment de la sécurité alimentaire... Il est insupportable que nos productions de qualité soient victimes de sanctions (prises par les Etats-Unis contre les producteurs de roquefort, de moutarde, etc.) quand nous refusons du bœuf alimenté par des hormones dont nous connaissons la nocivité », lit-on dans le document français.

Philippe Lemaître

A suivre...



YSTER

L'autre Sicav

Remaniement ministériel imminent au Maroc

Toujours dirigée par le socialiste Abderrahmane Youssoufi, la nouvelle équipe devrait être fortement réduite

UN REMANIEMENT ministériel important devait être annoncé en milieu de journée, mercredi 6 septembre, au Maroc à l'issue du dernier conseil des ministres du gouvernement sortant convoqué ce même jour au palais d'Agadir, sur la côte atlantique, où réside actuellement le roi Mohammed VI. Deux idées ont présidé à la composition de la nouvelle équipe que conduira jusqu'en 2002 – date des législatives - l'actuel premier ministre, le socialiste Abderrahmane Youssoufi (76 ans):améliorer l'efficacité du gouvernement et y faire entrer certains tenors des formations poli-

Critiquée pour sa lourdeur, qui contraste avec l'activisme du Palais, l'équipe gouvernementale va sérieusement être réduite. De plus de quarante actuellement, le nombre de portefeuilles devrait être ramené à une trentaine, parallèlement à la création de « superministères ». C'est ainsi que l'actuel ministre de l'économie et des finances, Fathallah Oualalou, un dirigeant de l'USFP, la principale composante de la majorité, va voir

ses compétences accrues puisqu'il aura également en charge les privatisations et le tourisme. Si les ministres dits « de souveraineté » (intérieur, affaires étrangères, justice, affaires islamiques) ne devraient pas être concernés par le remaniement, en revanche, Habib Malki serait déchargé de l'agriculture. Ce socialiste, critique à l'égard de M. Youssoufi mais réputé proche du Palais, pourrait, selon certaines sources, se voir proposer la présidence du futur conseil économique

Du point de vue politique, l'arrivée attendue au gouvernement de Abbas El Fassi, le secrétaire général du vieux parti de l'indépendance, l'Istiglal, une formation sensible au discours islamiste, sera abondamment commentée. Ancien ambassadeur du Maroc en France, M. El Fassi avait sévèrement critiqué l'inaction du premier ministre il y a quelques mois. Après avoir refusé un portefeuille technique, le numéro un de l'Istiqlal se verrait confier un gros ministère social.

Jean-Pierre Tuquoi

Le gouvernement colombien et la guérilla devraient négocier les modalités d'un cessez-le-feu

Les affrontements violents se poursuivent et la société civile se mobilise

Le gouvernement colombien et la guérilla se sont entendus pour ouvrir les discussions sur un éventuel cessez-le-feu le 22 septembre. Les négociateurs ont souligné « l'importance de la poursuite du processus de paix », alors que des combats meurtiers frappent le pays. Les affron-

tements pour le contrôle d'une base militaire dans l'ouest du pays ont fait au moins 77 morts dont 62 guérilleros et 15 militaires.

BOGOTA

de notre correspondante

« Nous voulons un cessez-le-feu sérieux, clair et solide pour que son éventuelle rupture ne mette pas en danger le processus de paix avec la guérilla », a déclaré, mardi 5 septembre, le chef de l'Etat colombien, Andrés Pastrana. Reprenant l'image de son commissaire pour la paix, M. Pastrana a insisté: « Il ne faudrait pas qu'un coup de feu tiré par un soûlard fasse capoter le processus de paix ». Samedi, à l'issue d'une réunion de trois heures, délégués du gouvernement et représentants du principal mouvement de guérilla, les Forces arrévolutionnaires de Colombie (FARC), s'étaient mis d'accord sur la date du 22 septembre pour commencer à discuter d'un éventuel cessez-le-feu.

L'ouverture de négociations officielles sur l'arrêt des combats a été annoncée, alors que des affrontements particulièrement meurtriers opposaient la guérilla et l'armée. Au cours de la semaine dernière, ceux-ci auraient fait plus d'une centaine de vic-

times, selon les chiffres officiels et les informations diffusées localement. Mardi, le général Mora, commandant en chef de l'armée de terre, a confirmé la mort de plus de cinquante guérilleros et de quinze militaires dans le département du Risaralda (400 km à l'ouest de Bogota). « Les habitants de la région affirment que la guérilla a perdu 72 combattants », a précisé le général. Le conflit armé a aussi touché, dans le sud-ouest du pays, les départements du Narino et du Cauca. Vendredi soir les FARC y ont pris d'assaut la prison de la petite ville de Caloto, permettant la fuite de soixantequatre détenus. Sur la côte caraïbe, à quelque 1 200 km au nord de la capitale, Bogota, la guérilla a attaqué, samedi, le village de Tomarrazon: les sept policiers, chargés d'y assurer la sécurité,

Exprimées à l'occasion du voyage de M. Clinton, mercredi 30 août, les craintes d'une recrudescence de la violence armée sont elles en train de se confirmer? Cette question obsède les

Colombiens. La guérilla cherchet-elle à montrer sa force avant l'arrivée de l'aide militaire américaine, et avant les négociations pour la paix ? Cette hypothèse est celle des plus optimistes. « Moi, je ne crois plus à cette thèse. Depuis que je suis dans ce pays, j'entends dire que la guérilla veut arriver en position de force à la table des négociations », ironise une Chilienne, installée depuis plusieurs années à Bogota.

APPEL À MANIFESTER Le 3 juillet, gouvernement et FARC avaient échangé, sous enveloppe fermée, leurs propositions respectives en vue d'une cessation des hostilités. Faute d'un accord de paix général, le cessez-le-feu est réclamé avec insistance par la « société civile » - ces dizaines d'associations, locales et nationales et d'organisations non gouvernementales qui militent en faveur de la paix. Elles en ont fait le thème central de la Semaine pour la paix, lancée dimanche et organisée cette année autour du slogan: « Défendre la

vie pour construire la paix ». Cent cinquante organisations, parmi lesquelles le mouvement « Ça suffit! », ont appelé la population à manifester, dimanche 10 septembre, dans tout le pays.

L'armée et la guérilla se disent favorables à la paix mais divergent sur les conditions d'un accord. Pour la guérilla, le texte devrait stipuler l'arrêt bilatéral et temporaire des « actions militaires offensives ». Il pourrait être signé rapidement, et périodiquement renouvelé, si le gouvernement prennait des mesures décisives pour lutter contre la pauvreté. Pour le gouvernement, il est exclu de laisser les populations civiles exposées aux exactions de la guérilla et un cessez-le-feu suppose que les FARC mettent fin aux extorsions de fonds et aux enlèvements avec demande de rançon. Comme le conflit lui-même, l'arrêt des hostilités met en présence deux logiques opposées, deux visions différentes des priorités du

Marie Delcas

Colère du Conseil œcuménique après la déclaration du cardinal Ratzinger

GENÈVE. Le Conseil œcuménique des Eglises (COE), qui réunit plus de trois cents Eglises protestantes, anglicanes et orthodoxes, a violemment réagi à la déclaration du cardinal Ratzinger, selon laquelle il n'existerait qu'« une unique Eglise du Christ, qui subsisterait dans la seule Eglise catholique » (Le Monde du 6 septembre). Un porte-parole du COE a déclaré : « Quelle tragédie si le témoignage du christianisme face à un monde meurtri était obscurci par des discussions d'Eglises sur leur autorité et leur statut res-

Archevêque de Canterbory et chef de la Communion anglicane, Mgr George Carey a déclaré, au Times: «L'Eglise anglicane n'accepte pas un seul instant que son ministère et son eucharistie soient taxés de quelque in-

Afghanistan: les Taliban s'emparent d'un fief de l'opposition

KABOUL. La milice islamique des Taliban, au pouvoir à Kaboul, a capturé Taloqan, importante ville du nord-est et chef lieu de la province de Takhar en Afghanistan, mercredi 6 septembre au matin, après de violents combats qui ont contraint les troupes du commandant Ahmed Shah Massoud à se retirer, selon l'agence Afghan Islamic Press (AIP) - une agence proche des Taliban et basée à Peshawar.

Une source proche de l'opposition a admis que celle-ci avait totalement perdu le contrôle de la ville. Taloqan constitue une place stratégique importante pour le commandant Massoud, le chef militaire de l'opposition

Milosevic assure n'être pour rien dans la disparition d'Ivan Stambolic

BELGRADE. Le président yougoslave, Slobodan Milosevic, a nié toute implication dans la disparition de l'ex-président serbe Ivan Stambolic, ancien ami politique devenu l'un de ses adversaires, a rapporté, lundi 4 septembre, l'agence de presse indépendante Beta.

Selon Beta, l'ancien président macédonien Kiro Gligorov a appelé la semaine dernière Milosevic pour discuter de la disparition de Stambolic, le 25 août, alors qu'il faisait son jogging près de chez lui dans la banlieue de Belgrade. Des témoins ont déclaré qu'il avait été poussé de force à l'intérieur d'une camionette à un carrefour. Les partis d'opposition serbes accusent les autorités de Belgrade d'être responsables de l'enlèvement. – (Reuters.)

■ TERRITOIRES PALESTINIENS : Amnesty International critique la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens, dans un rapport rendu public mardi 5 septembre. L'organisation précise que certains détenus sont torturés et évalue à six cents le nombre de prisonniers politiques incarcérés. Amnesty déplore, par ailleurs, l'adoption d'une législation répressive en matière de presse. Les dirigeants palestiniens ont immédiatement réagi en jugeant inexactes ces accusations. – (Reuters.)

■ LIBYE: Tripoli a accusé, mardi 5 septembre, la CIA et le Mossad, les services de renseignements américain et israélien, d'être derrière l'assassinat de son ambassadeur en Centrafrique, Al Sanoussi Awad Abdallah, tué le 30 août à Bangui par un commando fortement armé. - (AFP.)

■ SIERRA LEONE: la Grande-Bretagne a envoyé cent parachutistes, mardi 5 septembre, au Sénégal, dans le cadre de ses efforts pour libérer six soldats britanniques enlevés par des rebelles en Sierra Leone. Londres a toutefois démenti l'imminence d'une action militaire. - (Reuters.)

■ RWANDA : l'ex-évêque anglican rwandais Samuel Musabyimana, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt international pour sa participation présumée au génocide de 1994, s'est échappé d'Afrique du Sud à la faveur d'un « cafouillage » de la police, a rapporté mardi 5 septembre la radiotélévision nationale SABC. Il a été expulsé par erreur vers le Kenya, où il a été remis en liberté. - (AFP.)

■ HAÏTI: l'Organisation des Etats américains (OEA) a annoncé, mardi 5 septembre, que le gouvernement haïtien pourrait perdre l'aide internationale prévue s'il ne renforçait pas les garanties démocratiques avant l'élection présidentielle prévue pour le 26 novembre. Les Etats-Unis et le Canada, les deux principaux pays donateurs, menacent de suspendre leurs contributions si Port-au-Prince ne corrige pas les chiffres des élections législatives de mai. - (AFP.)



QUINQUENNAT A moins de trois semaines du référendum sur la réduction à cinq ans de la durée du mandat présidentiel, organisé le 24 septembre, la campagne n'a tou-

jours pas commencé dans l'opinion. Tandis que les sondages prédisent une abstention supérieure à 50 %, le RPR et le PS, qui prônent le « oui », commencent leurs réunions publiques

cette semaine. Le camp du « non » demeure morcelé.

A BESANÇON, les élus des deux camps doutent de la possibilité de mobiliser les électeurs. DES MAIRES de toutes tendances politiques menacent de ne pas organiser le scrutin pour tenter de se faire entendre de l'administration sur des dossiers tels que la fermeture d'hôpitaux ou le tracé d'autoroutes.

● TROIS OUVRAGES sont parus à l'occasion de cette consultation, l'un exposant les données du débat, les deux autres prenant parti pour le « oui » ou le « non ».

L'indifférence règne à trois semaines du référendum du 24 septembre

Les tenants du « oui » commencent leurs réunions publiques cette semaine. Alors que les partisans du « non » demeurent divisés, l'abstention, qui pourrait dépasser 50 %, apparaît comme la variable essentielle de la consultation

SUR LA PAGE d'accueil, figée, une fenêtre clignote mornement: «Le site quinquennat.net est fermé », informe-t-elle le curieux de passage. Valéry Giscard d'Estaing, hôte de cette adresse, peut bien exprimer « tous [ses] remerciements » aux éventuels visiteurs : à l'évidence, la fréquentation n'est pas au rendez-vous. Comment le seraitelle, quand la campagne pour le référendum du 24 septembre n'a pour ainsi dire pas commencé et que tout conspire à empêcher un débat d'ici au scrutin?

D'abord, le quinquennat n'a été extirpé des limbes des réformes constitutionnelles et imposé à Jacques Chirac qu'au terme d'un « coup » politique, imaginé par l'ancien président de la République. Dès lors, le chef de l'Etat n'a eu de cesse de dissuader tout débat de fond. Ayant eu la main forcée moins d'un an après avoir déclaré que « le quinquennat, sous une forme ou sous une autre, serait une erreur », M. Chirac s'est résigné à en proposer l'adoption aux Français dans la mesure où réduire la durée du mandat présidentiel, a-t-il assuré, ce n'est pas « changer la nature de notre Constitution ». « Nous posons une question aux Français; ils v répondent. Ils répondent "oui", c'est très bien. Ils répondent "non". c'est très bien », avait indiqué

M. Chirac, avec un détachement étudié, le 5 juin. Ensuite, ne voulant pas que le terme de son mandat puisse être mis en cause, il a interdit tout amendement au projet de loi, de même que de toucher au calendrier électoral de 2002, qui place les législatives avant l'élection présidentielle.

AU PLUS PRÈS DE LA RENTRÉE

Le chef de l'Etat a dû tenir compte, aussi, du fait que son parti, le RPR, est l'un des plus divisés sur la question du quinquennat. Les dignitaires sénatoriaux du mouvement gaulliste, au premier rang desquels Christian Poncelet, président du Sénat, et Josselin de Rohan, président du groupe, étaient notamment hostiles à la réforme. Plus menaçant, l'ancien compagnon Charles Pasqua s'était immédiatement porté candidat à la direction de la campagne du « non ». Fixer la date du référendum au plus près de la rentrée était encore une manière de réduire la possibilité d'une campagne.

M. Chirac ayant exclu le quinquennat autrement que « sec », les partenaires du RPR se sont quelque peu désintéressés de la question. « Parce que je n'aime pas l'abstention, j'irai voter », a ainsi déclaré François Bayrou, le 3 septembre. « Les Français n'ont pas été déclarés dignes d'y voir clair. Ce référendum est un référendum avec un bandeau sur les yeux », a ajouté le président du parti centriste, qui aurait souhaité intervertir, en 2002, la présidentielle et les législatives pour augmenter les chances de sa propre candidature. L'UDF, en consémais celui-ci porte les stigmates de la paradoxale origine du référendum. Ainsi, Alain Juppé, qui avait milité sans relâche pour convaicre M. Chirac de prendre l'initiative du quinquennat, est peu présent dans le programme des réunions publiques du mouvement gaulliste.

Selon les sondages, plus d'un Français sur deux s'abstiendra

Depuis le début de l'été, toutes les enquêtes d'opinion sur le référendum du 24 septembre témoignent du manque d'intérêt des Français pour ce scrutin. Selon le dernier en date, réalisé par la Sofres les 1er et 2 septembre auprès d'un échantillon de 1 000 personnes et publié par Le Figaro (daté 6 septembre), 61 % des personnes interrogées déclarent ne pas avoir l'intention d'aller voter, soit une augmentation de 7 points par rapport à une précédente enquête du 23-25 août. De même, pour Ipsos (enquête des 25-26 août auprès de 856 personnes pour Le Point du 1er septembre), 57 % des sondés se déclarent « pas intéressés » et 44 % seulement se disent tout à fait certaines d'aller voter. Selon Louis-Harris (enquête des 25-26 août pour Valeurs actuelles), le niveau d'abstention serait de 57 %.

Parmi les personnes décidées à aller voter le 24 septembre, le « oui » au quinquennat l'emporte largement : 79 % pour la Sofres et 80 % pour Ipsos.

quence, ne déboursera pas un centime dans la campagne. A gauche, les Verts, qui voulaient débattre d'une VIe République, ont même renoncé à donner une consigne de

Le RPR s'apprête, lui, à mettre en branle son dispositif de campagne,

En revanche, Jean-Louis Debré, partisan du septennat, fera un grand nombre de meetings. Occupé à Paris, Philippe Séguin, qui n'avait pas pris part au vote du projet de loi à l'Assemblée nationale. se taira « par solidarité politique avec le président de la République ».

« Nous serons et nous sommes les plus dynamiaues dans cette campagne », a proclamé Michèle Alliot-Marie le 2 septembre. Le Parti socialiste ne veut pas être en reste. Ministres et dirigeants nationaux participeront à plusieurs réunions publiques; mais, comme le RPR, le PS s'emploie à rentabiliser chaque franc qu'il dépensera en le mettant au service d'un autre scrutin: les municipales de mars 2001. On ne s'étonnera donc pas si les premières réunions publiques socialistes, le 9 septembre, auront pour théâtre Avignon, qu'Elisabeth Guigou souhaite conquérir, et Lomme, récemment fusionnée avec Lille, où Martine Aubry prétend succéder à Pierre Mauroy.

LES SARCASMES DE M. PASQUA

Pris entre une opinion publique constamment et de longue date favorable au quinquennat et leur traditionnelle préférence pour le septennat, les communistes n'ont pas souhaité faire le pari du « non » et se sont réfugiés dans un appel à une abstention « active et critique ». Cela leur vaut les sarcasmes de M. Pasqua. Pour autant, la campagne des partisans du « non » ne semble pas « décoller » davantage que celle du « oui ». Lorsqu'ils ne sont pas contraints de se taire pour ne pas gêner M. Chirac, comme au

RPR, ils sont isolés dans leur parti, comme Raymond Barre et François Léotard à l'UDF, ou Michel Charasse au PS. Quant aux partis qui se sont engagés en tant que tels contre le quinquennat, il sont aujourd'hui affaiblis: le MNR de Bruno Mégret s'est séparé du FN de Jean-Marie Le Pen, et le RPF de Charles Pasqua a divorcé de Philippe de Villiers. En outre, pour des formations qui s'inscrivent le plus souvent dans le registre protestataire, il v a sans doute quelque paradoxe à tenter de convaincre leur électorat que le principal mandat politique ne doit... surtout pas être

Pourquoi s'étonner, dès lors, que les sondages enregistrent une montée de l'abstention? Le camp du premier ministre a déjà tenté d'en attribuer toute la responsabilité à M. Chirac. « Pour les socialistes, le succès, ce sera l'adoption du auinquennat (...) Le chef de l'Etat, lui, a préféré le référendum au Congrès. Donc, chacun sera jugé sur les décisions qu'il a prises », déclarait M. Hollande au Monde du 1er septembre. La Constitution dispose pourtant que les partis politiques « concourent à l'expression du suffrage ». Autrement dit, qu'ils fassent campagne.

Cécile Chambraud

« Si on organise des réunions, personne ne viendra... »

de notre correspondant

L'homme, qui sort son chien, avise les panneaux électoraux installés rue de la République à Besançon. « Tiens, déjà ? C'est un peu tôt pour les

REPORTAGE_

Difficile de mener une campagne sérieuse sur le fort slogan: « Cinq ans, parce que c'est moins long que sept »

municipales, non? », lance-t-il à la cantonade. Alentour, aucun badaud ne lui rappelle qu'est prévu, dimanche 24 septembre, le référendum sur le quinquennat. Apparemment, nul ne s'en est d'ailleurs souvenu. Les deux annonces placardées dans un coin émanent du collectif « Même sol : mêmes droits, mêmes voix ». Et invitent à manifester vendredi 8 septembre pour le droit de vote des étrangers. Sur la réduction programmée du mandat présidentiel, rien.

Face à cette totale indifférence, la plupart des élus politiques sont résignés. « Si on organise des réunions publiques, personne ne viendra... », soupire Paulette Guinchard-Kunztler, députée PS du Doubs. « Les gens âgés n'en parlent pas et seuls les décideurs de 25 à 40 ans évoquent le sujet, pour se féliciter que le rythme de la vie publique devient dire que les socialistes ne feront pas campagne? « Si, bien sûr, beaucoup de nos militants ont envie de débattre sur ce point. Il y aura de l'affichage, des distributions de tracts. » Court instant de réflexion. « Nous tiendrons peut-être une réunion à la fin. auand même... »

L'atonie ambiante amuse le Mouvement des citoyens. « Comparé à l'actualité corse, une question fondamentale qui touche à la nature même de la République et à la citoyenneté, ce scrutin ne passionne pas les foules », constate Jean-Loup Coly, conseiller régional de Franche-Comté, proche de M. Chevènement. « Il est difficile de mener une campagne sérieuse sur le fort slogan du président de la République : "Cinq ans, parce que c'est moins long que sept." Comme nous prônons une réforme plus ample qui rééquilibre réellement les pouvoirs du Parlement et de l'exécutif, nous ne bouderons néanmoins pas cette avancée. Mais, comme ce n'est au'un tout petit pas dans la bonne direction, nous ferons une toute petite campagne. Nous enverrons un communiqué aux journaux lo-

« NI CONFÉRENCE DE PRESSE, NI MEETING »

Chez les partisans affirmés du « non », l'enthousiasme n'est pas davantage au rendez-vous. « Sans doute un peu de tracts sur les marchés, de l'affichage sur les panneaux électoraux, mais ni conférence de presse, ni meeting », prévient Sophie Montel, conseillère municipale et régionale plus rapide, plus moderne », poursuit-elle. Est-ce FN, qui « relaiera » le discours de son parti. Sans

plus. En fait, pour dénicher des gens combatifs, il faut pousser la porte de la permanence du RPR, 11, place Victor-Hugo. Là, l'effervescence est de mise. «L'événement majeur, c'est la venue de Jean-Louis Debré, mercredi 13 septembre. Nous avons envoyé quatre mille invitations pour que cette réunion soit une réussite! », claironne Michel Vienney, secrétaire départemental. En tout, une dizaine de rencontres publiques seront organisées dans les cantons principaux, tous animés par des cadres dûment « motivés » du mou-

Comme il n'y a pas de petits bénéfices, le RPR en profitera pour faire signer sa pétition sur la Corse. « On jouera sur les deux tableaux d'un coup », insiste M. Vienney, pressé d'en découdre « sur le terrain » et de « réveiller les gens car, pour l'instant, c'est la catastrophe ».

Le RPR battra aussi le rappel de ses partenaires. « Comme nous sommes le parti du président de la République, M^{me} Alliot-Marie tient à ce que nous prenions la direction des opérations », confirme le secrétaire départemental, qui a déjà « établi des contacts » avec l'UDF et Démocratie libérale. Ce qui convient très bien au président du conseil régional de Franche-Comté, Jean-François Humbert (UDF), favorable au quinquennat. «Bien sûr que je participerai à la réunion avec Debré », confirme-t-il. Et aux dix autres? « Euh, on verra .

Rendez-vous de campagne

● Pour le « oui ». La présidente du RPR, Mme Alliot-Marie, devait animer une première réunion, mercredi 6 septembre, en Corrèze. Le 10 septembre, elle sera aux côtés de M. Madelin (DL), dans les Bouches-du-Rhône, Au total, le RPR a prévu 87 réunions publiques. Pour éviter M. Tiberi, l'ultime meeting « parisien » aura lieu le 22 septembre à Boulogne, dans les Hauts-de-Seine. Au PS, les fédérations ont été priées

de « tenir une réunion dans chaque département ». Le 9 septembre, M. Hollande commencera sa campagne à Avignon avec M^{me} Guigou, puis à Lomme, dans le Nord, avec M^{me} Aubry. Le point d'orgue aura lieu, le 19 septembre au Palais de la mutualité à Paris, avec Lionel Jospin. L'UDF n'a prévu ni tract, ni affiche, ni déplacement de son président,

M. Bayrou. M. Douste-Blazy, en revanche, participera à plusieurs meetings, en compagnie de dirigeants du RPR. Démocratie libérale, le parti de M. Madelin. annonce la distribution de 600 000 tracts dans les fédérations.

• Pour l'abstention. Au PCF, la *Iean-Pierre Tenoux* Fête de *L'Humanité*, les 15, 16 et

17 septembre, sera l'occasion de prôner l'« abstention active ». Des réunion-débats sont prévues dans toutes les grandes villes. Mme Laguiller animera un meeting de Lutte ouvrière à la Mutualité à Paris, le 20 septembre. Le lendemain, au même endroit, ce sera au tour de la Ligue communiste révolutionnaire, qui appelle à boycotter le référendum et prévoit aussi des meetings en province.

● Pour le « non ». M. Pasqua a prévu une quinzaine de déplacements en province, puis un meeting du RPF à Paris le 19 septembre. Le président du MPF, M. de Villiers, devait commencer, mercredi, à Clermont-Ferrand et à Valence une tournée de plusieurs villes.

M. Le Pen a entamé, lundi 4 septembre à Nancy, un tour de France, dans une douzaine de villes. Cette campagne s'achèvera avec le discours du président du FN, samedi 23 septembre, lors de la fête des Bleu-Blanc-Rouge. Le même jour, le président du MNR, M. Mégret, prononcera un discours lors de la fête régionale d'Ile-de-France de son parti. Auparavant, il aura fait campagne dans 27 villes.

Des maires de petites communes veulent se faire entendre

GUY BOUSSERT, le maire de Neufvillage (Moselle), « ne fait pas de politique ». Mais sa décision est prise : ulcéré par une décision de remembrement qui aurait lésé sa commune (50 habitants) de huit hectares, il refuse d'organiser le scrutin du 24 septembre. « La mairie sera fermée au cadenas. Si le préfet veut organiser le scrutin, il n'a qu'à venir avec une caravane!», s'emporte-t-il, avant d'ajouter : «Le référendum est la seule chose aui nous est tombée sous la main. Mon histoire est celle d'un petit maire qui se bat contre l'administration. »

La révolte de Neufvillage est loin d'être isolée. Un peu partout en France, des maires affichent leur intention de « prendre en otage » le référendum sur le quinquennat pour attirer l'attention de l'Etat sur des problèmes locaux. Le 31 août, Yves Lecaudev (PS), maire de Sainte-Hélène (Gironde), annoncait ainsi son intention de ne pas organiser le scrutin par solidarité avec les sylviculteurs du département, encore très mal indemnisés des dégâts de la tempête de décembre 1999. Les édiles de Langon

(PS), Belin-Beliet (UDF) et Carcans (CPNT) ont rejoint le mouvement.

Certains motifs sont conjoncturels. Lors du rassemblement évangélique de 35 000 gens du voyage, en Meurthe-et-Moselle, au mois d'août, une quarantaine de maires ont menacé de ne pas tenir les bureaux de vote (Le Monde des 27-28 août). D'autres sont plus généraux. En Lozère, Jean-Jacques Delmas, maire UDF de Mende, veut faire connaître les « discriminations » dont seraient, selon lui, victimes sa ville et son département au regard de la prime d'aménagement du territoire et des crédits eu-

« GRÈVE ADMINISTRATIVE »

En Savoie, le conseil municipal de Moutiers, 4 500 habitants, a voté à l'unanimité le principe d'« une grève administrative » pour tenter d'empêcher la fermeture de la maternité en janvier 2001. Pour Michel Rozand, le secrétaire général de la mairie, « c'est une manière de dire aux représentants de l'Etat: "Vous nous posez des problèmes, à charge pour nous de vous en poser également." » Saint-Jean-de-Belleville

(400 habitants) et Saint-Martinde-Belleville (2 300 habitants) ont suivi.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, c'est le tracé de l'A51 qui pose problème. La contestation a pris de l'ampleur avec le ralliement du président du conseil général des Hautes-Alpes, Alain Bayrou (DL), aux menaces d'une vingtaine de maires de ne pas organiser le référendum ou de ne pas dépouiller les bulletins de vote. « Nous avons déjà manifesté, explique Gérard Cardin, maire (ex-PS) de Corps, un village de 500 habitants. Nous sommes souvent allés à Paris, mais ca n'a iamais servi à rien. » L'ancien ministre Pierre Bernard-Reymond, maire (RPR) de Gap, analyse: « Notre mouvement est en grande partie une fronde contre le parisianisme. On refuse de nous écouter alors qu'on entend les représentants de ceux aui se sont attaqués au préfet de Corse. Il y a un tel manque d'écoute qu'il faut sortir de la légalité pour être entendu. A force de ne pas vouloir écouter la population, on finit par dégrader la démocratie. »

Raphaël Meyssan

Trois ouvrages sur le quinquennat

LE RÉFÉRENDUM sur le quinquennat n'a pas pas suscité l'abondante production éditoriale qui avait précédé celui de 1992 sur le traité de Maastricht.



Le citoyen désireux de s'informer dispose à ce jour de... trois ouvrages. Dans le re-

gistre de la **BIBLIOGRAPHIE** neutralité historique et politique, Christophe Boutin et Frédéric Rouvillois, enseignants à l'université de Caen, livrent, sous le titre : Quinquennat ou septennat?, une présentation claire et pédagogique des termes du débat sur le passage ou non au quinquennat.

Le retour sur l'origine du septennat, mais aussi sur les débats qui eurent lieu en 1848 autour de l'élection du président de la République au suffrage universel, rappelle l'importance politique de la question, au-delà d'un simple choix de durée ou de « modernité ».

Tout aussi concis, l'ouvrage du

constitutionnaliste Olivier Duhamel est, lui, engagé en faveur du quinquennat – le titre du livre –, dont il détaille la problématique avec une virtuosité et une verve réiouissantes.

On trouvera là, que l'on soit pour ou contre la réforme, une vision décapante de l'état actuel des rapports entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif dans les démocraties du monde occidental.

Le « non » a choisi, lui, la formule de la pluralité des auteurs et de la vigueur polémique pour un ouvrage collectif, Dites-leur non, dont le titre dit bien ce qu'il veut

La plupart des contributeurs se réclament du général de Gaulle, auprès duquel beaucoup ont d'ailleurs travaillé, comme Jean Foyer, Pierre Lefranc ou le colonel Jean d'Escrienne.

Quelques-uns se retrouvent auiourd'hui dans les rangs du Rassemblement pour la France de Charles Pasqua, tel William Abitbol, député au Parlement européen. D'autres se situent à gauche sur l'échiquier politique,

comme Pierre Lévy, membre du Parti communiste français.

★ Quinguennat ou septennat?, de Christophe Boutin et Frédéric Rouvillois; Dominos-Flammarion, 127 p. 41 francs (6,25 eu-

Le Quinquennat, d'Olivier Duhamel; Presses de Sciences po., 128 p. 75 francs (11,43 euros). Dites-leur non; éditions François-Xavier de Guibert, 214 p. 100 francs (15,24 euros).



CEFAM, EBS, ESAM, ICD, ISTEC BAC + 4

Diplômes visés ou homologués

01 44 65 66 62 12, rue Alexandre Parodi - 75010 Par

d'entente avec les fabiusiens au PS

Un pôle « jospino-rocardien » se dessine néanmoins avant le congrès

Cent vingt-quatre contributions ont été déposées en vue du congrès du Parti socialiste, du 24 au 26 novembre, dont sept contributions générales. Dans un texte signé avec l'ensemble des secrétaires nationaux, y compris fabiusiens, M. Hollande veut « un contrat » avec les Français pour les élections législatives de 2002.

LORS d'une éphémère ouverture, Maozedong avait lancé en Chine les « Cent Fleurs ». Pour son congrès de Grenoble, du 24 au 26 novembre, le Parti socialiste dispose de cent vingt-quatre contributions, ce que la direction pré-sente comme un signe de « vitalité ». Soucieux de rassembler, ce qu'il fait à travers le texte très consensuel de son secrétariat national (lire ci-dessous), mais aussi de coordonner le pôle jospino-rocardien, désireux de se structurer face aux amis de Laurent Fabius, François Hollande a fixé des règles précises. Pour canaliser l'interventionnisme des ministres et leur chasse aux signatures, le premier secrétaire a posé des barrières : les ministres ne pouvaient signer que des contributions thématiques, et non générales, ne pas être plus de deux sur un même texte, le nombre de signataires étant luimême limité à dix.

A l'arrivée, et sans préjuger du conseil national de synthèse qui, le 30 septembre, arrêtera les motions soumises au vote des militants. sept contributions générales cohabitent avec cent dix-sept contributions thématiques, nationales ou régionales. Dans la première catégorie, se trouvent les textes de M. Hollande, de la Gauche socialiste, des ex-poperénistes conduits par Alain Vidalies, d'Henri Emmanuelli, de Jean-Marie Bockel et de deux iospinistes. Dominique Merchez et Frédéric Léveillé, premier fédéral de l'Orne. Mais c'est avec les contributions thématiques que les militants, sans doute plus attentifs aux signatures ou... aux absences de paraphes qu'au contenu lui-même, vont faire leur miel.

Le pôle jospino-rocardien consacre sa nouvelle alliance dans un apparent désordre. Elisabeth Guigou signe avec Michel Sapin un texte sur « Des droits renforcés pour de nouvelles sécurités », où elle souligne que « le temps n'est pas à l'affadissement ou à l'affaiblissement de l'Etat, ni même à son recroquevillement ». On retrouve la signature de la ministre de la justice dans une contribution régionale sur le Grand Sud et dans un texte sur l'Europe où son paraphe voisine avec ceux de Pierre Moscovici, Pascal Lamy et Henri Nallet. M. Moscovici s'allie Avec le rocardien Alain Richard pour signer un texte intitulé « Démocratie », avec sept autres signataires parmi lesquels Dominique Strauss-Kahn, Catherine Trautmann, Jean-Christophe Cambadélis, numéro deux en congé du PS, Alain Bergounioux et Vincent Peillon. Aucun proche de Martine Aubry ne figure parmi les signataires de ce texte qui juge que « grâce à Lionel Jospin cette confrontation entre la première et la deuxième gauche est close ».

LE SUIVISME DU PARTI CRITIQUÉ

La ministre de l'emploi, qui devrait entrer au secrétariat national du PS, même si l'entourage de M. Hollande refuse de confirmer son rang, avait pris les devants, en mai, en publiant une lettre intitulée « Réformer », avec une cinquantaine de signataires. Tenue en lisière par les jospino-rocardiens, qui se défendent de la moindre agressivité à son égard, Mme Aubry a réagi avec mesure. Signataire d'une contribution régionale pour le Nord - Pas-de-Calais, elle a laissé sept de ses amis - dont François Lamy, député de l'Essonne, et deux secrétaires nationaux, Adeline Hazan et Jean-Pierre Sueur - reprendre son credo autour de la transformation de la société dans un texte intitulé « Poursuivre la réforme ». Animateur du club Socialistes aujourd'hui, Jean Glavany lance « Un appel à la jeunesse », avec Jean-Pierre Masseret mais sans Catherine Tasca, ne pouvant signer à trois ministres, et le président de l'Assemblée nationale, Raymond Forni. Enfin Nicole Péry,

Le texte « majoritaire » plaide pour une société plus humaine

A LA FIN de sa contribution pour le congrès du Parti socialiste. « Pour une société plus humaine », François Hollande s'essaie à une définition du socialisme qui « n'est ni une simple critique du capitalisme ni son accompagnement social; c'est la recherche de nouveaux compromis pour un monde plus juste et plus humain, dans lequel les hommes et les femmes doivent être davantage maîtres de leur destin ». Autour de ce texte destiné à se transformer en motion majoritaire, le premier secrétaire du PS réalise l'union sacrée ou... presque. Sur vingt-six secrétaires nationaux, vingt-trois – jospinistes pur sucre, aubryistes, rocardiens, fabiusiens - ont signé. S'y ajoutent les présidents des groupes parlementaires - Jean-Marc Ayrault (Assemblée nationale), Claude Estier (Sénat), Pervenche Bérès (Parlement européen) -, Bernard Poignant, Pierre Mauroy, les responsables nationaux et le dirigeant des jeunes socialistes, Gwenegan Bui. Manquent logiquement Julien Dray (Gauche socialiste), Alain Vidalies (ex-poperéniste) et, plus étrangement, Jean-Christophe Cambadélis, que sa mise en congé de son poste de numéro deux n'empêche pas de signer une autre contribution...

« Nous sommes sortis du contexte de crise qui a marqué ces vingt dernières années », écrit d'emblée M. Hollande, qui voit avec la croissance retrouvée « une opportunité considérable ». Le député de Corrèze passe en revue les « défis du nouveau siècle »: la nouvelle révolution industrielle, la « montée en puissance du capital financier », les « menaces sur le pacte social » - « Prenons garde à ce que, les questions du chômage devenant moins brûlantes, celles de la violence sous toutes ses formes n'empoisonnent pas, à nouveau, le débat public » -, la « montée des risques sur l'avenir de la planète », le renforcement de la puissance américaine. Il en conclut que les socialistes doivent définir les missions fondamentales de l'Etat – « la garantie de l'égalité des chances et de la cohésion sociale, la réduction des risques et des incertitudes, l'affirmation de nouvelles sécurités et de nouveaux droits » - et propose « un nouveau contrat avec les Français ».

M. Hollande invite l'Etat à « amplifier tous les dispositifs et déverrouiller les mécanismes nermettant l'initiative et la création d'activités » et souhaite « redistribuer pour produire davantage », à travers des baisses d'impôts, une généralisation de l'intéressement et de la participation et une relance de l'idée d'« une conférence sur les revenus et les salaires » pour encadrer les négociations salariales. Pour « accélérer la course vers le plein-emploi et faire le choix de la société du travail », il propose « une politique volontaire qui permette l'insertion dans le monde du travail de tous ceux qui restent exclus » et « un contrat d'autonomie sous la forme d'une allocation pour les jeunes », à la sortie du système

Le premier secrétaire reprend beaucoup d'idées déjà avancées par le PS sur la lutte contre la précarité, la création d'une assuranceformation et dessine les contours d'une « société de partenaires » où la négociation doit disposer des « espaces nécessaires »; mais il refuse de limiter la portée de la loi, « notamment pour définir l'ordre public social ». Pour édifier « un Etat rénové dans une République vivante », il reprend tous les chantiers inachevés, dont le « droit de vote de tous les étrangers aux élections locales ». Sur l'Europe, il valide l'idée d'une « avant-garde fédérale », avec les pays qui « sont prêts à mettre en commun de nouveaux champs de compétence ».

avec Michèle Sabban, se penche

sur la parité. La mise en mouvement du pôle jospino-rocardien, marquée aussi par une contribution de Michel Rocard sur l'Europe, se fait d'autant plus dans le désordre que les contenus des textes sont très voisins. Chargé des fédérations au secrétariat national, François Rebsamen avait été à l'initiative d'un texte de premiers fédéraux jospino-rocardiens, intitulé « Rassembler pour gagner », pour lequel il avait collecté plus de soixante-dix signatures. M. Hollande ayant décidé qu'il ne devait pas y avoir plus de dix signatures, M. Rebsamen n'a laissé que la sienne. « Le temps passant, écrit-il, la liaison entre le gouvernement et le parti, satisfaisante dans un premier temps, tend à s'affaiblir, le débat dans le parti ne précédant plus les décisions mais les suivant avec retard ». Rassurés sur leurs places, qu'ils conserveront, les amis de M. Fabius, qui ont déposé cinq textes, observent avec amusement cet accouchement tumultueux.

François Hollande confirme sa stratégie L'hospitalisation de Michel Mercier (UDF) complique la situation de la droite à Lyon

Le sénateur et président du conseil général du Rhône, candidat de sa famille politique à la succession de Raymond Barre, est toujours contesté par le RPR local, favorable à Henry Chabert

de notre correspondante

Candidat désigné par l'UDF pour porter les couleurs de la droite aux élections municipales de mars 2001 à Lyon, Michel Mercier, sénateur et président du conseil général du Rhône, a annoncé à quelques journalistes, mardi 5 septembre, qu'il allait subir le lendemain une intervention chirurgicale. M. Mercier a précisé qu'il serait admis le soir même, à l'hôpital Edouard-Herriot, dans le service du professeur Jean-Michel Dubernard, député RPR et... autre prétendant à la succession du maire, Raymond Barre (app. UDF). M. Dubernard avait fait alliance, le 10 mars, avec Christian Philip (UDF), premier adjoint de M. Barre, les deux hommes contestant l'investiture accordée à M. Mercier.

Le sénateur, qui n'a pas précisé la nature de l'opération qu'il devait subir à la prostate, a assuré qu'il n'était pas inquiet. M. Mercier a toutefois indiqué qu'il faudra attendre quelque temps pour savoir s'il continuera à assumer le Michel Noblecourt même rôle au cours de la cam-

pagne. Toujours en proie aux dissensions, la droite lyonnaise avance à pas comptés. Un début rapprochement entre MM. Mercier et Philip avait été remarqué lors de l'université d'été de l'UDF, le 1er septembre, à Ramatuelle. Les deux candidats déclarés avaient fait voiture commune de Lyon jusque dans le Var. Ils se sont encore retrouvés, lundi, à côté de Jean Besson, député du Rhône, mandaté en juillet par la direction nationale de son parti pour tenter de rapprocher les deux familles. Sans prononcer le mot de « réconciliation », encore moins celui d'« accord », chacun reconnaît que le dialogue a repris. « Nous avons une volonté commune d'aboutir à un accord, estime M. Philip. Nous connaissons la nécessité de constituer une liste d'union pour l'emporter, mais cette liste ne sera crédible et efficace que si nous avons un projet commun et si nous nous accordons sur un vrai partage des responsabilités. »

Or, sur ce second point, le candidat reconnaît que rien n'est acquis. A défaut de la mairie, M. Philip se verrait bien président de la communauté urbaine, mais le RPR a beau jeu de souligner que l'UDF ne peut réclamer à la fois la ville, l'agglomération et le département. Cette gourmandise de l'UDF est également invoquée par Henry Chabert, député (RPR), pour justifier sa propre candidature, défendue par la fédération départementale du mouvement gaulliste. Ancien adjoint à l'urbanisme de Michel Noir et de Raymond Barre, privé de sa délégation depuis sa mise en examen, M. Chabert est cependant suspendu à la décision du juge d'instruction concernant les conditions d'achat d'une maison secondaire, qui est attendue avant la fin septembre. Charles Millon continue, de son côté, sa campagne solitaire.

Face à une gauche « plurielle » rassemblée en ordre de bataille derrière le socialiste Gérard Collomb, la droite lyonnaise semble plus que jamais soumise à des aléas qu'elle ne maîtrise pas.

Sophie Landrin

Et VOUS,

pour la construction de votre réseau sans fil 3G avez-vous déjà choisi un partenaire?

Un bon tuyau : voyez d'abord ce qu'offre le leader mondial.

Deux des plus grands consultants* ont désigné Nortel Networks comme le n° 1 mondial de l'architecture Internet sans fil de nouvelle génération.

Rien de surprenant à cela quand on sait que Nortel Networks construit actuellement l'Internet sans fil. Ce nouvel Internet haute performance bénéficie d'atouts incontestables : d'abord la mobilité de la technologie sans fil, ensuite la capacité, la vitesse et la fiabilité à 99,9999 % de la dorsale optique Internet de Nortel Networks, leader du secteur. 50 % du trafic européen et 75 % du trafic nord-américain acheminés sur dorsale Internet passent, en effet, par ses systèmes optiques.

Les opérateurs de réseaux sans fil qui optent dès aujourd'hui pour ses solutions bout-en-bout sans fil 3G, ses équipements optiques et ses solutions IP ont inévitablement, grâce à Nortel Networks, une longueur d'avance. Ils peuvent fournir à leurs clients de nouvelles applications et de nouveaux services gourmands en bande passante, quels que soient l'heure et le lieu, et à partir des systèmes les plus divers.

* The Yankee Group et Herschel Shosteck Assoc.

Autrement dit, avec Nortel Networks, les opérateurs de réseaux sans fil vont pouvoir rentabiliser leurs infrastructures et accroître leurs bénéfices. Grâce à son architecture Internet sans fil. leurs marges d'exploitation devraient, selon les estimations actuelles, connaître une augmentation de 100% au cours des 5 prochaines années**.

Si vous opérez dans le secteur des communications sans fil et souhaitez participer à son énorme expansion, il n'y a pas à hésiter. Suivez la voie de Nortel Networks et faites d'Internet exactement ce que vous en attendiez. www.nortelnetworks.fr



Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière

« Il faut que le Medef dise que son dispositif du PARE est fondé sur le volontariat »

Dans un entretien au *Monde*, Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, expose, à la veille de sa rencontre avec Martine Aubry, jeudi 7 septembre, les conditions à la signature d'une nouvelle convention Unedic. Il demande notamment que le plan d'aide au retour à l'emploi soit fondé sur le volontariat et ne fasse pas l'objet d'un contrat. Le dirigeant de FO souhaite qu'une

nouvelle renégociation engageant l'ensemble des partenaires sociaux permette d'éviter la désignation d'un administrateur provisoire à l'assurance-chômage.

« Au vu de la réunion du 4 septembre des signataires de la convention Unedic, percevezvous une volonté d'apaisement de la part du Medef, de la CFDT et de la CFTC sur ce dossier?

– Je ne suis pas sûr qu'il s'agisse d'un apaisement. Dans cette histoire, le fond est aussi important que la forme. Les signataires en sont aujourd'hui à présenter les choses de façon à ne pas donner le sentiment de se déshabiller. Mais, sur le fond, Ernest-Antoine Seillière [président du Medef] raconte partout que l'accord tiendra.

- Les signataires semblent pourtant disposés à aménager leur convention, notamment en proposant un report de la baisse des cotisations et en renonçant à confier les sanctions à l'Unedic...

– Le patronat, la CFDT et la CFTC sentent bien que leur texte ne passera pas aux forceps. S'ils abandonnent les sanctions, alors, le chômeur qui ne respecte pas ses obligations ne sera pas pénalisé. Donc, il faut que le Medef dise noir sur blanc que son dispositif du PARE [plan d'aide au retour à l'emploi] est fondé sur le volontariat. C'est une des conditions pour que FO signe la convention.

- Quelles sont les autres ?

– Sommes-nous satisfaits de la revalorisation des allocations des chômeurs? Non. Sommes-nous satisfaits de l'extension de la couverture d'indemnisation? Non. Je suis toujours opposé à la signature d'un nouveau contrat pour les demandeurs d'emploi. Je ne veux pas être un directeur de conscience. C'est une question de principe sur le respect des droits. Je ne veux pas laisser s'instaurer un précédent. Si j'accepte

de conditionner les allocations-chômage à la signature par le cotisant d'un nouveau contrat, je prends le risque de l'accepter sur les retraites par exemple.

« Je ne laisserai pas le patronat bloquer le fonctionnement de l'Unedic et donner le prétexte pour désigner un administrateur provisoire »

- Qu'allez-vous dire à Martine Aubry lorsque vous la rencontrerez, jeudi 7 septembre ?

- Je ne laisserai pas le patronat bloquer le fonctionnement de l'Unedic et donner à la ministre de l'emploi le prétexte pour désigner un administrateur provisoire. Je lui demanderai des assurances sur une convocation globale des partenaires sociaux. Je ne veux pas de contacts ou de négociation dans le dos des non-signataires. Ce serait très grave. On ne peut transformer un texte sans que tout le monde soit présent, c'est la loi. Je suis une organisation représentative comme tous les autres syndicats, je dois jouir des mêmes droits. Je ferai tout, aussi, pour que le dossier ne soit pas transmis à un nouveau ministre, après le départ de Martine Aubry. Je souhaite qu'elle mène ce dossier à bien.

- Pour vous, il s'agit donc bien d'une renégociation ?

– Même si on ne l'appelle pas comme ça, cela m'a tout l'air d'en être les prémices!

- La position du gouvernement est-elle, pour vous, légi-

– Oui, sans plus. M^{me} Aubry n'a pas accru la tutelle, je ne lui fais pas ce procès. Cela dit, cette situation ne me satisfait pas. J'aurais mieux aimé ne pas avoir d'interférence étatique et que nous puissions tomber d'accord avec le patronat sur un sujet qui n'est pas revendicatif. La gestion paritaire, et notamment l'Unedic, n'est pas le haut lieu de la lutte des classes!

- Le Medef s'est déclaré prêt à ce que les signataires, parallèlement, rencontrent les non-signataires...

– Je souhaite qu'il en soit ainsi, mais M. Seillière fixe d'avance l'ordre du jour. Moi, je suis d'accord pour une telle réunion, à condition que les thèmes de discussion soient

- Comment jugez-vous le plan impôts de Laurent Fabius ?

- C'est la première fois que l'on supprime des impôts, il faut s'en féliciter. Ma position est celle d'un soutien critique. Il y a un effort, mais je regrette la façon dont cela a été fait. Je suis favorable à l'impôt sur le revenu, c'est le cordon ombilical de la citoyenneté. Même les revenus très modestes, les chômeurs devraient payer 50 francs d'impôts. En matière de diminution, j'étais davantage partisan d'une réduction des impôts indirects comme la TVA. Je suis critique sur la baisse de la CSG, appliquée jusqu'à 1,3 SMIC. Il n'est pas bon de trop faire référence

au salaire minimum, car, alors, on bloque ses possibilités de revalorisation. Les entreprises n'ont pas été oubliées. Cela va leur donner plus de marges, d'où ma revendication sur les salaires...

- Vous avez annoncé votre intention de mobiliser sur ce thème, et sur celui de la refondation sociale, le 7 octobre...

– Oui, pour plusieurs raisons. Les 35 heures et la modération salariale ont eu un impact certain. Ensuite, on ne peut pas continuer à parler de croissance et de rentrées financières pour l'Etat sans faire de redistribution. Cela passe par une hausse des salaires, des minima sociaux et par un phénomène d'accélération pour le SMIC. Pour le secteur privé, il faut des augmentations de salaire correspondant à la croissance. Pour le public, l'Etat ne doit pas faire l'impasse d'une hausse, même modeste, sur l'année 2000. Je sais que la tentation est grande d'attendre les élections pour donner un coup de pouce et séduire l'électorat fonctionnaire. Il faut ouvrir, partout, des négociations. J'attends, aussi, le gouvernement sur la présentation de son budget. La baisse des impôts va-t-elle avoir pour corollaire le maintien du gel des emplois pu-

- FO peut-elle signer un accord sur un autre chantier de la refondation sociale, tant que la crise sur l'Unedic n'est pas résolue?

– Si cet accord est bon, oui. Notre but n'est pas de bloquer les négociations. »

> Propos recueillis par Isabelle Mandraud et Caroline Monnot

Martine Aubry recevra conjointement les partenaires de la convention Unedic

Le rendez-vous est fixé au jeudi 7 septembre

LES SIGNATAIRES de la nouvelle convention Unedic ont eu gain de cause : ils seront reçus, ensemble, jeudi 7 septembre, au ministère de l'emploi. Le patronat, la CFDT et la CFTC s'entretiendront avec Martine Aubry à 9 h 30; les non-signataires, eux, passeront l'après-midi. Les tractations sur la forme de ces rencontres ont en effet occupé les états-majors patronaux et syndicaux, ainsi que le ministère, toute la journée de mardi. C'est que l'affaire est sérieuse!

Les signataires veulent exposer collectivement les propositions d'aménagement de leur texte devant la ministre et manifester ainsi par leur présence commune, Rue de Grenelle, leur unité indéfectible. Les non-signataires, eux, étaient très réticents sur cette perspective, craignant, comme le souligne le patron de FO, Marc Blondel (lire ci-contre), que des accords ne se concluent « dans leur dos ». Du coup, la CGT, FO et la CGC s'interrogeaient, mercredi matin, sur l'opportunité d'être, elles aussi, reçues ensemble pour afficher un front commun.

Tandis que les rencontres officielles se mettent en place, d'autres, semi-officieuses, sont en train de s'organiser. Après Nicole Notat, qui a fait la même démarche, M. Blondel a demandé un entretien à Lionel Jospin. Là, c'est la discrétion qui prime. Les dates de ces rendez-vous ne figureront pas sur l'agenda public du premier ministre. Préalablement à ces multiples concertations, chacun des deux camps a décidé de donner de la voix

La secrétaire générale de la CFDT a déclaré sur France-Info,

mardi, que M. Jospin avait « dû mettre des lunettes déformantes» en évoquant, dans son discours de clôture de l'université d'été du PS à La Rochelle, les « dangers » de l'accord controversé sur l'assurance-chômage. La CFDT « n'aurait pas signé un accord s'il s'agissait de placer les chômeurs dans cette situation » de sanctions qui les contraindrait à accepter n'importe quel emploi, a t-elle fait valoir. Ernest-Antoine Seillière, président du Medef, qui s'exprimait lundi soir sur RTL, a tenu à réaffirmer que l'accord conclu sur l'assurance-chômage n'est pas renégociable. Parallèlement, les signataires ont adressé une nouvelle lettre au gouvernement, dans laquelle ils confirment leur intention de « bouger » sur la question des sanctions accompagnant le PARE (Le Monde du 6 septembre). Celles-ci seraient « mises en œuvre par les Assedic », mais « prises par les services de l'Etat », selon des modalités à préciser.

De son côté, le numéro un de la CGT, Bernard Thibault, a adressé, mardi, une « lettre ouverte » à M^{me} Aubry. M. Thibault, qui déplore que « la situation de blocage sur l'Unedic perdure » et que les signataires «se refusent à entendre les oppositions de fond qui se sont exprimées sur leur projet de convention », se dit prêt à « participer » à la recherche d'un nouveau système d'assurance-chômage. « Il est temps de rompre avec un système qui ne tient plus compte des réels intérêts de ceux qu'il est censé servir », à savoir les demandeurs d'emploi, estime M. Thibault.

C. M.



1er semestre 2000:

Résultats et marges en forte progression Nouvelle acquisition en Espagne

Le conseil s'est réuni sous la présidence de François Grappotte pour arrêter les comptes du 1er semestre 2000.

Tirant le meilleur parti d'une très forte croissance de ses ventes de 14,6% à données courantes (8,4% à données constantes), le groupe a fortement augmenté ses résultats sur le semestre.

1er semestre 2 000

Comptes consolidés	M€	MF	M€	MF	EVOIUTION
Chiffre d'affaires	1 314	8 622	1 147	7 526	+ 15 %
Résultat opérationnel	217	1 422	1 <i>7</i> 7	1 159	+ 23 %
% du chiffre d'affaires	16,3	5 %	15,	4 %	
Bénéfice net (part du groupe)	120	<i>7</i> 88	97	639	+ 23 %
% du chiffre d'affaires	9,1	%	8,5	5 %	
Cash flow disponible (1)	104	684	75	495	+ 38 %
% du chiffre d'affaires	7,9	%	6,6	5%	
Rentabilité des capitaux employés (2)	14,9	9 %	13,	5 %	

• Forte progression des résultats semestriels

Le résultat opérationnel est en croissance de 23%, l'ensemble des grandes zones géographiques du groupe progressant tant en résultat qu'en marge.

Pour l'ensemble du groupe, le résultat net est également en hausse de 23%. Le cash-flow disponible ⁽¹⁾ augmente de 38% et la rentabilité des capitaux employés ⁽²⁾ a gagné 1,4 point.

En France et en Italie, la montée en puissance des produits nouveaux (Sagane, Light, Living, Lexic, les produits Voix Données Images, de communication et de sécurité) et les efforts continus de productivité portent leurs fruits.

Dans le reste de l'Europe et notamment en Europe du Sud, le succès des nouvelles gammes de produits se confirme, dans un environnement porteur.

Après cinq années de très forte croissance, les Etats-Unis sont en progression.

Dans le reste du monde l'évolution est favorable, en particulier grâce au bon comportement des unités d'Amérique latine.

• Dynamisme de la croissance externe

Nouvelle acquisition en Espagne

Par ailleurs, Legrand vient de racheter la société **TEGUI**, **leader espagnol des portiers audio et vidéo**, qui devrait réaliser en 2000 des ventes de 17 millions d'euros avec une excellente rentabilité.

Après la reprise en mai de Quintela, spécialiste des produits de cheminement des câbles

basse tension et VDI, et en 1997 d'URA, leader espagnol de l'éclairage de sécurité, c'est la troisième acquisition en trois ans d'une position de leadership sur ce marché à très fort potential

1er semestre 1999

Entre 1995 et 2000 (proforma), grâce à la combinaison d'acquisitions ciblées et de fortes progressions des ventes, alimentées par des lancements réguliers de nouveaux produits aux fonctions enrichies, le chiffre d'affaires réalisé par le groupe sur le marché espagnol aura triplé pour atteindre 130 millions d'euros.

Finalisation de l'acquisition de Wiremold

Enfin, conformément au calendrier annoncé, le rachat de Wiremold par Legrand a été finalisé le 31 juillet.

A ce sujet, François Grappotte a déclaré : "Les réalisations de la première partie de l'année 2000 laissent augurer un exercice satisfaisant. De plus, nous venons de réaliser une opération de croissance externe majeure aux Etats-Unis avec Wiremold. Certes, l'impact dilutif de celle-ci sur nos comptes sera temporairement accentué par rapport à nos prévisions initiales, mais nous entendons bien être relutif dès 2003, comme prévu. Malgré ce dernier facteur, nous nous fixons un objectif de croissance de notre résultat net d'au moins 10 % pour 2000 et, confiants dans la qualité de l'apport représenté par Wiremold, nous maintenons notre objectif de croissance de ce résultat d'une valeur moyenne égale à deux chiffres pour les années à venir .

Grâce à cette opération de croissance externe stratégique, Legrand devient un acteur majeur du marché nord-américain, premier marché mondial, et devrait réaliser en 2000 un chiffre d'affaires consolidé (proforma) de plus de 3 milliards d'euros, contre 2.3 milliards en 1999 ".

Rappel : Legrand est leader mondial de l'appareillage électrique d'installation basse tension. Le groupe réalisera près des 3/4 de son chiffre d'affaires proforma 2000 (3 milliards d'euros) à l'international et est implanté dans 54 pays. Les produits Legrand sont destinés au logement, au tertiaire et à l'industrie. Ils sont commercialisés par l'intermédiaire de la distribution professionnelle et mis en œuvre par des installateurs électriciens. La valeur est cotée sur le Premier Marché de la Bourse de Paris.

(1) marge brute d'autofinancement – investissements industriels ; (2) résultat opérationnel avant amortissement des survaleurs et après impôts/capitaux employés

Raymond Barre défend le processus de Matignon sur la Corse

LE MAIRE de Lyon, Raymond Barre, député (app. UDF) du Rhône, a apporté son soutien au processus de Matignon sur la Corse, lundi 4 septembre, en déclarant notamment qu'il ne met pas en cause l'unité de la République. « Je ne fais pas entrer dans cette affaire l'unité de la République », a déclaré l'ancien premier ministre sur RTL, se disant « convaincu que dans les décennies à venir la France devra évoluer vers une organisation décentralisée et que la République devra être diversifiée ».

Rendant hommage à Lionel Jospin pour s'être « efforcé dans la clarté de discuter avec tout le monde », M. Barre a affirmé que le premier ministre ne peut pas faire un préalable de l'arrêt de la violence : « Etesvous prêt à envoyer les escadrons de CRS, un régiment de Légion pour remettre de l'ordre en Corse ? », a-t-il demandé. « Il y a un compromis, il vaut ce qu'il vaut. A mon avis, c'est un compromis limité, c'est un compromis précaire, c'est un compromis qui ne fait pas disparaître les arrièrepensées », a-t-il ajouté.

DÉPÊCHES

■ CORSE: « Il y a un infléchissement évident » dans le discours de Lionel Jospin sur la Corse, a estimé Jean-Pierre Chevènement, mardi 5 septembre sur LCI, « puisqu'il subordonne la discussion au Parlement d'un projet de loi à la cessation de la violence et qu'il semble récuser la dévolution d'un pouvoir législatif ». L'ancien ministre de l'intérieur démissionnaire a ajouté: « Si je suis parvenu à infléchir la politique du gouvernement, cela voudra dire que mon geste n'aura pas été inutile. »

■ EXTRÊME DROITE: Xavier Guillemot, conseiller de la région Centre, a envoyé à Bruno Mégret, lundi 4 septembre, une lettre de démission du Mouvement national républicain. M. Guillemot, qui est le président d'une association nouvellement créée, Bretagne nouvelle, et milite pour que le gouvernement étende à la Bretagne « sur des bases adaptées » les accords sur la Corse, reproche à M. Mégret sa « conception pusillanime de la décentralisation », qu'il qualifie de « jacobinisme inavouable ». M. Guillemot indique qu'il siégera au conseil régional en tant qu'élu indépendant « pour y défendre une ligne régionaliste identifaire ».

■ ÉLECTIONS MUNICIPALES: les négociations menées par le PS en vue d'accords pour les municipales de mars 2001 à Paris, avec ses partenaires de la gauche « plurielle », sont en bonne voie avec le PRG, tandis qu'avec le MDC « le désaccord a été assez net », a assuré, mardi 5 septembre, la fédération socialiste de Paris. Le PS a « constaté un certain durcissement de Georges Sarre », maire du 11° arrondissement, qui menait, mardi, la délégation du parti de Jean-Pierre Chevènement. En revanche, le PS notait qu'avec le PRG, « on tient l'ossature d'un accord très positif pour tout le monde ».

■ NOUVELLE-CALÉDONIE: Jacques Lafleur a annoncé, mercredi 6 septembre, qu'il retirait sa démission de l'Assemblée nationale. « J'ai entendu l'appel. En particulier celui des jeunes », a simplement indiqué M. Lafleur, député (RPR), en faisant allusion à la réunion, lundi 4 septembre à Nouméa, d'un congrès extraordinaire du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (anti-indépendantistes) où militants et élus lui avaient demandé de revenir sur sa décision (Le Monde du 6 septembre).

■ INTERNET: Jacques Chirac présidera, le 11 septembre, une réunion de travail consacrée au « rôle de l'Internet dans le fonctionnement de la démocratie française » avec des responsables de portails d'accès, de communautés virtuelles et de sites « à vocation civique », a annoncé, mardi 5 septembre, le service de presse de l'Elysée. C'est la quatrième réunion de ce type pour M. Chirac, qui avait rencontré au mois de mars 1999 douze personnalités politiques de droite et de gauche impliquées dans l'utilisation des réseaux numériques.

INFORMATION FINANCIERE - Tél : 01 49 72 53 53

LE MONDE / JELIDI 7 SEPTEMBRE 2000

JEUNESSE Les jeunes sont les premiers à bénéficier de la reprise. Le nombre de chômeurs chez les moins de 25 ans a chuté de 20,2 % en un an, contre 15,6 % pour l'en-

semble de la population. Sur trois ans, la baisse est de 35 %. Les jeunes accueillent cette embellie spectaculaire par un regain d'optimisme prudent. • LES JEUNES DIPLÔMÉS,

issus des filières scientifiques ou commerciales notamment, sont les plus favorisés: embauche immédiate, salaires élevés, adéquation entre poste occupé et projet professionnel, pour eux, tous les feux semblent passés au vert. ● POUR LES JEUNES EN DIFFICULTÉ, l'accès à l'emploi, même non qualifié, passe par des dispositifs spécialisés comme la mission locale d'Aulnaysous-Bois. Véritables sas vers l'emploi, ces structures aident les jeunes, demeurés en marge, à profiter des possibilités d'embauche.

L'embellie de l'emploi profite inégalement aux jeunes

Le nombre de chômeurs de moins de 25 ans a chuté de 20,2 % en un an. Mais la reprise économique ne modifie pas en profondeur les comportements hérités de la crise. Elle bénéficie pleinement aux diplômés des grandes écoles, mais les « sans qualification » n'en perçoivent pas les effets

MÊME si certains d'entre eux ont du mal à s'en convaincre, les jeunes sont les premiers à bénéficier de la reprise. D'après les derniers chiffres du ministère de l'emploi, publiés fin août, le nombre de chômeurs chez les moins de 25 ans (476 000) a légèrement augmenté au mois de juillet. Mais il a chuté de 20,2 % en un an, contre 15,6 % pour l'ensemble de la population. Sur trois ans, la baisse est de 35 %. Les jeunes accueillent cette embellie spectaculaire par un regain d'optimisme prudent. Selon un sondage CSA-Le Parisien, paru en mai, 52 % des 16-24 ans se déclarent confiants à propos de leur entrée sur le marché du travail. La sinistrose des années de crise ne semble plus d'actualité, mais l'heure n'est pas à l'euphorie pour autant. Marqués par les difficultés d'accès au marché du travail des années 80 et 90, toujours confrontés à la précarité, les jeunes de la génération start-up se méfient des promesses de la reprise.

Symbole d'une jeunesse inquiète malgré la conjoncture favorable, le mouvement de désobéissance des derniers appelés du service national, les « sans-nous », s'est attiré la sympathie de l'opinion publique avec un leitmotiv bien symbolique de l'air du temps : profiter des possibilités offertes par le retour à la croissance plutôt que passer dix mois sous les drapeaux. « Nous aimerions avoir nous aussi une chance de nous insérer professionnellement dans une période qui y est propice », proclament les manifestes du mouvement. « Retarder la possibilité pour



une partie des jeunes de s'intégrer dès maintenant relève d'une méconnaissance de l'économie. Qui peut affirmer que la conjoncture sera toujours favorable? » Malgré une faible mobilisation dans la rue, les « sans-nous » ont obtenu l'assouplissement des reports d'incorporation pour les titulaires d'un contrat de travail.

Prudents, les jeunes prolongent les comportements hérités des années de crise. Pour l'instant, le retour de la croissance ne semble pas avoir remis en cause l'allongement des études et de la cohabitation avec les parents. Certes, de plus en plus de jeunes quittent le lycée professionnel avant d'avoir

obtenu leur diplôme, séduits par la possibilité de gagner rapidement de l'argent, débauchés par les entreprises au cours de leurs stages dans les secteurs d'activité victimes d'une pénurie de maind'œuvre, comme le bâtiment et l'hôtellerie. A l'université, en revanche, beaucoup continuent de se faire plaisir et choisissent des filières aux débouchés immédiats incertains, comme en témoigne l'afflux actuel d'inscriptions dans les universités spécialisées en art, communication, ou psychologie. Les filières professionnalisées, elles, se portent bien, sans connaître de ruée (+2,5 %, cette année, pour les inscriptions en IUT). Les inscriptions en thèse ne faiblissent pas et jamais les candidatures en troisième cycle n'ont été aussi nombreuses.

CHEZ LES PARENTS

En matière de cohabitation avec les parents, les derniers chiffres de l'Insee ne témoignent d'aucune inversion de tendance, puisque les 25-29 ans sont, en 2000, encore plus nombreux (21 %) chez leurs parents qu'auparavant (20 % en 1997). Dans La Famille en question. Etat de la recherche (Syros, 1996), le sociologue Thierry Bloss soulignait déjà que les raisons du maintien prolongé au foyer parental ne se limitent pas à la simple conjoncture économique. Certes, le foyer familial joue une «fonction refuge contre les aléas de l'insertion professionnelle des enfants ». Mais les relations familiales apparaissent aussi plus « consensuelles » et la famille serait aujourd'hui « plus accueillante que par le passé » vis-à-vis de sa progéniture. Enfin, cette cohabitation, offre, selon lui, la possibilité d'une entraide en sens inverse de la filiation, l'enfant aidant ses parents (surtout si l'un d'eux est au chômage) en restant au domicile familial et en rétrocédant une partie de son salaire quand il travaille.

« Avec la crise, le droit généralisé à l'expérimentation et à l'erreur pendant une période plus longue de la vie est devenu la règle pour les jeunes. C'est un acquis que la reprise ne devrait pas remettre en cause », constate Michel Mirandon, coordinateur de la commission « Jeunes et politiques pu-

bliques » du Commissariat général du Plan. Chargée de proposer des pistes aux pouvoirs publics, la commission devrait rendre son rapport en novembre. « Avec la crise, on est passé de la question jeune au problème jeune en enfermant l'action publique autour du chômage et de la violence. Il faut se garder de toute euphorie, mais avec la reprise, ce discours ne tient plus », estime M. Mirandon.

çon, la reprise ne va pas profiter à tous les jeunes. Pour ceux, notamment, qui ont quitté le système éducatif, il faut mettre l'accent sur un droit à la formation tout au long de la vie. »

Si la croissance profite en effet à plein aux jeunes diplômés (*lire cidessous*), les jeunes les plus en difficulté ont souvent l'impression d'être les laissés-pour-compte de la reprise (*Le Monde* du 18 juillet).

Résultats contrastés pour le programme Trace

Selon une étude de la Dares (direction du ministère de l'emploi) publiée au mois d'août, près de 42 000 jeunes ont intégré le programme Trace (Trajectoire d'accès à l'emploi) entre octobre 1998 et décembre 1999. Mis en place par la loi de lutte contre les exclusions, ce dispositif vise à favoriser l'insertion professionnelle des seize - vingt-cinq ans peu ou pas qualifiés.

A la fin 1999, « près de 29 % des bénéficiaires occupaient un emploi (dont près de 40 % en CES), 22 % étaient en formation et 47 % dans une démarche de recherche d'emploi accompagné », peut-on lire dans l'étude. « La moitié (...) sont en emploi (aidé ou non) douze mois après le lancement du programme contre environ 10 % au démarrage », poursuit-elle. Cependant, « la nature de l'emploi retrouvé révèle (...) une réelle difficulté d'accès au marché du travail concurrentiel », pondère la Dares. « On note une croissance régulière des emplois aidés autres que l'alternance », ajoute-t-elle.

Au moment où certaines associations et syndicats militent pour un statut et un revenu de la jeunesse, la commission du Plan s'interroge sur la multiplication des actions publiques spécifiques. « On s'aperçoit qu'il n'y a plus vraiment d'homogénéité de la jeunesse. Il faut considérer les critères d'âge avec plus de circonspection. L'accent devrait être mis sur la sécurisation des trajets à long terme, explique M. Mirandon. De toute fa-

Souvent sans diplôme et sans qualification, ils n'arrivent pas à s'insérer malgré la conjoncture favorable, ce qui renforce leur sentiment d'exclusion et le regard désapprobateur porté sur eux.

« DISCOURS AMBIANT »

« Pour ces jeunes, la reprise aggrave les choses. Le discours ambiant veut que ceux qui ne trouvent pas du boulot sont vraiment des nuls. Les plus destructurés ont alors tendance à s'enfermer dans un système de repli encore plus violent », déplore Bénédicte Madelin, directrice de Profession banlieue, un centre de ressources de Seine-Saint-Denis.

« Pour certains, la reprise est là. Mais cela n'empêche que la jeunesse demeure la catégorie la plus en situation de précarité sur le marché du travail. Beaucoup jonglent encore avec les petits boulots, les CDD et les emplois-jeunes », souligne Eddie Aït, membre de l'association Combat pour l'emploi et du Conseil de la jeunesse, créé par la ministre Marie-George Buffet. Le thème de la précarité a d'ailleurs été l'une des principales questions abordées lors de la rencontre entre le gouvernement et le Conseil de la jeunesse, en mai. Et M. Ait de déplorer : « Avec des dispositifs comme les emplois-jeunes, on cherche surtout à occuper les ieunes, souvent sans leur donner la qualification qui leur permettrait de trouver un emploi stable. »

Frédéric Chambon

Les jeunes diplômés sont très convoités par les professionnels du recrutement

PLUS les jeunes sont qualifiés, plus ils profitent de l'embellie économique. « La machine repart dans l'ordre des inégalités, du haut vers le bas », souligne le sociologue Christian Baudelot. La baisse du chômage des jeunes est souvent proportionnelle à leur niveau de formation. Ainsi, tout va pour le mieux pour les nouveaux diplômés des grandes écoles. Bien sûr, leur situation n'a jamais été vraiment mauvaise. Néanmoins, dans les années 1993-1996, la crise avait augmenté leur temps de recherche d'emploi et les avait obligés à revoir à la baisse leurs prétentions salariales. Depuis trois ans, ce sont eux qui profitent le mieux de la reprise économique. Taux d'embauche, salaires, adéquation entre poste occupé et projet professionnel, tous les feux sont au vert. D'après la huitième enquête annuelle sur l'insertion des jeunes diplômés, publiée en mai par la Conférence des grandes écoles (CGE), « l'excellente conjoncture » a permis, en 1999, à 50 % des élèves des écoles de commerce, de gestion et d'ingénieurs de signer un contrat de travail avant même d'obtenir leur diplôme et à 82 % de décrocher un emploi dans les deux mois suivant leur sortie. Pour eux, le marché du travail est tellement favorable qu'il a permis d'absorber les effets de la fin du service natio-

Parmi les diplômés de la dernière promotion ayant trouvé un emploi, 80 % ont signé un contrat à durée indéterminée et ils sont aussi nombreux à considérer que leur premier emploi est en lien direct avec leurs aspirations professionnelles. En outre, 87 % des diplômés des grandes écoles obtiennent un statut de cadre (contre 78 % en 1995) et 55 % sont embauchés dans des entreprises de plus de 500 salariés contre 23 % qui optent pour les PME-PMI de moins de 100 salariés. Une grande partie de ces jeunes n'ont même pas eu besoin d'éplucher les petites annonces : près d'un emploi sur trois a été trouvé grâce à un stage en entreprise et un sur cinq suite à l'envoi d'une candidature spontanée. Cette enquête montre aussi que la bonne conjoncture économique n'a pas tari le goût pour les études : 15 % des diplômés choisissent de poursuivre leur formation (troisième cycle, doctorat, mastère) pour se perfectionner ou pour acquérir une double compétence. Côté rémunérations, le salaire annuel moyen d'embauche s'établit à 197 500 francs (207 500 francs pour les hommes et 188 000 francs pour les femmes) mais les écoles précisent que les éléments annexes au salaire (intéressement, stock-options, etc.) non quantifiés dans cette enquête, se développent rapidement. Enfin, contrairement aux rumeurs sur une « fuite des cerveaux », l'emploi à l'étranger (11 % des jeunes diplômés) est stable depuis trois ans.

CHOIX DU PREMIER EMPLOI

Cette jeunesse issue des grandes écoles, plus que jamais « draguée » par les professionnels du recrutement, désigne à 80 % le « projet professionnel » comme critère de choix du premier emploi très loin devant la rémunération (6 %).

La situation des bac + 5 universitaires est également très favorable notamment pour les titulaires d'un troisième cycle scientifique ou de gestion. L'ensemble des étudiants profitent de l'amélioration du marché du travail, mais, selon le Centre d'études et de recherche sur l'emploi et les qualifications (Cereq), les inégalités entre les plus et les moins diplômés ont augmenté. Mieux vaut être ingénieur débutant que titulaire d'un BTS tertiaire. A diplôme égal, des inégalités par filières subsistent : les scientifiques sont privilégiés par rapport aux diplômés en lettres ou en sciences humaines. Néanmoins, la reprise touche toutes les catégories de jeunes jusqu'aux titulaires d'un CAP. Ce diplôme constitue une valeur sûre en ces temps de manque de main-d'œuvre dans des secteurs comme le bâtiment.

Comment les jeunes vont-ils réagir à la reprise économique ? « Il ne serait pas étonnant d'assister à un retournement », considère Christian Baudelot. Alors que la précarisation de l'emploi a touché en priorité les jeunes, ces derniers pourraient brandir « des revendications nouvelles en terme de salaires et de reconnaissance de leurs qualifications », estime-til. « Il ne faut pas croire qu'ils vont accepter ce qu'ils ont subi jusqu'à présent. » En période de croissance, l'exigence des jeunes pourrait surprendre les entreprises.

Sandrine Blanchard

A la mission locale d'Aulnay-sous-Bois : « Un public qu'on ne voyait pas avant se rapproche de nous »

« NIVEAU BEP ». C'est le seul bagage de Samuel. Ce grand gaillard à l'air timide a quitté l'école en juin, sans le moindre diplôme. Venu du Gros Saule, une des cités

REPORTAGE_

« Moi, je sais me débrouiller mais il me manque un petit diplôme »

d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), le jeune homme consulte les offres d'emploi de la mission locale, section « maintenance des systèmes mécaniques automatisés ». A dix-neuf ans, il entre sur le marché du travail avec appréhension, malgré la reprise. « Du travail, il v en a mais c'est pour les bacs et les BTS. Même avec un BEP, j'ai des amis qui ont trouvé un emploi stable. Moi, je sais me débrouiller, mais il me manque un petit diplôme pour certifier mes aptitudes. C'est ça qui risque de me coincer », s'inquiète Samuel. En attendant de trouver une place, il

envisage de suivre une formation d'apprenti. « Le chômage, ça me fait peur, et rester à la cité sans rien faire, ça me dit pas trop. Je veux bouger, faire quelque chose de mes mains. »

Badrédine, lui, n'a pas le moindre diplôme, mais du bagou à revendre. « Je ne crois pas à la télé. Y a pas plus de travail qu'avant, c'est du bobard. Mes copains, ils sont tous à l'ANPE », assène le ieune homme, vêtu en Lacoste et Timberland. En même temps, il reconnaît que les possibilités existent. « Celui qui veut vraiment du boulot, il en a. Les jeunes disent qu'il n'y a pas de travail, mais ils se lèvent à deux heures de l'après-midi et ils passent leur temps à fumer des joints. Moi, j'ai des potes qui sont foutus pour le travail », explique Badrédine. « Gros tchatcheur » selon sa propre définition, Badrédine se dit à l'abri du chômage et enchaîne les petits boulots dans la tôlerie-carrosserie. De passage à la mission locale, où il a suivi des stages, il termine un CDD chez Citroën et postule pour un emploi dans un garage via une agence d'intérim. « C'est une question de volonté et d'apparence. Faut pas arriver devant un patron comme un sauvage. »

« AUTONOMES ET OUTILLÉS »

Malgré la proximité d'un bassin d'emplois comme l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, certains jeunes demeurent à la marge du système et ne sont pas en mesure de profiter de la reprise, handicapés par l'absence de qualification et un mode de vie déconnecté des exigences du monde du travail. « Le regain d'activité bénéficie surtout à ceux qui sont autonomes et outillés pour trouver un emploi. Pour les jeunes les plus en difficulté, il faut un travail de préparation en amont sur le comportement, la ponctualité, le travail en équipe », constate Nasser Ouakli, responsable du service emploi à la mission locale d'Aulnay. Sur presque 2 000 jeunes inscrits, un tiers sont sans diplôme.

Sur le tableau accroché dans le hall, la très grande majorité des offres d'emploi concernent des métiers sans qualification, comme serveur, vigile, manutentionnaire ou bagagiste. Seule exigence pour un poste d'agent de surveillance en contact avec le public : « Etre ponctuel, poli, courtois. »

Pour les jeunes en difficulté, l'accès à l'emploi - même non qualifié - passe par des dispositifs-relais. Véritables sas de réinsertion, des ateliers de proximité mettent ces jeunes en situation de travail pendant une semaine, autour d'activités manuelles rémunérées, comme repeindre un local ou réparer une voiture. Ces chantiers établissent un premier contact avec les réalités de l'entreprise. « Certains jeunes sont agressifs quand on leur donne un ordre. Pour eux, arriver à 9 h 15 au lieu de 9 heures, c'est juste un quart d'heure de retard, pas un motif de réprimande ou de sanction. Et quand ils s'absentent, ils ne préviennent pas », remarque M. Oua-

Dans le cadre du programme européen Pic-urban, la mission locale effectue un travail de rapprochement avec les entreprises en organisant des rencontres avec les dirigeants et des stages de formation spécifiquement adaptés à leurs besoins. A Roissy, les entreprises ne demandent pas mieux. La plate-forme crée près de 3 000 emplois nouveaux par an, qu'elle arrive difficilement à pourvoir. «La difficulté, ce n'est plus l'occasion de travail, l'offre est là. Il y a même pénurie de maind'œuvre », constate Rachid Bradaï, responsable des formations Pic-urban, «Le problème, c'est de construire des formations adaptées et de permettre aux jeunes d'assimiler des attitudes professionnelles. Ce que les patrons veulent, ce sont des gens capables de travailler en entreprise et d'y rester. »

CONTRATS PRÉCAIRES

Dans le cadre de l'opération « Agir pour l'emploi », lancée en juin, une liste de 300 offres d'emploi sur la plate-forme de Roissy a été proposée aux jeunes inscrits à la mission locale d'Aulnay. Pour l'instant, vingt-six seulement ont été pourvues, mais les responsables de la mission ne désespèrent pas de pouvoir répondre à

une centaine d'offres d'ici à la fin de l'année. En 1999, parmi les 1900 jeunes de seize à vingt-cinq ans inscrits à la mission locale, 841 ont trouvé un emploi. La très grande majorité demeurent tributaires de statuts précaires. 176 seulement ont obtenu un contrat à durée indéterminée (CDI). « Les entreprises utilisent toujours le CDD comme une période d'essai, pour sélectionner et évaluer. Cette pratique continue malgré la reprise, mais il y a quand même de plus en plus de CDI », affirme M. Bradaï.

Pour le noyau dur des jeunes exclus du retour à la croissance, la reprise pourrait aussi, à terme, jouer un rôle de détonateur. « Il peut y avoir un effet déclic parce que, autour d'eux, la famille, les amis retrouvent du travail. Ils se disent: "Pourquoi pas moi?", et sont prêts à jouer le jeu, à s'investir parce qu'au bout ils ont quelque chose à gagner, estime M. Ouakli. Un public qu'on ne voyait pas avant se rapproche de nous. C'est plutôt bon signe. »

Polémique autour du renvoi d'un demandeur d'asile cubain

Pour le ministère de l'intérieur, Roberto Viza Egues n'est pas menacé dans son pays

LE MINISTÈRE de l'intérieur n'a pas cru à l'histoire de Roberto Viza Egues. Arrivé à Roissy le 13 août, caché dans la soute d'un avion, ce jeune Cubain de vingt-cinq ans clamait son appartenance à un mouvement d'opposition au régime castriste (Le Monde daté 3 et 4 septembre). Le 31 août, au moment même où Daniel Vaillant succède à Jean-Pierre Chevènement place Beauvau, la Direction des libertés publiques et des affaires juridiques (DLPAJ) du ministère de l'intérieur juge sa demande d'asile « manifestement infondée ». Dans la foulée, le jeune homme est reconduit à La Havane, sans même être entré sur le territoire français.

Au ministère de l'intérieur, on assure que « Roberto Viza Egues n'était pas un dissident cubain. Selon des sources sûres, il n'appartenait ni au Mouvement du 24 février, ni à aucun autre. C'est un trafiquant de tableaux. » Pourtant, dans son périple atroce, le jeune Cubain a pris soin d'emporter une carte de membre du mouvement et une lettre d'une militante cubaine pour les droits de l'homme, Maritza Lugo. Dès qu'il est découvert sur une piste de Roissy, M. Viza Egues formule une demande d'asile. Mais, avant d'être autorisé à pénétrer sur le territoire français pour déposer un dossier auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), il lui faut le feu vert du ministère de l'intérieur qui apprécie si sa demande est fondée ou non. Durant la période précédant cette décision, le Cubain va séjourner dans la zone d'attente de

ZONE D'ATTENTE

La Cimade, seule association habilitée par le ministère de l'intérieur à effectuer des permanences dans les centres de rétention (où sont placés les étrangers en instance de reconduite) mais non dans les zones d'attente (réservées aux personnes non admises sur le territoire), dénonce le « filtre supplémentaire » de la zone d'attente. « Nous n'y avons qu'un accès très limité, avec seulement huit visites par an. Ce pouvoir du ministère de l'intérieur rend les choses très opaques, d'autant plus qu'il n'existe pas de recours possible à cette décision ».

Ni l'Association européenne Cuba libre (AECL), la seule à avoir rencontré le jeune Cubain dans la zone d'attente du Mesnil-Amelot, attenante au centre de rétention, ni la Ligue des droits de l'homme (LDH) ne parviennent aujourd'hui à comprendre les raisons d'une telle précipitation. « Je souhaiterais savoir dans quelles conditions et pour quelles raisons une décision de cette nature a été prise », demande dans une lettre adressée au nouveau ministre de l'intérieur, M. Vaillant, le président de la LDH, Michel Tubiana. Pour le RPR, M. Ubiza Egues est une victime de la présence de « quatre ministres communistes » au gouvernement. Quant à l'AECL, elle exige des « explications », justifiant « cette mesure irresponsable et indigne de notre pays ». De son côté, le ministère estime avoir pris le temps de traiter ce dossier. Deux jugements du tribunal de grande instance de Bobigny ont permis de renouveler le placement en zone d'attente du Cubain. Roberto Viza Egues aurait également été entendu par un agent du quai d'Orsay, spécialiste de la situation cubaine. Le ministère des affaires étrangères semble avoir d'ailleurs donné à la DLPAJ un avis défavorable à la demande du jeune Cubain. Les associations s'étonnent d'au-

Les associations s'étonnent d'autant plus de ce renvoi qu'elles n'ont pas souvenir de cas de Cubains reconduits dans leur pays. Le ministère de l'intérieur confirme ce constat, précisant même que sur les 6 000 demandes d'asile examinées chaque année en France, 10 % sont qualifiées de « manifestement infondées ».

Le 31 août, le jeune Cubain a été récupéré à l'aéroport de La Havane par des policiers cubains. Selon la police des frontières, dont trois officiers l'ont raccompagné, « il n'a manifesté aucune opposition à son embarquement ». Laurent Muller, président de l'AECL rapporte, lui, que « des témoins qui le connaissaient l'ont aperçu à son arrivée à l'aéroport de La Havane. Il titubait et avait le visage tuméfié ». Aujourd'hui M. Ubiza Egues est détenu à la villa Marista, le siège de la sécurité de l'Etat de La Havane, avant d'être jugé pour « sortie illégale du pays ». Au quai d'Orsay, on précise que « des démarches ont été faites auprès des autorités cubaines pour qu'il ne soit pas poursuivi ni sanctionné ». Même si le jeune Cubain était relâché, M. Muller craint qu'il soit harcelé. « Nous allons demander sa libération et son rapatriement », explique-t-il. Pour l'heure, il tente avec Me Léon Forster de réunir les preuves de l'appartenance de M. Viza Egues à la dissidence cubaine.

Stéphanie Pichon

Les élèves de seconde de Montrouge face à la découverte d'une nouvelle vie

L'administration tente de prévenir un absentéisme devenu « ingérable »

Douze millions d'élèves sont rentrés dans les classes, mardi 5 septembre, sans anicroche notable. Entre 95 et 98 % des postes d'enseignants sont pourvus, selon le ministre de l'éducation nationale. Nous poursuivons notre chronique de la rentrée à la cité scolaire Maurice-Genevoix de Montrouge (Hauts-de-Seine) avec une plongée dans l'univers des élèves entrant en seconde qui ont découvert, mardi, leur nouvelle vie.

REEBOK, Adidas, Nike. Dans la cour du lycée Maurice-Genevoix à Montrouge (Hauts-de-Seine), où les nouveaux élèves blacks, blancs, beurs de seconde attendent d'être



appelés par leur professeur principal, ces marques s'affichent partout: sur les sweat-shirts, les sacs à dos et les baskets.

Mardi 5 septembre, pour leur premier jour de rentrée, beaucoup de jeunes arborent leur plus belle tenue sportive. Ces 324 lycéens, fraîchement sortis des collèges de Montrouge et de Bagneux, découvrent la composition de leur classe (effectif moyen de 31 élèves) et surtout leur emploi du temps: entre 30 et 34 heures de cours par semaine suivant le nombre d'options.

« Les retards n'existent pas à Maurice-Genevoix. Ils sont considérés comme des absences. Tout est comptabilisé et les parents sont prévenus », avertit la conseillère principale d'éducation (CPE). Un murmure de déception parcourt les rangs des élèves. Pour Marie-Claude Lugli, cette mise en garde est primordiale. Après vingt-trois ans de carrière elle se dit pessimiste. «L'absentéisme est devenu une plaie ingérable. Il ne cesse d'augmenter et nous n'avons plus de parade. » Alors mieux vaut tenter de prévenir, d'autant que, cette année, la « cuvée » semble « bonne », les secondes ont l'air « sympas », se rassure-t-elle. Leur première heure avec les professeurs principaux s'est passée dans le calme et leur attention était

PASSAGE DE CONSIGNES

Ils savent désormais que grâce à l'aide individualisée ils pourront bénéficier d'un « coup de pouce » dans les matières où ils rencontrent des difficultés, que, lors des heures de « vie de classe », ils apprendront à débattre sur des thèmes de société et qu'ils auront la possibilité de suivre une « mise à niveau » en informatique. Voilà pour les nouveautés.

Pas de cigarette, pas de baladeur,

pas de téléphone portable : les consignes sont reçues sans contestation. « La scolarité dans un lycée, c'est dur, il y a beaucoup plus de travail qu'au collège. Dès novembre, ce seront les premiers conseils de classe et dès février il faudra nous dire quelle filière vous envisagez» : le discours de la proviseur se veut solennel. « Il ne faudra pas confondre autonomie et liberté», prévient-elle. Les sorties pendant les heures sans cours de l'emploi du temps et les récréations sont proscrites.

Animer le foyer socio-éducatif, proposer des idées d'ateliers, devenir délégué, les nouveaux élèves sont appelés à participer à ce que les textes officiels nomment la « vie lycéenne ». Pour l'instant, leurs aînés ont peu répondu à l'appel. Alors que le développement de cette vie lycéenne est depuis dix ans l'une des réponses apportées aux manifestations par les ministres, la proviseur constate « un manque d'engagement des jeunes dans la vie de l'établissement ».

Les lycéens ont droit à une visite de l'établissement, refait à neuf depuis quatre ans. Moderne, spacieux, lumineux, certains élèves sont ravis. David et Marie sont dans la même classe et ont plein d'idées sur leur avenir. Le premier vise la série scientifique pour devenir météorologiste. La seconde ne jure que par la série littéraire et s'est inscrite à l'option de théâtre pour devenir comédienne ou metteur en scène. Ils repartent du lycée avec leur carnet de liaison et le règlement intérieur. Ils attendent encore de connaître leur liste de livres. Jeudi 7 septembre, les cours débuteront.

Sandrine Blanchard

■ Commentant la rentrée scolaire, le ministre de l'éducation nationale, Jack Lang, a affirmé, mardi 5 septembre sur France 2, que « les postes d'enseignants sont pourvus à 95 % ou 98 % ». Le matin, à l'issue du conseil des ministres au cours duquel M. Lang avait présenté une communication sur la rentrée, le premier ministre, Lionel Jospin lui avait rendu hommage : « La réforme de l'éducation nationale sera conduite par Jack Lang avec conviction et savoir-faire ».

Une nourrice condamnée pour travail clandestin

SOPHIE MARIE, une nourrice agréée de trente sept ans, poursuivie pour avoir gardé jusqu'à vingt enfants (*Le Monde* du 22 juin), a été relaxée, mardi 5 septembre, par le tribunal correctionnel de Pontoise (Val-d'Oise) du chef de « mauvais traitements à enfants », mais condamnée à huit mois avec sursis et 60 000 F d'amende pour « travail clandestin ». Lors de l'audience, en juin, le procureur de la République avait requis dix-huit mois de prison avec sursis estimant que les mauvais traitements à enfants étaient établis. La nourrice, qui avait créé une sorte de halte-garderie clandestine, accueillait les enfants à des horaires différents afin que les parents ne se croisent pas. C'est une de ses nombreuses employées non déclarées qui l'avait dénoncée en janvier dernier. Pour non-respect de son agrément qui lui autorisait la garde de trois enfants seulement, la jeune femme est aujourd'hui interdite à vie d'exercer l'activité de nourrice.

DÉPÊCHES

■ ACCIDENT: deux des membres de l'équipage d'un avion privé transporteur d'eau Hercules C-130 ont été tués dans le crash de leur appareil qui luttait contre un incendie de broussailles, mercredi 6 août, peu avant 9 heures, à Burzet (sud de l'Ardèche).

■ JUSTICÉ: un instituteur soupçonné de viol a été renvoyé devant la cour d'assises de la Nièvre, mardi 5 septembre, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bourges (Cher). Jacques Kaisersmertz est accusé d'un viol sur mineur de quinze ans par personne ayant autorité et dix agressions sexuelles sur mineurs de quinze ans. Le 6 mai 1997, l'instituteur retraité de Cosne-sur-Loire (Nièvre), aujourd'hui âgé de soixante et un ans, avait été mis en examen par le juge d'instruction neversois François Guyon puis écroué. Le 30 octobre 1998, le même juge remettait en liberté M. Kaisersmertz sous contrôle judiciaire avec interdiction de séjourner dans la Nièvre, le Cher et le Loiret. – (Corresp.)

■ CONVOYEURS DE FONDS: un malfaiteur a été tué par un des convoyeurs de fonds qu'il attaquait, mardi 5 septembre devant un distributeur automatique de billets (DAB), à l'extérieur du centre commercial de la Croix-Verte à Saint-Germain-lès-Corbeil

Concert à Londres (métro) Décibels (énergie) Repos sur la côte (train) Kate, 23 ans, musicienne MORE AND MORE PEOPLE NEED ALSTOM' us apporte chaque jour dans l'énergie et le transport. Decauviez les solution www.alstom.com

Un Italien jugé à Monaco dans une affaire de blanchiment d'argent de la drogue

Agatino Pedicone, expert-comptable de Palerme, est le seul prévenu d'un des tout premiers procès de ce type à avoir lieu dans la Principauté

MONACO

de notre envoyé spécial

Agatino Pedicone se sent bien seul devant le tribunal correctionnel de Monaco. Cet expertcomptable de Palerme (Italie) est l'unique prévenu jugé, mardi 5 septembre, dans une affaire de blanchiment d'argent de la drogue. Le Palermitain sait que sa comparution tombe à un mauvais moment, dans les remous du rapport que l'Assemblée nationale a consacré aux errements financiers de la Principauté (Le Monde du 22 juin). A tout prendre, il aurait préféré comparaître aux côtés des dirigeants locaux de la Banque du Gothard, que l'enquête a révélés fort complaisants à son égard. Mais la justice de la Principauté a choisi de les juger séparément, à la mi-novembre, pour « omission de déclaration de soupçon » aux autorités de

Seul, donc, le Palermitain subit l'audience en paraissant accablé. Il se recroqueville un peu plus quand les magistrats lancent les noms de barons colombiens de la cocaïne et de chefs siciliens de Cosa Nostra mêlés au dossier. En 1998, lors de son installation sur le Rocher, le comptable italien n'avait pourtant rien d'une victime expiatoire. Il avait alors excipé de ses activités professionnelles en Sicile: parallèlement à son cabinet d'expertise, il dirigeait une écurie de courses automobiles qui, selon ses avocats, a raflé plusieurs titres de champion d'Italie. Si bien que la Principauté lui avait accordé, privilège rare, une carte provisoire de « résident », tout en l'autorisant à créer une société de promotion de courses automobiles, Monte-Carlo Promotor. Las... le 10 juin 1999, la justice

suisse a ruiné son honorabilité, en dénonçant des malversations qui, sans cette intervention extérieure, seraient passées inaperçues sur le Rocher. Du moins la justice de Monaco s'est-elle ensuite empressée d'instruire et d'audiencer l'affaire. avec une célérité jamais vue dans ce type de dossier : l'unique précédent avait été jugé en 1998, après trois années de tergiversations (Le Monde du 11 novembre 1998). Cette fois, les autorités judiciaires helvétiques ont déclenché une course de vitesse quand, enquêtant sur une filière de blanchiment d'argent de la drogue passant par le canton de Tessin, elles ont informé leurs homologues monégasques que d'importants virements étaient opérés à partir du compte d'Agatino Pedicone à la banque du Gothard. Sous l'aiguillon de l'étranger, les investigateurs monégasques ont constaté l'incroyable simplicité du mode de blanchiment utilisé.

« COMME DANS LES FILMS POLICIERS »

« Effectivement, Pedicone a déposé des sommes d'argent en espèces sur son compte, puis a fait immédiatement procéder à leur virement en Suisse au profit d'un nommé Paul Murphy, qui serait un trafiquant de drogues », dit le président du tribunal, Jean-Charles Labbouz (un magistrat français détaché à Monaco). « Comme dans les films policiers, Pedicone est venu à la banque avec une valise pleine de billets », ajoute-t-il, en détaillant les dépôts: une somme de plus de trois millions de francs, fractionnée en quatre versements distincts, le 7 août 1998; une somme comparable, en plusieurs versements, de décembre à janvier 1999.

Agatino Pedicone livre des expli-

cations confuses, admettant avoir blanchi de l'argent, tout en soutenant avoir ignoré qu'il s'agissait de fonds issus du trafic de drogue. Il affirme notamment avoir agi sous « la menace » d'un Colombien vivant en Italie et parent de sa maîtresse, Alfredo Becerra. Un homme « connu depuis 1977 comme trafiauant de cocaïne notoire par la DEA » (le service antidrogues américain), relève le président. Le Palermitain reconnaît aussi avoir prélevé une commission (9 %) sur les espèces confiées par le Colombien, aujourd'hui écroué en Italie.

En requérant dix ans de prison, le procureur général, Dominique Auter s'inquiète que le Palermitain soit venu sur le Rocher « avec l'idée qu'on blanchissait facilement à Monaco ». Le magistrat, également français, considère toutefois que le prévenu a « commis l'erreur d'ignorer que, à Monaco comme ailleurs, le blanchiment de l'argent des organisations criminelles sales est une menace pour les intérêts du pays ». L'intéressé, lui, nie toute relation avec la Pieuvre. Même si les coordonnées téléphoniques de « deux mafieux parmi les plus importants de Cosa Nostra, Angelo Siino et Giovanni Bini, ainsi que celles de l'un des auteurs de l'assassinat du juge Falcone, ont été saisies à son domicile de Palerme », signale le président. Du bout des lèvres, Agatino Pedicone admet s'être occupé des affaires fiscales de l'un des mafieux cités. Puis ses avocats, Mes Gérard Baudoux et Géraldine Gazo, concèdent que le délit de blanchiment est avéré, mais rejettent la circonstance aggravante relative au trafic de stupéfiants. Jugement le 10 octobre.

Erich Inciyan

Manifestation à Foix à l'occasion du procès des militants anti-OGM

Une peine d'amende de 5 000 francs requise pour « destruction de récolte »

Une peine d'amende de 5 000 francs a été requise, mardi 5 septembre, par le parquet du tribunal de grande instance de Foix (Ariège), à l'encontre des quatre mili-

Foix (Ariège)

contre chacun

des quatre mi-

litants anti-

avaient parti-

cipé au fau-

OGM

tants anti-OGM poursuivis pour « destruction de récolte en réunion et complicité ». Le procès a été l'occasion d'un rassemblement antimondialisation.

TOULOUSE

de notre correspondant

Un avertissement à 5 000 francs. C'est la peine requise, mardi 5 septembre, au tribunal correctionnel de



SOCIÉTÉ

chage d'une parcelle expérimentale de colza transgénique le 2 juin 1999. « C'est un premier avertissement, j'espère qu'il n'y en aura pas d'autres », a tenu à préciser le procureur, qui a rappelé que les prévenus risquaient jusqu'à cinq ans de prison et 500 000 francs d'amende pour « destruction de récolte en réunion et complicité ». Le deuxième palier de cette échelle de sanctions pénales, minutieusement calibrée pour un nouveau type de délit assimilé, par ses auteurs, à un acte de résistance, risque pourtant d'être rapidement atteint. Trois mois après Millau, les rues de Foix étaient transformées en un forum de la contestation anti-mondialisation et José Bové appelait à poursuivre les actions de destruction des champs génétiquement modifiés. Au total, deux mille personnes étaient venues soutenir les quatre militants convoqués au tribunal. «La désobéissance civile doit être notre mot d'ordre », a lancé le leader de la Confédération paysanne.

Pour cette nouvelle opération d'arrachage anti-OGM, le syndicat, représenté à la barre par son président départemental Marc Bosson, avait été rejoint par trois

militants des Verts de l'Ariège. Comme à Millau, un collectif, désormais bien rodé, avait préparé la mise en scène du procès en montant des stands dans les rues de la vieille ville et en organisant des « forums citovens » pendant toute la durée de l'audience. La défense avait aussi cité à la barre des « témoins d'honneur » : Pierre-Henry Gouyon, généticien du CNRS et pionnier français de la recherche sur la dissémination des gènes, Arnaud Apotheker, responsable de la campagne OGM de Greenpeace, Pierre Rahbi, apôtre d'une nouvelle agronomie de terrain pour les paysans du Sud, et François Dufour, l'alter ego normand de José Bové à la tête de la Confédération paysanne.

ERREUR DE CIBLE? Mais, cette fois, le procès ne sera pas à sens unique. Contrairement à Mc Donald's qui avait préféré renoncer à sa plainte après le démontage de son restaurant à Millau, le commanditaire des essais menés dans le champ de Gaudiès a décidé de maintenir sa constitution de partie civile. Le Centre d'études technique interprofessionnel des oléagineux métropolitains (Cetiom) entend bien faire respecter le droit de poursuivre des recherches sur les plantes génétiquement modifiées. Le préjudice matériel de la destruction de sa parcelle a été évalué à 277 000 francs par ses avocats, mais l'organisme de recherche ne réclame pas de dommages et intérêts. «Le Cetion n'est ni pour ni contre les OGM », affirment les défenseurs d'un organisme que ses détracteurs assimilent aux intérêts privés des

multinationales de l'agrochimie. Pour son avocate, Me Agnès Fichot, il faut distinguer les « expérimentations » commerciales des entreprises, destinées à préparer la mise sur le marché de nouveaux produits, des essais pratiqués par des organismes tels que le Cetiom afin de nourrir le débat sur l'acceptabilité des OGM. Les destructeurs du champ de Gaudiès se seraient donc trompés de cible. Les avocats du Cetiom ont cité à la barre deux chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Selon eux, il faut poursuivre les recherches au nom même du principe de précaution. Me Fichot a réussi à faire dire à Pierre-Henry Gouyon, cité par la partie adverse, qu'il demeure favorable à la poursuite des expérimentations.

L'épisode aura permis de distinguer des nuances dans les rangs des anti-OGM: certains mettent en avant des raisons économiques, d'autres environnementales ou techniques. Mais tous dénoncent le manque de transparence qui entoure les essais d'OGM en France: c'est par hasard qu'un jeune habitant de Gaudiès a remarqué une affiche, placardée à la mairie, annonçant l'expérimentation. Le maire n'était même pas autorisé à dévoiler l'emplacement exact de la parcelle au nom du secret industriel et n'avait aucun pouvoir de s'v opposer. Pour les prévenus ariégeois qui auraient souhaité un débat local, il s'agit d'un grave déficit de démocratie qu'ils ont tenté de combler à la barre. Jugement le 3 octobre.

Stéphane Thépot

En exclusivité pour les lecteurs du Monde

5 jours Paris/Pékin/Paris

Trois jours pour découvrir la capitale de la Chine en toute liberté et rencontrer Frédéric Bobin, correspondant du Monde à Pékin.

• Le vol aller-retour sur **Air France** au départ de Paris • 3 nuits à l'hôtel New Otani 5*, centre-ville, chambre double, petits déjeuners • Les transferts aéroport-hôtel • La taxe d'aéroport au départ de Paris • Les frais d'émission • L'assistance rapatriement.

• Le Temple du Ciel • La Cité Interdite • Le Palais d'Eté

EN OPTION • La Grande Muraille ...

Départ le jeudi / Retour le lundi

• du 23 au 27 novembre 2000 du 4 au 8 janvier 2001

• du 30 nov. au 4 décembre 2000 • du 1er au 5 février 2001 • du 7 au 11 décembre 2000 du 8 au 12 février 2001

Nombre de places limité.

Coordination: JFD System

Renseignements et inscriptions : VOYAGEURS EN CHINE Cécile NOUHOUANG ① 01 42 86 17 21 / Sergio COSTA ① 01 42 86 16 87 chine@vdm.com - Programme détaillé sur le www.vdm.com Lic. 075950346

Le patron d'un chaîne de télévision comparaît à Paris pour agressions sexuelles sur un mannequin

BERLIN, Vienne, Bangkok, sans oublier un passage par l'île de Wight et une escale au soleil de Curaçao... C'est un singulier voyage, dans le sillage d'un singulier prévenu, que s'est offert, mardi 5 septembre, la quatorzième chambre du tribunal correctionnel de Paris. La présidente, Martine Bernard, ne s'est pas contentée d'examiner les faits reprochés à Adam Lisowski, un homme d'affaires autrichien d'origine polonaise accusé d'agressions sexuelles sur une jeune Berlinoise, à Paris, en septembre 1997. En complément du dossier, le tribunal a voulu en savoir davantage sur cet homme de cinquante ans dont la réussite à la tête de Fashion TV, une chaîne planétaire spécialisée dans la retransmission en continu des défilés de mode, ne manque pas d'intriguer.

Avec une gourmandise à peine dissimulée, et parfois un brin d'agacement, Mme Bernard s'interroge d'abord sur le parcours du prévenu. L'intéressé, personnage tout en rondeurs, plutôt massif et austère dans son costume sombre, paraît surpris par ce préambule. Il s'y soumet dans un français difficilement compréhensible. Le dit-on riche? Il l'est: un yacht, battant pavillon de l'île de Wight et ancré à Saint-Tropez; un appartement de 800 m² avenue Foch: un autre point de chute à Vienne, où demeure son épouse ; une fréquentation assidue des palaces et des

« Je n'ai rien compris à l'origine de votre fortune », insiste la présidente. « C'est la société qui paye », répond-il à propos du logement parisien. « Via le paradis fiscal de Curação », ajoute aussitôt M^{me} Bernard, sceptique devant ces détours financiers. M. Lisowski affirme s'être enrichi en confectionnant et en vendant des T-shirts en Thaïlande, à la fin des années 70. Sa société aurait par la suite pris du volume au point de devenir un groupe international (Eden), auiourd'hui dissous. Au printemps 1997, il aurait créé Fashion TV, désormais diffusée dans le monde en-

La présidente réclame vainement

des « preuves », des « documents » autres que la plaquette promotionnelle fournie par la défense. Elle souligne surtout le fait que la police française soupçonne M. Lisowski de blanchiment d'argent; ce qu'il nie sans trop d'insistance. De la même manière, il semble gêné par l'évocation de sa condamnation, en mai 1998, par la justice monégasque, à trois mois d'emprisonnement avec sursis pour possession de cocaïne. « Vous en faites une consommation importante », lui reproche la présidente.

« NOMBREUX HÉMATOMES »

Reste l'affaire proprement dite. Et là, il ne s'agit pas de simples soupçons. Eva Cyankiewicz, une étudiante agée de dix-neuf ans au moment des faits, affirme avoir subi diverses agressions lors d'un séiour dans ce même appartement. en septembre 1997. Selon elle, le prévenu l'aurait rencontrée à Berlin, lors d'une opération de promotion de sa chaîne, et invitée à Paris au prétexte de lui trouver du travail dans la mode et la chanson. Là, elle aurait découvert un homme porté sur le sexe et la « poudre blanche ». Un soir, elle aurait même apercu deux jeunes filles, pratiquement nues, consommant de la cocaïne dans la chambre de son hôte.

Le tribunal s'étonne de son attitude: pourquoi attendre cinq jours et plusieurs incidents, avant de partir? Et pourquoi avoir accepté d'être logée dans une chambre accessible en traversant celle de M. Lisowski? Eva Cvankiewicz, qui ne se drogue pas, plaide la naïveté et décrit dans le détail l'ultime agression, la plus grave : les coups, les vêtements arrachés, la tentative de pénétration, et la fuite vers sa chambre, où elle aurait réussi à s'enfermer... A l'entendre, jamais elle n'avait envisagé une liaison autre qu'amicale avec M. Lisowski. «Il n'y a rien de vrai dans ce qu'il dit », conclut-elle en sanglotant.

De fait, le directeur de Fashion TV avance une version différente: celle d'une relation amoureuse nouée dès leur rencontre, en Allemagne. Une relation qu'il aurait voulu poursuivre à Paris. M. Lisow-

ski parle de «bisous», voire de « caresses », et jure qu'il n'est pas coutumier des aventures extraconjugales mais la présidente le rabroue: « Vous n'êtes pas né d'hier, le tribunal non plus, il connaît la vie! » Le prévenu, contestant toute violence, prétend au contraire avoir repoussé les avances de la jeune fille après avoir compris que celle-ci agissait « par intérêt ». C'est à ce moment-là, tandis qu'il la poussait hors de sa chambre, qu'elle se serait « cognée » contre « le bord du lit ». Cela suffit-il à expliquer les « nombreux hématomes » constatés par un médecin et le « traumatisme psychologique » considéré comme « sincère » par l'expert psychiatre? Le parquet semble convaincu de la culpabilité de M. Lisowski. Le substitut Laurent Michel a requis trois ans de prison ferme à son encontre. Jugement le 19 septembre.

Philippe Broussard



fixes ou relevables - toutes dimensions SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc..

Garantie 5 et 10 ans Canapés - Salons - Clic-Clac...

CUIRS - TISSUS - ALCANTARA Steiner - Duvivier - Coulon - Sufren etc., 5500 m2 d'exposition LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO 239 à 247, rue de Belleville

Paris 19ème - M° Télégraphe 50, avenue d'Italie Paris 13ème - M° Place d'Italie

01.42.08.71.00

7 jours sur 7

RÉGIONS

En Bretagne, un projet d'usine de type Seveso pour traiter le lisier

A Milizac, dans le Finistère, un groupement de 340 agriculteurs veut construire une installation qui transformerait des déjections de porc en engrais. Ce procédé à haut risque, qui illustre l'ampleur du problème de la pollution provoquée par l'élevage intensif en Bretagne, divise les villageois

MILIZAC (Finistère)

de notre envoyé spécial A Milizac, le premier samedi de juillet, c'est le jour du cochon grillé et du championnat du cri de cochon. Dans cette petite commune du Finistère, située à quelques kilomètres de Brest, les « Samedis du porc » sont devenus une institution. Cette année. « il v a eu un hovcott », raconte un commercant, « on a mangé seulement 33 cochons, au lieu de 35 d'habitude »...

Depuis quelques mois, le cochon divise, plus qu'il ne réunit les 3 000 habitants de la commune. Milizac est en effet pressenti pour accueillir une usine proposant une solution nouvelle à l'un des problèmes structurels de l'agriculture bretonne : les excédents de lisier à l'origine, notamment, de la pollution des rivières. Les réglementations en vigueur (lire ci-dessous) limitent les possibilités d'épandage, et placent les éleveurs dans l'obligation de traiter leurs excédents de lisier, sauf à décider de produire moins. Le projet controversé de Milizac, baptisé Val'Ouest, propose de prendre en charge les excédents de lisier et de les transformer en un engrais commercialisable, tout en assurant la « reconquête de l'eau ». Seul « problème »: le procédé, mis au point par la société d'ingénierie française détenue par deux actionnaires individuels, Kaltenbach Thüring (KT), basée à Beauvais (Oise), consiste à mélanger le lisier avec de l'ammoniac et de l'acide sulfurique. Le problème est que les quantités très importantes de ces deux produits conduiraient à classer l'usine dans la catégorie des installations de type Seveso, à « hauts risques industriels ».

LEVÉE DE BOUCLIERS

La levée de boucliers d'une partie de la population et des écologistes n'a pas tardé. D'autant que le projet a été révélé par la presse locale: beaucoup ont eu l'impression qu'on voulait le leur cacher. « C'est venu sur la place publique plus tôt qu'on ne l'aurait voulu », reconnaît Jean-Michel Bizien. Président de la société Val'Ouest, maire (RPR) de Landunvez, une commune située à une vingtaine de kilomètres, et éleveur de porcs lui-même, il souhaitait ficeler son projet, qui rassemble au total 340 agriculteurs du Pays de Brest (189 exploitations), avant de le présenter. Le dossier de demande d'autorisation sera prochainement déposé à la préfecture du Finistère. « Ĉ'est l'affaire de quelques jours », affirme M. Bizien. Si cette procé-

Réduire les taux de nitrates

• La pollution des eaux de surface bretonnes par les nitrates résulte de la trop grande quantité de déjections animales rejetée par les élevages de la région. Ces déjections, dont le lisier de porc, contiennent de l'azote et les plantes ne peuvent en absorber qu'une quantité limitée. En Bretagne, la concentration d'élevages hors-sol provoque une saturation des terres. L'azote excédentaire est évacué vers

les rivières par ruissellement. • La directive nitrates fixe les taux maximaux admissibles d'azote d'origine animale rejeté dans les zones vulnérables : ce taux doit être inférieur à 170 kg d'azote/ha/an en 2003.

• La circulaire Voynet-Le Pensec, édictée en janvier 1998, prévoit des mesures pour résorber les excédents d'effluents d'élevage dans les Zones d'excédents structurels (ZES), situées pour la majorité en Bretagne. Les surfaces d'épandage sont plafonnées. Pour respecter ces directives, les éleveurs ont plusieurs solutions : trouver de nouvelles terres pour épandre leur lisier (mais toutes les terres sont déjà utilisées), traiter leurs rejets afin d'en éliminer l'azote par la construction de mini-stations de retraitement (solution coûteuse) ou réduire la production en misant sur la qualité de la viande produite.



dure et l'enquête publique aboutissent, l'usine pourrait voir le jour d'ici deux ans.

Face à Val'Ouest, une Association pour la qualité de vie à Milizac et dans les communes voisines (AQVMCV) s'est créée en février. Elle compte aujourd'hui 555 adhérents. Vingt-quatre autres associations l'ont rejointe au sein d'une coordination. En juin, elles ont organisé une manifestation qui a réuni plus d'un millier de personnes de Milizac et des environs Mieux : la pétition lancée par l'AQVMCV a recueilli 3 500 signatures. Cet été, le dossier est resté un peu en sommeil, mais la polémique promet de reprendre de plus belle dès l'annonce du dépôt du dossier.

« Les risques sont énormes, assure François Inisan, président d'AQVMCV. Imaginez qu'un illuminé ou un autonomiste aille utiliser ça comme arme. » « A Cellatex, ils ont versé de l'acide sulfurique dans la Meuse, ça peut donner des idées à d'autres », ajoute Jean Beghin, de l'association Eau et Nature. Surtout, plusieurs habitants s'inquiètent des nuisances quotidiennes: une « noria de camions » devra acheminer le lisier - « 280 passages par jour » a calculé M. Inisan. Pour relier l'usine à la route, il faudra empiéter sur le terrain d'agriculteurs. On parle déjà d'expropriations, et certains habitants ont même fait expertiser leur maison, au cas où il faudrait la

Les associations et les élus écologistes dénoncent aussi la course à la surproduction. L'usine, font-ils valoir, permettra aux agriculteurs de régulariser leurs excédents, dans un département où, selon une enquête des services vétérinaires, 70 % des élevages dépassent de 20 % le nombre de truies autorisées. « Ce projet, c'est de la poudre aux yeux pour cacher la surproduction », affirme M. Inisan, qui cite l'une des conclusions d'une étude de la société KT: « Le choix proposé par KT aura des retombées (...) sur la vie agricole car la production de porcs ne sera plus limitée par

les quotas de lisier à épandre. » Michel Briand, adjoint au maire de Brest et porte-parole des Verts du Pays de Brest, interroge: « Quel modèle de développement durable veut-on: la course à la surproduction et à la concentration, ou une production contrôlée et un label

DÉPÊCHE ■ PARIS: contrairement à plu-

sieurs capitales européennes (Rome, Copenhague, Madrid...), Paris ne participera pas officiellement à la journée « En ville sans ma voiture », le 22 septembre. Les services de Jean Tiberi (RPR) n'ont pas envoyé de dossier de candidature pour obtenir le label du ministère de l'environnement, à l'origine de cette « journée de mobilisation ». La Ville, qui souhaite ne pas « pénaliser les usagers », prévoit cependant une série d'initiatives pour expliquer les enjeux du prochain plan de déplacements urbains. Le maire avait annoncé, en septembre 1999, que Paris intramuros serait concerné par l'édition 2000 de la journée sans voiture. Dominique Voynet, ministre de l'environnement, avait vivement critiqué cette initiative. Faute de concertation avec les communes limitrophes, et par manque de moyens, le 22 septembre 1999 avait connu des embouteillages dans toute la région parisienne.

qualité? » La liste des critiques ne s'arrête pas là : l'usine ne serait pas viable, parce que le marché de l'engrais est saturé, l'eau déversée contiendrait trop de métaux

« C'est un pari, pour la survie, avec le minimum de risques », explique M. Bizien. « On ne joue pas au Loto », ajoute-t-il. Selon lui, le projet va permettre aux exploitations familiales de survivre : non seulement il offre une solution collective pour traiter les excédents, beaucoup moins chère qu'une station individuelle, mais en plus il débouche sur un engrais facilement commercialisable et exportable. Les précautions draconiennes imposées par la norme Seveso évitent tout danger, assure-t-il encore.

SUR LES TERRES DU MAIRE

Et, pour ce qui est de la surproduction, « les quantités de lisier seront contrôlées. Si on les dépasse, il faudra une autorisation administrative ». Persuadé que l'usine sera construite, M. Bizien estime que cette solution est appelée à être gé-

Le maire de Milizac n'est pas très loin de penser la même chose. Hubert de Poulpiquet (RPF), qui élève des cerfs dans son manoir de Keranflech, « propriété familiale depuis des lustres », est directement concerné par le projet. C'est à lui qu'appartiennent les terres sur les-

rer bénéfice de la vente de ses terres, sans penser aux conséquences, d'autant qu'après dixsept années de mandat, Hubert de Poulpiquet ne se représente pas. « Que diraient mes enfants si je ven-

de conflit.

M. Inisan.

« Dans la population, c'est du 50-50 », estime prudemment un commerçant. Certains ne se sentent pas concernés : « Le site est loin, c'est à 5 kilomètres », explique un habitant du bourg, âgé de soixante-six ans, né à Milizac. Mais des familles se sont déchirées, raconte-t-on. Certains ont recu des menaces. Sur le bord des routes, des pancartes alarmaient les habitants: « Votre vie vaut-elle celle d'un porc? », ou rebaptisaient la commune « Milisier ». Quelques heures plus tard, elles étaient arrachées. Ces derniers jours, les panneaux ont réapparu. « Il est temps que ça s'arrête, on aimerait bien retrouver la commune tranquille qu'on connaissait avant », avoue

et adversaires du projet dans la commune, peu habituée à ce genre

Malgré tout, sa détermination et celle des opposants au projet sont intactes. « Nous ne sommes pas anti-cochons », assure-t-il, avant de glisser: « Mon fils de quatre ans était le plus jeune pousseur de cri de cochon l'année dernière... »

Maël Thierry

Associer industrie chimique et traitement du lisier

Le procédé breveté par KT est basé sur la production de sulfate d'ammoniaque, à partir d'un mélange d'acide sulfurique et d'ammoniac. Cette réaction est à la base de toute fabrication d'engrais. Habituellement, l'eau est utilisée pour refroidir ce mélange. Dans ce procédé, ce rôle sera tenu par le lisier (composé majoritairement d'eau), mais aussi par les boues et déchets verts, ainsi déshydratés. Au final, l'engrais en granulés est composé à 25 % de matière organique, ce qui le rend plus intéressant qu'un engrais minéral. « On n'avait jamais pensé à associer l'industrie chimique et le traitement du lisier », fait-on remarquer à KT. Selon les concepteurs, le procédé ne produit aucun résidu, ni compost ni boue, seulement une eau de la qualité d'une eau de pluie. Le projet Val'Ouest prévoit de traiter 300 000 tonnes de lisier par an, avec 32 000 tonnes d'ammoniac et 92 000 tonnes d'acide sulfurique. Le coût avoisinerait 150 millions de francs.

quelles devrait s'implanter l'usine : les possibilités de rejets d'eau sont suffisantes, et il n'y a pas trop d'habitations alentour. « Compte tenu des données dont je dispose, le projet tient la route », dit-il. Des oppo-

dais ces terres et qu'il y avait un réel danger? », répond le maire, qui regrette la tournure prise par les événements. « Jusqu'ici, les relations étaient bonnes. »

Dès avant l'été, le climat s'est sérieusement tendu entre partisans

sants le soupçonnent de vouloir ti-EMPLOYMENT & PROPERT MON BUREAU A PARIS Comment téléphoner de l'étranger quand on n'a pas la monnaie locale'? AVEC LA CARTE FRANCE TÉLÉCOM VOYAGE, VOUS POUVEZ TÉLÉPHONER SANS ARGENT DE N'IMPORTE QUEL TÉLÉPHONE*

DEPUIS PLUS DE 90 PAYS, GRÂCE À UN CODE CONFIDENTIEL, VOS APPELS SONT FACTURÉS DIRECTEMENT SUR VOTRE LIGNE PROFESSIONNELLE À DES PRIX ÉCONOMIQUES. AINSI, VOUS POUVEZ FACILEMENT GARDER LE CONTACT AVEC VOTRE BUREAU ET VOS FOURNISSEURS TOUT EN AYANT LA POSSIBILITÉ DE LAISSER DES MESSAGES, DE PASSER DES TÉLÉCOPIES ET DE VOUS CONNECTER SUR INTERNET. POUR OBTENIR VOTRE CARTE, APPELEZ LE DEPUIS VOTRE BUREAU OU CONTACTEZ VOTRE AGENCE FRANCE TÉLÉCOM.

DANS LES CABINES TÉLÉPHONIQUES DE CERTAINS PAYS, IL EST PARFOIS DEMANDÉ D'INTRODUIRE AU PREALABLE UNE PIÈCE OU UNE TÉLÉCARTE LOCALE. "SELON RESTRICTIONS TECHNIQUES LOCALES."

HORIZONS

REPORTAGE

1. NE PAS OUBLIER SREBRENICA

Un sanctuaire du nationalisme serbe

UR le panneau qui, non loin du stade de football, annonce le nom de la bourgade de Bosnie orientale, une main anonyme a ajouté quatre chiffres: « 1207 ». Un cri de victoire, une trace du temps suspendu. C'était, il y a cinq ans, un 12 juillet, que l'armée serbe du président Slobodan Milosevic en Bosnie-Herzégovine, commandée par le général Ratko Mladic, a achevé la conquête de Srebrenica. C'est ce 12 juillet 1995 que la plus vaste tuerie des guerres yougoslaves, l'élimination systématique des hommes en âge de combattre, et parfois de leurs familles, a débuté.

Srebrenica est désormais une ville serbe. Sept mille à dix mille habitants musulmans ont été assassinés et enterrés dans des champs par les soldats serbes, et vingt-cinq mille autres sont réfugiés dans les régions de Sarajevo et de Tuzla, ou à l'étranger.

C'est la, au cœur d'une République serbe (entité de Bosnie-Herzégovine autoproclamée par les séparatistes serbes, puis reconnue par l'accord de Dayton) taillée par les premières vagues d'« épuration ethnique » qui ont secoué l'est du pays et la vallée de la Drina, que Sacir contemple les ruines de sa maison, des larmes aux coins de ses paupières ridées.

Sacir Halilovic, le dernier fuyard, le premier revenant.

L'homme de quatre-vingt-sept ans avait quitté sa ville en 1995 à bord de l'ultime convoi de casques bleus hollandais. Il était le dernier Musulman de l'enclave conquise. Au bord de la route, en traversant Bratunac, il a vu Ratko Mladic faire des gestes d'agent de la circulation, signes adressés avec un sourire narquois aux soldats de l'ONU qui décampaient. Le général de l'armée serbe, victorieux, était parallèlement, durant ces jours d'après la bataille, en train d'organiser l'exécution des prisonniers et des hommes traqués à travers les bois.

Sur la colline de Stari Grad (« vieille ville »), qui surplombe Srebrenica, ses mosquées rasées et son atmosphère de mort et de misère, Sacir est revenu finir sa vie. Pierre par pierre, il a d'abord construit une masure près de la dalle de sa maison disparue, puis, durant l'été, a commencé à bâtir une nouvelle maison. Dans le jardin, à l'orée d'un bosquet, gît la tombe de son fils, enterré durant la guerre. « Mes voisins serbes me rendent visite chaque jour et m'apportent des pots de café », note le vieil homme. Sacir, le premier Musulman de Srebrenica dans l'après-Dayton, est revenu mourir sur sa terre imprégnée de douleur. Sa femme Mevlida, quatre-vingt-un ans, est arrivée après son époux, une fois le fover prêt à la recevoir. Elle est « heureuse » d'avoir retrouvé sa maison, dit-elle d'abord. Puis sa voix se brise. Elle se ravise, et admet qu'elle est revenue « le cœur triste ». « Mon fils ! Mon fils !... », gémit-elle. « Mon seul souhait, conclut Mevlida, est de mourir ici, près de la tombe de mon fils. » Le fils Halilovic était un héros de l'armée bosniaque. Médecin, il participait à de périlleux vols de nuit pour soigner les blessés des enclaves de Srebrenica et Zepa, jusqu'à ce qu'un des hélicoptères qui traversaient clandestinement les lignes de front soit abattu par un missile serbe. Mevlida tente de cacher sa peur des Serbes. « Je n'oublierai jamais ce qui a eu lieu ici, murmure-t-elle. Jamais, tant que je serais en vie. »

Afin justement de combattre l'oubli, de rendre justice aux assassinés et d'apaiser les survivants, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) instruit depuis le 13 mars le procès du général Radislav Krstic, bras droit de Ratko Mladic pour la région de la Drina, arrêté en décembre 1998 par les soldats de l'OTAN. Le chef des enquêteurs, le commissaire français Jean-René Ruez, a fait le récit implacable de ses découvertes, des témoignages, des charniers, des autopsies. Puis, alors que le procureur achevait cinq mois de présentation des preuves, il y eut. dans la salle d'audience feutrée de



Cinq ans après sa chute, la ville martyre continue de hanter la mémoire de la communauté internationale. **Devenue serbe** par la force du carnage, sous les yeux des casques bleus impuissants, elle est aujourd'hui gérée par certains de ses anciens bourreaux. Récit...

La Haye, un coup de théâtre. L'officier serbe a finalement reconnu, le 4 août, qu'un crime avait été perpétré à Srebrenica, et il a témoigné contre son maître. « Ratko Mladic a assumé le commandement direct de l'attaque de Srebrenica » et a ensuite « commandé directement les unités spéciales qui contrôlaient le secteur », les unités de tueurs donc, a déclaré Radislav Krstic. « Mladic a dirigé personnellement l'embarquement des hommes dans les autobus, a-t-il raconté. Pour tout ce qui s'est passé pendant et après le

transport (des hommes), la responsabilité entière incombe entièrement à Mladic et à ses officiers. » Le général Krstic essaye de s'innocenter des crimes en affirmant qu'il avait été envoyé à cette époque à Zepa. Ce sera l'axe de sa défense, qui devrait durer deux à trois mois, d'octobre à décembre. Son témoignage est crucial. Pour la première fois, un officier serbe de haut rang reconnaît l'ampleur et la nature des atrocités. « D'après les renseignements auxquels j'ai eu accès, a, d'un air innocent, conclu Radislav Krstic, ces hommes ont été exé-

Alexander Draskovic s'insurge à la moindre allusion au tribunal de La Haye. Chef de file des nationalistes serbes au conseil municipal de Srebrenica, il pense que « le procès Krstic est une tragédie ». « Je connais Radislav Krstic, précise-t-il. C'est un soldat bon, honnête et juste, qui a été blessé pendant la guerre. Îamais il n'aurait commis un crime. » Précisant que « le peuple ser-Alexander Draskovic accuse les enquêteurs étrangers d'avoir « ouvert de vieilles fosses contenant des corps de soldats musulmans tués pendant les combats de 1993 ».

Srebrenica la Serbe a l'image d'un sanctuaire du nationalisme et du révisionnisme, comme Foca ou Visegrad, comme tant de villes dans cette Bosnie du Sud-Est encore sous l'influence des hommes de l'ex-« président » Radovan Karadzic, lui aussi inculpé de « génocide » pour les massacres de 1995. Ceux qui tiennent les cordons politiques et économiques de la région ont d'ailleurs parfois été impliqués dans le siège de la ville et les assassinats.

Tous les habitants serbes ne partagent cependant pas le point de vue officiel sur l'avenir de la Bosnie. Souvent effrayés, ils se taisent. La voisine de Sacir, Nedeljka Markovic, n'a pas hésité à offrir un peu d'électricité au vieux Musulman et lui apporte régulièrement du café. Elle affirme que « chacun doit rentrer chez soi ». Elle est réfugiée de la Krajina bosniaque, son mari travaille en Serbie, de l'autre côté de la Drina, et elle n'envisage pas d'occuper longtemps cette maison musulmane de Srebrenica que les autorités serbes lui ont attribuée. Nedeljka pense, contrairement à ce que prétendent les chefs nationalistes et séparatistes de la République serbe, que Musulmans, Serbes et Croates « ne peuvent pas vivre séparés en Bosnie-Herzégovine ». « Nous avons toujours vécu ensemble. C'est ainsi... », murmure-t-elle. Ces Serbes-là, qui vivent en République serbe et songent à une Bosnie multiethnique, n'ont encore aucun droit à la parole. Les partis politiques, la police et les chefs de guerre veillent à préserver l'illusion d'une entité serbe qui voguerait paisiblement vers son indépendance, voire vers son union avec la Serbie.

E temps suspendu. Sur les dix mille à vingt mille Serbes qui vivent aujourd'hui dans la région, 70 % viennent de la région des Krajina en Croatie et en Bosnie, ou des environs de Sarajevo qu'ils ont fui après que l'accord de Dayton a accordé au gouvernement d'Alija Izetbegovic la « réunification » de la capitale. Ils ont été for-

serbe autour de Srebrenica, nie que des crimes aient été perpétrés. « Nous, Serbes, sommes un peuple fier qui combat depuis sept siècles pour l'Europe et la défense du christianisme. Nous avons toujours été, au cours du siècle écoulé, du côté de ceux qui ont combattu le fascisme. Et, à cause du Kosovo, vous, les Occidentaux, vous nous bombardez?!» M. clame que lui et ses amis soldats « n'auraient pas même tué une fourmi ». M., aussi nationaliste soit-il, n'est guère satisfait de la vie à Srebrenica. Il aimerait s'exiler en France, parce que, de tous les soldats occidentaux déployés en Bosnie, « les Français étaient les plus flexibles avec les Serbes et ne sont pas [leurs] ennemis comme les Américains ou les Britanniques ».

Au sein du conseil municipal de Srebrenica, des voix dissonantes commencent à s'élever, inspirées par les partisans du premier ministre de la République serbe, Milorad Sacir Halicovic (87 ans) et sa femme Mevlida (81 ans) furent les derniers Musulmans à quitter Srebrenica en 1995.
Ils sont les premier à revenir, « pour mourir ici, près de la tombe de [leur] fils ».
et des Serbes républicains, ceux qui ont refusé le séparatisme ethnique durant la guerre. « C'est foutu, c'est

On sent un malaise. Un silence. Un sentiment de gâchis accentué par la misère, et pour certains un sentiment de trahison

cés par les autorités serbes à s'installer là, près des champs de la mort. Si aucun ne paraît gêné par le fait de vivre au milieu des tueurs et à proximité des charniers, on sent un malaise. Un silence. Un sentiment de gâchis accentué par la misère, puisque la communauté internationale n'accorde aucun crédit à cette bourgade qui refuse le retour des réfugiés, et pour certains un sentiment de trahison vis-à-vis des dirigeants qui leur avaient promis la conquête d'un Sarajevo serbe.

« A Dayton, Milosevic a offert Sarajevo aux Bosniaques parce qu'ils s'étaient soi-disant bien défendus. Il a trahi ses frères serbes! », peste Jadranka, furieuse d'être condamnée à vivre dans ce « trou perdu ». Jadranka est convaincue que la guerre aurait pu être écourtée. A sa manière. « Milosevic aurait dû nous accueillir en Serbie et au Monténégro, organiser le transfert des Musulmans du Sandjak et des Albanais du Kosovo en Bosnie. Ainsi nous aurions vécu entre Serbes, et aurions laissé ces sauvages primitifs vivre entre

M., qui a combattu dans l'armée

Dodik, un « modéré » soutenu par la communauté internationale et qui a reconnu cette année qu'un « crime de masse » avait été commis ici. « Nous défendons l'idée de la justice et pensons que Krstic et tous les criminels de guerre doivent être jugés », explique Budimir Maximovic, le délégué du parti du chef du gouvernement. Il se plaint qu'« alors que l'Europe avance vers l'unité, l'ex-Yougoslavie a avancé vers la purification ethnique ». Il souligne que les réactions virulentes de l'Union européenne à l'entrée au gouvernement de Vienne des partisans du leader d'extrême droite Jörg Haider ont été fort commentées et furent très bénéfiques au sein de la communauté serbe. « Cela a démontré que l'Europe ne combat pas les Serbes en tant que peuple, mais qu'elle lutte contre les idées nationalistes qu'ils représen-

Budimir Maximovic combat donc résolument le parti nationaliste serbe. Même lui, pourtant, n'envisage pas de rentrer chez lui, dans les faubourgs de Sarajevo, vivre avec des Musulmans, des Croates

et des Serbes républicains, ceux qui ont refusé le séparatisme ethnique durant la guerre. « C'est foutu, c'est trop tard », dit-il, le regard sombre. Et d'ailleurs Budimir Maximovic conserve une opinion typique des nationalistes serbes sur le siège de Sarajevo, qu'il a vécu en tant que soldat sur une colline au nord de la ville. « J'estime avoir été manipulé par les partis nationalistes qui nous ont entraînés dans la guerre. Mais, bon, nous avons vaillamment résisté aux soldats bosniaques qui tentaient de percer le siège de Sarajevo », commente-t-il. Puis il raconte ce qui reste à ses yeux son pire calvaire. « Des pièces d'artillerie de l'armée serbe étaient positionnées juste derson Rendez-vo te que, certains jours, plus de trois mille obus ou roquettes passaient au-dessus de la tête de mes enfants qui jouaient tranquillement dans le jardin. » Budimir Maximovic, symbole de modération politique et interlocuteur privilégié des diplomates occidentaux à Srebrenica, déteste le bruit des bombes prenant leur envol. Il ne fait par contre aucune allusion aux enfants de Sarajevo qui, eux, ont reçu ces bombes, et n'ont jamais joué tranquillement dans un jardin durant la Les Serbes de Srebrenica vivent

dans la confusion la plus totale. Certains reconnaissent les crimes. d'autres continuent à les nier. Certains souhaitent conserver ce nouveau bastion « ethniquement pur », d'autres pensent que la communauté internationale les forcera un jour à accepter le retour des Musulmans. Les Serbes ne savent pas ce qu'ils attendent, ils regardent passer les années en côtovant des fantômes, tandis que, de l'autre côté de l'ancienne ligne de front, à Sarajevo, Tuzla, Vozuca, les déportés de 1995 survivent dans la douleur, entre souvenir du cauchemar et amertume.

Rémy Ourdan

Prochain article : Le cauchemar et l'amertume

L'aménagement du territoire à l'encan

par Jacques Barrot

ÉGULIÈREMENT, les comités interministériels d'aménagement du territoire apportent leurs petits lots d'aides ponctuelles à des bassins d'emplois désignés comme étant en difficulté. Cette homéopathie publique est sûrement nécessaire et peut parfois être bienfaisante. Est-elle à la mesure du problème?

L'aménagement du territoire, ce n'est pas seulement le traitement de quelques territoires en difficulté, banlieues ou zones rurales en voie de désertification. Ce sont des choix à moyen et à long terme, liés au déploiement spatial des populations et à ses incidences majeures sur la vie en société : le manque de convivialité et de sécurité créé par des concentrations humaines excessives, la crise du lien social dans certaines campagnes abandonnées à leur triste sort. On pourrait multiplier les exemples... C'est pourquoi je voudrais dénoncer ici avec force les occasions manquées et invoquer l'essentiel, trop oublié ces dernières années.

L'Union européenne a signifié à la France qu'il fallait accepter une baisse des fonds européens. Il paraissait assez simple que le gouvernement français réserve le bénéfice de ces aides aux régions qui sont les plus faibles, en vertu de leur potentiel fiscal moindre et du niveau de vie globalement moins

élevé de leur population. Pourquoi, en effet, au nom du principe de subsidiarité, ne pas laisser à chaque région française le soin de pouvoir organiser, à l'intérieur de ses limites, les solidarités qui s'imposent entre territoires bien portants et territoires fragiles ?

Quelle n'a pas été notre surprise de voir le gouvernement désigner des secteurs de la région parisienne comme devant bénéficier des fonds européens, et retirer du bénéfice de ces aides certaines régions du Massif central. N'aurait-il pas été plus simple de laisser aux communautés régionales suffisamment riches le soin d'organiser elles-mêmes leur solidarité interne et d'épauler les régions moins fortunées dans leur propre effort de solidarité? Faute de cette démarche claire, nous avons assisté à un découpage technocratique, parfois teinté de considérations politiques, qui aboutit à une distribution tout à fait illisible des fonds européens.

A cette première occasion manquée s'en est ajoutée une seconde. L'Europe a sollicité de la part de la France une révision des zones où les collectivités locales étaient autorisées à accompagner de manière plus significative les investissements. La France, là encore sans un vrai débat démocratique, a choisi un découpage géographique extravagant, privant certaines petites zones de la prime

d'aménagement du territoire et des avantages qui lui sont liés, à savoir une aide accrue aux investissements immobiliers situés dans ces secteurs. Nous pouvons constater des situations rocambolesques où, dans le même bassin d'emplois, selon la localisation des murs de votre entreprise, une aide majorée peut ou non vous être attribuée! Des effets de seuil rendent aussi ces frontières artificielles complètement injustes et décourageantes pour les acteurs économiques. Consultation faite, ce découpage serait lié à des vieilles délimitations qui n'ont pas été mises à jour et pour lesquelles l'Insee ne semble pas avoir été sollicité...

Il est vrai que, pour avoir des outils fiables, il faudrait que nous mettions de l'ordre dans l'enchevêtrement des collectivités, des entités juridiques qui, aujourd'hui, sont en train de naître dans un désordre qui laisse rêveur.

On n'en finirait pas de dénombrer ces situations extrêmement complexes où des limites administratives se superposent les unes aux autres, avec des petits morceaux de territoires auxquels sont affectés des programmes. Pourquoi cette dérive s'est-elle produite, si ce n'est parce qu'on a perdu de vue l'essentiel?

L'aménagement du territoire, ce n'est pas une série d'interventions ponctuelles décidées d'en haut, au vu de quelques critères savamment listés par une technocratie savante. C'est d'abord un exercice de géographie.

On prétend qu'aujourd'hui les problèmes de communication sont derrière nous. Effectivement, on peut, en regardant certaines parties de la France de l'Est, y découvrir un maillage autoroutier très serré et généraliser ce constat à l'échelon de la France. Mais c'est oublier que plan précédent mais échelonné sur sept ans, nous serons loin du compte. Dans certains départements, des villes chefs-lieux devront encore attendre 2010 et plus pour pouvoir être reliées par des routes à deux fois deux voies à nos grandes autoroutes.

Ce constat insatisfaisant émane d'une France qui se laisse aller, en acceptant l'accroissement continu des dépenses de fonctionnement

Pour avoir des outils fiables, il faudrait que nous mettions de l'ordre dans l'enchevêtrement des collectivités, des entités juridiques qui sont en train de naître dans un désordre qui laisse rêveur

la France de l'Ouest et la France du Massif central ne sont pas encore à niveau, loin de là. Pourquoi a-t-on renoncé à avoir un schéma national, comme s'il n'était pas évident que le bel espace français méritait d'être doté d'une carte volontariste permettant à tous nos chefs-lieux de département, voire d'arrondissement, de se trouver, à l'issue de l'actuel contrat de plan Etat-régions, à trente minutes d'une route à deux fois deux voies ? Or, avec l'effort d'investissement comparable au

publiques sans s'interroger sur la baisse régulière de l'effort d'investissement. De nombreux territoires français ont encore besoin d'un effort accru en matière d'infrastructures : route, mais aussi rail, et bien sûr transport combiné. Encore faut-il admettre que dans certains secteurs les routes à deux fois deux voies, réalisées avec les précautions environnementales nécessaires, sont un magnifique outil de liaison et un moyen de sécurité bien plus efficace que les périodiques déclara-

tions ministérielles sur les accidents de la route.

Pour savoir où l'on va, encore faut-il savoir ce que l'on veut et ce que l'on attend d'un pays. La France, qui a hérité de l'Histoire un très vaste espace, a-t-elle choisi purement et simplement la poursuite d'un urbanisme dense au détriment d'une urbanisation diversifiée et raisonnée, qui permet à la capitale régionale d'irriguer la petite ville au lieu d'épuiser son voisinage?

On aurait aimé un grand débat pour imaginer comment nous voulions sauver cette diversité française et préserver pour les générations à venir la possibilité de choisir, parmi tous les cadres de vie possibles, celui de la petite ou moyenne ville, souvent plus propice à la vie associative et apte à fortifier le lien social.

Mais, pour cela, il faudrait que l'aménagement du territoire cesse de devenir une discipline annexe, une sorte de traitement palliatif, pour redevenir l'expression d'une volonté politique préoccupée par le long terme et l'avenir de la société française. Le gouvernement français ne semble pas en prendre le chemin.

Jacques Barrot, ancien ministre, est député (UDF) et président du conseil général de la Haute-Loire.

Réformes : y croire ou pas ?

Suite de la première page

On peut instaurer la parité mais pas éliminer le cumul des mandats. On peut innover en Nouvelle-Calédonie mais pas dans les départements d'outre-mer. On peut creuser un sillon profond en Corse, au moins symboliquement, mais sous réserve d'un artifice, le report aux calendes présidentielles.

D'autres projets réformateurs ne sont retenus ou, au contraire, éliminés qu'en fonction du futur échéancier présidentiel alors même qu'il reste encore deux ans d'attente : le traitement gouvernemental du paritarisme, le ralliement inattendu du président de la République au quinquennat ou sa conversion aussi providentielle qu'inespérée à une Constitution européenne illustrent que, désor-

Une chose est sûre: le quinquennat, si souhaitable à tous égards, est un saut dans l'inconnu constitutionnel, faute d'être pensé comme un élément crucial d'un puzzle complexe

mais, la réforme ou les promesses de réforme sont davantage affaire d'opportunité politique que de conviction.

Le chef de l'Etat milite pour l'Europe alors que toutes ses déclarations antérieures nous avaient habitués à la prudente expectative, pour ne pas même évoquer la franche hostilité de l'« appel de Cochin ». Il offre la possibilité aux Français de voter pour un « quinquennat sec », mais fait clairement sentir qu'il n'y croit guère. Ses propos sur le processus de Matignon sont fascinants d'imprécision et de généralité.

La situation n'est guère plus claire du côté du premier ministre où le discours de Fischer sur l'Europe n'a suscité que des commentaires polis, et les réformes envisagées pour la Corse sont présentées comme un simple cas particulier qui n'appelle pas de réflexion plus approfondie sur la réforme de l'Etat, de l'administration, de la décentralisation des compétences.

Or, une chose est sûre : le quinquennat, si souhaitable à tous

égards, est un saut dans l'inconnu constitutionnel, faute d'être pensé comme un élément crucial d'un puzzle complexe. Le quinquennat sec est une solution faussement simple, car elle ouvre tous les possibles, y compris, dans les conditions qui ont été retenues, la boîte de Pandore. On peut, comme l'a très bien fait Olivier Duhamel dans son ouvrage sur le quinquennat, recenser toutes les hypothèses possibles. Mais nul, avec le quinquennat sec, n'est capable de dire ce que sera le fonctionnement des institutions demain: gouverner sans choisir.

Le même trouble survient à propos du dossier corse, à la fois si spécifique qu'il mérite, en effet, un traitement ad hoc, mais, en même temps, si révélateur des blocages d'une République mythifiée, momifiée, appelée à la rescousse chaque fois qu'il faut empêcher que réforme se fasse.

Les régions françaises n'ont pas besoin de pouvoir législatif - ce miroir aux alouettes hérité du XIX^e siècle -, mais en revanche de compétences nouvelles, de financements autonomes et surtout d'élites administratives et politiques compétentes. Qu'on l'accorde à la Corse sous la forme vague et largement symbolique qu'on connaît, pourquoi pas? (Les Corses seraient pourtant bien avisés d'analyser l'expérience italienne, s'ils veulent en éviter les déboires et les désillusions.) Mais ce dont le pays a le plus besoin, c'est d'une réforadministration territoriale, à commencer par les villes et ces espaces en jachère appelés banlieues.

Est-ce trop demander de replacer le particulier dans son contexte général ? D'afficher un projet ? De proposer un projet de décentralisation qui ne soit ni le produit de la violence comme en Corse, ni le résultat aléatoire des pressions contradictoires et multiples des intérêts en présence ?

Il est vrai que le politique est en retrait en ce début de millénaire. Il est salutaire que les hommes politiques ne nous promettent plus de raser gratis ou de préparer le grand soir. Mais de là à ne proposer ni projet ni perspective, il y a une marge. La France a été trop souvent la victime du volontarisme politique pour regretter l'époque du politicien thaumaturge. Mais le politique doit proposer, éclairer, débattre, faire débattre.

Tout laisse à craindre une catastrophe référendaire prochaine. Non pas tant en raison d'une hostilité au quinquennat que faute d'une offre politique convaincante. L'actuel septennat montre bien ses limites : son échéance est trop proche pour prendre des paris courageux mais risqués, trop lointaine pour se permettre le luxe du « surplace » et de l'immobilisme. Vivement demain!

Des infos boursières croustillantes livrées gratuitement chez vous dans la minute Rien n'est meilleur qu'une bonne info toute chaude, bien rédigée par des journalistes spécialisés et indépendants et leur réseau d'experts tout sussi spécialisés et indépendents, et de pouvoir a déguster chez soi en traînant en caleçon ou n tee-shirt. C'est bon pour la santé et c'est très bon pour votre argent. mes pinances.fr OFFREZ-VOUS UN EXPERT À TOUT FRIRE avec Les Echos Le coût des communications téléphoniques locales de votre opéra

Yves Mény

se Monde

Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur: 01-42-17-21. Télex: 202 806 F Tél. relations clientèle abonnés: 01-42-17-32-90 Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute). Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'Etat et les routiers

ES routiers ont gagné – et pas de manière sympathique. Une fois de plus, ils ont prouvé qu'ils n'hésitaient pas à prendre le pays en otage pour obtenir gain de cause. Ils ont les moyens de bloquer la France, et même une partie du trafic européen, barrant, au choix, selon les ans, les entrées de ville, les dépôts de carburants, les raffineries. Ils en usent. Sans état d'âme. Dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 septembre, ils ont empoché les dividendes de leur action violente. Le gouvernement a accédé à nombre des revendications qu'ils formulaient pour compenser la hausse du prix du carburant, même si celle-ci n'est en rien imputable à l'Etat. Ils obtiennent une baisse de 35 centimes par litre de gazole de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (la TIPP) pour l'année 2000, ramenée à 25 centimes pour l'année 2001 (quoi qu'il arrive, même en cas d'effondrement du cours du pétrole...); enfin, ils étaient d'ores et déjà exonérés du plan de hausse de cette taxe. Aux dires des spécialistes, cela représente quelque 17 000 francs par camion cette année. Il reviendra, bien sûr, aux contribuables - aux autres contribuables - de s'en acquitter.

Peut-être l'Etat n'avait-il d'autre choix que celui-là. Des millions de travailleurs, des milliers d'entreprises allaient subir les conséquences d'un blocage des dépôts de carburants qui commençait à avoir des répercussions chez nos voisins européens. Mais cette gestion d'urgence d'un conflit pas si imprévisible est lourde de contradictions et de nouvelles crises à venir. La solution adoptée va à

l'encontre de tous les objectifs à long terme que le gouvernement affirme s'être fixés. Elle contredit l'esprit d'une fiscalité sur les carburants à dessein écologique: pénaliser les énergies les plus polluantes. Elle contrecarre ouvertement le discours proclamé sur l'impérieuse nécessité de favoriser le rail sur la route (pour toutes les bonnes raisons que l'on peut imaginer). La baisse de la TIPP donne l'avantage à la route sur le rail et à la pollution sur la non-pollution... Elle encourage, enfin, une profession, les transporteurs routiers, à avoir de nouveau recours à l'arme des faibles: la violence.

Car ils sont faibles, les routiers, profession atomisée de microentreprises de travailleurs sous-payés, subissant, faute d'harmonisation sociale européenne, une concurrence espagnole et belge aux conditions de travail irresponsables, voire criminelles. Ils sont faibles non pas face à l'Etat et à la collectivité - qu'ils peuvent, on le voit, toujours faire chanter. Ils sont faibles face à leur partenaire commercial, la grande distribution (appréciée, elle, du consommateur qu'est aussi chaque contribuable). Ledit partenaire est suffisamment fort pour empêcher les transporteurs de répercuter sur leurs tarifs l'impact de la hausse d'une matière première, ce qui, partout ailleurs, serait le dénouement normal de la situation provoquée par l'évolution du prix du pétrole. Plus qu'à gérer chaque année les coups de piraterie des routiers, c'est à restructurer cette relation distribution-transporteurs que devrait s'attacher l'Etat.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE Président du directoire, directeur de la publication : **Jean-Marie Colombani** Directoire : **Jean-Marie Colombani** ; **Dominique Alduy**, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon (Editoriaux et analyses) ;
Laurent Greilsamer (Suppléments et cahiers spéciaux) ;
Michel Kajman (Débats) : Éric Fottorino (Enquêtes) ;
Éric Le Boucher (International) ; Patrick Jarreau (France) : Anne Chemin (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ;
Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Christian Massol (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 166 859 & Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,

Fonds commun de placement des personnels du *Monde*, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Les nouveaux locaux de la Banque de France

LES NOUVEAUX bâtiments de la Banque de France ont été inaugurés cet après-midi à 15 heures, en présence du président de la République. M. Baumgartner, gouverneur, a rappelé que cette institution avait maintenant cent cinquante ans. C'est une des plus anciennes du monde, et elle doit pour une bonne part à sa longue tradition « d'être demeurée une administration forte, fière de sa mission, ardente à la bien remplir », a souligné M. Baumgartner.

Une odeur d'encaustique et de cuir neuf flottait encore du haut en bas des nouveaux bâtiments gavés de lumière fraîche et de couleurs tendres : vert d'eau, crème de marron, blanc mat. Les sténodactylos ont le visage très au point, et Mercure, sur la plaque argentée des huissiers, n'a jamais été si bien astiqué.

Les derniers agrandissements ont fait gagner un hectare à la Banque

de France: un nouveau bond en direction du sud. Sous le Second Empire, l'hôtel de Toulouse, où la Banque de France s'était installée en 1811, avait déjà été prolongé sur la rue Croix-des-Petits-Champs, ce qui doublait à peu près sa capacité.

Les nouveaux locaux sont construits, on le sait, sur la grande salle souterraine achevée en 1920. Leur édification a commencé dès 1936, mais a été considérablement retardée par la guerre. Un peu plus d'air est ainsi redonné aux bureaux qui se sont multipliés depuis la Libéra-

On n'a pas attendu l'inauguration officielle pour ouvrir les guichets du grand hall, qui ferait les délices de l'amateur de patin à roulettes. Des clients sont penchés, comme si de rien n'était, sur les buvards vierges étalés sur les lourdes tables de marbre.

(7 septembre 1950.)

Le Monde sur tous les supports

Adresse Internet: http://www.lemonde.fr

Télématique : 3615 code LEMONDE Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn) ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60 Index du Monde : 01-42-17-29-33. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province: 08-36-68-03-78

L'Europe à l'horizon de Nice

Y A-T-IL une vie européenne après le sommet de Nice ? La réponse est certainement positive mais personne ne se risque à prévoir à quoi elle ressemblera. A un peu plus de trois mois du conseil européen qui clôturera la présidence française, la négociation sur les réformes institutionnelles, considérées comme indispensables pour l'élargissement de l'Union, est dans une impasse, comme en a témoigné la rencontre d'Evian le week-end dernier. Aucun des Etats membres n'a encore fait le moindre mouvement pouvant laisser espérer une conclusion heureuse de la conférence intergouvernementale. Les responsables français répètent qu'ils ne veulent pas d'un « accord au rabais », et ils se mettent à envisager sérieusement la manière de relancer l'intégration européenne en cas d'échec de la réunion de Nice. Que serait un succès ? Du point de

vue français, il est nécessaire que les Ouinze trouvent un accord sur les trois points laissés de côté lors de la précédente conférence intergouvernementale qui s'est conclue par le traité d'Amsterdam, à savoir la composition de la Commission de Bruxelles (limitation du nombre de postes), l'extension du vote à la majorité qualifiée (pour éviter de multiplier les risques de veto avec l'augmentation du nombre de membres) et la repondération des voix au sein du Conseil (afin de mieux tenir compte de la taille de chaque Etat). La France a

inclus dans l'ordre du jour un quatrième sujet institutionnel, les « coopérations renforcées », c'est-à-dire la possibilité pour quelques pays membres d'aller plus loin dans l'intégration. Cette clause a été prévue par le traité d'Amsterdam, mais elle est accompagnée de conditions telles qu'elle est impraticable. Selon Paris, ces conditions devraient être au contraire suffisamment souples pour empêcher les Etats qui refusent les progrès de l'intégration à Quinze de bloquer tout le processus.

Après avoir été longtemps réticents à ajouter ce point au menu de Nice, les négociateurs français ont fait des « coopérations renforcées » la pierre angulaire de leur stratégie. En cas de succès de l'actuelle conférence intergouvernementale, l'après-Nice se présenterait à peu près ainsi : une nouvelle conférence intergouvernementale serait convoquée, à la demande notamment de l'Allemagne et de ses Länder, pour codifier les règles de la subsidiarité et préciser prérogatives des différents niveaux de pouvoir (européen, national, régional).

Le dilemme élargissement-approfondissement ne sera pas résolu pour autant ; il se posera même avec une acuité nouvelle au moment où les premiers candidats seront admis dans l'UE. Sous peine de se diluer dans un ensemble aux intérêts de plus en plus hétérogènes, l'UE devra revoir ses règles de fonctionnement

pour se transformer en une union politique.

C'est là que les « coopérations renforcées » pourraient se révéler utiles. Loin des visions constitutionnelles à la Joschka Fischer, elles relèvent d'une approche pragmatique : les pays européens qui voudraient pousser plus loin l'intégration sur certains sujets ou dans certains domaines devraient être autorisés à le décider sans être tributaires des moins allants. De ces coopérations sectorielles, se dégagerait un petit groupe, qu'on l'appelle « groupe pionnier », « avant-garde » ou « noyau dur », qui pourrait envisager la mise en place de nouvelles institutions spécifiques. Parallèlement en effet, une discussion sur la constitution future de l'Europe pourrait être menée mais les chances qu'elle aboutisse à quinze, voire à vingt ou vingt-cinq en incluant les candidats, sont faibles.

« UN TRAITÉ DANS LE TRAITÉ »

L'approche par les « coopérations renforcées » permet, au contraire, de sélectionner « naturellement » les participants au groupe central. Celui-ci devrait rester ouvert à tous les Etats membres de l'UE qui ont la capacité et la volonté de participer aux politiques intégrées. Cette vision - dix ans - permet aussi de ne pas poser a priori la question du rapport entre ceux qui sont dedans et ceux qui sont dehors, mais de laisser la pratique définir ces relations, bref elle a le mérite de ne pas brusquer nos partenaires. Elle a cependant le défaut de ne pas simplifier - c'est un euphémisme - une construction européenne de moins en moins transparente et de moins en moins compréhensible

pour le commun des Européens. Elle présente un autre inconvénient. Elle suppose à moitié résolu le problème qu'elle est censée contourner. Car les Etats membres qui se contentent du niveau actuel d'intégration ne seraient pas fâchés de saisir l'occasion de l'élargissement vers l'Est pour revenir sur l'acquis communautaire; ils ont bien compris que les « coopérations renforcées » risquaient d'être une manière détournée d'avancer vers une Europe politique, voire fédérale. Si ce risque leur paraît vraiment sérieux, ils bloqueront à Nice les « coopérations renforcées » ou ils multiplieront les obstacles - comme à Amsterdam - pour les vider de leur substance.

Alors que la négociation n'a pas vraiment commencé, la position française est tranchée : si les « coopérations renforcées » sont refusées, il faudra alors se tourner vers des solutions plus radicales, comme celles proposées par le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, tirer les conclusions de l'échec de la méthode intergouvernementale, remettre tout sur la table et prévoir « un traité dans le traité » pour les Etats membres qui ne se résignent pas à la stagnation, donc au dépérissement, de l'intégration européenne.

Lancé officiellement, cet avertissement est en partie tactique; il peut être un atout dans les discussions, pour arracher aux Etats réticents un accord minimal sur les « coopérations renforcées ». Mais il témoigne d'une préoccupation plus profonde. Il n'est pas trop tôt, pense-t-on à Paris, pour réfléchir à l'après-Nice, en cas d'échec. Sans chercher à provoquer la « crise salvatrice », chère à Jacques Delors, les responsables français ne veulent plus exclure cette hypothèse. Ils se demandent comment il serait alors possible de redistribuer les cartes. Et avec qui. La coopération franco-allemande serait mise à rude épreuve par une débâcle de l'Europe communautaire et un renvoi aux calendes grecques de l'élargissement à l'Est, mais la relance de ces derniers mois a produit quelques idées qu'il serait alors bon de frotter aux réalités.

Issue harmonieuse ou crise? L'alternative est trop simpliste. Bien que les responsables s'en défendent aujourd'hui, le résultat le plus probable du conseil européen de Nice et des six mois de présidence française risque plutôt d'être mi-chèvre, mi-chou, de convenir à tout le monde sans satisfaire personne. D'ouvrir la porte à un élargissement mal maîtrisé avec des institutions mal adap-

Daniel Vernet

Le Plus Beau Jour de ma jeunesse

Bernard Faucon, entre 1997 et 2000, a réuni cent jeunes dans vingt pays. Journées de fête durant lesquelles ils ont photographié leur jeunesse.



Heidelberg, Allemagne. Un sombre romantisme dans les bois qui bordent « le chemin des philosophes », sur les hauteurs de la ville de Brahms et de Goethe.

A New York, la question de Jérusalem

EST-CE LE FAIT d'une conjoncture que tout le monde s'accorde à qualifier d'« exceptionnellement » favorable à la conclusion d'un accord de en tout cas l'objet de toutes les sollicitations. Mercredi 6 septembre, en marge du « sommet du millénaire » qui s'ouvrait le même jour aux Nations unies à New York, le président Bill Clinton devait rencontrer séparément le premier ministre israélien, Ehoud Barak, et le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. Objectif: les amener à faire aboutir ce qu'ils avaient si bien commencé au sommet qui les a réunis du 11 au 24 juillet sous l'égide de M. Clinton à Camp David, autrement dit à conclure un accord - fût-il seulement «cadre» - de paix pour éviter les dérapages.

depuis sept ans, Certes. c'est-à-dire depuis les accords israélo-palestiniens d'Oslo, l'inflation des « circonstances favorables » « extrêmement propices »..., des «fenêtres d'opportunité », des « occasions historiques » pour faire avancer le processus de paix a été telle qu'il convient d'être prudent. Mais aux yeux de tous, y compris des parties concernées, la situation actuelle a ceci de réellement « exceptionnel » qu'elle correspond à une conjonction de facteurs encourageants.

Le premier est l'imminence de la fin du mandat du président Clinton, qui plus qu'aucun autre président américain s'est personnellement investi dans la recherche d'une solution, et qui a réussi à donner une impulsion qualitative aux laborieuses négociations en cours. Ou'en

sera-t-il après lui ? Nul n'est en mesure de garantir que son successeur, qu'il s'agisse du démocrate Al Gore ou du républicain George W. Bush, le » ne suffit malheureusement pas les Etats-Unis étant l'unique véritable parrain de la négociation, leur attitude pèse réellement dans la tournure que peuvent prendre les choses.

Autre raison d'espérer : les progrès indéniables que le sommet de Camp David a fait faire à la négociation. Unanimement reconnus, y compris par les deux protagonistes, ces progrès portent principalement sur l'étendue des territoires qui seraient restitués aux Palestiniens et sur le sort des colonies de peuplement, mais aussi sur l'avenir de Jérusalem-Est. Des tabous ont été levés, des lignes rouges effacées ou reculées. La troisième raison d'aider les négociateurs à conclure tient à l'audace politique dont a fait preuve dans la négociation le premier ministre israélien, qui a agréablement surpris, en allant plus loin que tous ses prédécesseurs; elle tient aussi aux difficultés que M. Barak affronte à domicile, en raison précisément de cette audace.

COMBLER LES DIVERGENCES

Sa survie politique tiendrait désormais à la signature d'un accord avec les Palestiniens. Faute de quoi, des élections anticipées risqueraient de ramener la droite au pouvoir et avec elle un durcissement de la position de l'Etat hébreu. Un cauchemar pour les Palestiniens. Tout le monde redoute enfin que la proclamation de l'Etat palestinien programmée pour le 13 septembre ne se fasse en l'absence d'un accord avec Israël, ce qui ne ferait que compliquer la situation. Cette conjoncture « exceptionneldifficultés qui ont déjà été aplanies à

Camp David ne seront considérées comme définitivement closes que si un accord global est conclu. Ainsi en sont convenus les intéressés, pour qui c'est tout ou rien. Aussi est-ce pour éviter de gaspiller ces acquis restés en pointillé, pour « transformer l'essai » comme on aime le dire à Paris, et pour combler les divergences qui persistent encore que tout le monde ou presque se penche sur le berceau de la négociation, avec l'assentiment des deux parties, qui ont même sollicité la contribution de toutes les bonnes volontés.

Dennis Ross, le coordonnateur américain du processus de paix, a travaillé sans relâche ces derniers jours pour réduire les divergences, pour faire en sorte que les rencontres de New York portent des fruits et soient le prélude à un sommet concluant. Le président égyptien, Hosni Moubarak, joue les facilitateurs. Il a été très actif ces dernières semaines, recevant les émissaires des uns et des autres et tentant de faire preuve d'inventivité. La France, président en exercice de l'Union européenne et son moteur pour ce qui est des affaires du Proche-Orient, affirme avoir des idées. Invités à mettre l'imagination au pouvoir, les diplomates concoctent scénarios et formules de compromis.

Des idées circulent qui ont toutes pour point de départ le projet de construire sur les acquis de Camp

David. Elles ont pour point focal Jérusalem -Est, qui fut l'un des deux obstacles majeurs – l'autre étant celui du sort des réfugiés palestiniens - sur a achoppé le sommet de Camp David. Dans Jérusalem, ce sont les Lieux saints et plus globalement la vieille ville qui posent les problèmes les plus compliqués parce que s'y juxtaposent et se superposent les symboles, les institutions, les lieux de prière et de dévotion, et les références religieuses des trois grands monothéismes.

Israël, qui a annexé les lieux après leur occupation en 1967, veut les maintenir sous sa souveraineté, ne concédant aux Palestiniens que l'administration des Lieux saints musulmans. Les Palestiniens exigent, eux, d'exercer leur souveraineté sur tout Iérusalem-Est, Lieux saints inclus sans écarter l'idée que le quartier juif et le mur des Lamentations soient sous administration israélienne. Ils sont soutenus par l'ensemble du monde arabe et musulman. Le Vatican réclame des garanties internationales pour la liberté d'accès aux lieux de culte. L'Eglise latine de Jérusalem a évoqué l'idée d'une ville « capitale de Dieu ».

Les deux parties affirment – pour l'heure - être allées chacune au maximum de leurs possibilités. Finiront-elles par s'accorder sur un compromis qui prévoirait une cosouveraineté ou une souveraineté partagée dans la Ville sainte? Décideront-elles de différer la décision? Rien dans leurs déclarations publiques ne le laisse présager.

Mouna Naïm

ENTREPRISES

SOCIALAprès douze heures de négociations entre Jean-Claude Gayssot, le ministre de l'équipement, des transports et du logement, et les responsables des syndi-

cats patronaux du transport routier, les deux parties semblaient être arrivées à un accord dans la nuit de mardi 5 à mercredi 6 septembre. MAIS LA BASE ne semblait pas satisfaite mercredi matin du projet d'accord et était réticente à lever les barrages. ● LES ROUTIERS ont obtenu une baisse de la taxe intérieure sur les produits pétroliers de 35 centimes par litre de gazole en l'an 2000 avec un effet rétroactif au 1er janvier. Ils devraient recevoir une aide qui correspond à 17 500 francs par camion. • LES AGRICULTEURS, les ambulanciers, les taxis et les bateliers entendent aussi bénéficier d'aides pour faire face à la hausse des prix du pétrole. (Lire aussi notre éditorial page 16.)

Jean-Claude Gayssot fait d'importantes concessions aux transporteurs routiers

Les fédérations patronales ont du mal à faire ratifier par la base le projet d'accord et à obtenir la levée des barrages. Les agriculteurs, les ambulanciers, les taxis et les bateliers réclament aussi des aides pour faire face à la hausse du prix des carburants

L'ISSUE du conflit des transports routiers est-elle proche? Après plus de douze heures de négociations entre Jean-Claude Gayssot, le ministre de l'équipement, des transports et du logement, et les responsables patronaux de la Fédération nationale du transport routier (FNTR), de l'Union nationale des organisations syndicales des transporteurs routiers automobiles (Unostra) et de la Fédération des entreprises de transport et logistique de France (TLF), les interlocuteurs semblent arrivés à un accord. Celui-ci devait être formalisé mercredi 6 septembre à 11 h 30, au ministère des

Les routiers réclamaient, au départ, une baisse de la taxe sur le gazole d'au moins 50 centimes par litre, pour que celle-ci - actuellement fixée à 2,57 francs - rejoigne la moyenne communautaire de 2,07 francs. Mardi matin, à la reprise des négociations, une baisse de 21 centimes était acquise. « Insuffisant », ont jugé les trois fédérations patronales. Au terme des discussions, la baisse de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) obtenue est de 35 centimes par litre de gazole en l'an 2000, avec un effet rétroactif au 1er janvier. Les routiers devraient, dès début octobre, recevoir une aide qui correspond à 17 500 francs par camion (sur une base de 50 000 kilomètres par an). Pour 2001, la baisse sera ramenée de 35 à 25 centimes par litre.

En contrepartie, l'augmentation de la TIPP sur le gazole décidée en 1998 par le gouvernement - 7 centimes par an de 1999 à 2006 - est annulée pour les routiers. Jusqu'à présent, ceux-ci avaient obtenu une ristourne représentant la moitié de cette somme et Laurent Fabius, le ministre de l'économie, avait annulé cette augmentation pour 2001. Mais aucune mesure n'était prise pour les années suivantes. C'est désormais chose faite. Même si cette mesure ne concerne que les routiers, elle risque de fortement déplaire aux Verts. C'est Dominique Voynet, ministre de l'environnement, qui avait obtenu une augmentation de la fiscalité sur le gazole jugé plus polluant que les autres carburants. Déjà, en 1999 et en 2000, les routiers bénéficiaient d'une ristourne représentant 50 % de cette augmentation. Celle-ci disparaît donc totalement.

Par ailleurs, un dispositif permettra de compenser jusqu'à 40 % une éventuelle hausse du gazole liée au cours du brut. Dans le projet de loi de finances présenté par Laurent Fabius le 31 août, cette neutralisation des recettes de l'Etat est de 20 %. Enfin, les transporteurs devraient pouvoir répercuter automatiquement sur les prix à leurs clients les hausses du carburant par un mécanisme d'indexation. Quand un transporteur ne signe pas de contrat commercial avec un client, leurs relations sont régies par un « contrat-type » fixé par décrêt. Cette formule est fréquemment utilisée par les artisans. Désormais, le contrat-type prévoira une augmentation des prix liée à celle du gazole.

Si elles n'ont pas obtenu immédiatement les 50 centimes revendiqués, les fédérations patronales sont loin de ressortir bredouilles de ce conflit. Un porte-parole de la FNTR, à l'origine du mouvement, estime qu'« on a atteint un niveau

raisonnable, pas très éloigné du plafond souhaité ». Mais, mercredi, en milieu de matinée, ce syndicat, sans doute de crainte d'être désavoué, n'appelait pas formellement à la levée des barrages, se contentant de consulter sa base, « ce qui est déjà un signe », indique-t-on au siège de cette fédération. Ainsi, André-Noël Thévenet, président pour la région Rhône-Alpes de la FNTR, a indiqué mercredi à l'AFP que « Les propositions faites (par le gouvernement pour résoudre la crise du prix du gazole) ne nous conviennent pas ». Même malaise perceptible à l'Unostra. À l'issue de la négociation, Daniel Chevalier, son président, avait indiqué qu'« il y a des avancées suffisamment positives pour essayer de faire avancer les choses. Je m'engage à faire le nécessaire car je trouve que cette situation est difficile pour tout le monde ». Mais, mercredi, dans la matinée, Christian Rose, secrétaire

national de l'Unostra, estimait que « la partie n'est pas gagnée. Les positions de la base sont relativement mitigées ». Comme la FNTR, l'Unostra consulte ses équipes sans appeler formellement à la reprise du travail, de peur d'être désavouée.

« NOUS SOMMES ALLÉS AU BOUT »

En revanche, les dirigeants de TLF, une fédération qui regroupe des entreprises de taille plus importante, appelait explicitement à la reprise. «L'accord est satisfaisant pour le présent et pour l'avenir ». De son côté, Jean-Claude Gayssot a déclaré sur Europe 1: « Nous sommes allés jusqu'au bout d'où nous pouvons aller » dans les négociations avec les transporteurs routiers et « nous ne pouvons accepter une paralysie qui se poursuivrait ». Les aides consenties représentent «17 500 F environ par camion », a déclaré M. Gayssot. Au total, « c'est quand même plusieurs centaines de millions, on va dépasser le milliard » de francs, a-t-il ajouté. Son entourage estimait que le gouvernement n'avait pas « cédé ». « Ces entreprises connaissent une vraie difficulté conjonctuelle. L'Etat leur apporte une bouffée d'oxygène » explique-t-

Ces dispositions sont accordées à une profession déjà aidée par les pouvoirs publics. Ainsi depuis 1999, le timbre fiscal de 4 francs sur les contrats de transport a été supprimé, ce qui représente une économie de 600 millions de francs pour la profession. Par ailleurs, dans le cadre des 35 heures, les entreprises obtiennent des aides de l'Etat si elles réduisent le temps de travail, même si celui-ci reste très largement supérieur aux 35 heures légales.

C'est pourquoi les syndicats de salariés des transports dénoncent le conflit actuel et ne soutiennent pas les employeurs. Après la CFDT et la CGT (Le Monde du 6 septembre), c'est au tour de la CFTC des transports d'appeler ses militants à «laisser les chefs d'entreprises du transport routier résoudre les problèmes sur le prix du gazole ». « La CFTC dénonce les pratiques de dumping des transporteurs, qui ont généré sur le marché des prix de transport toujours de plus en plus bas », indique le syndicat dans un communiqué, avant de s'interroger: « N'aurait-il pas été plus judicieux de fixer des prix justes, contre les donneurs d'ordre?». Un constat que n'est pas loin de partager le patronat. Jean-Paul Deneuville, président de la FNTR estimait, au début du conflit, qu'il faut « regarder les charges mais également le mécanisme des recettes car le marché est très erratique ».

Frédéric Lemaître

Le gouvernement défend sa stratégie, les Verts protestent

LE GOUVERNEMENT a-t-il été pris de court par le mouvement des transporteurs routiers? Et. par un effet de contagion, risque-t-il de devoir lâcher à d'autres professions des cadeaux similaires? Même si cette interprétation est tentante, le gouvernement se défend d'être tombé dans ce piège et fait valoir qu'il a géré avec doigté les tensions professionnelles multiples que suscite l'envolée des prix pétroliers.

Première ligne de défense : quand il a annoncé, jeudi 31 août, son plan de baisse des impôts, le gouvernement a délibérément choisi de ne pas y faire figurer aussitôt des mesures trop spécifiques qui auraient pu « polluer » le dispositif d'ensemble. Pour amortir le contrecoup du mini-choc pétrolier, de premières mesures de portée générale ont donc été annoncées, comme la diminution, à compter du 21 septembre, de 30 % de la taxation (TIPP) sur le fioul domestique, la mise en place d'un nouveau dispositif de « stabilisation » pour bloquer la progression des recettes de TVA en cas de hausse des prix pétroliers, ou encore la suspension pour 2001 du plan de progression de 7 centimes par an de la TIPP sur le gazole. Mais, ne voulant pas mettre le

doigt dans l'engrenage terriblement onéreux d'une baisse générale de la TIPP (l'équivalent de 1 franc de baisse des prix à la pompe aurait coûté 18 milliards de francs). Bercy et Matignon se sont mis d'accord pour prendre ultérieurement des mesures spécifiques dans ce domaine. Il leur a semblé d'autant plus opportun de disjoindre de ce plan d'ensemble d'éventuelles mesures en faveur du transport routier que la profession avait par avance annoncé qu'elle engagerait un mouvement de protestation à compter du lundi 4 septembre. Le gouvernement a donc estimé au'en arrêtant un dispositif trop tôt il aurait lui-même alimenté une suren-

Seconde ligne de défense : le gouvernement argue que les autres professions touchées par le mouvement de grogne ont toutes d'ores et déjà obtenu (ou vont obtenir) des mesures de compensation. C'est par exemple le cas des agriculteurs, qui bénéficient d'une fiscalité spécifique sur le gazole, alignée sur celle du fioul domestique et qui vont donc profiter de l'allégement de 30 % annoncé la semaine passée - tout comme d'ailleurs les transporteurs fluviaux. Plus de la moitié des agriculteurs, ceux dont les revenus sont les plus faibles, profiteront, en outre, de la suppression totale de la CSG et de la RDS décidée par le gouvernement.

Dans le cas des ambulanciers, la Caisse nationale d'assurance-maladie a par ailleurs prévu, de longue date, une hausse des tarifs de 9 %, qui entrera très opportunément en vigueur au cours de ce mois de septembre. Enfin, pour les taxis, les experts du gouvernement suggèrent que rien n'interdit aux préfets de prendre des arrêtés autorisant des hausses de tarifs.

FISCALITÉ MOINS ÉCOLOGIQUE Cette défense et illustration de la

gestion du gouvernement présente toutefois une faille majeure: sous la pression des événements, le gouvernement a remis en cause le cœur de son projet de fiscalité écologique, d'abord en suspendant, le 31 août, pour 2001, son plan de rattrapage de l'écart de taxation du gazole par rapport au supercarburant, puis, dans la nuit de mardi à mercredi, en élargissant cette concession au-delà de 2001. Or ce geste risque d'être très mal pris par les Verts. Dès mardi, dans un communiqué, ceux-ci reprochaient au gouvernement d'agir « à chaud sous la pression de l'urgence » et de « présenter comme inéluctables des mesures contradictoires avec l'intérêt collectif ».

Laurent Mauduit



La protestation continue dans d'autres secteurs

MARINS PÊCHEURS, routiers, et maintenant à qui le tour ? D'autres catégories professionnelles, agriculteurs, ambulanciers, taxis, bateliers, demandent également à bénéficier d'aides pour faire face à la hausse des prix du pétrole. Interrogé sur des mesures à venir pour ces secteurs, le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot a simplement rappelé, mercredi 6 septembre, à la sortie des négociations avec les transporteurs routiers, que le ministre des finances Laurent Fabius avait déjà annoncé jeudi dernier des mesures générales pour compenser la hausse du carburant. Ces annonces s'inscrivent « dans la capacité du gouvernement de faire en sorte que cette hausse considérable du carburant ne se traduise pas par des difficultés dans un secteur donné », a-t-il souligné.

● Les agriculteurs: le ministre de l'agriculture Jean Glavany a annoncé mercredi matin qu'il allait rencontrer Luc Guyau, président de la Fédération nationale des exploitants agricoles (FNSEA) « probablement demain matin ». D'ici là, la FNSEA a prévu d'« intensifier son mouvement de protestation ». Les agriculteurs réclament une neutralisation de la taxe intérieure sur les pro-

duits pétroliers (TIPP).

● Les ambulanciers devaient également poursuivre leur mouvement mercredi. Les trois organisations représentatives des ambulanciers (CSNSA, FNTS, FNAA) ont indiqué n'avoir reçu « aucune réponse » de la part de la ministre des affaires sociales, Martine Aubry, à laquelle ils avaient demandé l'ouverture de négociations sur une détaxe du carburant .

● Les bateliers organisaient mercredi matin un blocus de la Seine autour du pont Charles de Gaulle, à quelques encablures du ministère de l'économie. Ils demandent une exonération totale de la TIPP sur le fioul domestique.

• Les taxis poursuivent également leur mouvement de protestation un peu partout en France, notamment à Nantes où le périphérique était bloqué mercredi matin.

• Le Syndicat autonome des transporteurs de voyageurs (SATV) organise mercredi des manifestations dans toute la France, avec notamment une opération escargot de Roissy et Orly jusqu'à la porte Maillot à

Entre OPEP et taxes, pourquoi les cours flambent

LA FLAMBÉE des cours du pétrole se poursuivait mardi 5 septembre sur les marchés, atteignant des niveaux méconnus depuis dix ans, lors de la Guerre du Golfe. A New York, le baril de « light sweet crude » s'échangeait à 33,83 dollars tandis qu'à Londres, le « brent », qualité de référence de la mer du Nord, se négociait à 33 dollars. De toutes parts, les pressions se multiplient pour que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) desserre les vannes avant l'hiver. Une réunion du cartel est prévu le 10 septembre à Vienne.

En attendant, les producteurs engrangent les profits et reconstituent leur finances malmenées durant les années du contre-choc, tandis que les groupes de consommateurs des pays occidentaux crient à l'étranglement. Les grandes puissances plaident pour un prix proche de 25 dollars le baril, pour éviter un retour de l'inflation qui freinerait la croissance... et, à terme, la demande de pétrole. Même les compagnies pétrolières, qui annoncent les unes après les autres des résultats records (voir graphique page 20), estiment que les prix sont trop élevés. Mais, pour l'instant, rien ne stoppe l'envolée du prix des carburants.

● LE RETOUR DE l'OPEP : trois pays – l'Arabie saoudite, le Venezuela et le Mexique – sont à l'origine de la remontée des cours du brut. Les deux premiers sont membres de l'OPEP, le troisième ne fait pas partie du cartel. Ensemble, ils ont mis un terme au contre-choc pétrolier en imposant, en mars 1999, une réduction de la production. Les prix, qui étaient tombés sous les 10 dollars en décembre 1998, se sont alors fortement redressés. Le succès a été inespéré, le brut dépassant dès février 2000 les 30 dollars.

Depuis un an et demi, les pays producteurs ont atteint leurs deux objectifs: retrouver une unité. même fragile, et continuer de peser sur le marché mondial en utilisant un pouvoir qui leur avait échappé depuis plusieurs années. A la discipline des pays de l'OPEP, qui assurent près de 40 % de la production mondiale, s'ajoute la reprise économique mondiale, qui entretient la dynamique de la demande. De plus, les stocks sont au plus bas. Aux Etats-Unis, ils sont tombés à leurs plus faibles niveaux depuis vingt-quatre ans, et en l'absence de cette marge de manœuvre, les réactions des cours sur le marché sont d'autant plus vives.

• L'ÉQUILIBRE DU MARCHÉ. Le marché est proche de l'équilibre, la capacité mondiale de production étant estimée à 81 millions de barils/jour face à une demande estimée pour le quatrième trimestre à 78,5 millions. Au mois d'août, la production de l'OPEP a atteint son plus haut niveau depuis vingt ans, à 29,04 millions de barils, selon une enquête réalisée par Reuters. Les quantités supplémentaires proviennent notamment d'Irak, qui malgré l'embargo imposé par l'ONU, a obtenu le droit d'échanger une quantité limitée de pétrole contre de la nourriture.

● LES MARGES DE MA-NŒUVRE: au sein du cartel, les discussions porteront sur un relèvement de la production d'environ 500 000 barils/jour. Les pays sont confrontés à un problème de répartition. Il sera très difficile de répartir équitablement le débit entre les dix membres du cartel (l'Irak, pays membre, étant hors quotas en raison de l'embargo). La plupart des grands producteurs, comme l'Iran et le Venezuela, sont au maximum de leur potentiel. Seuls quatre pays peuvent facilement et rapidement ouvrir leurs vannes : les Emirats arabes unis, le Koweït, la Libye et, surtout, l'Arabie saoudite. Le premier producteur mondial est seul à avoir une véritable marge de manœuvre. Les Iraniens, les Irakiens et les Vénézuéliens plaident pour des prix élevés et appellent les autres partenaires à résister aux pressions des pays industrialisés.

• LES PRESSIONS POUR FAIRE BAISSER LES COURS. Entre le premier consommateur mondial, les Etats-Unis, et le premier producteur de la planète, l'Arabie saoudite, les négociations ont jusqu'à présent été vaines. Le président Bill Clinton devait s'entretenir mercredi 6 septembre à New York avec le prince héritier d'Arabie saoudite, Abdallah ben Abdel Aziz. La Commission européenne a prévenu mardi que le prix actuel du pétrole « est à un niveau inacceptable non seulement pour les pays importateurs (...) mais également pour l'ensemble de l'économie mondiale ».

● LES COMPAGNIES PÉTRO-LIÈRES sont insatisfaites de cette situation instable: bien que profitant de cette hausse, elles estiment que le prix du brut est trop élevé. L'effet sur leur résultat est d'autant plus fort que ces compagnies ont pris de plein fouet le contrechoc pétrolier de 1998. Elles se sont réorganisées en se concentrant et en limitant leurs investis-

● LE PRIX DE L'ESSENCE: au final, le prix d'un litre de carburant, alourdi par 70 à 80 % de taxes, s'envole lui aussi. Hors taxes, le super sans plomb 95 vaut 2,23 francs, ce qui le classe au troisième rang européen des essences les moins chères, derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni. Avec les taxes, le litre vaut 7,28 francs et recule au douzième rang, devant la Finlande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

Dominique Gallois

« Si l'Etat ne nous donne pas plus, on ne continuera pas l'année »

CARCASSONNE

de notre correspondant

7 h 30, mercredi 6 septembre, au barrage du dépôt pétrolier de Port-la-Nouvelle (Aude). Dans le camion-cantine, la radio annonce un espoir dans le conflit des transpor-

REPORTAGE_

Dans l'Aude, la base n'est guère satisfaite : « Pour l'instant, pas question de bouger »

teurs routiers et la levée imminente du blocus. Pour les petits patrons audois et catalans qui bloquent, avec une vingtaine de camions, depuis lundi, 5 heures du matin, ce point stratégique de desserte en carburant de tous les départements voisins, « pas question de lever le barrage sur des promesses ». Christian Peyrot, viceprésident départemental de la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR), se prépare à aller chercher les fax sur les négociations en cours. Dans la cabine de son camion, où la nuit a été courte, il a déjà contacté par téléphone plusieurs responsables nationaux: «Pour qu'il y ait un mot d'ordre général de levée, il va falloir d'abord consulter la base. » Et la base, de toute évidence, n'est pas satisfaite.

SOLIDARITÉ

« On a demandé un gazole à 4 francs. On ne négocie pas une ristourne, on négocie le prix du gazole. Pour l'instant, pas question de bouger, on peut rester là quinze jours ou trois semaines s'il le faut », explique Christian Peyrot. « 35 centimes aujourd'hui d'accord. Mais que sera le prix dans trois ou quatre mois ? Si l'Etat ne nous donne pas plus, on ne continuera pas l'année », ajoute Jean-Claude Gout, patron d'une entreprise de transport de vrac, qui emploie quatorze salariés.

Tous ses collègues sont una-

nimes: la plupart des petites entreprises de transport ne survivront pas, selon eux, au-delà de la fin de l'année 2000 sans une baisse significative des prix du carburant. « On demande seulement qu'ils nous laissent travailler », lâche Alain Fabre, à la tête d'une société de quinze camions. « Les 25 centimes de l'an prochain, c'est bien joli, mais, d'ici là, on sera tous morts. »

Le mot « solidarité » revient dans toutes les conversations du petit matin. Le président du syndicat des ambulanciers privés de l'Aude est présent sur le barrage depuis le début. « En nombre, nous sommes autant que les camionneurs à nous battre, commente Olivier Assié. Mais le gouvernement a bien compris que, s'il calme les routiers, les autres professions suivront. » Avec une vingtaine d'autres entreprises de transport sanitaire, il compte bien poursuivre le blocus le temps qu'il faudra « pour obtenir une discussion au plus haut niveau ». Les autocaristes de tourisme sont également annoncés pour venir renforcer le mouvement dans la matinée. Et les agriculteurs qui sont venus tous les jours soutenir les routiers depuis le début du conflit au barrage de Port-la-Nouvelle ont prévu d'envoyer ce matin une délégation du Comité d'action viticole (CAV). « S'il le faut, nous ouvrirons nos exploitations aux particuliers pour qu'ils viennent se ravitailler en gazole rouge », a lancé l'autre jour le porte-parole du CAV, Philippe Vergnes, qui a rejoint le barrage. Le soleil commence à chauffer

sur le port audois, qui reprend peu à peu son activité. Mais le dépôt pétrolier de Port-la-Nouvelle reste hermétiquement fermé à tout mouvement de camion. « J'ai rêvé que j'avais Gayssot dans la cabine, plaisante un routier. Il avait l'air content comme tout. On va lui expliquer notre façon de voir les choses. »

Laurent Rouquette

Thierry Desmarest, PDG de TotalFinaElf

« A 30 dollars, le baril est trop cher et la croissance pourrait en souffrir »

Dans un entretien au Monde, Thierry Desmarest, PDG de TotalFinaElf, s'explique sur la hausse des cours du brut, qui ont triplé depuis décembre 1998. Pour éviter un choc pétrolier, et

« Vous annoncez des résultats

semestriels records, au moment

où le prix de l'essence s'envole,

provoquant la colère des trans-

porteurs. Comment justifier une

telle situation qui choque les

- N'oublions pas que nous vi-

vons dans une économie de mar-

ché et je crois que c'est globale-

développement économique.

L'économie de marché est admise

lorsqu'elle permet de tirer les prix

à la baisse, mais contestée quand

elle provoque des hausses. En ma-

tière pétrolière, il faut être clair:

ce ne sont pas les compagnies qui

fixent le prix du brut, elles n'en ont

pas les movens. Seule l'Organisa-

tion des pays producteurs de pé-

trole, l'OPEP, peut influer sur les

cours. C'est ce qui se passe au-

jourd'hui. De plus, en regardant

sur une longue période, la part re-

venant au pétrolier dans un litre

d'essence à la pompe n'a pas aug-

menté. Elle a même diminué. Ce sont les taxes qui ont fortement

grimpé. Je suis tout à fait conscient

des difficultés qu'une telle hausse

des produits pétroliers engendre

pour nos clients - particuliers et

professionnels - et je le regrette.

Mais, aujourd'hui, si le prix des

produits pétroliers est trop élevé,

c'est du côté des taxes qu'il faut

N'y a-t-il pas une logique à

prélever 3 milliards de francs sur

les bénéfices des quatre pétro-

- Le gouvernement a diminué

les taxes sur le fioul domestique,

c'est une bonne décision. Nous le

demandions depuis longtemps, en

raison des distorsions de concur-

rence avec le gaz, qui bénéficiait

d'une fiscalité plus favorable. Ce-

pendant, nous apprécions moins

de devoir financer cette baisse par

un prélèvement exceptionnel.

Nous sommes les seules entre-

prises de France dont l'ardoise fis-

cale est appelée à augmenter. Le

système concu est très technique,

et, n'étant pas informés des dé-

tails, nous ne savons pas au-

jourd'hui combien chaque compa-

gnie devra payer. L'Etat avait une

autre solution. Il lui suffisait de

prendre la moitié des 7 milliards

de francs de recettes supplémen-

taires dont il a bénéficié depuis le

début de l'année au titre de la TVA

- Ce prélèvement exception-

- Quel qu'en soit le montant, le

nel sera minime dans votre bé-

problème n'est pas là. Le pro-

blème, c'est plutôt la difficulté

d'avoir en France un minimum de

continuité fiscale. Les gouverne-

ments changent trop souvent les

règles du jeu. Mais je voudrais que

l'on relativise l'importance de nos

bénéfices, car nous avons changé

d'échelle. Après les fusions avec

Fina et Elf, nous sommes désor-

mais une entreprise qui fait deux

fois et demie la taille de Total seul.

Quatrième pétrolier mondial, To-

talFinaElf doit avoir des résultats

proportionnels aux capitaux mis

en œuvre. Notre rentabilité s'élève

à 16 %, ce qui est comparable aux

majors anglo-saxons. On ne peut

néfice...

liée à l'augmentation du pétrole.

chercher des solutions.

liers installés en France?

pour

positif

usagers?

faire baisser les prix, il espère que l'Organisation des pays exportateurs, l'OPEP, augmentera ses quotas. Il appelle en outre à la levée de l'embargo sur l'Irak, instauré il y a dix ans par l'ONU et à

laquelle les Etats-Unis s'opposent. Après avoir renoué avec l'Iran malgré l'interdit américain, M. Desmarest se démarque ainsi de ses grands concurrents anglo-saxons.



THIERRY DESMAREST

pas à la fois se féliciter d'avoir un pétrolier français capable de faire jeu égal avec les plus grands concurrents internationaux, et. dans le même temps, s'émouvoir qu'il gagne trop d'argent alors que, proportionnellement, il n'en gagne pas plus que les autres.

- Comment jugez-vous le blocage des raffineries par les rou-

- En Europe, tout le monde est confronté à la hausse des produits pétroliers. Je ne veux pas sous-estimer les difficultés que cela entraîne pour un certain nombre de professions, mais je suis frappé par les différentes façons de l'aborder. On a l'impression qu'en France, on ne peut régler les problèmes qu'à travers des actions menées dans un climat de forte tension, alors que dans les autres pays les mêmes problèmes se

- Les capacités mondiales de production de pétrole sont utilisées à 97 %, ce qui est considérable. Il n'y a pas, heureusement, de pénurie physique de produits mais les niveaux de stocks sont bas pour le gazole et le fioul domestique, et sont redevenus à peu près normaux pour l'essence. La situation ne pourra se détendre que si l'OPEP remet des quantités supplémentaires sur le marché. Mais cela ne se fera pas du jour au lendemain, en raison de l'approche de l'hiver et de la nécessité de reconstituer les stocks. On devrait donc avoir un reflux progressif dans les prochains mois.

- N'est-on pas au seuil d'un nouveau choc pétrolier?

- Si l'OPEP prend des décisions raisonnables, on a toutes les raisons de l'éviter. Les pays producteurs affirment que ce n'est pas dans leur intérêt à moyen terme de provoquer un choc. J'espère qu'ils se donneront rapidement les moyens d'augmenter leur capacité de production.

- Si la demande mondiale augmente, l'offre pourra-t-elle suivre?

- A court terme, la marge de manœuvre est limitée. Mais n'oublions pas qu'un certain nombre de pays ont leur capacité de production bloquée pour des raisons politiques. C'est le cas de l'Irak avec l'embargo décrété par les Na-

BÉNÉFICES PREMIER SEMESTRE 2000

en milliards de dollars

2 SHELL (GB-PB)

5 CHEVRON (EU)

6 TEXACO (EU)

3 **BP** (GB)

1 EXXON MOBIL (EU)

4 TOTALFINAELF (France)

Des résultats record dopés par les cours du brut

1,19

Les pétroliers ont profité de la flambée du brut, dont la valeur moyenne au

premier semestre 2000 a doublé par rapport à celle de l'année précédente ; le

7 REPSOL YPF (Espagne) 1,01 1,14 milliard d'euros

*EVOLUTION CALCULÉE SUR LA BASE DE RÉSULTATS EN EUROS

brent est passé de 13,4 dollars le baril à 26,9 dollars.

n'est pas ma priorité. Mais, en raison de leur importance et du préjudice subi, je ne peux pas m'en désintéresser. Dans ce dossier, je n'ai de comptes à régler avec personne. Je me suis fixé trois objectifs: essayer de récupérer, par les procédures judiciaires engagées, l'argent dont Elf a été spolié, être sans complaisance à l'égard de ceux qui se sont livrés à des pratiques d'enrichissement personnel, et instaurer des procédures de contrôle pour éviter que de telles dérives ne puissent se reproduire. Mon prédécesseur, Philippe Jaffré, avait déjà accompli un travail très approfondi dans cette voie.

- Le pompage de l'Erika s'achève, quel bilan tirez-vous de cette catastrophe ?

- Les effets de la marée noire sur l'image du groupe ne peuvent pas s'estomper d'un coup de baguette magique. Dans tous les domaines, comme nous l'avons fait pour le pompage, nous poursuivrons nos actions. Nous nous y sommes engagés, par exemple pour le traitement des déchets et la réhabilitation des équilibres écologiques. Ouand nous affirmons aussi renforcer le dispositif de sélection des navires, ce ne sont pas de vains mots. L'ampleur de cette catastrophe a fortement impressionné l'industrie pétrolière, qui en a tiré les leçons. Chacun cherche désormais à affréter des bateaux plus jeunes

ÉVOL./

1999

+ 133 %

+ 81 %

+ 197 %

+ 165 %

+ 218 %

+ 154 %

+ 301 %*

d'excellents résultats semestriels, en hausse de 17,3 % IL Y A un peu plus d'un an, le 28 août 1999, à l'issue d'une bataille boursière de plus de six mois contre la Société générale, la BNP prenait le contrôle de Paribas. Ce projet n'était pas celui qui avait la préférence de Michel Pébereau et de Baudoin Prot, les dirigeants de la BNP, aujourd'hui PDG et directeur général de BNP Paribas, qui s'étaient battus pour une fusion à trois BNP-Société générale-Paribas. Ils ont néanmoins su en tirer parti et ne regrettent rien. D'autant que depuis l'été 1999, la petite histoire bancaire, notamment en Allemagne, a montré que les rapprochements et les fusions n'avaient rien d'évident. En présentant mercredi 6 septembre les résultats du premier se-

BNP Paribas tourne

à plein régime

Un an après la fusion, la banque affiche

mestre complet d'activité de BNP Paribas, MM. Pébereau et Prot avaient surtout un autre sujet de satisfaction. Les comptes montrent qu'ils ont bien maîtrisé le processus de rapprochement. L'implacable machine à fusionner qu'ils ont mise en place dès septembre 1999 a fait son œuvre. Après dix mois de rapprochement, BNP Paribas a déjà réduit ses coûts de 90 millions d'euros et prévoit de les baisser sur toute l'année de 220 millions, ce qui lui donne une avance de 80 millions d'euros sur le plan qu'elle avait annoncé. Elle a par ailleurs arrêté tous ses choix informatiques. Elle a réduit ses effectifs de 1150 personnes dans le monde, tout en respectant les engagements pris en France, où il n'y a pas eu de départs contraints. La banque a même maintenu un fort niveau d'embauches avec 1200 nouveaux venus. Elle a également signé un accord sur la réduction du temps de travail et mis en place un plan mondial d'actionnariat salarié auquel ont participé

Pour la direction, la fusion s'est effectuée « sans perturbation majeure »

75 % des effectifs.

Surtout, ses résultats sont bons. Le bénéfice net du groupe atteint 2,6 milliards d'euros (17,05 milliards de francs), en hausse de 17,3 % hors charges d'exploitation. Signe de la fermeté des gestionnaires de BNP Paribas, le cœfficient d'exploitation de la banque est de 61,3 %, ce qui signifie que pour gagner 100 francs, elle dépense 64,1 francs. En 1995, ce ratio était encore de 74,5 %. Avec ce chiffre, BNP Paribas entre dans le peloton de tête des banques européennes, où elle n'est devancée que par les banques britanniques Lloyds TSB, HSBC et Barclays, par l'italienne San Paolo IMI et l'espagnole BBVA, très loin devant les premières banques allemandes, qui restent au-delà de 75 %. M . Prot reconnait toutefois que le chiffre du premier semestre 2000 est sans doute un record qu'il sera difficile de maintenir sur l'ensemble de l'année 2000.

Les dirigeants de BNP Paribas ne minimisent pas les difficultés qu'ils ont eues dans la fusion. Ils reconnaissent qu'ils ont dû faire face à de nombreuses démissions, en particulier dans les activités de marché

et de gestion privées héritées de Paribas, où le choc des cultures a été le plus fort, et où plusieurs responsables sont partis, faute d'être convaincus par le projet. Même si BNP Paribas précise que la fusion s'est malgré tout effectuée « sans perte de clientèle et sans perturbation majeure », ce que confirment les chiffres tant du compartiment banque privée et gestion d'actifs que du compartiment banque de financement et international, personne ne se fait d'illusion sur son ambition en matière de banque d'investissement. Il est sans doute moins ambitieux que celui qu'avait imaginé la Société générale dans son projet SG Paribas, et sans doute moins offensif que celui dont rêvaient les équipes de Paribas. Pour preuve, M. Prot se félicite de la modération de la progression des charges dans ce domaine : elles n'ont progressé que de 4,4 %, à taux de change constant, ce qui est très inférieur aux progressions observées dans les banques qui veulent rester en compétition avec les grands acteurs anglo saxons et qui doivent consentir à leurs opérateurs des rémunérations exorbitantes.

Signe que la banque d'investissement à l'américaine n'est pas la priorité, les dirigeants de BNP Paribas ne nourrissent pas de regrets après la cession par Axa de sa banque américaine Donaldson Lufkin & Jenrette au Crédit suisse. M. Pébereau s'est félicité de l'opération, en tant qu'actionnaire d'Axa. BNP Paribas continuera toutefois à développer certains métiers, en particulier les financements complexes, les activités sur les marchés de produits dérivés. Elle veut rester une banque qui compte en Europe et en Asie dans ses métiers tournés vers les marchés et les grands clients.

Dans la banque de détail,

BNP Paribas se bat dans un contexte où les marges sur les crédits classiques restent très faibles, concurrence oblige, mais elle développe les crédits à la consommation ou les produits commissionnés. Les commissions représentent 45 % de son chiffre d'affaires, la plus forte proportion pour une banque française. La banque continue à innover en annonçant que son projet de banque multicanal sera opérationnel en juin 2001. Elle prendra alors une grande avance sur ses consœurs, en reliant dans un seul système informatique tous ses movens de communications avec ses clients: une opération faite par téléphone sera immédiatement visible sur le net ou par un conseiller en agence, ce qui devrait lui permettre d'améliorer son approche commerciale. Parallèlement elle soutient les investissements des filiales spécialiées, que ce soit Cortal, Banque directe ou Cetelem ou plus encore d'Arval, dans le crédit-bail automobile, ou de Klépierre, qui a racheté les centres commerciaux de

Comme les dirigeants de la Société générale, qui a également annoncé de très bons résultats début août (un bénéfice semestriel de 1,6 milliard d'euros en hausse de 28 %), ceux de BNP Paribas ont tiré un coup de chapeau à la conjoncture, qui très porteuse, facilite la mise en marche du nouveau groupe.

Sophie Fay

Flambée des bénéfices

Total Fina Elf a annoncé mercredi 6 septembre avoir dégagé un bénéfice net part du groupe de 3,408 milliards d'euros au premier semestre 2000, (22,3 milliards de francs), en hausse de 165 % par rapport aux six premiers mois de 1999. Le groupe indique avoir dégagé une marge brute d'autofinancement de 4,4 milliards d'euros qui, associée aux désinvestissements prévus, permettra de poursuivre une croissance soutenue et de lancer un programme de rachat d'actions.

règlent à froid, dans la discussion. La maturité des forces politiques et sociales de notre pays devrait le permettre également.

- Les compagnies pétrolières

- Paradoxalement, nous ne

- Voyez-vous une possibilité

tions unies depuis dix ans. Les

ont-elles vraiment intérêt à ce que les cours baissent?

de détente?

sommes pas, croyez-moi, partisans de prix trop élevés. Nous préférons la stabilité car, souvent, ces périodes de fortes hausses sont suivies par des dépressions. A 30 dollars, le baril est trop cher. Nous avons toujours dit que nous préférerions que les cours se situent dans une zone de 15-20 dollars le baril, à des niveaux qui ne posent pas de problèmes aux économies internationales et qui laissent une bonne compétitivité aux produits pétroliers. Si la tension actuelle dure trop longtemps, la croissance pourrait en souffrir dans certains pays.

Américains s'opposent à toute évolution. Pour l'équilibre du marché mondial, ce n'est peut-être pas la meilleure solution de mettre hors ieu le pays qui détient les deuxièmes réserves mondiales de pétrole.

- Voilà un an, TotalFina prenait le contrôle d'Elf. Où en est la fusion?

- Nous avons bien avancé dans l'intégration des équipes et nous sommes plus convaincus que jamais d'avoir fait le bon choix. En France, nous avons délà rassemblé les personnes faisant les mêmes métiers et nous espérons, d'ici quelques semaines, avoir terminé ce processus, qui n'entraînera, je vous le rappelle, aucun licencie-

- Avec Elf, vous avez hérité des "affaires", et affirmé qu'elles ne vous concernaient pas. Tenezvous encore ce langage?

- Les "affaires", c'est le passé, ce

en conséquence, plus que doublé depuis le début de l'année. - Après avoir absorbé Fina et

et plus sûrs. Les coûts de fret ont,

3 3,4 milliards d'euros

Elf, quels sont vos projets?

- Nous ne manquons pas d'ambition, mais il faut garder les pieds sur terre. Réaliser deux fusions à neuf mois d'intervalle, c'est considérable. Aujourd'hui, nous pouvons rivaliser avec nos trois principaux concurrents anglo-saxons, qui sont deux fois plus gros que nous. Notre potentiel de développement élevé va nous permettre de continuer à réduire cet écart de taille. Nous n'avons donc pas d'obligation impérieuse de nous lancer dans de nouvelles opérations de croissance externe. Ce n'est clairement pas le moment, mais nous gardons toute notre réactivité et notre flexibilité. »

Propos recueillis par Dominique Gallois

Moulinex: Pierre Blayau ne conduira pas la fusion avec Brandt

du groupe italien El. Fi (Brandt) dans le capital de Moulinex, la fusion va enfin avoir lieu entre les deux fabricants d'électroménager. Luigi Nocivelli, le président et propriétaire d'El. Fi, dans un entretien aux Echos, mercredi 6 septembre, a annoncé qu'il allait « apporter [à Moulinex] l'ensemble de la société El. Fi SA (la filiale française d'El. Fi), c'est-à-dire le groupe Brandt et ses filiales à l'étranger. Après cet apport, il y aura un holding Moulinex qui fusionnera les groupes Brandt et Moulinex ». L'opération sera annoncée « le 15 octobre prochain », après avoir été entérinée par le conseil d'administration de Moulinex le 18 sep-

En rompant le silence qu'il s'était imposé jusqu'ici, l'homme fort

d'El. Fi entérine le transfert de pouvoir entre l'équipe actuelle de direction de Moulinex et son nouvel actionnaire de référence. Pour diriger le nouvel ensemble, M. Nocivelli n'exclut certes pas totalement « l'hypothèse Pierre Blavau ». mais il précise aussitôt que ce dernier « semble vouloir se consacrer à d'autres projets ». Une façon de tourner avec élégance une page qui avait commencé en 1996 avec le recrutement de l'ancien PDG du groupe Pinault par Jean-Charles Naouri, alors actionnaire de référence de Moulinex.

« SANG NEUF »

M. Blayau ne souhaitait pas s'exprimer mercredi matin. Son départ devrait intervenir dès l'annonce de la fusion Brandt-Moulinex, voire avant. Le choix de Moïc Toule-

monde, l'actuel PDG de Brandt, pour lui succéder semble peu probable. « Il a certainement la dimension du poste, déclare M. Nocivelli. Mais il y a d'autres possibilités. »

Paradoxalement, c'est alors que va se produire la grande fusion qu'il appelait de ses vœux que M. Blayau choisit de quitter l'entreprise. « Moulinex a besoin de sang neuf », dit un proche du dossier qui souligne l'état de démobilisation de l'équipe en place. M. Blayau aura tout tenté pour maintenir à flot le groupe fondé par l'inventeur du presse-purée, Jean Mantelet, avant-guerre; au prix de licenciements massifs, de fermetures d'usines, d'externalisations et de délocalisations de pans entiers d'activités. Une logique remise en cause, en partie, par M. Nocivelli. Il entend notamment

rompre les négociations ouvertes par M. Blayau avec le groupe de Hongkong Johnson Electric pour la sous-traitance des moteurs électriques - « Brandt en fabrique » -, et surtout avec le géant américain Whirlpool pour lui confier l'activité micro-ondes. «Les fours de petite capacité [...] peuvent être produits par l'usine chinoise de Moulinex, qui devra être agrandie. Quant aux fours de plus grande capacité, ils pourront continuer d'être fabriqués en France, ce qui n'aurait pas été le cas si Moulinex s'alliait avec Whirlpool », explique le patron d'El. Fi. Une bonne nouvelle pour l'usine de Cormelles que M. Blayau prévoyait de fermer, et où le repreneur italien se fait fort de « conserver environ 400 salariés ».

Pascal Galinier

France Télécom ne lancera plus de satellites

L'OPÉRATEUR PUBLIC France Télécom a décidé de ne plus lancer ses propres satellites de télécommunications, selon Jean-Philippe Vanot, le directeur de France Télécom longue distance, cité par La Tribune. Le programme Télécom 2 devrait donc s'arrêter, quatre ans après la mise en orbite de Télécom 2D, l'opérateur préférant confier à d'autres le soin de lancer et d'exploiter les satellites. L'Etat, son actionnaire unique jusqu'au milieu des années 90, avait fait de France Télécom l'un des instruments de la politique spatiale fran-

France Télécom devrait confier au consortium Eutelsat et à Alcatel Space le soin de lui fournir les services de transmission dont il a besoin. Un contrat avec l'équipementier français Alcatel pourrait être signé prochainement pour un satelltie spécialisé dans l'accès Internet à haut débit. L'activité satellitaire de France Télécom représente environ 2 milliards de francs.

COMMUNICATION

Les Etats-Unis renforcent leur domination sur l'audiovisuel européen

La balance commerciale des échanges télévisuels penche toujours en faveur du Nouveau Monde. L'Hexagone vend essentiellement ses programmes en Italie et en Allemagne. L'animation, la fiction et les documentaires « made in France » sont les genres le plus achetés au niveau international

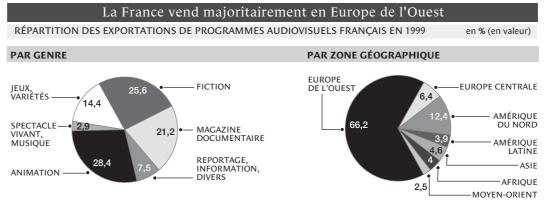
C'EST TOUJOURS l'éternel mythe de Sisyphe. Chaque année, malgré une légère croissance des exportations des programmes de télévision français dans le monde entier, les échanges de programmes, audiovisuels et cinématographiques, entre l'Union européenne et l'Amérique du Nord, penchent toujours très largement en faveur des Américains. Les mesures protectionnistes mises en place par les Quinze avec l'application, assez aléatoire selon les pays, de la directive Télévision sans frontière n'y font pas grand-chose. Avec la multiplication des canaux de diffusion en Europe, le déficit commercial se creuse inexorablement, en faveur du Nouveau Monde.

Selon l'Observatoire européen de l'audiovisuel, ce déficit a atteint, en 1998, quelque 6,6 milliards de dollars, soit 5,8 milliards d'euros (contre 5,89 milliards de dollars en 1997 et 5,64 milliards en 1996). Les films américains ont représenté, à l'exportation en Europe, près de 1,5 milliard de dollars, tandis que les recettes des chaînes de télévision américaines

ont pesé pour près de 2,8 milliards de dollars, un peu plus que la vidéo (2,38 milliards de dollars). En face, dans la balance, les exportations anglaises (films et télévision) aux Etats-Unis ont atteint 550 millions de dollars et celles des autres pays de l'Union 156 millions de

EMBELLIE FRANÇAISE

Dans ce contexte d'américanisation affirmée des chaînes européennes, les Français s'organisent depuis 1994 pour mieux vendre leurs programmes audiovisuels en dehors des frontières. A Saint-Tropez, au cours du rendez-vous annuel de TV France International, une association qui regroupe plus de 160 exportateurs de programmes (filiales de chaînes, producteurs et distributeurs), les résultats d'une enquête conjointe de TVFI, l'Institut national de l'audiovisuel (INA) et le Centre national du cinéma (CNC) pour le compte de la direction du développement des médias (ex-SJTI) montrent une toute petite embellie des exportations françaises. Elles ont augmenté en 1999 de 4,5 % (contre + 23 %



Les dessins animés restent, comme au cours des précédentes années, les œuvres audiovisuelles les mieux exportées dans le monde entier. L'Amérique du Nord représente près d'un quart de ce marché.

en 1998), pour atteindre 748 millions de francs (144 millions d'euros). En revanche, après une année exceptionnelle, le fruit des coproductions et des préventes a chuté de 12,6 % à 983 millions de francs. Au total, l'ensemble de ces flux internationaux représente 1,73 milliard de francs (-5,9 % par rapport

«L'Italie est devenu le premier

acheteur de programmes français, devant l'Allemagne », souligne Mathieu Béjot, délégué général de TVFI. Il note également « la belle percée réalisée l'an dernier en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord », notamment grâce à l'exportation des dessins animés. En revanche, l'impact des crises qu'ont connues l'Asie, l'Amérique latine et la Russie, se ressent dans

les résultats 1999. Les exportations des programmes français ont chuté dans ces pays ainsi qu'en

La hiérarchie par genre de programmes connaît elle aussi des évolutions contrastées, en particulier l'animation, qui conserve la première place des ventes (213 millions de francs), devant la fiction (192 millions), les documentaires (159 millions), les jeux et variétés (108 millions), les reportages, l'information (55 millions) et la musique et les spectacles vivants (21 millions).

« Dans de très nombreux pays, la tendance à diffuser des programmes locaux aux heures de grande écoute s'affirme, ce qui rend plus difficile l'accès à ces marchés », reconnaît Mathieu Béiot. « Les Britanniques sont d'ores et déjà confrontés à des problèmes de renchérissement des coûts dans la distribution internationale des programmes. La multiplication des chaînes, le câble, le satellite obligent à multiplier les démarches et les contrats, pour des sommes parfois dérisoires. C'est ce qui explique la tendance à la concentration des sociétés de distribution, la constitution

qui n'ont pas atteint une taille critique. Nous n'en sommes pas encore là en France, où beaucoup de producteurs indépendants arrivent à vendre à l'international.»

Les mesures européennes de soutien de l'industrie audiovisuelle à l'exportation, comprises dans le plan Média 2, qui s'achève fin décembre, devraient être reconduites dans le cadre du futur plan Média Plus, appelé à prendre la relève pour cinq ans.

AIDES COMMUNAUTAIRES Actuellement, 9 millions d'euros

sont distribués chaque année aux œuvres « ayant un fort potentiel à l'exportation », essentiellement pour boucler une coproduction. mais aussi financer des sous-titrages ou du matériel de promotion. la Commission de Bruxelles peut ainsi financer jusqu'à 12,5 % du budget d'une production, dans la limite de 0,5 million d'euros. Ce qui a notamment permis de donner un coup de pouce à Monte-Cristo, mais aussi à de nombreux films d'animation, comme Enigma ou Spaced Out ou encore des documentaires produits par les Films d'ici ou Idéale Audience. Les Français profitent largement de ce système communautaire puisqu'ils ont récupéré plus de 40 % des aides. Enfin, un autre « guichet » a été mis en place pour aider plus directement les entreprises européennes à être présentes sur les marchés internationaux, notamment grâce au doublage des émissions-pilotes, etc. Toutefois, faute de notoriété, seulement la moitié du fonds destiné à ces actions, (1,5 million d'euros par an initialement prévus), a été distribuée l'an dernier. Pour être plus efficace, ce guichet pourrait être réaffecté, avec le démarrage de Média Plus, à des aides à la distribution et la vente d'œuvres sur Internet

Le « cybermarché » Houra.fr interdit d'antenne par le CSA

LA POLÉMIQUE sur l'autorisation de la publicité pour les sites Internet des secteurs de la distribution, de la presse, du cinéma et du livre, a monté d'un cran, mardi 5 septembre. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a interdit d'écran un spot de publicité vantant les mérites du supermarché en ligne Houra.fr, diffusé sur TF1 et Canal + depuis le 1er septembre. Le CSA rappelle que l'article 8 du décret du 27 mars 1992 « prohibe la publicité télévisée en faveur d'entreprises du secteur de la distribution, quel que soit l'aspect du secteur d'activité qu'elle souhaite promouvoir ». La précision est d'importance. Filiale du groupe Cora, Houra.fr ne dispose en effet d'aucune surface commerciale physique ouverte au public. Le Bureau de vérification de la publicité (BVP), qui avait donné un avis « réservé »

mais pas défavorable à ce spot le 25 juillet, s'était d'ailleurs appuyé sur ce distinguo pour justifier sa position, estimant que le film faisait la promotion d'un service et non d'un produit.

L'affaire serait passée pratiquement inaperçue si un fort lobby ne s'était lancé depuis quelques jours dans une campagne pour la levée de cette interdiction (Le Monde du 31 août). Réunis au sein d'un « Comité Pourquoi », annonceurs, régies télévisées et agences de publicité interpellent les pouvoirs publics avec un film publicitaire provocateur. Dans ce contexte, le spot Houra apparaît comme un test de la rigidité du CSA sur la question. Une thèse que réfutent les responsables du cybermarché, qui se défendent d'avoir voulu faire quelque provocation.

Coïncidence? C'est précisément mercredi 6 septembre que les membres du « Comité Pourquoi » ont rendez-vous avec Christian Phéline, chef de la Direction du développement des médias (ex-SJTI), pour entamer la discussion sur la réforme du décret de 1992. Le spot publicitaire du comité mettant en scène un ministre incapable de s'expliquer sur l'interdiction de la publicité a semble-t-il passablement irrité Catherine Tasca, qui peut être rassurée par l'inflexibilité du CSA. Le Conseil, qui avait autorisé cette forme de publicité avant de se faire rabrouer par le Conseil d'Etat, a cependant attendu le 5 septembre pour interdire la campagne Houra qui s'était terminée la veille.

Frédéric Roy

Nicole Vulser de très gros catalogues de droits et

Corbis embarrassé dans sa stratégie de communication

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial La situation est cocasse. Propriété de Bill Gates, le patron de Microsoft, Corbis, le groupe américain qui contrôle plusieurs agences photo (Sygma, Saba), est un des sponsors du Visa pour l'image de Perpignan – autour de 500 000 francs - mais semble embarrassé par ce festival du photojournalisme. Ainsi, une conférence que devait donner Corbis le

d'être annulée. Pourquoi? « Le climat n'est pas favorable », répond François Hébel, directeur de la photographie éditoriale pour l'Europe au sein de Corbis. Ce groupe est en effet très critiqué en ce moment, y compris de l'intérieur. « Il y a le feu chez Corbis et la direction ne veut pas qu'on attise le barbecue », réagit un photographe qui se souvient que la conférence de

l'an dernier fut déjà un fiasco.

8 septembre, alors que 2 000 pro-

fessionnels sont réunis, vient

CRISE INTERNE

Visa pour l'image a lieu au moment où l'on apprend que des photographes et des dirigeants de Corbis quittent le navire. C'est le cas de Jean-Pierre Laffont, qui va de surcroît rejoindre Gamma, concurrent de Corbis et propriété du groupe Hachette (Le Monde du 5 septembre). Il y a aussi le fait que Corbis va dissoudre les agences acquises dans le groupe et des négociations difficiles de nouveaux contrats de photographes au sein de Sygma (Le Monde du 6 septembre).

« Nous avons fait des erreurs que nous corrigeons, répond Francois Hébel. Les nouveaux contrats que nous avons rédigés à Sygma sont les plus modernes et les plus protecteurs de la profession.» Mais Brigitte Richard, avocate des photographes de Sygma, se dit « outrée » par la nouvelle

L'annulation de la conférence fait mauvais effet à Perpignan. « Quand on juge sa position juste,

on vient la défendre », réagit un photographe. La situation est encore plus loufoque quand on sait que circule à Perpignan un document interne à Corbis, mis au point il y a quelques semaines, dans lequel le groupe exposait sa stratégie de communication à

Perpignan.

Que lit-on? D'abord des « messages clés: les photographes sont nos partenaires; pour produire du photoiournalisme, nous avons besoin de photojournalistes », cela afin de « tenir » un *« auditoire qui* peut être hostile ». Corbis dit qu'il faut mettre en avant les dirigeants qui font autorité « dans la photo d'actualité et documentaire ». Il faudra aussi parler en français, « ce qui fera plaisir aux natives » - expression qui peut se traduire par « public local » mais qui a aussi une connotation ambiguë dans son sens « indigène ». Il faudra regarder des portfolios de photographes, « une affaire très ennuyeuse [tedious business] mais toujours appréciée ».

Ce texte, jugé cynique à Perpignan, est balayé par François Hébel: «La personne qui l'a rédigé, Peter Howe, à aui on doit aussi la première mouture des contrats de Sygma, ne fait plus partie de l'entreprise.

John Stanmeyer, photographe américain de Corbis-Saba qui expose à Perpignan son travail sur l'Indonésie, enfonce le clou : « J'ai appris le rachat de Saba par Corbis non par mon agence mais par un ami. C'était comme si un piano me tombait sur la tête. Comme si j'étais vendu sans mon accord. Ie fais encore confiance à Marcel Saba, le fondateur de mon agence, mais ce dernier est devenu un employé de Corbis. Et quand je vois ce qui se passe à Sygma, je suis très inquiet. »

Michel Guerrin

DÉPÊCHES

■ TÉLÉVISION: M 6 lance des portails thématiques. M6net.fr s'enrichit de nouveaux services. Après la billetterie, la galerie marchande, l'actualité, la météo, les petites annonces, viennent s'ajouter la Bourse, les itinéraires, la gestion de la consommation téléphonique, et un portail musical. Nicolas de Tavernost, président de M 6, a indiqué que le groupe « allait poursuivre sa politique d'investissement à raison de 100 millions de francs par an ». La rentabilité des activités internet n'est pas espérée avant « trois ou quatre ans ».

■ Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a décidé, mardi 5 septembre, de lancer une « consultation contradictoire » auprès des acteurs publics et privés pour la mise en place du numérique terrestre. Les réponses au questionnaire proposé sur le site internet du CSA devront lui parvenir avant le 20 septembre.

■ PRESSE: seuls onze des quarante et un pays membres du Conseil de l'Europe ont respecté la liberté de la presse en 1998 et 1999, rapporte mardi 5 septembre l'Institut international de la presse (IPI).

■ Le groupe espagnol Recoletos, qui publie le quotidien sportif Marca, plus gros tirage de la presse espagnole, placera 25 % de son capital en Bourse fin octobre. Contrôlé par le britannique Pearson, Recoletos est, après Prisa, le deuxième groupe de presse espagnol qui entre en Bourse cette année.

■ La Dépêche du Midi a totalement rénové son ancien hebdomadaire, La Gazette de Toulouse et des Tribunaux, pour lancer vendredi 1er septembre un nouveau titre, O Toulouse-La Gazette. Calquée sur La Gazette de Montpellier, dont le groupe est actionnaire, la nouvelle formule vise un tirage moyen de vingt mille exemplaires.

■ Les deux principaux groupes de magazines autrichiens News (contrôlé par Bertelsmann) et ZVB ont annoncé mardi 5 septembre leur intention de fusionner. Ensemble, ils éditeront douze titres, dont trois hebdomadaires généralistes et neuf revues spécialisées.



Tableau de Bord

AFFAIRES

INDUSTRIE

• ALSTOM: le groupe français a annoncé mardi 5 septembre avoir signé un protocole d'accord avec la société concessionnaire du métro de Bangkok (Thaïlande) via son consortium nippon EuroSubway. L'accord devrait rapporter 450 millions d'euros. Par ailleurs, les maires de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), Lys-lez-Lannoy (Nord) et Belfort (Territoire de Belfort) ont demandé mardi au Premier ministre « l'arrêt des restructurations » engagées par le groupe français qui « menacent 1500 emplois ».

- SAMSUNG ELECTRONICS : le fabricant de microprocesseurs sud-coréen investira 5,2 milliards de dollars cette année pour augmenter son activité dans les semi-conducteurs, a-t-il annoncé mercredi.
- BAYER : le géant allemand de la chimie a annoncé mardi son intention d'acheter une partie des activités production de composés chimiques destinés à la fabrication du papier de l'américain Cytec Industries pour environ 90 millions de dollars (100 millions d'euros).
- DaimlerChrysler : le constructeur automobile sud-coréen Hyundai Motor a annoncé, mercredi 6 septembre. qu'il approuvait la vente de 9 % de ses parts au groupe germano-américain pour 389 millions de dollars (432 millions d'euros). Par ailleurs, DaimlerChrysler devrait porter ses parts dans le constructeur japonais Mitsubishi Motors à 36 % ou 38 %, rapporte le Financial Times dans son édition de mercredi.
- RHODIA ECO SERVICES: la filiale du groupe français de chimie de spécialités Rhodia a annoncé hier l'acquisition des activités de traitement de déchets industriels spéciaux de la société américaine Heat Energy Advanced Technology et celles de l'entreprise sud-coréenne Cho Yang Chimical Industrial.
- LOCKHEED : le groupe de défense américain a reçu le feu vert du département de la justice américain pour la vente de son unité de contrôle aérien (flight controls unit) au spécialiste britannique BAE Systems britannique pour 510 millions de dollars (567 millions d'euros). La

vente avait été annoncée le

● CONFORAMA: la filiale spécialisée dans l'aménagement de la maison du groupe

Pinault-Printemps-Redoute a annoncé mercredi avoir pris une participation de 60 % dans son concurrent italien Emmezeta. estimant devenir ainsi le numéro deux mondial de l'ameublement. Le montant de cette transaction, qui reste soumise à l'approbation des instances européennes de réglementation de la concurrence, n'a pas été rendu

SERVICES

• WORLDCOM : le groupe américain de télécommunications WorldCom a annoncé, mardi, le rachat pour 6 milliards de dollars (6,7 milliards d'euros) de la société américaine Intermedia Communications, une opération qui lui donne notamment le contrôle de Digex, un leader des services d'hébergement sur Internet.

- ATT : la compagnie de téléphones américaine a remporté un contrat de 450 millions de dollars (500 millions d'euros) auprès du constructeur informatique IBM pour l'aider à répondre à la demande relative à la croissance de l'usage d'Internet.
- VODAPHONE :le conglomérat de HongKong Hutchison Whampoa envisage de vendre sa participation de 3,4 % dans l'opérateur de téléphonie mobile britannique, rapporte mercredi le Financial Times.

RÉSULTATS

■ PEUGEOT CITROËN: le constructeur automobile français a annoncé mercredi des résultats semestriels en nette progression. Le résultat net (part du groupe) est en hausse de 39 %, à 755 millions d'euros, comparé à 543 millions d'euros un an plus tôt. Le résultat financier fait apparaître un produit de 43 millions d'euros contre une charge financière de 15 millions d'euros sur la même période un an plus tôt.

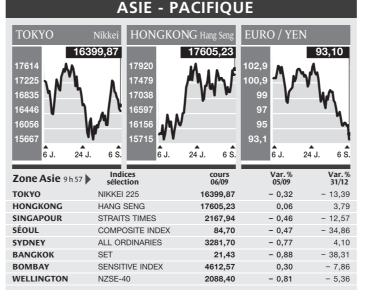
■ CASINO: le groupe de distribution français a annoncé mercredi avoir dégagé un bénéfice net part du groupe de 127 millions d'euros au premier semestre 2000, en hausse de 20,7 % par rapport aux six premiers mois de 1999.

FRANCFORT DAX 30 6747,90 6851,46 7421,74

Europe 9h57	sélection	06/09	05/09	31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	5336,12	0,18	8,80
EUROPE	STOXX 50	5149,70	0,27	8,59
EUROPE	EURO STOXX 324	444,88	- 0,11	6,88
EUROPE	STOXX 653	402,22	0,03	5,99
PARIS	CAC 40	6851,46	- 0,08	14,99
PARIS	MIDCAC			
PARIS	SBF 120	4642,74	- 0,13	14,56
PARIS	SBF 250			
PARIS	SECOND MARCHÉ			
AMSTERDAM	AEX	699,77	0,25	4,22
BRUXELLES	BEL 20	3105,51	0,09	- 7,03
FRANCFORT	DAX 30	7421,74	0,36	6,66
LONDRES	FTSE 100	6747,90	- 0,07	- 2,63
MADRID	STOCK EXCHANGE	11201,90	0,12	- 3,78
MILAN	MIBTEL 30	48489,00	0,16	12,79
ZURICH	SPI	8187,20	0,23	8,15

EUROPE

AMÉRIQUES NEW YORK Nasdaq EURO / DOLLAR 4143,18 0,881 24 J. 6 S. 5 S. Indices sélection cours 05/09 Var. % 04/09 Var. % 31/12 Amérique 9 h 57 **ÉTATS-UNIS** DOW JONES 11260,61 0,19 - 2,06 ÉTATS-UNIS 1507,08 - 0,90 2,57 NASDAQ COMPOSITE **ÉTATS-UNIS** 4143,18 - 2,15 1,82 - 0,53 **TORONTO** TSE INDEX 11328,21 34,64 **SAO PAULO** BOVESPA 17424,97 - 1,07 1,95 MEXICO BOLSA 1,12 - 2,65 390,94 **BUENOS AIRES** MERVAL 495,62 - 1,03 - 9,96 SANTIAGO IPSA GENERAL - 0,69 - 29,67 100,57 CARACAS CAPITAL GENERAL 6711,19 - 1,02 23,87



ÉCONOMIE

CAC 40

Pénurie de maind'œuvre high-tech aux Etats-Unis

L'Association américaine de l'électronique (AEA) a lancé mardi 5 septembre un cri d'alarme sur la pénurie de maind'œuvre pour l'industrie high-tech aux Etats-Unis et a demandé au Congrès de ne plus imposer de limite au nombre de visas accordés chaque année aux travailleurs étrangers employés dans ce secteur. Le Congrès doit débattre à l'automne de la proposition du président Bill Clinton de relever le plafond de ces visas de travail, de type h-1B, attribués à des personnes hautement qualifiées, à 200 000 par an entre les années fiscales 2001 et 2003, contre 107 500 prévus pour 2001. Leur nombre devrait retomber à 65 000 en 2002 et 2003, si la législation actuelle était maintenue. « Nous avons besoin d'au moins 200 000 visas (par an) pour satisfaire la demande et autant de visas que possible pour satisfaire le retard » accumulé dans les demandes de visa, notamment pour des travailleurs indiens, a affirmé lors d'une conférence de presse Thom Stohler, responsable des questions de main-d'œuvre à

■ CANADA: la croissance économique du Canada devrait être de 3 % en 2001, après avoir été d'environ 4.5 % cette année, tandis que l'inflation sous-jacente devrait s'accélérer tout en restant comprise dans la fourchette officielle de 1 % à 3 %, a estimé l'OCDE dans une étude mardi 5 septembre.

■ BRÉSIL : la prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) brésilien de l'institut IPEA, qui dépend du ministère du développement, a été relevée à +4,2 % pour l'année en cours contre 3.9 % dans l'estimation précédente, a annoncé mardi 5 septembre l'IPEA. L'activité industrielle devrait en particulier croître de 5,7 % sur l'année contre 5,3 % prévus précédem-

Cette croissance industrielle « révèle un rythme stable de croissance, modérée, quoique élevée en comparaison de 1999 », commente l'IPEA.

■ JAPON : l'indicateur avancé de la conjoncture, censé préfigurer l'évolution de l'économie japonaise dans les six mois à venir, a progressé pour s'établir à 57,1 points en juillet contre 55 le mois précédent, a indiqué mercredi 6 septembre l'Agence de planification économique (EPA).

■ CHINE: la banque centrale de Chine va libéraliser la fixation des taux des prêts et dépôts bancaires en devises étrangères à l'intérieur de la Chine, a annoncé mardi 5 septembre l'agence Chine nouvelle.

Auparavant, les taux étaient confinés à l'intérieur d'une marge définie par la Banque populaire de Chine (People's Bank of China-PBOC).

- FRANCE: le développement de la nouvelle économie est porteur en France d'un potentiel de croissance supplémentaire de 0,6 % à 1,6 % du PIB par an sur la période 2000-2005, selon une simulation effectuée par la société d'études et de prévisions économiques BIPE.
- La consommation a marqué « une reprise » en France en août 2000 par rapport à août 1999, notamment grâce à l'ouverture de magasins le 15 août, jour qui tombait un dimanche l'an dernier, indique l'indice mensuel de la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution
- ALLEMAGNE: la croissance en Allemagne de l'Est dans les années 1990 a été plus faible qu'annoncé jusqu'à présent, selon les résultats d'un nouveau mode de calcul statistique publiés mardi 5 septembre par l'Institut de conjoncture de Halle (IWH).
- ITALIE: le gouvernement italien a l'intention de faire un « cadeau fiscal » de l'ordre de 7.75 milliards d'euros (15 000 milliards de lires) en faveur des ménages et des entreprises dans le cadre de son budget 2001, ont confirmé mardi 5 septembre plusieurs membres du gouvernement.
- ROYAUME-UNI: les prix de l'immobilier en Grande-Bretagne sont très légèrement remontés en juillet et en août, après avoir baissé lors des deux mois précédents, mais le taux de croissance sur un an continue de ralentir, selon les chiffres publiés mardi 5 septembre par la banque
- ZONE EURO: le taux de chômage est resté inchangé en juillet dans la zone euro à 9,1 % de la population active, a indiqué mardi l'office européen de statistiques Eurostat.
- Les prix à la production industrielle ont augmenté de 0,5 % dans la zone euro en juillet par rapport à juin, selon les estimations publiées mardi par Eurostat.

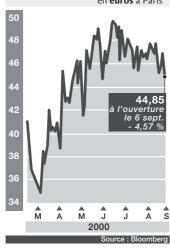
VALEUR DU JOUR

Le GAP du Crédit lyonnais joue les prolongations

LES GRANDS ACTIONNAIRES du Crédit lyonnais souhaitent prolonger la vie du « groupe d'actionnaires partenaires » (GAP), le noyau dur nouvelle formule, mis en place lors de la privatisation de la banque en juillet 1999 pour assurer son indépendance. C'est aussi la volonté de Jean Peyrelevade, son pdg, qui demande cinq ans d'indépendance pour l'établissement. Des discussions ont commencé entre les six membres du GAP - Crédit agricole, AGF (groupe Allianz), Axa, Commerzbank, Banca Intesa, BBVA - pour déterminer dans quelles conditions ils peuvent allonger de deux ans l'accord qui les lie jusqu'en juillet 2001. Jusqu'à cette date, ils ne peuvent ni vendre ni acheter de titres Crédit lyonnais, sauf dans le cas où un actionnaire non membre du GAP passerait la barre des 8 % du capital de la banque. Après juillet 2001, jusqu'à juillet 2003, les membres du GAP n'ont plus qu'un droit de préemption sur les titres que l'un d'entre eux déciderait de céder. Certains membres du GAP auraient

voulu aller plus loin dans le renforcement de leur pacte, en recevant la bénédiction de l'Etat. Ils ont lancé un ballon d'essai avant les vacances. tentant de convaincre le ministre de l'économie de répartir entre les membres du GAP les 10 % du Lyonnais que l'Etat détient encore. Bercy s'est toutefois bien gardé de donner suite à cette demande. Le ministre

Action Crédit lyonnais en **euros** à Paris



de l'économie ne veut pas se priver d'une de ses dernières cartes dans la restructuration du secteur bancaire français. D'autant que si le consensus est clair entre membres du GAP sur la prolongation du pacte, il l'est moins sur ces 10 %. C'est précisément ce qui inquiète certains « gapeurs », comme AGF-Allianz, qui, attachés à l'indépendance de la banque pour protéger leur accord de partenariat, ne souhaitent pas qu'il y ait de rivalités au sein du GAP ou entre certains membres du GAP et le patron du Lyonnais sur ce sujet. Une telle rivalité pourrait ouvrir la porte à un chevalier blanc hors GAP. Les boursiers qui spéculaient sur une bataille rapide sur le Lyonnais risquent de devoir attendre. Mercredi matin, l'action Crédit lyonnais baissait de 4,57 % à 44,85 euros.

Sophie Fay

PARIS

L'INDICE CAC 40 était en baisse de 0,21 % à 6 838,63 points quelques minutes après le début des cotations, mercredi 6 septembre. La Bourse de Paris avait terminé en retrait mardi, les investisseurs ayant pris leurs bénéfices après la progression réalisée au cours des deux dernières séances. L'indice CAC 40 avait cédé 0,95 % à 6 856,76 points. L'indice du Nouveau Marché avait perdu 1,40 % à 4 898,08 points.

SUR LES MARCHÉS

FRANCFORT

À LA BOURSE de Francfort, l'indice de référence DAX des trente valeurs vedettes était quasiment inchangé à 7 393,78 points, mercredi, lors des premiers échanges. La Bourse de Francfort a reculé mardi, dans le sillage du repli des marchés d'actions américains.

LONDRES

L'INDICE FOOTSIE de la Bourse de Londres était en hausse de 0.1 % à 6761,1 points lors des premières transactions. La Bourse de Londres a clôturé en baisse mardi. A la fermeture du marché, l'indice Footsie des cent principales valeurs affichait une perte de 0,67 %, à 6 752,5 points.

TOKYO

LA BOURSE de Tokyo a clôturé en baisse pour la septième séance consécutive mercredi, sa plus longue série depuis août 1998. L'indice Nikkei a perdu 0,32 %, à 16 399,87 points, portant à 4,55 % sa baisse des sept dernières séances.

NEW YORK

sur une séance mitigée, mardi 5 septembre. L'indice Dow Jones a clôturé sur un gain de 0,19 %, à 11 260,61 points, tandis que l'indice Standard & Poor's 500 a abandonné 0,90 %, à 1507,08 points. Enfin, l'indice Nasdaq a accusé un recul sensible de 2,15 %, pour finir à 4143,18 points. Le marché des valeurs de croissance américaine a souffert de la faiblesse du titre Intel, numéro un mondial des microprocesseurs, à la suite des commentaires négatifs d'un analyste de la maison de courtage Piper Jaffray, qui table sur un ralentissement des ventes du groupe.

LA BOURSE américaine a terminé

TAUX

LE RENDEMENT de l'obligation assimilable du Trésor français émise à dix ans s'inscrivait mercredi 6 septembre, lors des premiers échanges, à 5,39 %, tandis que celui du bund allemand de même échéance se situait à 5,22 %. Outre-Atlantique, le rendement moven sur les bons du Trésor à dix ans était mardi remonté à 5,68 %, contre 5,67 % vendredi et celui à trente ans à 5,66 %, contre 5,65 %. Le rendement d'une obligation évolue en sens inverse de son prix.

MONNAIES

L'EURO a atteint mercredi 6 septembre un nouveau plus bas historique face au dollar et au yen. Lors des premiers échanges, la devise européenne s'échangeait à 0,8835 dollar et 93,30 yens.

Taux de change fixe zone Euro Hors zone Euro

Euro contre 🕨	Taux	contre franc	Taux
RANC	6,55957	EURO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
IRE ITALIENNE (1000).	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
LORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
RANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND	5,94573	MARKKA FINLAND	1,10324

Гаих	Euro contre 🕨	05/09
15245	COURONNE DANOISE.	7,4600
35385	COUR. NORVÉGIENNE	8,0815
38774	COUR. SUÉDOISE	8,3950
94238	COURONNE TCHÈQUE	35,3680
27190	DOLLAR AUSTRALIEN.	1,5632
76703	DOLLAR CANADIEN	1,3255
32894	DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0947
97660	DRACHME GRECQUE	337,5500
62607	FLORINT HONGROIS	261,5000
10324	ZLOTY POLONAIS	3,9300

Cours de change croisés

Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
	0,94666	0,88130	0,13435	1,44800	0,56839
105,63500		93,10500	14,19500	152,96000	60,03500
1,13469	1,07406		0,15245	1,64295	0,64490
7,44305	7,04600	6,55957		10,77750	4,23010
0,69061	0,65375	0,60870	0,09280		0,39250
1,75935	1,66595	1,55100	0,23635	2,54820	
	105,63500 1,13469 7,44305 0,69061	DOLLÁR YEÑ(100) 0,94666 105,63500 1,13469 1,07406 7,44305 7,04600 0,69061 0,65375	DOLLAR YEN(100) EURO 0,94666 0,88130 105,63500 93,10500 1,13469 1,07406 7,44305 7,04600 6,55957 0,69061 0,65375 0,60870	DOLLAR YEÑ(100) EURO FRÂNC 0,94666 0,88130 0,13435 105,63500 93,10500 14,19500 1,13469 1,07406 0,15245 7,44305 7,04600 6,55957 0,69061 0,65375 0,60870 0,09280	DÓLLÁR YÉN(100) ÉÜRÖ FRÂNC LÍVŘE 0,94666 0,88130 0,13435 1,44800 105,63500 14,19500 152,96000 1,13469 1,07406 0,15245 1,64295 7,44305 7,04600 6,55957 10,77750 0,69061 0,65375 0,60870 0,09280

Taux d'intérêt (%)

Taux 05/09	j. j.	3 mois	10 ans	30 ans
FRANCE	4,59	4,65	5,38	5,52
ALLEMAGNE	4,59	4,81	5,21	5,38
GDE-BRETAG.	5,69	6,05	5,27	4,56
ITALIE	4,59	4,76	5,57	5,84
JAPON	0,27	0,32	1,96	2,65
ÉTATS-UNIS	6,53	6,26	5,71	5,68
SUISSE	3	3,38	3,83	4,20
PAYS-BAS	4,56	4,76	5,38	5,51

Matières premières

Cours 05/09	Var. % 04/09
	\$/TONNE
1960,50	- 0,28
1624,50	+ 0,49
484	- 0,41
5543	- 0,04
1203,50	+ 0,21
8435	+ 0,18
	\$/ONCE
5	- 0,20
155122,50	- 1,22
\$/B	OISSEAU
253	
186,25	+ 698,93
171,90	
	\$/TONNE
775	+ 2,38
925	+ 2,21
	05/09 1960,50 1624,50 484 5543 1203,50 8435 5 155122,50 \$\\$\\$\\$

Matif Cou

Notic

SEPTE

Eurib

SEPTE

nrs 9 h 57 >	Volume 06/09	dernier prix	premier prix
EMBRE 2000	13544	86,88	86,90
oor 3 mois EMBRE 2000	NC	NC	NC

Pétrole En dollars

BRENT (LONDRES) WTI (NEW YORK) LIGHT SWEET CRUDE	32,98 0,34 33,92	+ 0,41 + 0,74
Or		
En euros 🕨	Cours 05/09	Var % 04/09

+ 0.51

+ 0,71

+ 0,71

+ 1.07

+ 1,07 + 0,55

O5/09 En euros > OR FIN KILO BARRE . 9900 OR FIN LINGOT... ONCE D'OR (LO) \$ PIÈCE FRANCE 20 F..... PIÈCE SUISSE 20 F 56.70 PIÈCE UNION LAT. 20 PIÈCE 10 DOLLARS US ... PIÈCE 20 DOLLARS US ...

PIÈCE 50 PESOS MEX..

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

379

5152,85

VALEURS EUROPÉENNES

25,78

- Le recul d'Intel, numéro un mondial des semi-conducteurs, après qu'un analyste d'US Bancorp / Piper Jaffray eut abaissé sa recommandation d'« achat fort » à « achat », a affecté mardi 5 septembre les places du Vieux Continent. La plupart des actions des fabricants européens de semiconducteurs ont été entraînées à la baisse. ARM Holdings a perdu 6,04 %, à 825 pence, et **Infineon** 1,15 %, à 74,14 euros. Misys et Logica ont chuté respectivement de 5,10 %, à 745 pence, et de 8,61 %, à 2175 pence.
- Le titre Lycos Europe a plongé mardi de 21,15 %, à 9,84 euros, après avoir annoncé une aggravation de ses pertes pour 1999-2000, à

06/09 10 h 08

AUTOLIV SDR

AUTOMOBILE

- 99,7 millions d'euros contre 8,7 millions sur l'exercice précédent.
- Le fournisseur allemand de services sur Internet T-Online a abandonné mardi 2,37 %, à 32,60 euros, sur des prises de bénéfice au lendemain de l'annonce du rachat du portail espagnol Ya.com.
- Alors que beaucoup de valeurs télécom étaient en baisse mardi, l'action Vodafone s'est distinguée avec un gain de 2,46 %, à 292 pence. Le titre, qui a reculé en début de séance, a bénéficié du sentiment positif des investisseurs alors que semblent s'être dissipées les craintes suscitées par l'éventualité de la vente par Hutchison Whampoa de ses 3,4 % dans le premier opérateur mondial de téléphonie mobile.

PH ALTAN ASTRA AVENT

CEPSA

BASF AG	BE*	43,95	+ 0,57
BMW	DE*	37	+ 0,54
CONTINENTAL AG	DE*	20,60	+ 0,15
DAIMLERCHRYSLER	DE*	58,65	+ 0,26
FIAT	IT *	27,56	+ 0,66
FIAT PRIV.	IT *	16,93	+ 0,47
MICHELIN /RM	FR*	34,01	- 0,67
PEUGEOT	FR*	215,80	+ 1,89
PIRELLI SPA	IT *	3,17	+ 1,60
DR ING PORSCHE	DE*	4040	+ 1
RENAULT	FR*	52,10	
VALEO /RM	FR*	60,90	+ 0,08
VOLKSWAGEN	DE*	49,70	
▶ DJ E STOXX AUTO		237,02	+ 0,39
, _ ,	•		0,00
BANQUES			
	OB	40.70	0.00
ABBEY NATIONAL ABN AMRO HOLDIN	GB	13,72	- 0,36
	NL*	27,58	+ 0,33
ALL & LEICS	GB	9,14	
ALLIED IRISH BA	GB	15,76	- 0,52
ALPHA BANK	GR	39,09	+ 4,51
B PINTO MAYOR R	PT*	26	
BANK AUSTRIA AG	AT*	62,53	+ 0,30
BANK OF IRELAND	GB	11,43	
BANK OF PIRAEUS	GR	18,23	- 1,36
BK OF SCOTLAND	GB	9,90	+ 3,77
BANKINTER R	ES*	48,14	- 0,19
BARCLAYS PLC	GB	27,79	+ 0,18
BAYR.HYPO-U.VER	DE*	67,50	+ 1,05
BCA AG.MANTOVAN	IT *	10	
BCA FIDEURAM	IT*	18	+ 2,16
BCA INTESA	IT*	4,58	+ 0,44
BCA LOMBARDA	IT*	10,36	- 0,19
MONTE PASCHI SI	IT*	5,07	- 1,55
BCA P.BERGC.V	IT*	20.08	+ 1,26
BCA P.MILANO	IT*	7,64	- 0,78
B.P.VERONA E S.	IT*	12,91	- 0,15
BCA ROMA	IT*	1,35	
BBVA R	ES*	16,94	+ 0,24
ESPIRITO SANTO	PT*		
		18,60	 + 0.87
BCO POPULAR ESP	ES*	33,49	+ 0,87
BCO PORT ATLANT	PT *	4,20	••••
BCP R	PT *	5,91	
DIDOD CARIDE	170		
BIPOP CARIRE	IT *	101,50	
BNL	IT*	4,09	+ 0,49
BNL BNP PARIBAS /RM	IT* FR*	4,09 104,80	+ 0,49 + 0,29
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R	IT* FR* ES*	4,09 104,80 11,99	+ 0,49 + 0,29 + 0,50
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK	IT * FR * ES * NO	4,09 104,80 11,99 5,88	+ 0,49 + 0,29 + 0,50
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT	IT * FR * ES * NO IT *	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR	IT * FR * ES * NO IT * GR	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK	IT * FR * ES * NO IT * GR DE *	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 + 1,03
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR *	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 + 1,03 - 6,49
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 + 1,03
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 + 1,03 - 6,49 - 0,19
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO DE *	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 + 1,03 - 6,49 - 0,19
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A-	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 + 1,03 - 6,49 - 0,19
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO DE *	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 + 1,03 - 6,49 - 0,19 + 0,26
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO DE * BE *	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 + 1,03 - 6,49 - 0,19 + 0,26 + 0,32
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO DE * BE * DE *	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 + 1,03 - 6,49 - 0,19 + 0,26 + 0,32 + 1,62
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO DE * BE * GR	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 + 1,03 - 6,49 - 0,19 + 0,26 + 0,32 + 1,62 + 0,06
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO DE * BE * GR GR	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 + 1,03 - 6,49 - 0,19 + 0,26 + 0,32 + 1,62 + 0,06 + 0,61
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK ERSTE BANK	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO DE * BE * GR GR AT *	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 + 1,03 - 6,49 - 0,19 + 0,26 + 0,32 + 1,62 + 0,06 + 0,61 - 0,04
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK ERSTE BANK FOERENINGSSB A	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO DE * BE * GR GR GR AT * SE	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20 16,23	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 + 1,03 - 6,49 - 0,19 + 0,26 + 0,32 + 1,62 + 0,06 + 0,61 - 0,04 - 0,73
BNL BNP PARIBAS /RM BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK ERSTE BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO DE * BE * GR GR AT * SE GB	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20 16,23 8,62 16,56	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 + 1,03 - 6,49 - 0,19 + 0,26 + 0,32 + 1,62 + 0,06 - 0,04 - 0,04 - 0,73 - 0,38
BNL BNP PARIBAS /RM BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK ERSTE BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO DE * BE * GR GR AT * SE GB GB	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20 16,23 8,62	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 + 1,03 - 6,49 - 0,19 + 0,26 + 0,32 + 1,62 + 0,06 - 0,04 - 0,04 - 0,07 - 0,38 + 0,50
BNL BNP PARIBAS /RM BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK ERGO BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB KBC BANCASSURAN	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO DE * BE * GR GR GR AT * SE GB DE *	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20 16,23 8,62 16,55 16,95 51	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 + 1,03 - 6,49 - 0,19 + 0,26 + 0,32 + 1,62 + 0,061 - 0,04 - 0,73 - 0,38 + 0,59 + 0,59 + 0,49
BNL BNP PARIBAS /RM BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK ERGO BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB KBC BANCASSURAN LLOYDS TSB	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * NO DE * GR GR GR GR GR GR GR GB GB GB GB GB	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 93,25 156,70 26,66 19,49 50,20 16,23 8,62 16,56 16,95 51 10,55	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 + 1,03 - 6,49 - 0,19 + 0,26 + 0,32 + 1,62 + 0,061 - 0,04 - 0,073 - 0,38 + 0,50 + 0,59 + 0,59 + 0,62
BNL BNP PARIBAS /RM BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK ERSTE BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB KBC BANCASSURAN LLOYDS TSB NAT BANK GREECE	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO DE * BE * GR AT * SE GB DE * BE *	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20 16,23 8,62 16,56 16,95 51	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 + 1,03 - 6,49 - 0,19 + 0,26 + 0,32 + 1,62 + 0,06 + 0,61 - 0,04 - 0,73 8 + 0,50 + 0,59 + 0,49 + 0,49 + 0,49 + 0,50 + 0,
BNL BNP PARIBAS /RM BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEXIA DRESDNER BANK N DESIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK ERGO BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB KBC BANCASSURAN LLOYDS TSB NAT BANK GREECE NATEXIS BQ POP.	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO DE * BE * GR AT * SE GB DE * BE * GR GR FR *	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20 16,23 8,62 16,95 51 10,95 51 10,95 41,94	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 + 1,03 - 6,49 - 0,19 + 0,26 + 0,32 + 1,62 + 0,06 - 0,04 - 0,04 - 0,73 - 0,38 + 0,59 + 0,49 - 0,49 - 0,62 + 1,14 + 0,23
BNL BNP PARIBAS /RM BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB KBC BANCASSURAN LLOYDS TSB NAT BANK GREECE NATEXIS BQ POP. NORDIC BALTIC H	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO DE * BE * GR GR GR GR GR GB	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20 16,23 8,62 16,56 16,95 51 10,55 41,94 87 7,70	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,10 -
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK ERGO BANK ERGO BANK ERSTE BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB KBC BANCASSURAN LLOYDS TSB NAT BANK GRECE NATEXIS BQ POP. NORDIC BALTIC H ROLO BANCA 1473	IT * FR * NO IT * GR DE * FR * DK NO DE * BE * GR GR AT * SE GB GB GB FR * SE IT *	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20 16,23 8,62 16,56 16,95 51 10,55 41,94 87 77,70 22,08	+ 0,49 + 0,29 + 0,34 - 1,58 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,06 + 0,61 - 0,04 + 0,61 - 0,04 + 0,50 + 0,50 + 0,50 + 0,40 - 0,73 - 0,32 + 0,50 + 0,50 + 0,50 + 0,40 - 0,19 -
BNL BNP PARIBAS /RM BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK ERGO BANK ERSTE BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB KBC BANCASSURAN LLOYDS TSB NAT BANK GREECE NATEXIS BQ POP. NORDIC BALTIC H ROLO BANCA 1473 ROYAL BK SCOTL	IT * FR * ES * NO IT * GR FR * DE * DE * GR AT * SE GB DE * BE * GG GR AT * SE GB TE *	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20 16,23 8,62 16,56 16,95 51 10,55 41,94 87 7,70 22,08 21,41	+ 0,49 + 0,29 + 0,34 - 1,58 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 + 0,26 + 0,32 + 1,62 + 0,06 - 0,04 - 0,73 - 0,59 + 0,49 + 0,49 - 0,49 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,04 -
BNL BNP PARIBAS /RM BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK ERGO BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB KBC BANCASSURAN LLOYDS TSB NAT BANK GREECE NATEXIS BQ POP. NORDIC BALTIC H ROLO BANCA 1473 ROYAL BK SCOTL SAN PAOLO IMI	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * DE * DE * GR	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20 16,23 8,62 16,56 16,95 51 10,55 41,94 87 7,70 22,08 21,41 19,25	+ 0,49 + 0,29 + 0,34 - 1,58 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,04 + 0,62 + 0,66 - 0,04 - 0,73 - 0,38 - 0,04 - 0,73 - 0,49 - 0,62 + 0,62 + 0,62 + 0,62 + 0,62 + 0,63 - 0,19 -
BNL BNP PARIBAS /RM BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB KBC BANCASSURAN LLOYDS TSB NAT BANK GREECE NATEXIS BQ POP. NORDIC BALTIC H ROLO BANCA 1473 ROYAL BK SCOTL SAN PAOLO IMI S-E-BANKEN -A-	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO DE * BE * GR GR GR GR GR GB	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20 16,23 8,62 16,56 16,95 51 10,55 41,94 87 7,70 22,08 21,41 19,25 13,85	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,10 -
BNL BNP PARIBAS /RM BNP PAR R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK ERSTE BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB KBC BANCASSURAN LLOYDS TSB NAT BANK GREECE NATEXIS BQ POP. NORDIC BALTIC H ROLO BANCA 1473 ROYAL BK SCOTL SAN PAOLO IMI S-E-BANKEN -A- STANDARD CHARTE	IT * FR * ES * NO IT * GR * DE * DE * GR AT * SE GB GR FR * SE TIT * GB IT * SE GB	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20 16,55 16,95 51 10,55 41,94 87 7,70 22,08 21,41 19,25 13,85 16,23	+ 0,49 + 0,29 + 0,34 - 1,58 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,06 + 0,32 + 1,62 - 0,04 + 0,06 + 0,06 + 0,07 - 0,08 + 0,59 + 0,49 +
BNL BNP PARIBAS /RM BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK ERGO BANK ERSTE BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB KBC BANCASSURAN LLOYDS TSB NAT BANK GREECE NATEXIS BQ POP. NORDIC BALTIC H ROLO BANCA 1473 ROYAL BK SCOTL SAN PAOLO IMI S-E-BANKEN -A- STANDARD CHARTE STE GENERAL-A-/	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO DE * BE * GR AT * SE GB DE * BE * GR FR * SE IT * GB IT *	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20 16,23 8,62 16,56 16,95 51 10,55 41,94 87 7,70 22,08 21,41 19,25 13,85 16,23 68,95	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 + 0,66 + 0,32 + 1,62 + 0,66 - 0,04 - 0,73 - 0,04 + 0,50 + 0,50 + 0,40 - 0,19 - 0,19 - 0,10 - 0,
BNL BNP PARIBAS /RM BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEXIA DESSONER BANK N DESSONER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK ERGO BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB KBC BANCASSURAN LLOYDS TSB NAT BANK GREECE NATEXIS BQ POP. NORDIC BALTIC H ROLO BANCA 1473 ROYAL BK SCOTL SAN PAOLO IMI S-E-BANKEN -A- STANDARD CHARTE STE GERERAL-A-/ SV HANDBK -A-	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * DK NO DE * BE * GR GR GR AT * SE GB DE * BE * GB IT * SE GB IT * SE GB SE	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20 16,23 8,62 16,56 16,95 51 10,55 41,94 87 7,70 22,08 87 7,70 22,08 21,41 19,25 13,85 16,23 68,95 19,16	+ 0,49 + 0,29 + 0,34 - 1,58 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,04 + 0,66 + 0,32 + 1,62 + 0,66 - 0,04 - 0,73 - 0,38 + 0,49 - 0,61 + 0,59 + 0,49 - 0,62 + 0,61 - 0,23 - 0,49 - 0,61 - 0,49 - 0,61 - 0,04 - 0,73 - 0,49 - 0,61 - 0,59 - 0,61 -
BNL BNP PARIBAS /RM BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB KBC BANCASSURAN LLOYDS TSB NAT BANK GREECE NATEXIS BQ POP. NORDIC BALTIC H ROLO BANCA 1473 ROYAL BK SCOTL SAN PAOLO IMI S-E-BANKEN -A- STANDARD CHARTE STE GENERAL—/ SV HANDBK -A- SWEDISH MATCH	IT * FR * NO IT * GR * NO IT * GR * DE * GR * AT * SE GB GR * SE IT * GB IT * GB FR * SE GB FR * SE SE SE	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20 16,23 8,62 16,56 16,95 51 10,55 41,94 87 7,70 22,08 21,41 19,25 13,85 16,23 68,95 19,16 3,72	+ 0,49 + 0,29 + 0,34 - 1,58 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,06 + 0,61 - 0,04 + 0,61 - 0,04 + 0,61 - 0,04 + 0,50 - 0,03 + 0,50 - 0,03 -
BNL BNP PARIBAS /RM BNP PAR R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N ERG EUROBANK ERGO BANK ERGO BANK ERSTE BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB KBC BANCASSURAN LLOYDS TSB NAT BANK GREECE NATEXIS BQ POP. NORDIC BALTIC H ROUA BANCA 1473 ROYAL BK SCOTL SAN PAOLO IMI S-E-BANKEN -A- STANDARD CHARTE STE GENERAL-A-/ SV HANDBK -A- SWEDISH MATCH UBS N	IT * FR * NO IT * GR * NO IT * GR * DE * DE * GR AT * SE GB BE * GR FR * SE GB IT * SE GB FR * SE CH	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20 16,23 8,62 10,55 41,94 87 7,70 22,08 21,41 19,25 13,85 16,23 68,95 19,16 3,72 166,56	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,32 + 1,62 + 0,64 + 0,61 - 0,04 - 0,73 - 0,38 + 0,50 + 0,49 + 0,49 + 0,49 + 0,49 - 0,19 - 0,
BNL BNP PARIBAS /RM BNP PAR IBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMEZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK ERGO BANK ERGO BANK ERGO BANK ERSTE BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB KBC BANCASSURAN LLOYDS TSB NAT BANK GREECE NATEXIS BQ POP. NORDIC BALTIC H ROLO BANCA 1473 ROYAL BK SCOTL SAN PAOLO IMI S-E-BANKEN -A- STANDARD CHARTE STE GENERAL-A-/ SV HANDBK -A- SWEDISH MATCH UBS N UNICREDITO ITAL	IT * FR * ES * NO IT * GR * FR * DK NO DE * BE * DE * GR AT * SE GB DE * BE * GB IT * SE GB FR * SE SE SE CH IT *	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 50,20 16,23 8,62 16,56 16,95 51 10,55 11,94 87 7,70 22,08 21,41 19,25 13,85 16,23 68,95 19,16 3,72 166,56 5,86	+ 0,49 + 0,29 + 0,50 + 0,34 - 1,58 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,04 + 0,32 + 1,62 + 0,06 - 0,04 - 0,73 - 0,04 + 0,59 + 0,40 - 0,19 - 0,19 - 0,04 + 0,23 - 0,19 - 0,19 - 0,04 + 0,23 - 0,19 -
BNL BNP PARIBAS /RM BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK ERGO BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB KBC BANCASSURAN LLOYDS TSB NAT BANK GREECE NATEXIS BQ POP. NORDIC BALTIC H ROLO BANCA 1473 ROYAL BK SCOTL SAN PAOLO IMI S-E-BANKEN -A- STANDARD CHARTE STE GENERAL-A-/ SV HANDBK -A- SWEDISH MATCH UBS N UNICREDITO ITAL UNICREDITO ITAL UNICREDITO ITAL	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * DK NO DE * BE * GR	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20 16,23 8,62 16,56 16,95 51 10,55 41,94 87 7,70 22,08 21,41 19,25 13,85 16,23 68,95 19,16 3,72 166,56 5,86 85,79	+ 0,49 + 0,29 + 0,34 - 1,58 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,04 + 0,62 + 0,66 - 0,04 - 0,73 - 0,38 - 0,38 - 0,06 - 0,04 - 0,73 - 0,49 - 0,62 + 1,62 - 0,61 - 0,49 - 0,62 + 0,60 - 0,61 - 0,23 - 0,62 + 0,60 - 0,61 -
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK FOR BANK ERGO BANK ERGO BANK ERSTE BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB KBC BANCASSURAN LLOYDS TSB NAT BANK GREECE NATEXIS BQ POP. NORDIC BALTIC H ROLO BANCA 1473 ROYAL BK SCOTL SAN PAOLO IMI S-E-BANKEN -A- STANDARD CHARTE STE GENERAL-A-/ SV HANDBK -A- SWEDISH MATCH UBS N UNICREDITO ITAL UNIDANMARK -A- XIOSBANK	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO DE * BE * GR AT * SE GB GB TFR *	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20 16,23 8,62 16,56 16,95 51 10,55 41,94 87 7,70 22,08 21,41 19,25 13,85 16,23 68,95 19,16 3,72 166,56 5,86 85,79 20,14	+ 0,49 + 0,29 + 0,34 - 1,58 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,06 + 0,61 - 0,04 + 0,61 - 0,04 + 0,50 - 0,03 + 0,50 - 0,50 - 0,03 + 0,50 - 0,19 -
BNL BNP PARIBAS /RM BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK N EFG EUROBANK ERGO BANK ERGO BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB KBC BANCASSURAN LLOYDS TSB NAT BANK GREECE NATEXIS BQ POP. NORDIC BALTIC H ROLO BANCA 1473 ROYAL BK SCOTL SAN PAOLO IMI S-E-BANKEN -A- STANDARD CHARTE STE GENERAL-A-/ SV HANDBK -A- SWEDISH MATCH UBS N UNICREDITO ITAL UNICREDITO ITAL UNICREDITO ITAL	IT * FR * ES * NO IT * GR DE * FR * DK NO DE * BE * GR AT * SE GB GB TFR *	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 98,25 156,70 53,20 26,66 19,49 50,20 16,23 8,62 16,56 16,95 51 10,55 41,94 87 7,70 22,08 21,41 19,25 13,85 16,23 68,95 19,16 3,72 166,56 5,86 85,79	+ 0,49 + 0,29 + 0,34 - 1,58 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,19 - 0,06 + 0,61 - 0,04 + 0,61 - 0,04 + 0,50 - 0,03 + 0,50 - 0,50 - 0,03 + 0,50 - 0,19 -
BNL BNP PARIBAS /RM BSCH R CHRISTIANIA BK COMIT COMM.BANK OF GR COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DANSKE BANK DNB HOLDING -A- DEUTSCHE BANK N DEXIA DRESDNER BANK FOR BANK ERGO BANK ERGO BANK ERSTE BANK FOERENINGSSB A HALIFAX GROUP HSBC HLDG IKB KBC BANCASSURAN LLOYDS TSB NAT BANK GREECE NATEXIS BQ POP. NORDIC BALTIC H ROLO BANCA 1473 ROYAL BK SCOTL SAN PAOLO IMI S-E-BANKEN -A- STANDARD CHARTE STE GENERAL-A-/ SV HANDBK -A- SWEDISH MATCH UBS N UNICREDITO ITAL UNIDANMARK -A- XIOSBANK	IT* FR* ES* NO IT* GR DE* FR* DK NO DE* BE* GR AT* SE GB DE* BE* GB IT* SE GB IT* DK GR P	4,09 104,80 11,99 5,88 5,97 50,81 34,40 43,95 139,81 4,89 96,20 16,23 8,62 16,56 16,95 51 10,55 41,94 87 7,70 22,08 21,41 19,25 13,85 16,23 68,95 19,16 3,72 166,56 5,86 85,79 20,14 358,15	+ 0,49 + 0,29 + 0,34 - 1,58 - 0,19 - 0,06 - 0,04 + 0,61 - 0,04 - 0,73 - 0,38 + 0,50 - 0,50 - 0,61 - 0,04 - 0,19 -

PRODUITS DE	BASE		
ACERALIA	ES*	9,34	+ 0,1
ACERINOX R	ES*	34	
ALUMINIUM GREEC	GR	44,41	+ 2,7
ANGLO AMERICAN	GB	65,24	
ASSIDOMAEN AB	SE	16,83	
BEKAERT	BE*	50,70	- 0,7
BILLITON	GB	4,69	+ 1,4
BOEHLER-UDDEHOL	AT*	36,64	+ 0,6
BUNZL PLC	GB	6,61	+ 0,2
CORUS GROUP	GB	1,11	- 1,4
ELVAL	GR	4,92	+ 2,7
ISPAT INTERNATI	NL*	7,65	- 1,2
JOHNSON MATTHEY	GB	16,44	- 1,5
MAYR-MELNHOF KA	AT*	49,10	- 0,6
METSAE-SERLA -B	FI*	8,40	+ 2,3
HOLMEN -B-	SE	27,22	+ 0,4
OUTOKUMPU	FI*	11,06	
PECHINEY-A-	FR*	50,10	- 0,6
RAUTARUUKKI K	FI*	4,45	- 2,2
RIO TINTO	GB	19,07	+ 0,6
SIDENOR	GR	5,14	+ 1,4
SILVER & BARYTE	GR	33,62	+ 0,9
SMURFIT JEFFERS	GB	2,19	+ 1,5
STORA ENSO -A-	FI*	10,70	- 0,0
STORA ENSO -R-	FI*	10,80	+ 1,3
SVENSKA CELLULO	SE	21,90	+ 1,3
THYSSENKRUPP	DE*	17,25	+ 0,8
UNION MINIERE	BE*	38,30	- 0,5
UPM-KYMMENE COR	FI*	30,01	+ 0,1
USINOR	FR*	12,47	- 0,0
VIOHALCO	GR	13,80	+ 3,6
VOEST-ALPINE ST	AT*	29,80	+ 0,1
▶ DJ E STOXX BASI P		169,60	+ 0,1
CHIMIE			

D) E STUAN BASI I	<u> </u>	169,60	+ 0,19
CHIMIE			
AIR LIQUIDE /RM	FR*	147,10	- 0,34
AKZO NOBEL NV	NL*	49,60	+ 1,22
BASF AG	DE*	43,95	+ 0,57

BAYER AG	DE*	47,10	+ 0,86
BOC GROUP PLC	GB	16,49	
CELANESE N	DE*	19,35	+ 0,78
CIBA SPEC CHEM	CH	65,85	+ 0,49
CLARIANT N	CH	386,06	+ 0,50
DEGUSSA-HUELS	DE*	32,15	- 0,92
DSM	NL*	34,62	- 0,35
EMS-CHEM HOLD A	CH	4887,02	+ 0,93
ICI	GB	7,59	
KEMIRA	FI*	6,40	
LAPORTE	GB	7,64	+ 1,30
LONZA GRP N	CH	550,68	+ 0,71
NORSK HYDRO	NO	46,76	
RHODIA	FR *	16,41	- 0,55
SOLVAY	BE*	71,85	+ 0,42
TESSENDERLO CHE	BE*	40,80	+ 0,59
► DI E STOVY CHEM	D	271 60	± 0.27

CONGLOMÉ	RATS		
CGIP /RM	FR*	53,85	- 1,37
D'IETEREN SA	BE*	280	+ 1,19
AZEO	FR *	73,85	+ 0,14
GBL	BE*	294,40	+ 0,44
GEVAERT	BE*	47,60	
HAGEMEYER NV	NL*	31,50	- 0,76
INCHCAPE	GB	4,70	
INVESTOR -A-	SE	16,35	- 0,72
INVESTOR -B-	SE	16,59	
MYTILINEOS	GR	8,38	
UNAXIS HLDG N	CH	314,07	+ 0,72
ORKLA	NO	20,62	
SONAE SGPS	PT *	1,74	
TOMKINS	GB	3,58	+ 0,92
E.ON AG	DE*	54,65	- 0,18
▶ DJ E STOXX CON	G P	329,98	

TÉLÉCOMMU	JNICA	HONS	
EIRCOM	IR *	2,50	- 1,19
BRITISH TELECOM	GB	14,78	+ 0,1
CABLE & WIRELES	GB	21,21	+ 0,3
DEUTSCHE TELEKO	DE*	47	
E.BISCOM	IT*	182,45	- 0,8
ENERGIS	GB	44,91	
EQUANT NV	DE*	54	+ 4,4
EUROPOLITAN HLD	SE	12,71	
FRANCE TELECOM	FR *	145	+ 0,3
HELLENIC TELE (GR	23,65	+ 1,1
HELS.TELEPH E	FI∗	102,60	
KONINKLIJKE KPN	NL*	105,70	
LIBERTEL NV	NL*	16,70	+ 0,3
MANNESMANN N	DE*	235	
MOBILCOM	DE*	118,49	- 0,8
PANAFON HELLENI	GR	11,79	+ 1,2
PORTUGAL TELECO	PT*	12,24	
SONERA	FI*	35,49	- 8,2
SWISSCOM N	CH	329,24	- 0,5
TELE DANMARK -B	DK	72,92	- 0,1
TELECEL	PT*	15,15	
TELECOM ITALIA	IT *	14,30	- 0,6
TELECOM ITALIA	IT *	6,78	- 0,1
TELEFONICA	ES*	23,75	
T.I.M.	IT*	10,13	- 0,6
TISCALI	IT *	45,65	- 0,9
VERSATEL TELECO	NL*	35,95	- 2,3
VODAFONE GROUP	GB	4,74	- 0,6

CONSTRUCTI	ON		
ACCIONA	ES*	40,66	- 0,59
AKTOR SA	GR	7,09	+ 6,68
UPONOR -A-	FI∗	19,50	
AUMAR R	ES*	16,10	+ 0,31
ACESA R	ES*	9,11	+ 1,45
BLUE CIRCLE IND	GB	6,71	- 2,84
BOUYGUES /RM	FR *	71,15	- 1,18
ВРВ	GB	4,87	
BRISA AUTO-ESTR	PT*	9,65	
BUZZI UNICEM	IT*	9,61	+ 1,59
CRH PLC	GB	30,21	- 1.33
CIMPOR R	PT*	23,70	
COLAS /RM	FR*	59,90	- 1,48
GRUPO DRAGADOS	ES*	9,70	+ 0,52
FCC	ES*	17,83	+ 0,17
GROUPE GTM	FR*	123,70	- 3,36
GRUPO FERROVIAL	ES*	14,89	+ 0.95
HANSON PLC	GB	6,55	+ 0,25
HEIDELBERGER ZE	DE*	61,85	+ 1.23
HELL.TECHNODO.R	GR	22,36	+ 1,41
HERACLES GENL R	GR	18,57	+ 2,03
HOCHTIEF ESSEN	DE*	27,40	
HOLDERBANK FINA	CH	1380,89	- 0,37
IMERYS /RM	FR *	131,90	+ 1,77
ITALCEMENTI	IT*	10,22	
LAFARGE /RM	FR*	88	+ 0,80
MICHANIKI REG.	GR	5,89	+ 3,11
PILKINGTON PLC	GB	1,49	+ 1,11
RMC GROUP PLC	GB	9,44	- 6,02
SAINT GOBAIN /R	FR*	159	+ 0.32
SKANSKA -B-	SE	38,79	+ 0.31
TAYLOR WOODROW	GB	2,60	- 2,45
TECHNIP /RM	FR *	143,50	+ 0,91
TITAN CEMENT RE	GR	46,43	+ 4.57
WIENERB BAUSTOF	AT*	24,33	
WILLIAMS	GB	5,89	+ 1,12
▶ DJ E STOXX CNST I	P	236,32	

VIENERB BAUSTOF	AT *	24,33	
VILLIAMS	GB	5,89	+ 1,12
▶ DJ E STOXX CNST	P	236,32	
CONSOMM <i>A</i>	MOITA	CVCLI	OUE
CONSONINIA			
ACCOR /RM	FR *	48,70	+ 0,41
ADIDAS-SALOMON	DE*	63	+ 0,80
AGFA-GEVAERT	BE*	27,61	- 0,68
IR FRANCE	FR*	22,56	- 0,35
NIRTOURS PLC	GB	4,51	- 1,43
ALITALIA	IT *	2,11	+ 0,96
USTRIAN AIRLIN	AT *	13,26	+ 0,08
UTOGRILL	IT*	12,88	+ 0,23
BANG & OLUFSEN	DK	43,16	- 0,62
BENETTON GROUP	IT*	2,09	+ 0,97
BRITISH AIRWAYS	GB	5,31	- 0,61
BULGARI	IT*	12,60	+ 1,86
CHRISTIAN DIOR	FR*	65,25	- 1,14
CLUB MED./RM	FR *	146,50	+ 0,21
DT.LUFTHANSA N	DE*	23,85	+ 1,58
LECTROLUX -B-	SE	14,38	+ 0,84
M.TV & MERCHAN	DE*	65,70	- 0,45
MI GROUP	GB	10,32	- 0,47
NDEMOL ENTER	NL*	138	
URO DISNEY/RM	FR*	0,61	

ASSOCIAT BRIT F

BBAG OE BRAU-BE AT ★

GB

-	11174114 6 2 3	- 1 111171111 0 11					
STOXX 653		sur 1 an			sur	5 jo	urs
405	· /	402,22 LM M. M. M.		_	4,15	3,61	22
383 361	JAMMY . T	V 'V 'A "	56	400,86	404	403	402,2
339	,		391,26	4			
295 6 SEPT.	6 MARS	6 SEPT.	Ĵ	Ŷ	î	M	M
GRANADA GROUP	GB 9.88	BRALI-LINION	ΔT *		49	_	0 02

GRANADA GROUP	GB	9,88		BRAU-UNION	AT *	49	- 0,02
HERMES INTL	FR*	158,70	- 0,44	CADBURY SCHWEPP	GB	6,53	+ 0,25
HPI	IT *	1,71	+ 1,18	CARLSBERG -B-	DK	40,48	- 0,98
KLM	NL*	31,20	+ 2,30	CARLSBERG AS -A	DK	37,13	
HILTON GROUP	GB	3,54	+ 0,93	COCA-COLA BEVER	GB	1,60	
LVMH / RM	FR*	90,55	- 0,22	DANISCO	DK	40,62	+ 3,77
MEDION	DE*	117,02	- 0,07	DANONE /RM	FR *	150,50	- 0,40
MOULINEX /RM	FR*	5,15	+ 14,96	DELTA HOLDINGS	GR	15,85	+ 0,85
PERSIMMON PLC	GB	3,45		DIAGEO	GB	9,21	+ 0,71
PREUSSAG AG	DE*	38,90	+ 0,52	ELAIS OLEAGINOU	GR	21,81	- 0,07
RANK GROUP	GB	2,69	- 1,20	ERID.BEGH.SAY /	FR*	100,50	- 0,10
RYANAIR HLDGS	IE	8,70		HEINEKEN HOLD.N	NL*	37,20	- 0,80
SAIRGROUP N	CH	174,31	+ 0,93	HELLENIC BOTTLI	GR	13,62	+ 2,91
SAS DANMARK A/S	DK	9,25	- 0,72	HELLENIC SUGAR	GR	13,39	+ 1,80
SEB /RM	FR*	68,50	+ 0,29	KAMPS	DE*	23	+ 0,44
SODEXHO ALLIANC	FR*		- 0,22	KERRY GRP-A-	GB	23,68	
TELE PIZZA	ES*	6,10	+ 3,04	MONTEDISON	IT *	2,31	- 0,43
THE SWATCH GRP	CH	1535,83		NESTLE N	CH	2373,14	+ 0,77
THE SWATCH GRP	CH	319,88	+ 1,85	KONINKLIJKE NUM	NL*	56,60	+ 1,43
THOMSON MULTIME	PA	66,90	- 0,15	PARMALAT	IT *	1,54	
VOLVO -A-	SE	18,26	- 0,65	PERNOD RICARD /	FR*	58,70	+ 0,17
VOLVO -B-	SE	18,86	+ 0,32	RAISIO GRP -V-	FI∗	2,50	+ 29,53
WW/WW UK UNITS	IR*	1,26		SCOTT & NEWCAST	GB	6,91	
WILSON BOWDEN	GB	10,19		SOUTH AFRICAN B	GB	8,10	
WM-DATA -B-	SE	6,21		TATE & LYLE	GB	4,23	+ 1,97
WOLFORD AG	AT*	27,39	+ 0,37	UNIGATE PLC	GB	4,92	
▶ DJ E STOXX CYC GO) P	203,38		UNILEVER	NL*	52	+ 2,97
				UNILEVER	GB	6,87	+ 0,96
PHARMACIE				WHITBREAD	GB	7,66	+ 0,21
THARIVIACIE				DJ E STOXX F & B	V P	229,95	+ 0,65
ALTANA AG	DE*	111,50	+ 0,18				
A CTD A 7 ENIEC A	GB	51 10	_ 0.06				

PHARIVIACIE				DJ E STOXX F & B\	/ P	229,95	+
ALTANA AG	DE*	111,50	+ 0,18				
ASTRAZENECA	GB	51,19	- 0,06	DIENC D/ÉOL	HDES	AENIT	
AVENTIS /RM	FR*	83,75	- 0,30	BIENS D'ÉQU	JIPEN	/IEN I	
BB BIOTECH	CH	1331,18	- 2,96	ABB N	СН	125,40	+
GLAXO WELLCOME	GB	31,47	+ 0,21	ADECCO N	CH	851,52	-
NOVARTIS N	CH	1697,22	+ 0,88	ALSTOM	FR*	25,95	-
NOVO NORDISK B	DK	231,91	- 0,57	ALUSUISSE GRP N	CH	754,68	+
ORION B	FI∗	21,35	- 0,61	ASSA ABLOY-B-	SE	22,08	-
QIAGEN NV	NL*	53	- 0,93	ASSOC BR PORTS	GB	5,37	
ROCHE HOLDING	CH	11459,01	- 0,14	ATLAS COPCO -A-	SE	22,86	
ROCHE HOLDING G	CH	9961,27	+ 0,92	ATLAS COPCO -B-	SE	21,67	-
SANOFI SYNTHELA	FR*	60,50	+ 0,67	ATTICA ENTR SA	GR	9,54	+
SCHERING AG	DE*	61,25	+ 2,60	BAA	GB	8,92	-
SMITHKLINE BEEC	GB	14,29	- 0,23	BBA GROUP PLC	GB	7,01	+
UCB	BE*	42,69	- 0,72	CIR	IT *	4,15	-
DJ E STOXX HEAL		560,30	+ 0,37	CAPITA GRP	GB	9,88	+
				CDB WEB TECH IN	IT *	13,28	-
ÉNERGIE				CMG	GB	64,34	
ENERGIE				COOKSON GROUP P	GB	3,36	
BG GROUP	GB	6,06		DAMPSKIBS -A-	DK	12064,50	
BP AMOCO	GB	10,74	+ 0,46	DAMPSKIBS -B-	DK	13472,03	-
CEPSA	ES*	9.62	+ 0.63	DAMSKIBS SVEND	DK	18699.98	



COFLEXIP /RM	FR*	139,70	+ 2,72	DRESDNER TIGER	SE		
DORDTSCHE PETRO	NL*	57		ELECTROCOMPONEN	GB	13,81	+ 2,79
ENI	IT ★	6,54	+ 0,15	EUROTUNNEL/RM	FR*	1,02	- 0,97
ENTERPRISE OIL	GB	9,88	+ 5,22	GROUP 4 FALCK	DK	174,27	- 0,76
HELLENIC PETROL	GR	12,41	+ 1,21	FINNLINES	FI∗	20,75	
LASMO	GB	2,51	+ 1,99	FKI	GB	3,80	
OMV AG	AT*	82,01	- 0,17	FLS IND.B	DK	16,76	
PETROLEUM GEO-S	NO	20,93		FLUGHAFEN WIEN	AT*	38,88	- 0,49
REPSOL	ES*	23	+ 0,44	GKN	GB	14,21	+ 0,81
ROYAL DUTCH CO	NL*	70,55	+ 1,25	HALKOR	GR	5,33	+ 5,88
SAIPEM	IT ∗ GB	6,68	- 0,60	HAYS	GB	6,79	
SHELL TRANSP TOTAL FINA ELF/	FR*	9,91 178	+ 0,66 + 0,28	HEIDELBERGER DR	DE*	61,90	+ 0,75
DJ E STOXX ENGY I		379,83	+ 0,28	HUHTAMAEKI VAN	FI∗	33	
D) L STOAK ENGIT	r	379,00	1 0,08	IFIL	IT*	9,11	- 0,44
				IMI PLC	GB	3,61	+ 0,91
SERVICES FIN	IANC	IERS		INDRA SISTEMAS	ES*	26,58	+ 1,06
31	GB	28,85	- 0,17	IND.VAERDEN -A-	SE	31,04	
ALMANIJ	BE*	48	+ 0.80	ISS	DK	74,07	- 0,44
ALPHA FINANCE	GR	50,35	+ 3,37	KINNEVIK -B-	SE	29,72	+ 0,40
AMVESCAP	GB	24	+ 0,27	KOEBENHAVN LUFT	DK	93,84	- 0,07
BHW HOLDING AG	DE*	24,80	+ 0,40	KONE B	FI*	71	- 0,07
BPI R	PT*	4,03		LEGRAND /RM	FR*	234,60	
BRITISH LAND CO	GB	6,81	+ 0,48	LINDE AG	DE*	48,15	- 2,94 + 0,73
CANARY WHARF GR	GB	8,13	- 0,20	MAN AG	DE *		
CAPITAL SHOPPIN	GB	6,76				32,50	+ 0,62
CLOSE BROS GRP	GB	19,63		MG TECHNOLOGIES	DE*	13,20	+ 0,38
COMPART	IT*	1,82	- 0,55	METRA A		21,44	
COBEPA	BE*	73	+ 0,07	METSO	FI*	13,70	+ 0,74
CONSORS DISC-BR	DE*	136,50	+ 0,37	MORGAN CRUCIBLE	GB	4,10	+ 3,29
CORP FIN ALBA	ES*	28,87	+ 0,28	NETCOM -B-	SE	63,50	+ 0,95
CS GROUP N	CH	243,38	+ 0,40	EXEL	GB	5,63	
DEPFA-BANK	DE*	96	+ 0,52	NKT HOLDING	DK	294,91	- 2,45
DIREKT ANLAGE B	DE*	57,70	+ 0,79	EXEL	GB	17,77	- 1,09
EURAFRANCE /RM	FR*	625	+ 3,48	PARTEK	FI∗	13,26	- 1,04
FORTIS (B)	BE*	33,80	+ 0,03	PENINS.ORIENT.S	GB	10,01	+ 2,51
FORTIS (NL) GECINA/RM	NL* FR*	33,97 104	- 0,32 - 0,19	PREMIER FARNELL	GB	8,56	
GIMV	BE*	75	+ 0,67	RAILTRACK	GB	15,92	+ 0,52
HAMMERSON	GB	7,02	- 0,46	RANDSTAD HOLDIN	NL*	30,40	+ 1,16
ING GROEP	NL*	75,70	- 0,26	RATIN -A-	DK	79,89	
REALDANMARK	DK	31,50	+ 0,43	RATIN -B-	DK	84,45	
LAND SECURITIES	GB	12,98	- 0,13	RENTOKIL INITIA	GB	2,48	+ 0,66
LIBERTY INTL	GB	8,56		REXAM	GB	3,92	- 2,04
MARSCHOLLEK LAU	DE*	162	+ 1,19	REXEL /RM	FR*	89,45	- 0,28
MEDIOBANCA	IT*	11,87	- 0,67	RHI AG	AT*	24,01	- 2,20
MEPC PLC	GB	8,74		RIETER HLDG N	СН	381,54	- 0,51
METROVACESA	ES*	18,70	- 0,80	SAURER ARBON N	CH	686,89	- 0,37
PROVIDENT FIN	GB	14,39		SCHNEIDER ELECT	FR*	83,95	+ 0,06
RODAMCO CONT. E	NL*	43,25	- 0,57	SEAT-PAGINE GIA	IT ∗	2,34	
RODAMCO NORTH A	NL*	46,40	- 2,42	SECURICOR	GB	2,25	- 0,72
SCHRODERS	GB	16,53		SECURITAS -B-	SE	26,08	+ 0,46
SIMCO N /RM	FR*	77,40	+ 0,52	SGL CARBON	DE*	78,40	+ 0,51
SLOUGH ESTATES	GB	6,53	+ 1,78	SHANKS GROUP	GB	3,74	- 1,29
UNIBAIL /RM	FR*	171,50	- 1,27	SIDEL /RM	FR*	79,50	- 1,12
VALLEHERMOSO	ES*	7,32		INVENSYS	GB	4,33	
WCM BETEILIGUNG WOOLWICH PLC	DE*	27,20	+ 0,74	SINGULUS TECHNO	DE*	62,50	- 1,11
▶ DJ E STOXX FINS P	GD	5,83 304,80	- 0,28 - 0,06	SKF -B-	SE	16,23	+ 1,12
D) L STOAR FINS P		304,00	-0,06	SOPHUS BEREND -	DK	22,79	+ 1,19
				SULZER FRAT.SA1	СН	823,11	+ 0,24
ALIMENTATION	ON ET	BOIS	SON	T.I.GROUP PLC	GB	6,04	+ 1,65
ALLIED DOMECQ	GB	5,21	+ 0.95	TOMRA SYSTEMS	NO	33,94	
ALLIED DOWIECQ	OD.	3,21	. 0,53	VA TECHNIOLOGIE	4.7	-,-	0.50

6,30 + 3,21 **11,25** + 0,29

		LE MONDE	7 1 1 0 0 1 7 3 1 1
EUR	O STOXX50		sur 1an
5472 5099 4725 4352 3978	سر ا	~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~~	5336,112
3605	*	6 MARS	6 SEPT.

ASSURANCE	S			
FCIC CROUP	CB	2.20	0.40	
AEGIS GROUP AEGON NV	GB	3,30 79,45	- 0,49	
	NL*			
AGF /RM	FR *	56,40	+ 0,45	
ALLEANZA ASS	IT*	14,83	- 0,80	
ALLIANZ N	DE*	394,50	+ 4,09	
ALLIED ZURICH	GB	12,93	- 4,69	
ASR VERZEKERING	NL*	62,25	+ 0,73	
XA /RM	FR*	164,20	+ 2,31	
BALOISE HLDG N	CH	1130,41	+ 0,86	
BRITANNIC	GB	14,94		
CGNU	GB	17,59	- 0,28	
CNP ASSURANCES	FR*	32,66	- 1,63	
CORP MAPFRE R	ES*	18		
RGO VERSICHERU	DE*	139,50	- 1,06	
THNIKI GEN INS	GR	26,36	+ 2,30	
ULER	FR*	51,60	- 0,58	
CODAN	DK	69,04		
ORTIS (B)	BE*	33,80	+ 0,03	
GENERALI ASS	IT *	34	+ 0,44	
GENERALI HLD VI	AT *	182		
NTERAM HELLEN	GR	24,97	+ 1,57	
RISH LIFE & PE	GB	9,47		
ONDIARIA ASS	IT *	5,85	+ 0,17	
EGAL & GENERAL	GB	2,86	+ 0,57	
MEDIOLANUM	IT ∗	18,88	+ 0,53	
MUENCH RUECKVER	DE*	320	+ 3,23	
NORWICH UNION	GB	8,10		
OHJOLA YHTYMAE	FI∗	43,20		
PRUDENTIAL	GB	15,25	+ 0,65	
RAS	IT *	14,01	+ 3,17	
ROYAL SUN ALLIA	GB	7,40	- 0,44	
SAMPO -A-	FI∗	47	+ 0,21	
SWISS RE N	CH	2295,03	- 0,06	
SEGUROS MUNDIAL	PT*	54,50		
KANDIA INSURAN	SE	24,47	+ 0,49	
TOREBRAND	NO	7,62		
SUN LF & PROV H	GB	8,23		
WISS LIFE REG	CH	898,64		
OPDANMARK	DK	21,45		
ZURICH ALLIED N	СН	542,29		
DJ E STOXX INSU I	•	436,41	+ 1,92	
			_ ′ _	

MEDIAS			
B SKY B GROUP	GB	19,40	- 0,17
CANAL PLUS /RM	FR *	186,50	+ 0,27
CARLTON COMMUNI	GB	12,23	- 1,71
DAILY MAIL & GE	GB	35,92	
ELSEVIER	NL*	13,92	
EMAP PLC	GB	19,91	+ 0,74
GRUPPO L'ESPRES	IT *	16,26	- 0,55
HAVAS ADVERTISI	FR*	26,50	- 2,39
INDP NEWS AND M	IR*	4,20	+ 2,44
LAGARDERE SCA N	FR*	81,90	+ 1,11
MEDIASET	IT *	20,65	+ 0,29
NRJ GROUP	FR*	52,80	- 2,04
PEARSON	GB	34,05	+ 0,97
REED INTERNATIO	GB	9,85	
REUTERS GROUP	GB	22,94	- 0,35
TELEWEST COMM.	GB	2,97	
TF1	FR *	85,90	- 2,33
UNITED NEWS & M	GB	13,90	
UNITED PAN-EURO	NL*	29,53	- 3,02
VNU	NL*	60,20	- 2,51
WOLTERS KLUWER	NL*	23,04	- 0,26
WPP GROUP	GB	16,05	+ 0,82
▶ DJ E STOXX MEDIA	P	570,01	- 0,68
DIENC DE CO	NCO	BABAATI	ON

BIENS DE CO	DNSON	/MATI	ON
AHOLD	NL*	33,50	+ 1,45
ALTADIS -A-	ES*	15	+ 1,01
ATHENS MEDICAL	GR	13,77	+ 2,76
AVIS EUROPE	GB	3,41	+ 5,56
AUSTRIA TABAK A	AT *	42,50	+ 0,24
BEIERSDORF AG	DE*	109,75	+ 0,87
BIC /RM	FR *	53,20	- 0,65
BRIT AMER TOBAC	GB	7,04	
CASINO GP /RM	FR *	113,70	+ 0,89
CFR UNITS -A-	CH	3079,41	- 0,83
DELHAIZE	BE*	60,55	+ 1,25
ESSILOR INTL/R	FR *	309,50	- 0,03
COLRUYT	BE*	45,61	- 0,74
FREESERVE	GB	7,41	
FRESENIUS MED C	DE*	99	- 0,90
GALLAHER GRP	GB	6,01	+ 1,38
GIB	BE*	44,65	- 0,18
GIVAUDAN N	CH	303,42	- 0,42
IMPERIAL TOBACC	GB	10,14	+ 2,14
IERONIMO MARTIN	PT*	16	
KESKO -B-	FI∗	10,70	
L'OREAL /RM	FR*	81,20	- 0,85
MORRISON SUPERM	GB	2,45	
HENKEL KGAA VZ	DE*	71	- 0,70
RECKITT BENCKIS	GB	13,62	+ 0,36
SAFEWAY	GB	4,36	
SAINSBURY J. PL	GB	5,91	- 0,55
SMITH & NEPHEW	GB	4,05	
STAGECOACH HLDG	GB	1,14	- 1,41
TERRA NETWORKS	ES*	52,85	+ 2,22
TESCO PLC	GB	3,56	
TNT POST GROEP	NL*	27,04	+ 1,27
T-ONLINE INT	DE*	32,35	- 0,77
WORLD ONLINE IN	NL*	15,50	- 2,21
DJ E STOXX N CY	G P	496,10	

56,70 - 0,58

AT*

► DJ E STOXX IND GO P 573,20 - 0,23

VA TECHNOLOGIE

D) L STOAK N CT C		490,10	
COMMERCE	DIST	RIRUTIO	NC
COMMITTEE		WDO III	
AVA ALLG HAND.G	DE*	475	- 0,84
BOOTS CO PLC	GB	8,30	- 0,97
BUHRMANN NV	NL*	32,80	+ 0,46
CARREFOUR /RM	FR*	81,50	- 0,31
CASTO.DUBOIS /R	FR*	252,30	+ 0,12
CENTROS COMER P	ES*	14,90	+ 0,61
CONTINENTE	ES*	19,60	- 1,01
DIXONS GROUP	GB	4,03	+ 1,65
GEHE AG	DE*	41,10	- 0,72
GREAT UNIV STOR	GB	7,74	- 0,84
GUCCI GROUP	NL*	114,05	- 0,39
HENNES & MAURIT	SE	20,59	- 0,86
KARSTADT QUELLE	DE*	36,30	+ 1,68
KINGFISHER	GB	8,10	
MARKS & SPENCER	GB	3,46	- 0,47
METRO	DE*	42,90	+ 0,70
NEXT PLC	GB	10,19	
PINAULT PRINT./	FR*	214,40	+ 0,52
VALORA HLDG N	CH	278,57	+ 0,82
VENDEX KBB NV	NL*	15,39	+ 1,12
W.H SMITH	GB	5,88	+ 1,69
WOLSELEY PLC	GB	5,78	
▶ DJ E STOXX RETL I	,	398,56	- 0,08
HAUTE TECH	NOLC	GIE	

ALCATEL /RM	FR*	95,40	+ 0,95
ALTEC SA REG.	GR	12,08	+ 7,51
ASM LITHOGRAPHY	NL*	46,30	- 2,20
BAAN COMPANY	NL*	2,80	
BARCO	BE*	148,80	+ 1,78
BOOKHAM TECHNOL	GB	60,42	
SPIRENT	GB	17,55	
BAE SYSTEMS	GB	6,25	+ 1,59
BULL	FR*	7,67	- 2,79
CAB & WIRE COMM	GB	14,34	
CAP GEMINI/RM	FR *	228,40	- 1,97

		_		_	_
6 SEPT.	Ĵ	Ŷ	Ĺ	M	Í
COLT TELECOM NE	GB		36,58		1,7
COMPTEL	FI∗		19,60		2
DASSAULT SYST./	FR*		99,70		2,2
DIALOG SEMICOND	GB		89,81		
EADS SICO.	FR*		18,62		0,4
ERICSSON -B-	SE		23,28		0,7
F-SECURE	FI∗		10		0,9
FINMATICA	IT ★		71,30		0,3
GAMBRO -A-	SE		9,79	-	1,8
GETRONICS	NL*		60,85		
GN GREAT NORDIC	DK		158,31	-	2,4
INFINEON TECHNO	DE*		73		1,7
INTRACOM R	GR		39,09	+	2,0
LOGICA	GB		34,62	-	2,5
MISYS	GB		12,15	-	0,1
NOKIA	FI∗		50,70	-	2,2
NYCOMED AMERSHA	GB		10,12	-	0,8
OCE	NL*		17,60	-	0,8
OLIVETTI	IT *		3,64		
ROY.PHILIPS ELE	NL*		48,88		
ROLLS ROYCE	GB		2,97	-	2,6
SAGE GRP	GB		10,32	-	2,7
SAGEM	FR*		338,10	-	2,2
SAP AG	DE*		231	-	2,7
SAP VZ	DE*		300,50	-	2,3
SEMA GROUP	GB		18,63	+	1,7
SIEMENS AG N	DE*		186,50	-	0,8
SMITHS IND PLC	GB		14,19	-	0,4
MB SOFTWARE	DE*		14,71	-	1,9
STMICROELEC SIC	FR*		68,15	-	1,2
TECNOST	IT*		3,98	-	0,2
TELE 1 EUROPE	SE		13,73	+	0,4
THOMSON CSF /RM	FR*		49,50	-	0,5
TIETOENATOR	FI∗		36,90	-	0,2
WILLIAM DEMANT	DK		53,62	-	2,4
▶ DJ E STOXX TECH P	•	1	1088,66	-	1,3
SERVICES CO	LLE	CΤ	IFS _		

▶ DJ E STOXX TECH	P	1088,66	- 1,
SERVICES CO	OLLEC	TIFS	
AEM	IT ∗	4,78	- 0,
ANGLIAN WATER	GB	8,98	+ 1,
BRITISH ENERGY	GB	3,59	
CENTRICA	GB	3,79	+ 0,
EDISON	IT*	11,58	+ 0,
ELECTRABEL	BE*	240,30	+ 0,
ELECTRIC PORTUG	PT*	3,65	
ENDESA	ES*	21,78	+ 0,
ENEL	IT*	4,36	- 0,
EVN	AT*	33,90	- 1,
FORTUM	FI*	3,97	+ 0,
GAS NATURAL SDG	ES*	18,05	+ 0,
IBERDROLA	ES*	12,93	+ 0,
ITALGAS	IT*	5,22	+ 0,
NATIONAL GRID G	GB	9,06	+ 0,
NATIONAL POWER	GB	7,66	- 0,
OESTERR ELEKTR	AT*	104,80	- 0,
POWERGEN	GB	8,69	- 3,
SCOTTISH POWER	GB	8,21	+ 0,
SEVERN TRENT	GB	10,68	+ 0,
SUEZ LYON EAUX/	FR*	172,60	+ 0,
SYDKRAFT -A-	SE	18,14	
SYDKRAFT -C-	SE	17,91	
THAMES WATER	GB	13,39	- 0,
FENOSA	ES*	21	+ 0,
UNITED UTILITIE	GB	10,37	- 0,
VIVENDI/RM	FR*	92,80	- 0,
▶ DJ E STOXX PO SU	JP P	338,91	- 0,

EURO NOUVEAU MARCHÉ

06/09 10 h 08	Cours en euros	% Var. 05/09
AMSTERDAM		
AIRSPRAY NV	19,40	+ 0,5
ANTONOV	0,84	- 1,1
C/TAC	7	- 2,7
CARDIO CONTROL	5	
CSS	23,90	
HITT NV	6,30	- 5,2
INNOCONCEPTS NV	20,80	
NEDGRAPHICS HOLD	24,60	- 0,2
SOPHEON	9,10	- 4,7
PROLION HOLDING	94	
RING ROSA	3,55	
RING ROSA WT	0,02	
UCC GROEP NV	14,10	- 4,7
BRUXELLES		
ARTHUR	9,90	

BRUXELLES		
RTHUR	9,90	
NVIPCO HLD CT	1	
ARDEM BELGIUM B	22,25	
NTERNOC HLD	1,45	
NTL BRACHYTHER B	11	
INK SOFTWARE B	7	
AYTON PLANAR	1,34	
CCENTIS	7,45	

FRANCFORT		
JNITED INTERNET	17,24	
AIXTRON	148	- 0,6
AUGUSTA TECHNOLOGIE	131,10	- 0,30
BB BIOTECH ZT-D	134,20	- 2,0
BB MEDTECH ZT-D	16,60	- 0,31
BERTRANDT AG	10,05	- 2,40
BETA SYSTEMS SOFTWA	8,02	- 1,2
CE COMPUTER EQUIPME	166,05	- 2,89
CE CONSUMER ELECTRO	49,66	- 66,9
CENIT SYSTEMHAUS	29,10	+ 0,59
DRILLISCH	8,85	- 2,5
EDEL MUSIC	19,47	- 0,1
ELSA	16,30	+ 0,63
M.TV & MERCHANDI	65,70	- 0,4
UROMICRON	27,30	- 0,7
GRAPHISOFT NV	17,40	
HOEFT & WESSEL	16,60	+ 0,6
HUNZINGER INFORMAT	6,55	- 1,50
NFOMATEC	4,85	+ 2,3
NTERSHOP COMMUNICA	103,50	+ 1,4
(INOWELT MEDIEN	55,30	+ 3,9
.HS GROUP	40	
INTEC COMPUTER	43,02	- 2,50
OESCH UMWELTSCHUTZ	6,60	
MENSCH UND MASCHINE	19,35	
MOBILCOM	118,65	- 0,7
MUEHL PRODUCT & SERV	42,50	- 1,6
MUEHLBAUER HOLDING	101,68	- 0,3

★ CODES PAYS ZONE EURO FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagr IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irland LU: Luxembourg - NL: Pays-Bas - AT: Autrich FI: Finlande - BE: Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danema GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suèd

AUJOURD'HUI

SPORTS L'Olympique de Marseille a remporté, mardi 5 septembre, sur la pelouse du stade Louis-II sa première victoire à l'extérieur. Les hommes de Carlos Abel, bien que réduits à dix

après l'expulsion du défenseur central Zoumana Camara, ont dominé une équipe monégasque peu offensive. ● À MOINS D'UNE SEMAINE des débuts du club de la Principauté en Lique des champions, avec un déplacement à hauts risques à Istanbul, face à Galatasaray, le champion de France en titre ne se porte pas bien. En trois matchs sur son terrain, il a concédé deux défaites, alors qu'il y était invaincu durant la saison 1999-2000. ● SELON L'ENTRAÎNEUR Claude Puel, les joueurs ne sont pas performants et compétents offensivement. « Nous manquons de tout : d'efficacité, de confiance et de solidarité », a-t-il déclaré après la rencontre. Un constat qui rappelle celui du président après la défaite à Nantes (2-5) vendredi 4 août.

A dix, l'OM plonge l'AS Monaco dans un climat de crise

En match avancé de la sixième journée du championnat de France de première division, le club de la Principauté a été dominé par une équipe marseillaise diminuée par l'expulsion d'un défenseur, mais toujours ambitieuse. Une défaite inquiétante avant la première rencontre de la Ligue des champions

MONACO

de notre envoyé spécial Cruel symbole d'une équipe déboussolée: le colosse, genou à terre, fait face au virage peuplé par



teurs marseillais. L'horizon lui renvoie une maine qui brandit l'unisson les

écharpes aux couleurs de l'OM. Capitaine dépité d'un champion de France dépouillé, Martin Djetou regagne les vestiaires d'un pas incertain. C'est peu dire que l'AS Monaco va mal.

Il y a d'abord ces chiffres consternants pour une formation qui surclassait ses concurrents avec une assurance insolente voilà quelques mois encore. En trois matches au stade Louis-II, le club de la Principauté a concédé deux défaites alors qu'il y était invaincu durant la saison 1999-2000. Au soir de cette sixième journée de championnat, la défense a déjà encaissé dix buts, dont sept à domicile. A titre de comparaison, elle n'avait cédé qu'à onze reprises devant son public durant tout l'exercice précédent.

Avec, au total, trois revers en six rencontres, l'espoir d'une nouvelle

consécration nationale en mai 2001 relève désormais de la forfanterie. La venue de l'Olympique de Marseille, mardi 5 septembre, paraissait pourtant propice au renouveau de la troupe assoupie. Rien de tel qu'un derby de la Méditerranée sur fond de rivalité pour évacuer les

S'ajoutait à ce déplacement le souvenir de la dernière confrontation, le 7 avril au Vélodrome de Marseille. Un monument de coups bas avec trois exclusions et une altercation lamentable pendant la mi-temps dans le tunnel menant aux vestiaires. Le meneur de jeu argentin Marcelo Gallardo de l'AS Monaco fut étendu pour le compte. La vilenie valut six mois d'interdiction de banc de touche et l'opprobre éternelle à Christophe Galtier, l'entraîneur adjoint de

ORGANISÉS ET RÉALISTES

En résumé, le champion sortant avait toutes les raisons du monde pour renouer avec son label de qualité en cette soirée estivale. Mais on devina très vite qu'il n'en avait pas les moyens. Son inefficacité offensive, l'indigence de son jeu collectif, les erreurs de placement de sa défense ajoutés à un soupçon de malchance (frappe de Djetou renvoyé par le poteau juste avant la pause) lui interdirent toute rédemption.

Si les Marseillais, bien organisés et réalistes, durent attendre l'ultime quart d'heure pour se détacher, leur victoire (2-0) ne prête pas à contestation. Deux tirs sur la barre transversale de Jérôme Leroy et de Sébastien Pérez annonçaient l'inéluctable issue. Les remplaçants, Jacques Abardonada (77e minute) et Djamel Belmadi (89e), se montrèrent plus précis dans l'exécution du geste final pour offrir aux leurs un premier succès sur terrain adverse après deux mésaventures (0-3 et 2-3) à Saint-Etienne et

Circonstance aggravante pour les Monégasques, l'OM évoluait depuis la 48e en infériorité numérique à la suite de l'expulsion de son défenseur central Zoumana Camara sanctionné pour avoir retenu Shabani Nonda qui filait seul

vers le sanctuaire marseillais. « Nous manauons de tout : d'efficacité, de confiance et de solidarité», a énuméré l'entraîneur de l'ASM. Claude Puel. Le constat n'est pas nouveau. Au terme de la cuisante contre-performance face à Nantes (2-5), lors de la deuxième journée, Martin Djetou s'était exprimé en public pour blâmer l'état d'esprit de certains de ses coéquipiers. Le lendemain, le président du club, Jean-Louis Campora s'était rendu au camp d'entraînement à La Turbie pour rappeler ses ouailles à leurs devoirs sur un ton sans appel. L'initiative ne provoqua qu'une rémission furtive (victoire à Stras-

Avant la venue de l'OM, Claude Puel a tenté le coup du complot en tançant la direction de Canal Plus. L'entraîneur jugeait incongru le choix de la chaîne cryptée d'avancer la partie au mardi 5 septembre. « Canal Plus m'a empêché de prépa-

rer collectivement ce match car ce week-end sept de mes joueurs disputaient des matches internationaux avec leur sélection nationale, en conséquence je n'ai pas pu diriger une séance avec tout mon effectif pour préparer la rencontre, a tonné l'entraîneur qui fait mine de découvrir les exigences des diffuseurs. » Le technicien s'est bien gardé de resservir cet argumentaire mardi soir. Le temps n'est plus aux lamentations à moins d'une semaine des débuts en Ligue des champions avec un déplacement à hauts risques à Istanbul face à Galatasa-

A son tour, l'AS Monaco risque de souffrir dans cette compétition ultra-relevée. Comme ses prédécesseurs au palmarès du championnat de France, le club a dû laisser partir pendant l'intersaison plusieurs individualités marquantes parmi lesquels ses champions du monde et d'Europe, Fabien Barthez

et David Trezeguet. Le successeur du premier, Stéphane Porato, n'a pas convaincu (le deuxième but marseillais est à mettre à son débit) et le second n'a pas encore trouvé ses marques. Entre les départs et les arrivées, la direction a réalisé un bénéfice de 74 millions de francs. Un calcul à courte vue. Claude Puel se serait même vu imposer la venue de l'une de ses recrues.

Dans un entretien au Monde du 17 avril, Marco Simone déclarait que « Monaco avait le devoir de viser haut en Ligue des champions, gagner cette épreuve ne doit pas être une utopie ». Mardi, l'attaquant italien est redescendu brutalement de son nuage: « Je me sens responsable de la défaite car j'ai manqué une occasion d'égaliser à 1-1. On n'arrive pas à marquer, moi le premier. Je suis fatigué de parler de l'équipe et de mes problèmes. »

Elie Barth

Claude Puel souligne les manques monégasques

A la fin de la rencontre, Claude Puel, l'entraîneur de l'AS Monaco, n'a pas ménagé ses joueurs et a souligné: « Au vu de cette partie de très haut niveau, nous ne sommes pas performants ». Selon lui, « lorsque l'on perd deux matchs à domicile, cela signifie que l'on est perméable ; et même très friable en ce moment. Cette rencontre a mis en lumière les nombreux manques de nos lignes dont la constance et l'efficacité. » Le responsable monégasque a ajouté : « Nous n'avons pas été compétents ni offensivement ni défensivement. C'est tout l'ensemble de l'équipe qui a été défaillant ce soir. Après l'expulsion de Zoumana Camarra, nous n'avons pas su profiter des opportunités que nous nous sommes créées car on n'est jamais vraiment rentrés dans ce match. Il y a eu plusieurs tournants dans cette partie et nous n'avons pas su les saisir. Je rentrerai dans les détails plus tard. »

A l'US Open, la demi-finale opposera Venus Williams à Martina Hingis

DES REGRETS pour une sortie très honorable. Nathalie Tauziat a longtemps ferraillé contre Venus Williams, mardi 5 septembre aux Internationaux des Etats-Unis, avant de



s'effacer battue (6-4, 1-6, 6-1). La Française, tête de série nº 8, est parfois parvenue à déborder la puissance de l'Américaine

(nº 3) en s'emparant le plus souvent de la volée. Au sortir de la rencontre, elle a mêlé insolence et tristesse: «J'ai plus l'impression d'avoir fait un match de boxe ou de catch que de tennis. Je n'ai pris aucun plaisir à jouer. Elle fait soit la faute, soit le point gagnant et on se demande ce que l'on fait là. Je sors du match frustrée. »

INJUSTICE SPORTIVE

Frustrée mais pas abattue. Nathalie Tauziat n'en réalise pas moins un excellent tournoi. Dernière Française qualifiée dans le tournoi de simple, elle aura tout fait pour démontrer que sa non-sélection pour les Jeux olympiques de Sydney est une injustice sportive. En raison de la blessure aux abdominaux de Nathalie Dechy retenue dans l'équipe – mais toujours incertaine, la sélection serait d'ailleurs encore ouverte jusqu'au lundi 11 septembre.

Avant ces Jeux pour lesquels elle est sélectionnée, Venus Williams poursuit sa route sur les courts de Flushing Meadow. En éliminant Nathalie Tauziat, la championne de Wimbledon a signé sa vingt-quatrième victoire d'affilée sur le circuit un record en court cette saison - enlevant au passage trois tournois depuis son triomphe à Londres en juillet (Sanford, San Diego et New Haven).

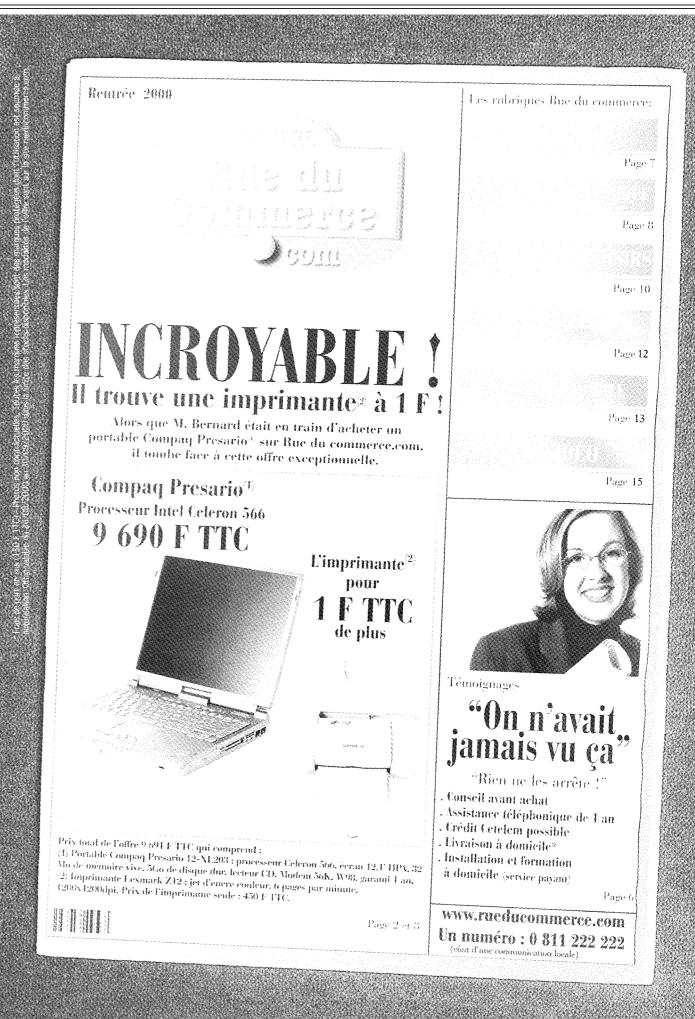
En demi-finale, Venus Williams re-

trouvera une désormais vieille connaissance: Martina Hingis, qui l'avait battue à ce stade de la compétition en 1999. La Suissesse, numéro une mondiale, a éliminé, mardi, l'Américaine Monica Seles (nº 6) (6-0, 7-5) montrant qu'elle maîtrisait bien son jeu. Submergée par les triomphes de Lindsay Davenport et des sœurs Williams, elle n'a plus gagné un tournoi du grand chelem depuis les Internationaux d'Australie en 1999 ce qui pour elle constitue une véritable traversée du désert.

Martina Hingis s'est jurée de jouer les trouble-fêtes en déprogrammant le « show Williams » annoncé pour la finale américaine entre les deux sœurs, Venus et Serena. Comment pourra-t-elle battre l'aînée une nouvelle fois? «Il faudra que je ne me laisse pas intimider et dominer en puissance », a-t-elle simplement expli-

Chez les messieurs, l'Allemand Nicolas Kiefer, tête de série nº 14 a créé la surprise des huitièmes de finale, mardi, en éliminant le Suédois Magnus Norman (nº 3) (6-2 6-7 (3/7) 6-16-3). En quart de finale, l'Allemand rencontrera le Russe Marat Safin (nº 6) vainqueur de l'Espagnol Juan Carlos Ferrero (nº 12) en moins d'une heure et demi (6-1, 6-2, 6-2). Le Suédois Thomas Johansson, 91e joueur mondial s'est rappelé au bon souvenir de ses congénères en se hissant en quart de finale à la grâce d'une victoire sur l'Australien Wayne Arthurs tombeur de Gustavo Kuerten au deuxième tour (6-4 6-7 (7/9) 6-3 6-4. Wayne Arthurs rencontrera l'Américain Todd Martin. Le finaliste de l'édition 1999 a fait chavirer son public en éliminant l'Espagnol Carlos Moya après avoir été mené deux manches à zéro (6-7 (3/7) 6-7 (7/9) 6-1 7-6 (8/6)

Bénédicte Mathieu



Les sœurs du Rhône

BEAUCAIRE-TARASCON

de notre envoyée spéciale Le Rhône les sépare, un pont les réunit. Toute la dualité Beaucaire-Tarascon réside dans ce paradoxe. Deux villes, comme deux sœurs qui se surveillent du coin de l'œil et ne peuvent se passer l'une de l'autre. Que serait, en effet, Beaucaire sans Tarascon, et Tarascon sans Beau-

Par rapport à d'autres, sophistiquées et sans surprises, sillonnées de flots touristiques passifs, ces deux-là, authentiques, un peu brutes de décoffrage, se révèlent plus gratifiantes, par l'effort même qu'elles demandent pour se faire apprécier. Tarascon est de robe. Beaucaire plus populaire.

Chacune a son château, un hôtel de ville à se pâmer, une collégiale, un monstre imaginaire, un patrimoine architectural propre et un site phare à proximité. Beaucaire -« Bèu Caïre » en provençal, « belle pierre », « bel endroit » – porte bien son nom. Tarascon s'habille en pierre de Fontvieille, blanche également.

Sa foire a fait Beaucaire. Foire franche confirmée par Louis XI en 1464 et qui atteindra son apogée au XVIIIe. Au bord du Rhône, planté de quelque six cents platanes où crissent les cigales, autrefois de mûriers, le « Pré » garde le souvenir de cette foire de la Madeleine. Fameux rendez-vous que cette foire de juillet, dont le chiffre d'affaires, en une semaine, égalait celui, annuel, du commerce intérieur du port de Marseille. D'Allemagne venait le bois par flottage, de Catalogne les conserves de sardines, les



Beaucaire. Atlante soutenant le balcon de l'hôtel Margailler (1680), inspiré du baroque italien.

Une ferme à l'ancienne

Au Vieux Mas, deux jeunes de vingt-huit et trente ans, Florence et Xavier Garcia, font vivre avec un dévouement sans pareil une immense ferme à l'ancienne. Une vraie. Au rythme des saisons et des bêtes. De vacances, point, ou si peu. Florence donne la pâtée aux cochons, le grain à la basse-cour, l'herbe aux lapins. Retire une « panisse » (un épi d'herbe) de l'œil d'un chevreau qui bêle comme un enfant et lui applique un collyre avec l'aide de son mari. Xavier ressuscite les vieux métiers, tour à tour sabotier, forgeron, bourrelier ou charron, devant un auditoire captif pour lequel il organise des jeux d'observation avec remise de prix. Le visiteur peut donner le biberon aux agneaux, essayer de traire une vache particulièrement « brave » ou, simplement, regarder. Dimanche 10 septembre, vendanges à l'ancienne: cueillette à la main. Ce iour-là uniquement, repas campagnard (sur réservation au 04-66-59-60-13) ou tiré du sac, sous les platanes.

Face à face, le Languedoc et la Provence. Beaucaire, sa foire et ses hôtels particuliers; Tarascon, ses indiennes ensoleillées et le fantôme de Tartarin

Suisses apportaient leurs horloges, les Auvergnats la laine brute pour les matelas, du sud de la France, d'Orient débarquaient les étoffes drap, soieries et cotonnades, dont les fameuses indiennes dans lesquelles s'illustrera plus tard Taras-

Pour accueillir jusqu'à 50 000 personnes par jour, cette ville de quelque 8 000 âmes doit modifier ses maisons du Moyen Age, remplaçant les escaliers à vis par d'autres à volée droite et, surtout, dégageant au rez-de-chaussée de grands espaces voûtés auxquels on accède par des ouvertures en arc

Pour conserver les archives, privilèges et autres lettres patentes, il faut un hôtel de ville (1679-1683), bijou classique qui affiche l'emblème du Roi-Soleil et une fière devise: « Claro foro, fide clarior » -« Célèbre par sa foire, plus illustre par sa fidélité ». Et, pour remercier Dieu de ses faveurs, une collégiale, Notre-Dame des Pommiers (1734-1744), baroque et poétique, avec des herbes folles sur son fronton

« BIJOUTIERS DE L'IMPRESSION »

Dernier fruit de la foire, les hôtels particuliers beaucairois. Ouelle abondance! Pilastres, chapiteaux, volutes, frises, rinceaux, métopes, clefs ornées, atlantes, gargouilles: tous les ornements défilent. Au 21, rue de la République, l'hôtel de Clausonnette, 1745, cour intérieure « caladée » - pavée de galets. Mitoyen, l'hôtel de Margailler (1680), baroque. Rue Pascal, l'hôtel de Fermineau, en passe d'être restauré. Rue du 4-Septembre, l'hôtel Domergue, visages sculptés représentant les quatre saisons et, joues gonflées, les vents. Et, rue Barbès, l'hôtel de Roys de Lédignan.

Une garrique de chêne vert conduit à l'abbaye troglodytique de Saint-Roman. On trouve, sur ce rocher inspiré, une grotte naturelle surcreusée en église avec croisée de transept et clef de voûte, les ruines d'un château et une nécropole. Lieu de sérénité d'où l'on balaie du regard, par temps clair, la basse vallée du Rhône: le confluent du Gardon, Avignon et son Palais des papes, le mont Ventoux qui fait le gros dos dans la brume, la Montagnette, le Lubéron incliné vers les Alpilles et la Ca-

Foire ou pas, il fallut attendre 1688 pour qu'un pittoresque pont de bateaux relie Beaucaire à Tarascon, le Languedoc à la Provence. Et 1829 pour marcher benoîtement sur un pont suspendu. Tarascon se signale de loin par le château du roi René, carré et élégant, au bord du Rhône. Et possède un hôtel de ville de 1648, antérieur, donc, à celui de Beaucaire. Mais prenons garde, en disant cela, de ne pas allumer une guerre des Deux Monstres, Tarasque contre Drac. Et, s'il faut fuir, que ce soit en empruntant la rue des Halles, si fraîche en été sous ses arcades basses (XIVe) ou la rue Joseph-Clerc-de-Molières, bordée



d'hôtels particuliers, le plus beau étant sans conteste l'hôtel de Laudun, façade Renaissance, fenêtres à meneaux et mascaron moustachu.

Institution tarasconnaise et même nationale, illustration de l'art de vivre du Sud, Souleïado et son Musée des textiles et traditions de l'indienne, dans l'hôtel particulier de Charles Deméry, son fondateur. Visite passionnante et, pour une femme, à ne pas manquer pour un empire. Ne serait-ce que pour admirer ce châle grenadin, en fine mousseline de soie torsadée. agrafé sur le cœur par un camé et qui, à partir de 1840, remplace, dans la garde-robe provençale, celui du Cachemire. Introduites au XVIIe siècle, les toiles de coton peintes ou imprimées venues des Īndes - d'où leur nom d'« indiennes » – sont l'objet d'un tel engouement – et la foire de Beaucaire contribua à leur diffusion - que, de 1686 à 1757, un arrêté protectionniste les frappe.

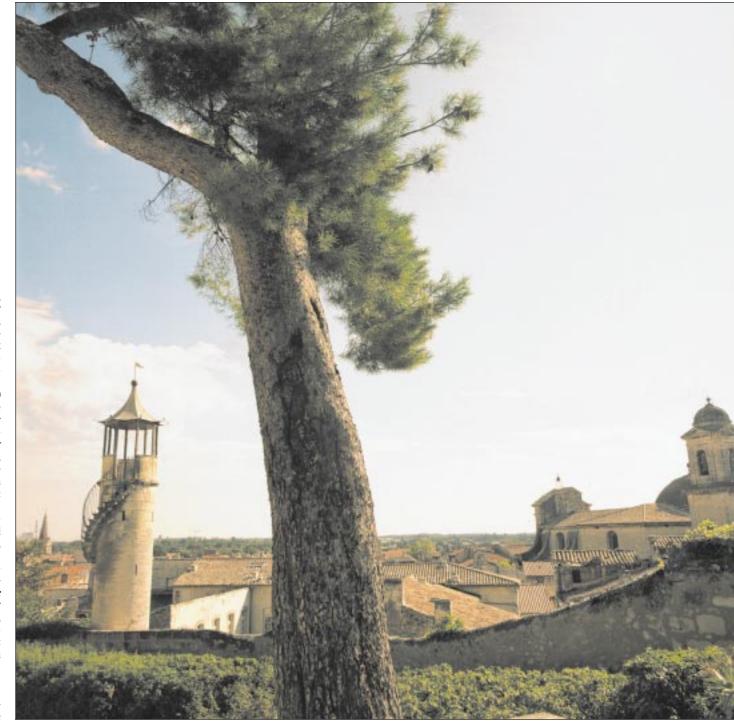
En 1938, Charles Deméry rachète la manufacture de Tarascon, créée vers 1806. Il hérite ainsi de 40 000 planches (une par couleur et par élément de motif), en bois ou en métal, vieilles de deux cents ans et sculptées par les compagnons, véritables « bijoutiers de l'impression ». L'impression à la planche, en effet, fut la base d'inspiration des tissus provençaux à partir du XVIIe. Grâce aux cahiers de couleurs, sorte de livres de recettes des teintes végétales, Souleïado, passé aux couleurs de synthèse vers 1910, reprendra en novembre les couleurs végétales, tel le fameux garance des pantalons de zouave, ou l'indigo.

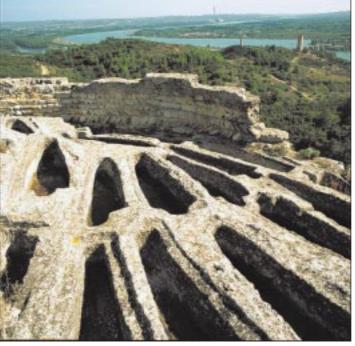
Quant aux chanoines réguliers de Prémontré, ils s'installent en 1858 à Saint-Michel-de-Frigolet, dans une abbaye romane qu'ils agrandissent. Guidant les visiteurs. le Père Raymond, un vieux moine plein d'humour, évoque Pagnol. Pendant le tournage de L'Elixir du

Des jardins du château de Beaucaire, panorama sur la ville : en particulier la « chinoiserie » de l'hôtel de Clausonnette (1745) et la collégiale Notre-Dame des Pommiers (1734-1744).

La nécropole médiévale de l'Abbaye de Saint-Roman. Les tombes sont orientées vers Jérusalem.

Une rue de Tarascon.



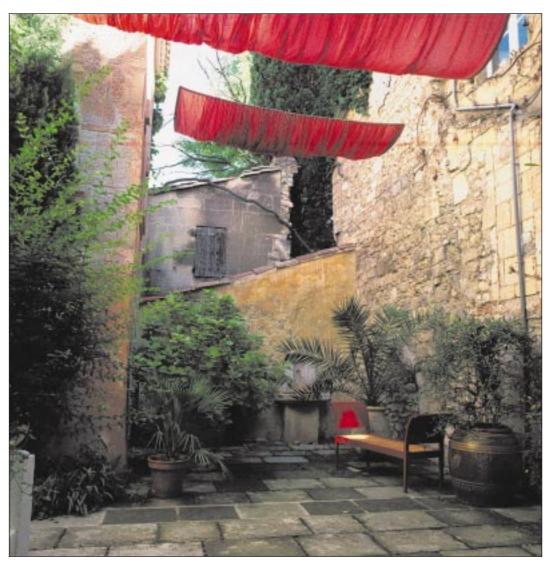




Paris-Dublin à partir de 931F*

Voici le moment de découvrir la chaleur de l'hospitalité irlandaise.

Pour de plus amples informations, contactez Aer Lingus tél: Minitel 3615 Aer Lingus (2,23F/mn.) ou votre agence de voyages.



Atmosphère provençale pour le patio de l'hôtel particulier Souleiado, « petit rayon de soleil ».

PHOTOGRAPHIES GILLES FAVIER

Planches utilisées pour l'impression à la main des « indiennes ».



Révérend Père Gaucher, lors de la scène dans la salle du chapitre où le malheureux moine demande à être délivré de son tourment de goûteur, des acteurs sont mêlés à la communauté. Le barbier d'Aubagne dit à un moine qu'il va couper ses cheveux, épais et drus. Et Pagnol à l'abbé: « Tiens, regarde celui-là: il a donné au barbier ce qu'il avait refusé au bon Dieu. »

GARD

Gard

Gardon Pont-du-

ABBAYE DE ST-ROMAN O

CAMARGUE

Nîmes Beaucaire

LANGUEDÓC

Uzès

Danielle Tramard

Carnet de route

- Beaucaire (13 900 habitants sur 8 652 ha) a pour voisins le pont du Gard, Uzès et Nîmes, jouit de 300 jours d'ensoleillement par an et, quand il souffle, d'un fort mistral, comme Tarascon (11 000 habitants), proche d'Arles, Fontvieille, Saint-Rémy et Les
- Etapes. Chambres d'hôtes de charme : près de Beaucaire, le Domaine des Clos (tél.: 04-66-01-14-61), un mas convivial, 5 chambres (350 F, 53 €, la chambre pour 2 personnes), au petit déjeuner, pains variés et confiture de la jeune maîtresse de maison, piscine; et, à Tarascon, rue du Château (tél.: 04-90-91-09-99), 5 chambres (450 F, 68 €), patio élégant, accueil plus formel. Hôtels-restaurants dans un parc, avec piscine : le Robinson et Les Mazets des Roches. A Tarascon, les Echevins, un ancien hôtel particulier.
- Tables. Beaucaire : les Doctrinaires, la table beaucairoise (menus à 98 et 170 F, 15 et 25 €). l'Amandier, le Robinson, La Brasserie des Arts et son crespeau (superposition d'omelettes aux herbes, menu à 65 F, 9 €), le Napoléon. A Tarascon, le Bistrot des Anges.
- Visites. Beaucaire : course camarguaise les 10 septembre et

Carpentras

Coulon

PROVENCE

MONT

VENTOUX

LUBÉRON

- 1er octobre. Hôtels particuliers ouverts les 16-17 septembre, pour les Journées du patrimoine. Les 23 et 24, Salon des métiers d'art. Le 10 septembre, vendanges d'antan au Vieux Mas (tél.: 04-66-59-60-13), Exposition
- « Promenade en Foire de Beaucaire », salle des Quatre-Rois, jusqu'au 31 janvier 2001. Base nautique et port de plaisance. Tarascon: Fête des vendanges les 7 et 8 octobre. Musée Charles-Deméry (tél.: 04-90-91-50-11, entrée, 40 F, 6 €). Maison de Tartarin. Aux environs: abbaye de Saint-Roman (tél.: 04-66-59-52-26), abbaye Saint-Michel-de-Frigolet (tél.: 04-90-90-52-70), château de Barbentane (XVIIe), le « Petit Trianon du soleil ».
- Art de vivre. Mas Saint-Paul (tél.: 04-66-01-10-04): huile fruitée, légère, les olives étant cueillies en une journée, à différents stades de mûrissement. Vins: costières-de-nîmes. Mas gallo-romain des Tourelles (tél.: 04-66-59-19-72): reconstitution d'une cave gallo-romaine et production de vins d'après des recettes antiques, vendanges romaines (foulage au pied) le 10 septembre, à 14 heures. Cordonnerie des Halles (tél. : 04-66-58-69-19): sandales et grès patiné aux ocres de Roussillon de Monique Bierry-Bourely (04-66-58-51-20),
- mentionnés ici figurent dans le Guide Vert Provence (Michelin). La Foire de Beaucaire, de Maurice Contestin (Les Presses du Languedoc, 1995), En jupon piqué et robe d'indienne, de Michel Biehn (édition Jeanne Laffite), Le Vin romain antique, d'André Tchernia et Jean-Pierre Brun (Glénat, 1999) et, bien sûr, d'Alphonse Daudet, Tartarin de Tarascon (Pocket) et Lettres de mon moulin (Gallimard). Renseignements. Offices de
- tourisme de Beaucaire (tél. : 04-66-59-26-57) et de Tarascon (tél.: 04-90-91-03-52).

• Repères. Très étendue,

- bottes de gardian maison. Pots en chaque pièce est unique. • Lectures. Tous les sites

SORTIR.

Avignon

ST-MICHEL -DE-FRIGOLET

Tarascon • St-Rémy-de-Provence

Fontvieille ALPILLES
Les Baux-

de-Provence

LE GUIDE DE VOS SORTIES EN FRANCE : CINÉMA, EXPOSITIONS, FESTIVALS, MUSIQUE, OPÉRA-DANSE, THÉÂTRE

sortir.lemonde.fr

Chaque samedi avec

Le Monde

retrouvez

LE MONDE **TELEVISION**

Week-end en Tournaisis

A Lessines, en Tournaisis, dans la ville natale de Magritte, le « Jardin du bon Dieu » de nouveau s'épanouit. Valériane, angélique, camomille et soucis embaument les abords de l'hôpital Notre-Dame-à-la-Rose, un des plus anciens hospices d'Europe, fondé en

Bruges

Gand

BELGIQUE

Tournai

Escaut

Charleroi

Lessines BRUXELLES

Mons

1242, agrandi aux XVIe et XVIIIe siècles, demeuré ouvert durant sept cent cinquante ans grâce au dévouement des augustines, qui y accueillaient les malades démunis. En 1980, après sa fermeture définitive, il fut menacé de démolition pour faire place à un parking! Une poignée de bénévoles se mobilisèrent afin de sauver bâtiments hospitaliers et cloître, subtil appareillage de brique rose, pierre bleue du Hainaut et ardoise, mariant le gothique tardif à la Renaissance flamande. L'ensemble fut classé « patrimoine maieur » de Wallonie, puis transformé en musée. Musée d'une richesse exceptionnelle, puisque œuvres d'art, mo-

bilier, archives, matériel médical, pharmacie (datant de 1860), mais aussi chapelle, ferme ou encore fournil furent entretenus jusque 1987 par les chanoinesses.

« Avec sa gloriette, sa mini-grotte de Lourdes, son parterre odorant, le jardin de plantes médicinales reprend ses anciennes fonctions », s'enthousiasme Marc Vuidar, qui participa au sauvetage du « trésor » de Lessines. Rouvert début septembre, ce jardin se visite, comme l'ensemble des bâtisses, jusqu'à la fin octobre. Dans la chapelle baroque (1670-1680), toute en dorures et trompe-l'œil, « on se confessait, pour laver ses péchés avant de pénétrer dans la salle des malades : les soins de l'âme avant ceux du corps », résume le guide érudit. Lit en alcôve avec crucifix pour deux ou trois patients (« un luxe pour l'époque »), fermé par des rideaux rouges servant à camoufler les tâches de sang,

tables encaustiquées, écuelles et pots d'étain, le décor du Moyen Age est éloquent. Tout comme celui du réfectoire, avec tableaux et boiseries du XVIe siècle. On retrouve à Tournai ce mariage de brique rose et de pierre bleue encadrant fenêtres et trumeaux

Louis XIV. Le Roi-Soleil avait fait canaliser l'Escaut et il reste, sur les quais, des maisons intactes. La cité-forteresse, redevenue française en 1667, gardait alors le nord du royaume. La cathédrale aux cinq clochers (134 mètres de long) témoigne de la vitalité de la ville au Moyen Age lorsque Philippe Auguste lui accorde les libertés, dont celle de faire commerce. On franchit les siècles sous les verrières Art déco du musée des Beaux-Arts, qui mérite une halte pour l'architecture de Victor Horta comme pour la lumière des deux Manet, Argenteuil et Chez le père Lathuile, seules toiles du maître français exposées en Bel-

de notre envoyée spéciale Florence Evin

★ Tournai est à vingt minutes de Lille (une heure en TGV, de Paris). Centre de Tourisme, visites guidées (tél.: 0032/69-21-62-21). Hôtel L'Alcantara, maison du XVIIIe siècle (4 étoiles, tél. : 69-21-50-17) ; tables gourmandes: Le Pressoir, face au beffroi (tél.: 69-22-35-73), et Le Charles-Quint, sur la Grand'Place (tél.: 69-22-14-41). A Lessines: Hôtel Le Vieux-Moulin (3 étoiles, tél.: 68-33-38-04); La Tramasure, cuisine du terroir (tél. : 68-33-76-60). Office du tourisme de Lessines, tél.: 68-33-36-90. Musée de l'hôpital Notre-Dame-à-la-Rose, visites de 14 heures à 18 heures, le dimanche jusqu'à fin octobre (tél.: 68-33-24-03). A Paris, Office belge du tourisme, tél.: 01-47-42-41-18.

A tous prix

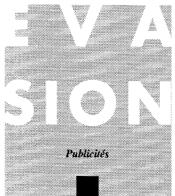
■ 110 F (17 €): randonnée-concert dans la baie du Mont-Saint-Michel, les 21-22 ou 23 septembre, dans le cadre du Festival des Voix du monde, qui reçoit Corou de Berra et ses chants traditionnels du Sud, Jacky Micaelli et son « blues » corse, le Trio Esperança des sœurs brésiliennes et les Colenso, chorale de mineurs zoulous qui dansent et chantent la paix d'un pays portant les cicatrices de l'apartheid. Les trois soirées de concert (aux Fours-à-Chaux de Regnéville-sur-Mer et au bec d'Andaines) sont jumelées, au départ de Genêts, à des balades guidées sur le rivage (le 23) et à une virée nocturne (le 22) à travers la baie pour faire le tour de Tombelaine. Renseignements, tél.: 02-33-05-95-88. Réservation Fnac (www.fnac.com) ou 3615 BILLETEL sur Minitel. Hébergement, Gîtes de France, tél.: 02-33-56-28-80 et office du tourisme d'Avranches, tél.:

■1 990 F (303 €): une journée à Hanovre pour découvrir, jusqu'au 25 octobre, l'Exposition universelle. Dans un parc de 100 000 mètres carrés, quelque 200 pays y célèbrent la naissance d'un monde nouveau autour du thème « Homme-Nature-Technologie ». Prix par personne, au départ de Paris, tous les mercredis, avec le vol aller-retour (hors taxes d'aéroport) et l'entrée à l'exposition. En option, 2 nuits à Hanovre (à partir de 3 910 F, 596 €, avec l'avion) ou 3 nuits à Brême, à partir de 4 210 F (642 €). Dans les agences AFAT Voyages.

■ 3 490 F (532 €): une découverte des jardins privés de Provence, du 18 au 22 septembre, par « Provence grandeur nature » qui explore la région à partir de circuits thématiques originaux. On pénètre, avec un spécialiste de l'art et de la botanique, dans des jardins privés, des Alpilles aux bastides aixoises, via Avignon et le Comtat venaissin. Prix par personne en chambre double et

pension complète pour 5 jours/4 nuits en hôtel « 2 étoiles » à partir d'Avignon. Supplément transport collectif : 450 F (69 €). Renseignements et brochure au 04-90-76-68-27 et sur Internet (www.provence-gr-nature.com).

■ 10 970 F (1 673 €): une visite de l'île d'Hispaniola avec 4 jours à Haïti et 5 jours en République dominicaine. Un circuit accompagné programmé par Jet Tours, les 13 et 27 septembre, en boucle depuis Saint-Domingue, avec, notamment, la forteresse du monastère franciscain de Santo-Cerro, Cap-Haïtien, le palais de Sans-Souci et la citadelle d'Henry-Christophe (inscrite au patrimoine mondiale de l'Unesco) et Port-au-Prince. Prix par personne, pour 7 nuits en chambre double et pension complète, le circuit en véhicule climatisé avec guide local francophone, les vols directs A/R de Paris (Air France) et le vol intérieur. A ajouter, les taxes d'aéroport, les assurances et le visa pour Haïti. Tarifs majorés en octobre. Renseignements dans les agences et au 01-42-50-83-83.



02-33-68-13-29.

PROMOTION SEPTEMBRE

7CH 8J/6N à partir de 6 365 F TC

Vol régulier + 6 nuits hôtel 4****, Sud Mahé + petit déjeuner buffet. Base 2 personnes. Sports et animations. Enfants: 2 735 F TTC Nuits supplémentaires possibles.

www.directours.com AGENCE ouverte 6j/7 au 90 Av. des Champs-Elysées Paris 8e

Directours

Chaque semaine retrouvez la rubrique

"EVASION",

renseig. publicité : © 01.42.17.39.63 (Fax: 01.42.17.39.25)



en Grèce et nulle part ailleurs.

Balades en voiture à la découverte de la CRETE authentique

Ex :HOTEL **AROLITHOS**:

2820^{F HT}(3100^{FTC})

Vol (de Paris les 18 et 25/09) + séjour + location de voiture

Réservations : 0 803 803 113 (0.92 FHT/min) ou 01 42 60 83 40 Internet : www.heliades.fr

VOLS ALLER/RETOUR* Taxes aéroport comprises

REUNION @3290F **FORT DE FRANCE @ 1990F** POINTE A PITRE @ 1990F

@ 2190F **NEW YORK** SAN FRANCISCO@ 2870F SAINT MARTIN @ 1990F

LONDRES @ 855F @ 990F

CANCUN @3945F

WEEK-ENDS (vol + 2 nuits hôtel 2* + 2 petit-déjeuners)

LONDRES MADRID COPENHAGUE

VENISE

à partir de 1330F à partir de 2120F à partir de 2320F

www.anyway.com 0 803 008 008" - 3615 ANYWAY"

Lic 075960011, RCS Paris B391482452, Caution Bancaire Banque de Baecque de Beau. ARCP : Générali Assurance et AP.

JEUDI. La perturbation s'enfonce vers le sud en perdant de son activité. A l'arrière, les éclaircies reviennent au nord de la Loire et l'anticyclone des Açores va rejeter le courant perturbé atlantique vers l'Europe du nord pour quelques jours.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - La journée commence avec de belles éclaircies. Puis le ciel devient nuageux près de la Manche alors que le soleil se montre plus durablement au niveau de la Loire. Il fait de 20 à 23 degrés.

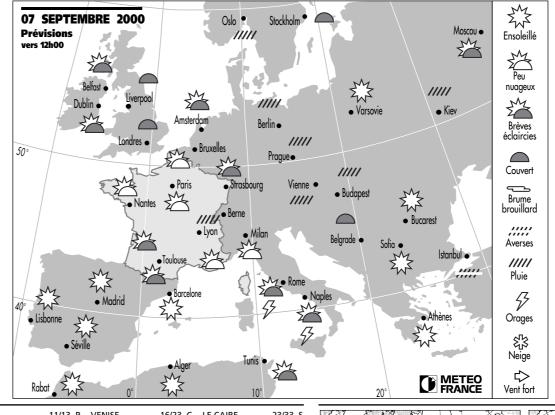
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les éclaircies percent dès le matin, sauf dans le Berry qui garde encore un ciel encombré. En journée, le ciel se montre clément, même si les bancs nuageux s'épaississent le long des côtes de la Manche et de la frontière belge. Il fait de 20 à 23 de-

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – La perturbation porteuse de quelques Bourgogne à la Franche-Comté et au sud de l'Alsace en début de journée. Après son passage, le ciel s'éclaircit. Il fait de 18 à 21 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Une écharpe de ciel gris, localement pluvieux, présente en matinée des Charentes aux Landes et au Rouergue, se décale en mi-journée vers les Pyrénées et le Midi toulousain. L'après-midi, la couche nuageuse se disloque pour donner un ciel partagé. Il fait de 23 à

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Grisaille et pluie pour commencer la journée. L'amélioration intervient à la mi-journée en vallée du Rhône avec la levée du mistral (rafales à 80 km/h à Montélimar). Elle est plus tardive en Auvergne et sur les Alpes. Il fait de 20 à 24 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. -Malgré des nuages d'altitude, le soleil est présent. Le mistral et la tramontane se renforcent pour atteindre 80 km/h en basse vallée du Rhône. Il





PRÉVISIONS POUR LE 07 SEPTEMBRE 2000 PAPEET 21/27 S KIEV 11/13 P VENISE 11/13 P V	pluies traîne	encore	du sud de la	fait de	25 à 29 degrés.			•	0	-M-		0	20°\	
LYON 16/22 C FORT-DE-FR. 25/31 P HELSINKI 4/15 S TENERIFE 17/24 S DAKAR 27/29 P SYDNEY 9/20 P	PRÉVISIONS Ville par ville, et l'état du ciel C : couvert; P : FRANCE métr AJACCIO BIARRITZ BORDEAUX BOURGES BREST CAEN CHERBOURG CLERMONT-F. DIJON GRENOBLE LILLE	POUR L les minin l. S : ensole pluie; * : r ropole 17/26 N 14/22 N 16/24 N 14/21 S 13/18 N 15/19 N 12/19 N 14/19 N 13/18 S 13/22 C 12/20 N	E 07 SEPTEMI na/maxima de te eillé; N : nuageur neige. NANCY NANTES NICE PAU PERPIGNAN RENNES ST-ETIENNE STRASBOURG TOULOUSE TOURS FRANCE outr	12/18 N 13/22 S 19/27 S 13/22 S 10/22 N 17/26 S 13/22 S 11/20 N 11/24 N 11/24 N 13/21 S e-mer	PAPEETE e POINTE-A-PIT. ST-DENIS-RÉ. EUROPE AMSTERDAM ATHENES BARCELONE BELFAST BELGRADE BERLIN BERNE BRUXELLES BUCAREST BUDAPEST COPENHAGUE DUBLIN FRANCFORT	25/32 S 19/25 S 14/19 N 21/25 S 19/26 S 12/18 N 10/22 C 12/15 P 12/15 P 11/19 N 9/23 S 11/16 P 12/17 P 12/17 N 12/20 P	LISBONNE LIVERPOOL LONDRES LUXEMBOURG MADRID MILAN MOSCOU MUNICH NAPLES OSLO PALMA DE M. PRAGUE ROME SEVILLE SOFIA ST-PETERSB.	18/33 S 13/20 C 12/20 C 12/19 N 18/33 S 17/24 N 10/14 N 10/14 P 19/26 N 10/13 P 17/28 S 10/15 P 18/25 N 21/38 S 9/18 S 6/14 S	VIENNE AMÉRIQUES BRASILIA BUENOS AIR. CARACAS CHICAGO LIMA LOS ANGELES MEXICO MONTREAL NEW YORK SAN FRANCIS. SANTIAGO/CHI TORONTO WASHINGTON AFRIQUE	12/14 P 19/26 P 15/22 C 26/31 P 16/28 S 14/18 C 18/25 S 10/23 S 9/23 S 14/22 S 14/23 S 7/16 C 14/23 S 13/22 S	NAIROBI PRETORIA RABAT TUNIS ASIE-OCÉAI BANGKOK BEYROUTH BOMBAY DJAKARTA DUBAI HANOI HONGKONG JERUSALEM NEW DEHLI PEKIN SEOUL	15/28 S 14/30 S 20/29 S 21/29 N NIE 24/32 P 25/29 N 25/29 S 26/31 S 29/37 S 26/30 S 29/37 S 26/30 P 25/27 S 23/29 N 27/32 P 14/26 S 20/24 C	AU A	I ANTE MATERIAL DE METANCE
	LYON	16/22 C	FORT-DE-FR.	25/31 P	HELSINKI	4/15 S	TENERIFE	17/24 S	DAKAR	27/29 P	SYDNEY		Situation le 6 septembre à 0 heure TU	Prévisions pour le 8 septembre à 0 heure

JARDINAGE

Respecter l'atmosphère secrète d'un terrain

Le dahlia est la splendeur de l'automne. Il arrive à point nommé

pour illuminer les plates-bandes un peu désertées par les vivaces

d'été, dont la plupart sont passées de fleurs. Un peu délaissée, ces

dernières années, car d'aucuns trouvaient ses grosses fleurs un peu

trop maquillées, il effectue un retour en force que ses qualités lui

permettent parfaitement de mériter. A l'occasion du Mondial du

dahlia de Coutances (Manche), le site de La Quibouquière, attenant

au lycée horticole, propose un grand week-end pour admirer les

fleurs, samedi 16 et dimanche 17 septembre. L'entrée est libre et plus

de six cents variétés y ont été plantées. Les visiteurs pourront même

★ Société française du dahlia, 6, rue Carpiquet, 50250 La Haye-du-Puits,

tél.: 02-33-46-07-21. Renseignements pour le Mondial du dahlia, tél. et

C'EST un grand terrain en pente douce, bordé de haies touffues, mal taillées, qui le protègent des regards extérieurs. A son sommet. un relais de poste du XVIIIe siècle posé sur la seule partie plane. Un mur bas, quelques marches les séparent qui ont permis de diviser ce jardin délaissé en deux grandes parcelles. Sur celle du bas, sera la nouvelle maison. Placée contre l'une des limites, elle fera face à quatre grands carrés bordés de buis centenaires dessinant des allées étroites, si étroites qu'après la pluie on se mouille les iambes en frôlant ces arbustes d'une cinquantaine de centimètres de hauteur.

Les grands carrés sont aujourd'hui envahis par les mauvaises herbes, des grandes berces du Caucase, des boutons d'or, des laiterons dont certains ont curieusement poussé à travers les buis et ont posé leur rosette de feuilles à leur sommet. Il y a aussi quelques vestiges d'un fruitier planté d'espaliers mal-en-point, rongés par la vermine, poussés en branches. Ils portent néanmoins quelques poires, quelques pommes dont de superbes calvilles blanches dont les rondeurs sont soulignées par des quartiers un peu moins nets que

MOTS CROISÉS

11

Ш

IV

٧

VI

VII

VIII

IX

coin, émergeant des plates-bandes, un phlox blanc apporte une note de lumière qui attire le regard.

On s'approche et l'on découvre deux ieunes camélias et deux rhododendrons verts comme des épinards. Pour venir, dans ce petit coin de Bougival, près de Paris, il a fallu traverser à pied une forêt. Le chemin pentu qui la traverse est couleur rouille, ses cailloux roulent sous les pieds. Il serpente au milieu des chênes et des châtaigniers qui ont été épargnés par la tempête de décembre 1999. Quelques digitales sèches, quelques pieds de bruyère d'été épanouis... autant de signes qui indiquaient que la nature du sol est acide, ce que l'on vérifiera aussi, dans le jardin, par la présence de nombreux pieds d'oseille sauvage.

LAISSER LA PATINE

PROBLÈME Nº 00 - 214

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

fection, dont les effets sont de plus

en plus virulents, les victimes de plus en plus nombreuses, jusqu'en Haute-Normandie, qui ne semble épargner que les cerisiers à fleurs ?

Les nouveaux propriétaires de ce vieux iardin veulent lui laisser sa patine, conserver tout ce qui lui donne son atmosphère secrète, presque romantique. On ne serait guère surpris d'y croiser Chopin en grande discussion avec Delacroix, d'y surprendre George Sand et Liszt. Tant d'oiseaux y nichent que l'on se dit avoir trouvé un havre de paix - à peine troublé par le train qui passe non loin.

La fête du dahlia

Les acquéreurs ne toucheront pas aux haies, qu'ils ne feront que rabattre de temps à autre, afin qu'elles ne se dégarnissent pas du bas, à la facon dont les anciens taillaient celles qui séparaient les champs avant le remembrement. Ils trouvaient dans ces coupes de quoi faire quantité de petit bois pour allumer le feu et quelques belles bûchettes pour alimenter les cuisinières, sur lesquelles ils laissaient toujours une cafetière au chaud.

Ils arracheront les cerisiers, bien qu'ils les pleurent déjà, car ils avaient été intelligemment plantés dans les coins et qu'ils cassaient la symétrie d'un plan simple et harmonieux. Ils seront remplacés par de nouveaux arbres. Des mirabelliers, peut-être, à moins qu'ils risquent un abricotier? Cette partie ouest de la région parisienne les aime. Ils arracheront aussi les espaliers les plus vermoulus, pour en planter des jeunes.

LENTILLES D'EAU

Bien sûr, une partie du jardin sera chamboulée par les travaux de construction, et les propriétaires prévoyants auront décidé de camper sur place quand les maçons arriveront afin qu'ils n'étalent pas partout la terre du sous-sol, selon leur mauvaise habitude. Ils prendront garde aussi à leur interdire de tout écraser avec leurs engins jusqu'à des endroits où ils n'ont pas besoin d'aller. Ils veulent respecter ce qui est là et attend juste d'être réveillé par des mains ha-

Pour le moment, ils ont décidé de ne rien toucher. Ils vont attendre que l'hiver ratatine les mauvaises herbes, que les feuilles tombent des arbres pour y voir plus clair. Commenceront alors les

mort. Puis il joue le 2 de Pique pour le 5,

le Roi et le 9. Comment le déclarant a-t-il

joué pour gagner le contrat de

QUATRE PIQUES contre toute dé-

Si le 9 de Trèfle est un singleton, le

contrat ne gagnera pas, sauf si Est

détient l'As de Pique second (et As

Roi de Carreau), en reiouant un petit

Mais les chances de tomber sur ce

cas de figure sont très faibles. Si le 9

de Trèfle provient d'un doubleton,

attention, il ne faut pas remonter au

mort par le Valet de Trèfle afin de re-

jouer Pique. Est plongerait de l'As et,

s'il peut donner la main à son parte-

naire à Carreau, Ouest lui donnerait

Carreau, la manœuvre est gratuite.

Si Ouest prend et fait couper un

Trèfle à son partenaire, il n'v aura

Après le Roi de Pique, Sud joua

Pique sous la Dame.

une coupe à Trèfle.

fense?

Réponse

inévitables travaux de désherbage, de taille, de nettoyage. Ces propriétaires sont des sages qui veulent prendre possession avec lenteur d'un jardin que les années leur ont légué dans sa splendeur fanée. Et, peut-être plus encore, se laisser apprivoiser par lui. C'est qu'il a une sacrée personnalité.

Des fleurs, des rosiers, quelques arbustes viendront dès le printemps rythmer cette harmonie. Tout ne sera pas fait la première année. Ils ont le temps.

Le terrain est en pente, et un curieux réseau de tuvaux en poterie alimente de petits bassins circulaires en ciment. L'eau est claire. sous les lentilles d'eau qui l'envahissent. Pourquoi ne pas créer un bassin, dont les bords seraient plantés d'hostas, de joncs, d'arums blancs? Ils y pensent, mais craignent que leurs petits-enfants n'aillent y jouer. Ce n'est pas sans risque.

Ils aiment les fleurs aux couleurs vives, les azalées et les rhododendrons. Par chance, leur sol est acide et ils auront peu de sacs de terre de bruyère à acheter pour pouvoir semer leurs plantes favorites.

Alain Lompech

Comme dans de nombreux endroits du nord de Paris, les deux grands cerisiers sont malades. Défeuillés, fruits momifiés au bout des branches, bourgeons secs, ils crèveront après une lente agonie contre laquelle aucun remède ne semble efficace. Quelle est cette af-

Retrouvez nos grilles

télécopie: 02-33-45-13-44.

sur www.lemonde.fr

participer à l'élection du dahlia de l'année.

Un certain genre. - 8. Prénom. De toutes les couleurs. – 9. Sont dans la place. Ce n'est que du vent. - 10. Sigle scolaire. Devra mettre les mains dans le cambouis. - 11. Le Tour, il le fait en voiture. En panne. - 12. Parties aux quatre coins du monde.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 00 - 213

HORIZONTALEMENT

I. Coups-de-poing. - II. Ostréidés. Ee. - III. Us. Inversion. - IV. Séante. - V. Durci. Rosier. - VI. Es. Far. Spa. - VII. Perpétrerait. - VIII. Palpe. Esse. - IX. Ecala. Tag. Su. - X. Désenvenimer

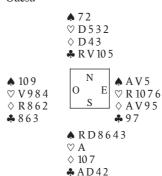
VERTICALEMENT

1. Cous-de-pied. - 2. Osseuse. Ce. - 3. Ut. Ar. Rpas (pars). - 4. Principale. – 5. Senti. Elan. – 6. Dive. FTP. - 7. Ede. Rareté. - 8. Perfore. An. - 9. Oss. Régi. - 10. Irisas. - 11. Néo. Episse. - 12. Générateur.

BRIDGE PROBLÈME Nº 1909

COUP SANS NOM DANS LE TEMPS

La donne suivante montre qu'en détruisant les communications des adversaires le contrat peut être réussi. Cachez, au début, les mains d'Est-



Ann: N. don. Tous vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
_	_	1 ♦	1 🖍
passe	1 SA	passe	3 🛦
passe	4 🖍	passe	passe.

Ouest ayant entamé le 6 de Carreau, petit du mort et le Valet d'Est qui joue le 9 de Trèfle pris par le 10 de Trèfle du

rien à regretter. Mais, si Est a un second Trèfle, le déclarant pourra remonter au mort à Trèfle pour rejouer Pique, puisque la communication entre les flancs a été coupée. Grâce à cet efficace « coup sans nom dans le temps », qui consiste à détruire la communication adverse au moment

UNE MANCHE SUR LA CORDE RAIDE

où cela est sans danger pour le décla-

Le chroniqueur du Figaro Guy Dupont était en Sud dans cette donne qui s'est présentée au cours d'un festival en Espagne, à Lloret de Mar, à l'Hôtel Monterrey. Cachez les mains d'Est-Ouest.

♠ A 10 7 6 % 6.5 ♦ D86 ♣ RV95 ♠ R D 8 4 3 2 **♦** V95 Ν ♥ ADV974 ♡ 2 Ε ♦ V 10 5 ♦ R92 **♣** 3 **4** 10 8 4 ♡ R 10 8 3 \Diamond A743 ♣AD762 Ann: S. don. Tous vuln. Ouest Sud Nord 1 🚓 2 ♡ contre passe

Ouest a entamé le 5 de Pique coupé par Sud, qui a joué aussitôt le 3 de Carreau. Ouest avant pris du Roi et continué Pique, comment Guy Dupont auraitil dû jouer pour faire ONZE levées contre toute défense comme si le contrat final avait été CINQ TRÈFLES? Note sur les enchères

passe

4 🚓

passe..

3 ♦

Ouest, en disant «2 Cœurs», montrait six Cœurs et une douzaine de points. Le « contre » de Nord était négatif et indiquait environ 10 points et en principe quatre Piques. Sur le contre, en tournoi par paires, on peut passer, mais c'est dangereux, alors Dupont a préféré dire « 3 Carreaux » et sa partenaire a mis « 4 Trèfles », mais le coup est intéressant à « 5 Trèfles ».

Philippe Brugnon

X **HORIZONTALEMENT** I. Prête à tout laisser tomber pour faire son numéro. - II. Est passé de l'agriculture à la guerre.

Doux et agréable au toucher. -III. Bien en chaire, mais surtout pas ailleurs. Bande dessinée dans la presse américaine. IV. Jouai avec les mots. Se croise sur le champ. Convient parfaitement. -V. Ne se multiplie que par un. Lance vers le public. - VI. Négation. Faiseur de pluie et de brouillard. - VII. Risque de lâcher. Fin de verbe. Spontané

quand il vient du cœur. - VIII.

Etablira la séparation. - IX. Aurochs. Met la main au feu. - X. Son homme serait le Français moyen. Commencent déjà à can-

VERTICALEMENT 1. Normalement il devra

rendre un jour ou l'autre. - 2. Prête à plonger dans la friture. Cours court. - 3. Qui fut agité. Dune écroulée. - 4. Sorties non programmées. - 5. Une succession difficile à assurer. - 6. Ré mais pas Rê. En route. Lettres de Plutarque. – 7. Fait l'ouverture.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037 Le Monde



PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 lvry cedex



Président-directeur général : Dominique Alduy Directeur général : Stéphane Corre 21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05 Tél: 01.42.17.39.00 - Fax: 01.42.17.39.26

DISPARITION

■ TRISTAN MAYA, écrivain et critique littéraire, est mort dimanche 27 août. Né le 4 juin 1926 à Arnayle-Duc (Côte-d'Or), Tristan Maya avait créé en 1954 et 1957 les Grands Prix de l'humour noir, définissant cette forme d'humour comme « la riposte des acculés ». Tristan Maya avait également publié de nombreux recueils de poèmes.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du vendredi 1er septembre est publié:

• Accord international: un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République libanaise concernant la coopération en certaines matières familiales, signé à Paris le 12 juillet 1999.

Au Journal officiel du samedi 2 septembre sont publiés :

• Gouvernement: un décret relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat à l'outre-mer.

• Consommation: un décret portant application du code de la consommation en ce qui concerne les nouveaux aliments et les nouveaux ingrédients alimentaires ainsi que l'étiquetage de certaines denrées alimentaires produites à partir d'organismes génétiquement modifiés.

Les derniers

vendredi 8 septembre

Le Monde

Des réponses originales aux problèmes

Les livres sur l'éducation font la rentrée.

Les élèves ont-ils besoin de leur mémoire?

Débat: trop de femmes dans l'éducation?

Les comédies musicales ont trouvé leur public.

Entretien avec Jacques Derrida.

Le magazine des enseignants qui avancent

Dossier: L'école qui marche.

de l'éducation...

de l'éducation

jours du Koursk

• Audiovisuel: un décret portant approbation des statuts de la société France Télévision et soumettant France 2, France 3 et La Cinquième à des contrôles de

Au Journal officiel daté lundi 4 mardi 5 septembre sont publiés :

• Défense: un décret portant classement du dépôt principal de munitions de la base aérienne 102 de Dijon-Longvic (Côte-d'Or) et création d'un polygone d'isolement autour de son emprise.

• Culture : un décret relatif à la gestion des œuvres et objets d'art inscrits sur l'inventaire du Fonds national d'art contemporain.

• Pêche: un décret modificatif relatif à la pêche des poissons appartenant aux espèces vivant alternativement dans les eaux douces et dans les eaux salées.

• Environnement: un décret modificatif relatif aux groupements d'intérêt public constitués pour exercer des activités dans le domaine de la protection de la na-

Au Journal officiel du mercredi 6 septembre sont publiés:

• Accords internationaux: deux décrets portant publication du Recueil international de règles relatives aux engins de sauvetage et des amendements à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, adoptés à Londres le 4 juin

Le Monde

Au sommaire

du numéro

de septembre

NOMINATIONS

AGRICULTURE

Anne-Marie Boulengier a été nommée directrice de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers, et Patrice de Laurens directeur de l'Office national interprofessionnel des plantes à parfum aromatiques et médicinales, lors du conseil des ministres de mercredi 30 août.

[Née en 1951, Anne-Marie Boulengier a fait toute sa carrière dans l'administration centrale du ministère de l'agriculture et était, depuis juin 1997, conseillère technique aux cabinets de Louis Le Pensec puis de Jean

[Né le 25 février 1956, diplômé de l'institut d'études politiques de Bordeaux, Patrice de Laurens de Lacenne a été en poste à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles (1986-1992), avant de rejoindre l'administration du ministère de l'agriculture (1992-1997). De juin 1997 à février 1999, il a été conseiller technique auprès de Louis Le Pensec, puis de Jean Glavany, au ministère de l'agriculture. Depuis lors, Patrice de Laurens était directeur adjoint de l'Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture.]

DIPLOMATIE

Serge Pinot a été nommé ambassadeur en Equateur, en remplacement de François Goudard, devenu le 21 juin préfet de l'Oise, par décret publié au Journal officiel daté 4-5 septembre.

[Né le 17 février 1939 à Melun (Seine-et-Marne), Serge Pinot a été notamment en poste à Vancouver (1966-1970), Lusaka (1970-1971), Bogota (1973-1977), Bruxelles (1977-1981), Madrid (1984-1987), Edmonton (1987-1990) et à l'administration centrale du Quai d'Orsay. Depuis juillet 1996, Serge Pinot était ambassadeur au Guatemala.]

EQUIPEMENT, TRANSPORTS **ET LOGEMENT**

François Delarue, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, a été nommé directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction, lors du conseil des ministres de mardi 5 septembre, en remplacement de Pierre-René Lemas.

[Né le 12 août 1948 à Toulouse, François Delarue est ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole nationale des ponts et chaussées. Il a été notamment en poste dans les directions départementales de l'équipement de Meurthe-et-Moselle (1974-1978), de Saône-et-Loire (1978-1984), de Seine-et-Marne (1984-1990), du Puy-de-Dôme (1994-1997) et à l'administration centrale du ministère de l'équipement, des transports et du logement. François Delarue était chargé de mission auprès de Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement, depuis octobre 1998, et parallèlement, depuis janvier, directeur du cabinet de Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement.]

Intérieur

Bernard Boucault a été nommé préfet hors cadre par le conseil des ministres de mardi 5 septembre. Il devient directeur du cabinet de Daniel Vaillant, ministre de l'inté-

[Né le 17 juillet 1948 à Blois (Loir-et-Cher), Bernard Boucault est diplômé d'études supérieures de droit public et de l'institut d'études politiques de Bordeaux, ancien élève de l'ENA (1973-1975). Il a été notamment directeur du cabinet du préfet du Var (1975-1977), puis du préfet de la région Bretagne (1977-1978), secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône (1978-1980). directeur adjoint des stages à l'ENA (1980 1983), avant d'être chef de cabinet de Jacques Delors au ministère de l'économie, des finances et du budget (1983-1984), puis conseiller technique au cabinet de Pierre Joxe au ministère de l'intérieur (1984-1986). Secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes (1986-1988), puis préfet de la Haute-Corse (1988-1990), il est ensuite revenu au ministère de l'intérieur comme directeur adjoint du cabinet de Pierre Joxe (1990-1991) et. temporairement (février 1991). comme conseiller de Philippe Marchand successeur de M. Joxe, avant d'être successivement directeur de l'administration terri-

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Xavier DENIS et Anne, née BLANCHARDON, ont la joie d'annoncer la naissance de

Hector,

à New York, le 30 août 2000. 6, boulevard de Denain,

Anniversaires de naissance

- Dix-huit ans, le bac, les « Good for Nothing ». Elle est pas belle la vie ?

Happy birthday,

Antoine.

Papa.

<u>Mariages</u>

Philippe et Marina MADELIN, Bernard et Anne-Marie MAHUT

Florent et Odile.

La bénédiction nuptiale leur sera donnée le samedi 9 septembre 2000, à 15 heures, en l'église Saint-Mathieu, à Bures-sur-Yvette (Essonne).

Florent et Odile Madelin. rue du Docteur-Goujon, 75012 Paris.

David GAUSSEN Hazuko TANAKA,

dite Uni,

sont heureux d'annoncer leur mariage, le 6 septembre 2000.

62, rue de La Jonquière, 75017 Paris.

Messages

Μ,

La parution de ceci dans Le Monde sera la preuve qu'il ne s'agit pas du produit d'un égarement estival.

A très vite, please

C.

Décès

Nous sommes priés d'annoncer le rappel à Dieu du

prince AMILAKVARI,

survenu à Paris, le 31 août 2000.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 8 septembre, à 14 h 30, en l'église géorgienne Sainte-Nino, 6-8, rue de la Rosière, Paris-15°. Elle sera suivie de l'inhumation au cimetière parisien de

la princesse Amilakvari,

De la part de

son épouse, le comte et la comtesse Radslav Kinsky,

sa sœur et son beau-frère,

Constantin, Marie et Jan Kinsky, Nicolas et Marie Kinsky, Bruno, Cyrille et Pauline ses neveux et petits-neveux

Cet avis tient lieu de faire-part.

79, quai André-Citroën, 75015 Paris.

- Mme Marguerite Breton,

Gilles et Jean-Georges, ses fils,

Chantal et Claude

ses belles-filles,

Et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part de la

M. Jacques BRETON.

survenue le 4 septembre 2000, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Rendez-vous au crématorium du Père-Lachaise, vendredi 8 septembre, à

rue Mathurin-Régnier, 75015 Paris.

CARNET DU MONDE Fax: 01-42-17-21-36

Téléphone: 01-42-17-39-80

01-42-17-38-42 01-42-17-29-96

e-mail: carnet@mondepub.fr.

- Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).

On nous prie d'annoncer le décès du

docteur Jean BOUTRON.

ancien interne des Hôpitaux de Paris, membre honoraire de l'Académie de chirurgie, officier de la Légion d'honneur, croix du combattant volontaire de la Résistance.

survenu le mardi 29 août 2000, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Il a rejoint son épouse,

Odette VERSILLÉ.

décédée le 5 février 1999.

De la part de Isabelle et Aymard Verrier, Christine et Philippe Colpin, Marie-Josée et Yves Baco, ses enfants,

Guillaume Verrier, Frédérique et Stanislas Pytel, Nicolas Verrier, ses petits-enfants, Diane,

son arrière-petite-fille, Yvonne Rateau,

sa belle-sœur, et ses enfants. La cérémonie religieuse a été célébrée le samedi 2 septembre, en l'église Saint-

Laurent, à Nogent-le-Rotrou. L'inhumation, dans la stricte intimité familiale, a eu lieu au cimetière de

Bellême (Orne). Les familles Contant, Steiger,

Guibert, Hallopeau ont la douleur de faire part du décès de

M^{lle} Simone CONTANT,

à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 8 septembre 2000, à 15 h 45, en l'église Sainte-Geneviève d'Asnières-sur-Seine, 2, rue du Cardinal-Verdier, à Asnières (Hauts-de-Seine).

21, rue Gallieni, 92600 Asnières-sur-Seine.

Anne et Valentin Vorobiov, Martine et Cyrille David, Chantal et Nicolas David, Marion David et Benoît Fincker. Bénédicte et Philippe, Delphine et Heiner, Jérôme, Théo, Nora et Marthe, Thibault et Marie,

M. et M^{me} Jacques Labbé, ont la tristesse de faire part de la mort de

Mme René DAVID. née Hélène LABBÉ,

survenue le mardi 1er août 2000

Chemin de la Poudrière, 13100 Le Tholonet.

La Société française d'énergie nucléaire (SFEN) a le profond regret de faire part du décès, le 4 septembre 2000, de

Jacques GAUSSENS,

ingénieur de l'Ecole centrale des arts et manufactures, docteur ès sciences économiques, officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,

chevalier des Palmes académique ancien délégué général de la SFEN, président du groupe régional Poitou-Charentes de la SFEN.

La cérémonie religieuse a lieu ce jeudi 7 septembre, à 16 heures, en la cathédrale Saint-Louis de La Rochelle.

- Janine Heilbronner, née Dreyfus,

son épouse. Ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques HEILBRONNER. officier de la Légion d'honneur, ancien déporté, résistant,

le 3 septembre 2000, dans sa quatre-

Les obsèques ont eu lieu dans la plus

10, rue Brémontier,

75017 Paris.

- Anne et Catherine, ses filles,

Leurs conjoints Antoine-Tam, Nicolas (†) et Benjamin, ses petits-fils, Et toute la famille,

font part du décès de

Mme Christine ROUSSEL,

survenu à son domicile, brutalement, le

Selon les vœux de la défunte, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte

La direction générale et le personnel de l'Institut national de la propriété indus-

font part de leur tristesse après la disparition de leur ancien directeur

François SAVIGNON,

le 29 août 2000.

Ils expriment à sa famille leurs sincères condoléances et se souviennent avec estime et gratitude de celui qui fut leur directeur de 1965 à 1977 et l'un des « pères fondateurs » de la Convention sur le brevet européen.

Le président,

Le conseil d'administration,

Les permanents et les jardiniers de la Ligue française du coin de terre et du - Fédération nationale des jardins familiaux.

ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre TARDIF, officier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 4 sentembre 2000

Pierre Tardif a assuré la présidence de la Ligue française du coin de terre et du foyer de 1988 à 1998.

Ils expriment à M^{me} Tardif et à sa famille leurs très sincères condoléances.

Ils se souviennent de l'attachement profond de leur président d'honneur à l'œuvre de l'abbé Lemire.

Les obsèques auront lieu jeudi 7 septembre, à 15 heures, en l'église Saint-Eustache, à Paris-1er.

- Eugenia Thellier,

son épouse.

François, Jean-Louis et Marie-Laure, ses enfants,

Florence, Nicolas, Benoît et Théodore, ses petits-enfants, Ses frères et sœurs.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri Jean THELLIER,

survenu au Touquet, le 31 août 2000, à l'âge de soixante et onze ans.

Le présent avis tient lieu de faire-part et

Anniversaires de décès

- Le 6 septembre 1999,

Thérèse BINHAS

nous quittait. Ceux qui l'ont aimée pensent à elle.

- Il y a cinq ans,

Aleksander SKRZYNIA

nous a quittés.

tember at 11 a.m.

Il reste toujours dans nos cœurs et dans

Messes anniversaires A Service of Thanksgiving for the

Derek HILL will be held at St. James's Church, Picca-

dilly, London, on Thursday, 28th. Sep-

Services religieux

Le Consistoire central et le Consistoire de Paris annoncent que la cérémonie des déportés sera célébrée le

> dimanche 10 septembre 2000, à 11 heures. dans la Grande Synagogue

44, rue de la Victoire, Paris-9°, présence des plus hautes autorités civiles, religieuses et militaires.

Formation continue

L'INALCO Langues'O propose une formation **diplômante** pour adultes, en **cours du soir.** Certificat pratique de langue et culture orientales en arabe, chinois, hébreu, japonais, kabyle, russe et vietnamien. Préparation en deux ans. Cours du **25 septembre 2000**

au 30 juin 2001. Places limitées à vingt personnes. Inscriptions, renseignements et tarifs jusqu'au 13 septembre inclus

au Service commun de la formation continue Organisme de formation nº 11 75 PO 16275 2, rue de Lille, 75343 Paris Cedex 07

Tél.: 01-49-26-42-33 - Fax: 01-49-26-00-18 E-mail: formation-continue@inalco.fr

dans les régions A l'occasion de la rentrée scolaire, les pages Régions du Monde analysent

Montpellier, Rouen, Créteil, Nice et Paris Du lundi 11 septembre au vendredi 15 septembre

la situation de cinq académies parmi les plus sensibles :

daté



DANSE La 9^e Biennale de la danse de Lyon, du 8 septembre au 1er octobre, est consacrée aux Routes de la soie. ● JEAN-CLAUDE GALLOTTA, directeur du Centre chorégraphique

national de Grenoble, y propose une création sur les traces de Marco Polo. Les autres compagnies de la région Rhône-Alpes se sont également attachées au thème, tandis que les

vingt-six venues d'Asie restent libres de leurs spectacles. ● GUY DARMET, directeur de la Biennale depuis sa création, explique dans un entretien au Monde comment il a voyagé en Asie, établissant son programme à la faveur des rencontres avec danseurs et chorégraphes. NOUS AVONS RENCONTRÉ Willy Tsao et la Compagnie de Pékin, le

jeune Hongkongais Daniel Yeung et, à New Delhi, le vieux maître Narendra Sharma, défenseur isolé de la danse moderne dans un pays aux traditions figées.

Jean-Claude Gallotta poursuit Marco Polo

La 9^e Biennale de la danse de Lyon, du 8 septembre au 1^{er} octobre, est consacrée aux Routes de la soie. De nombreuses compagnies sont venues d'Asie, et les danseurs de la région Rhône-Alpes, dont le directeur du Centre chorégraphique national de Grenoble, ont pris pour thème ces voyages asiatiques

LA PROCHAINE création de Jean-Claude Gallotta, directeur du Centre chorégraphique national de Grenoble depuis vingt ans, s'appellera Les Larmes de Marco Polo. Titre bizarre! Car ce n'est pas l'image d'un homme capable de s'attendrir aux larmes qui vient à l'esprit quand on imagine l'aventurier vénitien, plutôt celle d'un costaud résistant, endurant les déserts de Mongolie et de Gobi, avant tout commerçant, notable et ambassadeur de l'Occident. « On oublie qu'il n'avait que seize ans quand il partit, en 1271, pour la première fois avec son oncle et son frère, et quarante et un ans quand il revint à Venise en 1295, rappelle Jean-Claude Gallotta. C'est l'adolescent qui a pleuré de joie en découvrant la Chine. On ne peut imaginer plus belle image contre le ra-cisme, plus beau symbole pour saluer l'autre, celui qu'on ne connaît pas. J'ai alors inventé les larmes de rage et de dépit que cet homme épris de liberté, des vastes espaces, cet homme qui revenait de vingt-cinq ans de périples et d'aventures, a dû également verser quand il fut fait prisonnier, en 1298, par ses voisins génois. Stoppé malgré lui, ce fut l'occasion de dicter ses mémoires à l'écrivain professionnel Rustichello de Pise, enfermé avec lui dans la même cellule. » Ainsi prit forme, sous la dictée de Marco Polo, Le Devisement du monde, sous-titré Le Livre des merveilles.

Did Marco Polo go to China?, interrogeait, en 1996, Frances Wood, responsable du département des livres chinois à la British Library, prouvant, nombreux exemples à l'appui, que Marco Polo n'avait pas été plus en Chine qu'ailleurs. Tout au plus jusqu'à Sudak, du côté de Sébastopol, où sa famille avait ouvert un comptoir. « Plus que la véracité du livre, ce sont les conditions du récit qui m'ont intéressé, dit l'écrivain Claude-Henri Buffard, complice de l'œuvre de Jean-Claude Gallotta, scénariste d'une vingtaine de séquences sur lesquelles s'appuie la



« Les Larmes de Marco Polo », de Jean-Claude Gallotta : « Un symbole pour saluer l'autre. »

chorégraphie. Après être parti vingtcinq ans, quel rôle joue sa mémoire? Qu'est-ce qu'il oublie, ou passe sciemment sous silence? »

L'ÉNERGIE DE CONTER

Travail d'analyse des couches successives qui accouchent du récit et, dans le même temps, le filtrent. « Un rapport direct avec notre monde actuel, dans lequel on voit à quel point la présentation des informations prend plus d'importance que les in-

formations elles-mêmes (...) continue Claude-Henri Buffard. Marco Polo a-t-il pleuré en prison? Pour un homme abattu, il trouve néanmoins l'énergie, sans la possibilité de consulter aucune note, de conter son odyssée, ses voyages, sa vie au service de Kubilaï Khan, petit-fils de Gengis Khan. On suppose qu'il est resté entre un et deux ans emprisonné. On ne sait rien de sa psychologie. De toute façon, que son histoire soit vraie ou une légende, mon travail est le même. Il a pour but de présenter une série de courtes situations et d'impressions, qui vont provoquer, suggérer la chorégraphie. Parfois, je tente d'aiguiller Jean-Claude vers des scènes de groupe car j'aime beaucoup sa manière de les mettre en danse.»

Jean-Claude Gallotta aimerait trouver, ou inventer, le mot adéquat qui qualifierait le travail de Claude-Henri Buffard. « Ce n'est pas tout à fait ce qu'est le synopsis pour le cinéma. Ce n'est pas non plus un texte qui en l'état pourrait être publié. C'est une conduction de mots. » A titre d'exemple, les premières lignes du travail d'écriture de Claude-Henri Buffard sont les suivantes : « Prison de Venise/intérieur nuit: Rustichello, écrivain public, et Marco Polo, voyageur, sont dans leur cellule, minuscule. Le premier est accroupi dans un coin, plutôt immobile ou gestes très lents, recroquevillés. Le second est agité, il danse de long en large sur deux mètres carrés. » Des indications

simples pour orienter l'écriture de la danse. L'occasion pour les interprètes et le chorégraphe de se poser toutes les questions concrètes.

«Ainsi, quand nous passons au studio, il s'agit de rendre la matière la plus abstraite possible, reprend Jean-Claude Gallotta. Ce travail d'avant la danse nous permet d'être plus danseur que jamais. Il évacue l'idée du texte, de la théâtralisation. Les mots nous nourrissent en amont. En répétition, on est tout de suite dans l'action, le mouvement, la traduction des énergies. »

Le chorégraphe – il a toujours eu la tentation du texte, allant jusqu'à inventer dans les années 90 ce qu'il nommait le DTM (danse/texte/musique) -, voit sa part « allégée » : car le texte de Claude-Henri Buffard induit le nombre de danseurs et l'occupation de l'espace. Fini, ainsi, le souci de donner à chaque membre de la compagnie la même importance. « Cette avancée dans le processus dramaturgique, dit Gallotta, m'a donné l'envie d'innover concernant la musique; non plus d'avoir une musique qui illustre, ou une bande-son, mais pour la première fois de passer commande à un compositeur. Mon choix s'est porté sur le Chinois Shuya Xu qui vit depuis dix ans à Paris. »

« DES TRUCS ÉTONNANTS »

Les Larmes de Marco Polo sera une pièce franco-asiatique, tout à fait dans l'esprit des échanges de la Route de la soie. Collaborant depuis quatre ans avec le Centre culturel de Shizuoka, au Japon, où il conduit le département de la danse, Jean-Claude Gallotta avait envie d'une création qui mêlerait Orient et Occident.

Cette commande de la Biennale de Lyon arrive à point nommé. Il y a deux danseurs japonais, un coréen ; la costumière qui travaille avec lui au Japon apporte son savoir-faire à Jean-Yves Langlais, responsable des costumes et des décors. « Jusqu'au compositeur, qui, à son tour, mêle le contemporain aux sonorités traditionnelles. Son œuvre, enregistrée, est aussi écrite en tenant compte de la présence de trois musiciens live, un altiste, un flûtiste ainsi qu'un percusionniste », explique le chorégraphe.

Au sol, cartes de géographie et

mappemondes d'époque dessinent des fleuves et des reliefs qui pourraient fort bien représenter le corps humain, avec ses vaisseaux sanguins et ses muscles. Lucien Mars, personnalité du monde de la danse à Lyon, associé au projet, mort brutalement en juillet (il devait incarner Rustichello), ne sera pas remplacé. « C'est moi qui m'y colle, avoue Jean-Claude Gallotta. Quand on y réfléchit, on a appris des trucs étonnants avec ce Marco Polo. Il n'a ramené ni le thé ni les techniques de l'imprimerie; c'est étrange que cela ne lui soit pas apparu comme révolutionnaire. Il a rapporté la poudre explosive du feu d'artifice, mais avec l'idée qu'elle serve aux armes. A-t-il seulement ramené dans ses bagages les spaghettis? Certains disent aue non. Même pas les spaghettis!»

Le Devisement du monde a été écrit en français médiéval par Rustichello. Mais le manuscrit n'a été édité qu'en 1553 par l'historien Giovanni Batista Ramusio. Il a commencé à être un ouvrage de référence au moment des grandes explorations maritimes.

L'exemplaire de Christophe Colomb était, paraît-il, noir d'annotations. « Pour imaginer ce premier grand voyage qui ouvrit les routes entre l'Occident et l'Orient, écrit Claude-Henri Buffard, qui mit fin à la grande peur de l'autre, qui fit entendre au monde que la différence est une richesse, nous avons convoqué à la fois la parole et la silence, l'unique et le nombre, avec tous leurs instruments: la danse, le texte, l'étoffe, la chair, le vent, la musique. »

Dominique Frétard

Guy Darmet, directeur de la Biennale et de la Maison de la danse

« J'ai eu la chance de refaire le parcours des soyeux lyonnais d'il y a cinq cents ans »

« Quelle route de la soie avezvous empruntée pour vos explorations?

Au départ, ma route de la soie est personnelle. Elle commence à Lyon. Je suis un arrière-petit-fils de soyeux. J'ai encore dans mon gre-nier la malle d'échantillons que mon arrière-grand-père chargeait sur les voitures à cheval. Depuis trois ou quatre générations, nous vendons de la soie. Mon histoire est celle d'un Lyonnais, passionnément épris 🗄 de sa ville, qui a été élevé dans ce monde du textile. Grâce à cette 9 e Biennale, j'ai eu la chance de refaire le parcours des soyeux lyonnais d'il y a cinq cents ans. Je n'ai pas pu aller partout. Ces routes de la soie ne sont pas exhaustives. Elles résultent d'un certain nombre de coups de cœur, de rencontres avec des personnages, des danseurs, des chorégraphes. J'ai rapporté un carnet de voyage à faire partager au public le plus large.

- Avez-vous été seul à voya-

- J'ai été accompagné pour la Chine et pour l'Inde, où je ne voulais pas aller seul. Ces deux pays m'ont beaucoup impressionné, ne serait-ce que par la difficulté des rapports humains: on croit que les choses sont comprises sur l'instant, elles ne le sont pas ou ne veulent pas l'être... A Pékin, cette foule de vélos qui vous fonce dessus a beau être une image bateau, elle coupe le souffle quand on l'expérimente. En Inde, nous sommes allés dans les grandes métropoles de New Delhi, Madras, Bombay, trois villes extrêmement perturbantes par le malheur, la misère, la sensation qu'une partie de la population a de toute manière été mise de côté.

» J'ai été surpris par l'absence totale d'aide à la modernité. C'est pourtant ce que nous étions partis



Chandralekha à Madras est une exception. On a finalement découvert un autre personnage. Non sans mal, on a réussi à localiser Narendra Sharma, qui est loin d'être reconnu tant il fait un travail en dehors des normes. Il nous attendait dans une vraie maison, dans laquelle se trouvent son appartement et, au rez-de-chaussée, le studio où il forme depuis très longtemps des jeunes interprètes à la danse moderne. Manifestement, cet artiste a été marqué par l'expressionnisme occidental. Son maître a été un partenaire de la Pavlova. Cet échange avec Narendra Sharma a été magni-

- Avez-vous retenu certains aspects de la culture de l'Inde tra-

ditionnelle? - A Bombay, on est allé découvrir "Bollywood", nom des studios de cinéma, car mon idée première était de montrer des extraits de comédies musicales, dans lesquelles la danse a une présence si forte. On a rencontré des personnages qui vivent complètement à l'américaine, des chorégraphes mêlant break dance et danse indienne. Ma déception a été immense car c'est intransportable. On a alors choisi d'aller chercher la modernité dans la tradition de deux artistes très connues parce qu'elles sont les meilleures dans danse le plus beau des bhârata-natyam et Madhavi Mudgal, dans le style odissi, a préparé pour la Biennale un spectacle sur la transmission avec son maître, sa nièce et ses jeunes élèves. La transmission, l'échange sont autant de notions héritées de l'esprit des routes de la

– Et la route intérieure, celle des steppes de la Mongolie, comment est-elle représentée ?

– Pour l'Ouzbékistan, par exemple, nous présentons essentiellement des voix et des musiques. Quand je me suis rendu au Festival de Samarkand qui réunit tous les pays des routes de la soie, j'ai été enthousiasmé par ce mélange de musiques populaires et de musiques savantes. Rencontre magnifique avec la voix de Nasiba Sattarova et d'Ulmas Saïdjonov. Ce répertoire fait la liaison entre des pays comme la Syrie, l'Irak, la Mongolie extérieure et, déjà, la Chine. On écoutera l'ensemble Al Kindi avec le chanteur de Bagdad Husayn al-Azami, et avec Sabri Moudallal et Omar Sarmini dans le Salon de musique d'Alep. D'autre part, le Het Internationaal Danstheater, après dix ans de recherches et de reconstitutions. offre un spectacle qui comprend toutes les formes chorégraphiques rassemblées sur cette route intérieure, vieille de deux mille ans.

- Où la modernité se trouve-t-

elle au Japon? - J'ai voulu montrer pour la première fois à Lyon du kabuki - car il n'v a pas de raison que seul Paris (et le Festival d'automne) fasse venir cette tradition. l'ai pourtant failli renoncer pour des raisons financières. mais on a trouvé une fondation. EU-Japan Fest Japan Committee, qui nous a aidés à faire venir un des spectacles les plus chers du monde,

leur discipline. Malavika Sarukkaï non seulement parce qu'il compte beaucoup d'interprètes, mais aussi parce que ces derniers sont des trésors vivants. Kankuro Nakamura est une star qui n'a que quarante ans, mais déjà les Japonais d'Europe ont réservé plus d'un tiers des places. Tout le fan-club de Kankuro est mobilisé...

> » Avec Saburo Teshigawara, on plonge au cœur du contemporain. Je crois qu'il invente quelque chose d'exceptionnel par l'usage inédit qu'il fait de la vidéo. C'est le danseur le plus rapide du monde, mais il est capable des ralentis les plus extrêmes. Kim Itoh, lui, est plus jeune et sa danse vient du buto. Monochrome Circus, groupe de jeunes qui crée à Kyoto, est extrêmement intéressant. Il v a peu d'endroits au monde où, grâce à l'Institut français en relation avec la Villa Kujoyama, la culture française est aussi bien représentée et mise en valeur. D'autres groupes que je n'ai pu programmer viendront à la Maison de la danse que je dirige également, et qui a fêté ses vingt ans en

- Est-il vrai que la Chine s'ouvre très vite aux arts contemporains?

- Il y a en Chine une institution. l'Académie de Pékin, qui forme à la danse classique chinoise, à la danse contemporaine, au ballet européen. La danse contemporaine de la Beijing Modern Dance Company est sous influence de la danse classique chinoise, très acrobatique, très proche de l'Opéra de Pékin, de Shanghaï: elle donne aux interprètes une liberté de mouvement. d'extension du corps, proprement extraordinaire, ce qui explique que depuis dix ans ce sont les Chinois qui remportent tous les concours internationaux de ballet occidental.

» Le Shanghaï Song and Dance

Ensemble tient, lui, de la superproduction. Cinq cents costumes. Toute l'histoire de la Chine à travers le costume. Ce genre à grand spectacle, extrêmement brillant, est destiné au plus large public. Pour en revenir à la Beijing Modern Dance Company, elle a été jusqu'à il y a deux ans la compagnie de la fameuse Jin Xing, transsexuelle, colonel de l'armée chinoise devenu danseuse étoile. Très déstabilisée d'avoir perdu sa compagnie, elle continue sa carrière en solo, principalement en Grande-Bretagne. La "Beijing" a été reprise par Willy Tsao, de Hongkong. Il travaille partout en Chine et fait un travail très ouvert sur les chorégraphes de moins de trente ans. A Lyon, nous montrerons des œuvres de ces ieunes artistes.

- Comment s'incarne à travers les spectacles le thème de ces routes de la soie?

- La soie n'intervient jamais en tant que thème imposé. Sauf pour les jeunes chorégraphes français qui, justement, travaillent tous sur ce sujet. Sur la matière même pour Delphine Gaud, sur les routes et Marco Polo pour Jean-Claude Gallotta. Il y a la rencontre des rappeurs d'Accrorap avec des danseurs et musiciens indiens. Christiane Blaise est fournie en soie par le fabricant lyonnais Bucol. Elle a voulu parler du contraste entre la dureté des routes des marchands et la fragilité de la soie. Il ne s'agit pas de commandes, mais de choix après discussions et rencontres. Le désir était de s'adresser uniquement à des compagnies de la région Rhône-Alpes, car, comme je le dis en plaisantant, "elles sont les seules à avoir la fibre soyeuse !". »

> Propos recueillis par Dominique Frétard

★ Au TNP-Villeurbanne, les 12 et 14 à 20 h 30, le 13 à 19 h 30.



La Compagnie de Pékin, allergique à l'exotisme.

Informations pratiques

La Biennale de la danse se déroulera du vendredi 8 septembre au dimanche 1er octobre.

Locations

Biennale de la danse, galerie des Terreaux, 12, place des Terreaux, Lyon 1er. Du lundi au vendredi de 12 heures à 19 heures, le samedi de 11 heures à 19 heures. Locations par téléphone : 04-72-07-70-00 Par Internet: www.biennale-de-lyon.org

• Prix des places : 80 F à 200 F.

• Les quatre premiers jours - Vendredi 8 septembre :

Han Tang Yuefu: amphithéâtre de l'Opéra, 18 h 30. Soirée d'ouverture : Maison de la danse, Shanghai Song and Dance

Ensemble: théâtre romain de Fourvière, 21 heures

Dance Theatre On: Théâtre de la Croix-Rousse, 20 h 30 - Samedi 9 septembre Dance Theatre On: Théâtre de la Croix-Rousse, 20 h 30 Han Tang Yuefu: amphithéâtre de l'Opéra, 18 h 30

Soirée d'ouverture : Maison de la danse, 20 h 30 Shanghai Song and Dance Ensemble: théâtre romain de Fourvière, 21 heures

- Dimanche 10 septembre Soirée d'ouverture : Maison de la danse, 17 heures Dance Theatre On: Théâtre de la Croix-Rousse, 17 heures Han Tang Yuefu: amphithéâtre de

– Lundi 11 septembre Daniel Yeung and y.d.theARTer: salle Gérard-Philipe, 19 h 30 Het Internationaal Danstheater:

Le Radiant, 20 h 30

l'Opéra, 18 h 30

A Pékin, être chinois sans chinoiseries

Willy Tsao a su faire accepter au régime sa façon de vivre son identité nationale. « Il y a, dit-il, une manière de vivre l'entité collective qui puise dans notre histoire, impériale ou communiste »

de notre correspondant Sur une affiche, un athlète boursouflé de muscles s'étale à l'entrée de la salle. C'est dans un

ancien complexe de body-building, où l'on donnait aussi des cours de taekwondo, que la Compagnie de danse moderne de Pékin a élu domicile. Ce jour-là, on parlait plutôt anglais sur le tapis de mousse. « One.. two... three... four. » Zhang Xiaoxiong, Chinois né au Cambodge, éduqué à Pékin, mûri en Australie, revenu en Chine mais familier de la scène taïwanaise, rythmait l'osmose entre la douzaine de danseurs du groupe et des visiteurs australiens. Mariage des horizons dans le langage universel des corps : c'est sous le signe de cette communionlà que la compagnie pékinoise se

conçoit et s'épanouit. L'expérience est encore toute fraîche en Chine populaire. Certes, il y eut naguère l'enseignement du maître Wu Xiaobang, qui fonda après 1949 un « atelier » baptisé Pégase. Mais la danse moderne n'eut jamais l'heur de plaire aux idéologues du régime communiste, qui y soupçonnèrent la pernicieuse influence des Etats-Unis. Durant la révolution culturelle, le maître Wu sombra dans les oubliettes des purges. Puis il réapparut au début des années 80, à la faveur de la réforme économique. C'était l'heure des réhabilitations. On l'installa à la tête

danse. Le travail de reconstruction pouvait commencer. Il déboucha sur des belles conquêtes en 1992. La danse moderne fit son entrée dans l'enseignement de l'Académie de danse de Pékin. Et, la même année, fut créée la Compagnie de Canton, trois ans avant celle de Pékin. Le mouvement était lancé. A en juger par l'affluence lors des représentations, la discipline éveille un écho croissant au sein de la nouvelle généra-

« SURTOUT PAS EXOTIQUE »

Cet essor de la danse moderne en Chine doit beaucoup au Hongkongais Willy Tsao. Fondateur en 1979 de la Hongkong City Contemporary Dance Company, il sema durant la décennie 90 ses graines à Canton puis dans la capitale. Aujourd'hui directeur artistique de la Compagnie de Pékin, il inscrit résolument son travail de création dans un universalisme rétif à toute concession au culturalisme. «Il ne faudrait surtout pas que le public occidental ait de nous une perception exotique, expliquet-il. Nous ne sommes pas intéressés pour jouer les porte-parole d'une civilisation cinq fois millénaire. Autant aller voir l'Opéra de Pékin. Ce que nous voulons montrer, c'est la Chine d'aujourd'hui, la Chine moderne, où les jeunes vivent quasiment les mêmes situations qu'en Occident, L'Orient et l'Occident

danse moderne est pour nous ce langage universel qui permet de dialoguer avec les autres cultures sur un pied d'égalité. » Les bureaucrates du régime ont eu quelque peine à partager cette approche. Ils auraient souhaité que la Compagnie de Pékin verse davantage dans la couleur chinoise. « Au début, ils nous demandaient souvent: "N'imitez pas l'Occident", "Soyez plus chinois" », rapporte Willy Tsao. Vaines recommandations. La compagnie persiste et « Maintenant, comprennent un peu mieux. Ils comprennent que la danse moderne n'est pas nécessairement de

l'importation occidentale. » C'est que les danseurs de la Compagnie de Pékin, bien qu'allergiques aux chinoiseries ornementales, restent chinois dans leur manière de parler la langue universelle du corps. « C'est très amusant, poursuit Willy Tsao. On ne veut pas faire chinois mais on l'est spontanément. Il y a une manière de vivre le groupe, l'entité collective, qui puise dans notre histoire, impériale ou communiste. On a beau insister sur l'individualité, la fusion dans le groupe est instantanée. » Willy Tsao se souvient d'une tournée en Israël. A l'issue d'une représentation, un spectateur vient le voir et s'enthousiasme: « C'était formidable. C'était si chinois. » Willy Tsao est estomaqué. Rien dans la chorégraphie n'avait sacrifié à la tradi-

Mais il dut se rendre à l'évidence: les ondulations des corps étaient telles que les gestes semblaient ne jamais se conclure, en suspens perpétuel, si bien que le public ne savait à quel moment applaudir. « Ainsi vivons-nous notre identité chinoise, explique Willy Tsao. Nous ne la sacralisons pas. Mais nous ne la refoulons

PAS UN SOU DE SUBVENTION

A l'image des autres sphères de la création artistique dans la Chine d'aujourd'hui, la Compagnie de Pékin ne reçoit pas un sou de subvention de l'Etat. Elle se débrouille toute seule. En marge des représentations dans les théâtres, elle ne dédaigne pas la fréquentation - très rémunératrice! - de festivités commerciales organisées par des entreprises. Elle recueille également des fonds en vendant des enregistrements VCD.

Un gestionnaire, un vrai, un pur et dur, a pris en main les affaires, libérant le travail de création de tout souci matériel. La Compagnie de danse moderne de Pékin, ou un fragment de la nouvelle Chine émergente.

Frédéric Bobin

★ Les 19, 20, 21, Transbordeur,

Une exception indienne

A soixante-quatorze ans, Narendra Sharma garde tout son enthousiasme pour un art, la danse moderne, de moins en moins reconnu dans son pays

NEW DELHI

de notre correspondante en Asie du Sud

A quarante-cinq minutes du centre de New Delhi, dans un de ces quartiers en développement de l'autre côté de la rivière Yamuna, une étroite maison de brique rouge et une simple plaque sur laquelle est inscrit Bhoomika (« Votre rôle »).

C'est là que vit, travaille et fait travailler sa troupe Narendra Sharma. A soixante-quatorze ans, cet héritier d'Uday Shankar garde tout son enthousiasme et sa foi dans un art, la danse moderne, de moins en moins reconnu dans son pays. L'œil vif, le crâne dégarni et des cheveux blancs flottant à la Einstein, Narendra Sharma a, toute sa vie, été à contre-courant. Rien ne prédisposait ce fils d'un brahmane austère et religieux, élevé à Aligarh par un oncle maternel grand propriétaire terrien, à se diriger vers une carrière de danseur et chorégraphe.

« J'étais un enfant incompris, très remuant et j'ai perdu tout intérêt pour l'éducation traditionnelle à quatorze ans », dit-il. La danse, il y vient par l'intermédiaire de deux amis bengalis qui lui parlent d'Uday Shankar, alors personnalité reconnue de l'Empire britannique et qui a ouvert à Almora, dans les contreforts de l'Himalaya, une Académie où se côtoient les grands noms de la danse de l'entre-deuxguerres. « A cette époque, j'ignorais même ce que le mot "danse" signifiait », avoue, non sans malice. Narendra Sharma. Les trois compères décident d'écrire à Almora pour savoir comment y être admis, mais donnent des adresses différentes des leurs, afin de ne pas alerter leurs familles. « Je savais très bien que ma famille ne me laisserait jamais fréquenter ce monde », confie Narendra Sharma qui, à l'époque, garde sur son cœur une photo d'Uday Shankar, découpée dans les programmes d'All India Radio. Mais si l'Académie répond qu'elle est prête à financer la moitié du coût de leurs études, l'autre moitié reste à leur charge. Ses deux amis renoncent.

Narendra Sharma poursuit son rêve et profite d'une absence de sa famille pour prendre, seul, la route d'Almora. On est en plein hiver et, pour l'adolescent de quatorze ans qui n'est iamais sorti de chez lui, le voyage est une aventure qui le conduit directement dans le bureau de George A. Birse, directeur de l'Académie. Le rêve est près de se fracasser, ce dernier refusant de garder chez lui un mineur sans autorisation parentale. Narendra Sharma erre trois jours dans la petite ville avant qu'un responsable de l'école, touché par sa détermination, alerte Uday Shankar, qui obtient la permission de l'oncle mater-

Plus jeune étudiant d'Almora, Narendra Sharma y est entraîné de 1940 à 1943, « par les meilleurs professeurs possibles », selon le précepte d'Uday Shankar: « Avant d'apprendre un quelconque style, comprenez votre corps, sa nature, son équilibre. » Dans son étroit salon, Narendra Sharma mime aujourd'hui ces premières leçons de décomposition des mouvements de chaque membre, qu'il enseigne à son tour.

« Enfin, improvisez (...) » affirme le vieux maître, en contradiction totale avec la danse classique indienne, codifiée depuis deux mille ans

« Premièrement, vous étudiez le modèle géométrique de chaque partie de votre corps. Ensuite, vous apprenez à observer pour être sensible à la vie du corps. Enfin, vous improvisez, car l'improvisation est une partie très importante des études », affirme le vieux maître. Cette méthode est en contradiction totale avec la danse classique indienne, codifiée depuis deux mille ans dans le Natya Shastra, bible de toutes les écoles de danse indiennes. La danse classique, qui a un caractère sacré, ne permet aucune improvisation, et les gourous qui règnent en Inde sur cet art comportant une quinzaine de styles différents sont tout-puissants pour juger de l'exacte reproduction de gestes immuables

Cela explique les difficultés que rencontrent en Inde les rares tenants d'une danse moderne, dont Narendra Sharma est le seul représentant à Delhi. « Face aux multiples institutions de danses classiques qui bénéficient des mannes officielles, il n'y a pas dans toute l'Inde une seule Académie de danse moderne ou de chorégraphie, déplore-t-il. Alors que dans les autres arts, il y a des études comparatives entre l'Est et l'Ouest, rien de tel dans les écoles de danse.» Le paradoxe est qu'il n'en a pas tou-

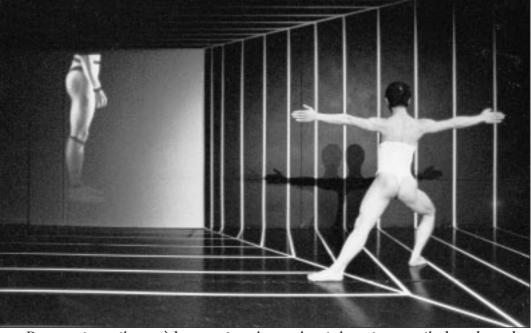
jours été ainsi. Narendra Sharma, qui a commencé sa carrière dans des spectacles organisés pour la distraction des troupes indiennes engagées sur les différents fronts de la deuxième guerre mondiale, raconte avec passion sa participation à des chorégraphies spectaculaires, comme La Découverte de l'Inde, produite pour les délégués de la première Conférence asiatique (1947), en présence de Lord Mountbatten, dernier vice-roi des Indes, et de Jawaharlal Nehru, premier ministre de l'Inde indépendante. En 1957, Ramlila, ballet de trente danseurs, est un énorme succès populaire quasi impossible aujourd'hui. « Dans nos spectacles, on incluait = l'Histoire, la mythologie, la tradition, 🗅 mais dans un mode créatif plus représentatif du monde d'aujourd'hui », affirme Narendra Sharma, qui explique la régression de la danse moderne par l'accent mis sur le retour aux sources, synonyme de restauration de la tradition et donc de la danse classique.

Créée en 1972, Bhoomika, centre de danse créative, œuvre de Narendra Sharma, regroupe aujourd'hui dix-huit personnes, dont quatorze danseurs et danseuses qui s'en traînent dans les 20 mètres carrés du rez-de-chaussée de sa maison. « Beaucoup me trouvent difficile dans le choix et l'entraînement de mes élèves, confie Narendra Sharma, mais je choisis des jeunes qui se consacrent totalement. Je les prends dès la sortie de l'école vers dix-sept, vingt ans, car ils ne sont pas déformés et une fois que je les ai choisis, ils restent avec moi, quinze, voire vingt ans. » Pour pallier son manque de ressources, Narendra Sharma laisse les plus anciens travailler à l'extérieur et même encourage leurs créations. Dans un pays où l'individualisme est roi. Narendra Sharma insiste sur la mentalité de groupe. « Une troupe est une collection de danseurs et danseuses dans laquelle l'individu et l'ensemble doivent se fondre harmonieusement. A part le côté artistique, les méthodes de travail d'un ensemble requièrent une expérience pour sortir le meilleur de tous », insiste-t-il.

Si l'aide minimale qu'il reçoit des autorités lui permet de survivre, Narendra Sharma déplore le manque de facilités qui restreint son horizon alors qu'il reste toujours curieux de découvertes, d'échanges, d'expériences dans un domaine dont il a fait sa vie.

Françoise Chipaux

★ Théâtre de la Renaissance, les 29 et 30 septembre, 20 h 30.



Des accents mystiques où le corps et son image vivante jouent une partie de cache-cache.

Une esthétique de la rupture

A Hongkong, Daniel Yeung a gardé de ses études de peinture et musique un éclectisme des genres, mêlant entrechats et vidéos

HONGKONG

correspondance Quand Daniel Yeung, sorte de fœtus émergeant d'un autre monde, surgit de l'obscurité en apesanteur dans son solo Dance Exhibitionist - Paradise for Natural Body, on saisit d'emblée qu'il n'est pas un danseur ordinaire. Ce jeune Hongkongais de trentetrois ans, qui s'est lancé dans la chorégraphie avec son solo Twin en 1995, avant même d'avoir suivi son premier cours de danse, avoue n'être inspiré par aucun des grands chorégraphes actuels. Même s'il admire William Forsythe, Pina Bausch, ou encore

l'Anglais Lloyd Newson. Daniel Yeung est arrivé à la danse par les voies détournées de l'administration de la Compagnie de danse contemporaine de la Ville de Hongkong, après des études de peinture et de musique chinoises au département des arts de l'université chinoise de Hongkong. Il gardera de ses humanités un éclectisme des genres qui inspire aujourd'hui fortement une écriture chorégraphique où se mêlent, dans l'inattendu, vidéos ou installations, danse ou gesticulations, contorsions ou entrechats, bruitages ou grands classiques des annales musicales.

« i'ai voulu synthétiser tout ce que j'avais appris à Amsterdam à l'Ecole pour le développement de la nouvelle danse », dit-il. Dans ce spectacle qu'il apporte à Lyon,

technique, il émane pourtant des accents mystiques où le corps et son image vivante s'adonnent à une partie de cache-cache, sorte de duo d'humour et d'amour.

Chez Daniel Yeung, on oscille, lors de cette étonnante danse avec une main, entre les fulgurances de Magritte et les extravagances de Salvador Dali.

Ce jeune Hongkongais s'est lancé dans la chorégraphie avec son solo « Twin » avant même d'avoir suivi son premier cours de danse

Et lorsque l'homme se fait oublier derrière les désarticulations du corps, on pénètre alors dans l'ironie et l'angoisse à l'état brut

Ce langage inédit et décapant, où apparaît clairement une inspiration européenne qu'il revendique, a déjà été fort remarqué: Daniel Yeung s'est déjà produit au Crown Festival de Taïwan, en

défini par une approche très 1995, au Festival d'improvisation de New York, en 1996, au Festival des solos de danse d'Amsterdam, en 1997, aux Séries des danses indépendantes de Hongkong, en 1999 et au Festival de danse de Turin, en avril 2000. En juin, il a imaginé un nouveau spectacle en duo avec Amy Chan au Hongkong Arts Center, mais dans un tout autre registre: Life Show: Dancing Machine offre une vision tragi-comique de la souffrance.

> Daniel Yeung veut n'appartenir à aucun mouvement : « L'art ne doit être que ruptures, explorations et innovations, sinon il vous arrête », dit-il. Son rêve : se développer vers la mise en scène de théâtre au-delà de la seule chorégraphie, en unissant tous les horizons artistiques dans une vision sans cesse élargie. A ce jour, il travaille à un projet sur les rôles masculins dans le théâtre et la danse qu'il entend montrer au public d'ici deux ans. A ceux qui lui reprochent de faire de la technique plus que de l'art, il rétorque, avec son regard vif et clair, que «tout, en particulier l'art, est technique. Ce qui importe, c'est l'esprit que vous y mettez ». Et de l'esprit, il n'en manque pas.

> > Valérie Brunschwig

★ Salle Gérard-Philipe, les 11 et 13 à 19 h 30, les 12 et 14, à 20 h 30.

Elie Kagan à Perpignan

Ses photos reviennent à la surface, mais la grande carcasse du reporter engagé, mort en janvier, est tristement absente

de notre envoyé spécial

Il faudrait imaginer Elie Kagan trimballer sa grande carcasse et sa tignasse rouquine sous le soleil persistant du 12e Visa pour l'image de Perpignan, rendez-vous du photojournalisme. Entendre sa voix tonitruante résonner dans les ruelles. Râler, « gueuler », s'indigner. Au moment où les nuages s'accumulent sur la tête des photographes – rachats d'agences à tour de bras, problèmes de droit d'auteur (Le Monde du 6 septembre) -, Kagan l'anarchiste manque.

Il manque parce qu'il est mort, en janvier, à l'âge de soixante-dix ans, dans la solitude de son appartement parisien qui l'a vu naître, pas. Kagan est un repère parmi les milliers d'images qui s'accumulent en trente-trois expositions dans la ville et dont la plupart, en dépit des effets de cadrage, des couleurs maîtrisées, des bons sentiments partout étalés (l'espoir malgré la douleur, la douleur sans espoir), sont oubliées aussi vite qu'elles sont découvertes tant elles semblent déjà vues, s'éparpillent, sont orphelines des magazines, tant le destin des gens photographiés est nové dans un propos général: aussi interchangeables que l'actualité qui file.

On n'oublie pas les documents simples et froids de Kagan pour mieux faire vivre le sujet, les « manifs » de Kagan, les réunions polidistanciée d'un personnage bouillonnant.

Kagan aurait pu aimer trois expositions qui dominent : le combat d'une jeune Rmiste pour récupérer la garde de ses enfants, photographié par Christophe Gin; un bidonville du Nicaragua, par Henrik Saxgren; et surtout le formidable reportage réalisé depuis un train par Paul Fusco, lorsque ce dernier a accompagné, en 1968, le convoi funéraire de Bob Kennedy à travers les Etats-Unis.

CHRONIQUE DISTANCIÉE

Il y a de bonnes images à Perpignan quand il y a une tension entre la forme et l'information. La forme chez Kagan repose sur la confrontation frontale. Mais audelà de sujets mis en avant dans le livre publié sous un titre évocateur, Le Reporter engagé (en collaboration avec Patrick Rotman, Métailié, 1989), qui est le vrai Ka-

Une personne s'est penchée sur son cas. Thèrèse Blondet-Bisch, spécialiste de la guerre de 14 au Musée d'histoire contemporaine-BDIC de Paris, où le fonds Kagan a été déposé par la famille du photographe, a répertorié 300 000 négatifs noir et blanc, des milliers de tirages, quelques « cartons » de photos en couleur et de planches de contact. Le tout classé par année et par thèmes - A comme « attentats » ou « accidents ». Dans l'appartement de « baba cool », elle a découvert le laboratoire où il tirait ses photos, un vélo, les murs tapissés d'affiches politiques ou religieuses, tracts, poèmes, cartes postales, cartes de presse, dessins de Plantu et de Tim. Des photos aussi. « J'ai eu l'impression de vider la substance de quelqu'un. »

Thérèse Blondet-Bisch, qui dispose de tous les agendas de Kagan et de ses feuilles de piges – il a publié dans un bon paquet de jour-



Photo d'Elie Kagan témoignant de la répression contre les Algériens manifestant à Paris le 17 octobre 1961.

naux – corrige l'image du reporter engagé.

« IL EN IMPOSE »

« Je vois plus un individualiste, un boulimique qui montre, ne veut pas être un grand photographe, ne cherche pas à cadrer, mais veut témoigner. J'ai été frappé par le nombre de photos de la rue, anonymes, même si dominent les photos de manifs, les meetings, les grandes élections. Il est grand, se met devant les hommes politiques, en impose, devait les fasciner, brandit son appareil au-dessus du cortège. Il photographie autant la gauche que la droite, ne se moque de personne même s'il peut narguer avec sa casquette à pompon et son vélo. Il était un brin narcissique et avait monté un temps une agence qu'il a appelée "Elie-Mondial". Il a aussi photographié beaucoup de personnalités du spectacle. Il ne réalise pas des sujets de fond mais reste fragmentaire.»

Kagan a également peu voyagé. Des photos de bidonvilles en France, Auschwitz, l'Algérie. Ou plutôt, comme dit Thérèse Blondet-Bisch, «Il a beaucoup voyagé dans le 10e arrondissement. » Le dépouillement et l'étude du fonds sont loin d'être terminés. « Il faut aller plus loin sur ce témoignage précieux de l'histoire de France.»

Michel Guerrin

* « Visa pour l'image », trentetrois expositions dans neuf lieux. Tous les jours, de 10 heures à 20 heures. Entrée libre. Hôtel Pams, 18, rue Emile-Zola, 66000 Perpignan. Tél.: 04-68-66-18-00. Jusqu'au 17 septembre.

DÉPÊCHES ■ ÉDITION : l'avocat de Jean-Louis Turquin demande l'interdiction du roman de Marc Weitzmann, Mariage mixte (Stock), qui s'inspire partiellement de la vie de Jean-Louis Turquin, vétérinaire à Nice, condamné en 1997 à vingt ans de réclusion criminelle pour le meurtre de son fils. Le 16 août, le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris avait rejeté une première demande de M. Turquin, demandant la communication d'un exemplaire du manuscrit du livre finalement paru le 23 août (« Le Monde des livres » du 25 août). L'avocat de M. Turquin, Me André Bertrand, a fait appel de l'ordonnance et demandé, après lecture de l'ouvrage, « le retrait de la vente » du livre pour « atteinte à l'intimité de la vie privée » et 50 000 francs de dommages et intérêts. Pour les éditions Stock, Me Anne Veil a demandé le rejet des demandes nouvelles « comme étant irrecevables et non fondées » et la confirmation de l'ordonnance du 16 août, en estimant que l'auteur « n'a fait que tirer son inspiration d'une affaire criminelle qui a défrayé la chronique ». La 14e chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par Alain Lacabarats, rendra son arrêt le 13 septembre.

■ CIVÎLISATION : le premier sommet international consacré au yiddish est organisé du 5 au 9 novembre à Strasbourg, conjointement par la ville, le ministère français de la culture, l'Etat d'Israël et le Conseil de l'Europe, a annoncé mardi la ville de Strasbourg, dont Catherine Trautmann est redevenue maire. Ce sommet constitue « une préfiguration du futur Centre européen des cultures yiddish (CECI) qui ouvrira ses portes d'ici à la fin de 2003 à Strasbourg », a indiqué lors d'une conférence de presse Norbert Engel, adjoint au maire délégué à la culture. Un colloque sur le thème « Quels futurs pour le yiddish? » sera organisé au Conseil de l'Europe, tandis que Gottfried Wagner, écrivain et arrière-petit-fils du compositeur allemand, participera à une conférence intitulée « Qu'est-ce qu'était l'art dit dégénéré? ».

texte. Sur son agenda, il n'a rien noté. Le CV dans lequel il raconte sa vie contient des mentions fréquentes à la Shoah mais rien sur les événements de 1961. La seule chose que l'on sache, c'est qu'il les a réalisées au flash, et pourtant il ne s'est pas fait prendre, et qu'il a été affecté quand on a scandaleusement prétendu qu'il avait truqué les photos. » Thérèse Blondet-Bisch ajoute encore : « Sur Mai 68 non plus, contrairement à ce que l'on

croit, il n'y a pas beaucoup de photos. S'était-il absenté de Paris ? »

Les énigmes des photos de 1961 et de Mai 68

L'exposition de Kagan à Perpignan ne présente qu'une poignée de

photos de la répression des Algériens à Paris, en 1961. « Nous en avons

trouvé une vingtaine, dans un classeur à part et je ne crois pas qu'il y en ait

plus », explique Thérèse Blondet-Bisch, qui travaille au Musée d'his-

toire contemporaine-BDIC de Paris, où le fonds Kagan a été déposé par

la famille du photographe. « Des négatifs manquent, et ceux qui restent

sont dans un sale état. Certaines images sont floues et nous avons du mal à

reconstituer la chronologie de sa nuit. Kagan n'a curieusement pas laissé de

laissant des milliers d'images qui racontent une France des années 60 à 80. Et notamment un événement tragique et controversé qu'il a été le seul à photographier : « la nuit noire » de Paris, du 17 octobre 1961 au cours de laquelle des centaines d'Algériens, protestant contre le couvre-feu imposé aux Nords-Africains de France par le préfet Papon, ont subi une violence inouïe de la part des policiers. Les documents de Kagan, publiés alors dans Témoignage Chrétien, montrent les arrestations en masse au métro Concorde, les regards effrayés derrière la vitre

Combien sont morts, certains « noyés par balle»? Trente-deux selon un rapport ministériel de 1998; plus de deux cents selon Jean-Luc Einaudi dans son livre, La Bataille de Paris (Seuil, 1991). Ces images reviennent pour la première fois à la surface, parmi une cinquantaine qui sont exposées dans un lieu dévasté, le Couvent Sainte-Claire. L'exposition est lacunaire et loin d'être parfaite - ce n'est jamais parfait à Perpignan, les accrochages sont répétitifs (le même format pour tout le monde) et succincts (alignement à la chaîne) - mais c'est un premier

d'un bus, les visages ensanglantés,

des corps inanimés.

tiques à la Mutualité, le regard perdu de Michel Rocard et Pierre Mendès France, les complicités de Tixier-Vignancour et Le Pen dans un bar enfumé, le masque ridé de La Pasionaria, les yeux insolents de Cohn-Bendit en 68, les lunettes carrées du jeune Chirac, les trois fils de Maurice Thorez, alignés comme des pantins, lors de l'enterrement du leader communiste. On est frappé par cette chronique

VENISE

de notre envoyé spécial

connu un moment de grâce. A quel-

ques heures d'intervalle, le Festival a

gnificatifs de ce qu'on est en droit

d'attendre pour son avenir, artistique

le prix de l'art

www.artprice.com

et les indices du marché sur

A mi-parcours, la 57e Mostra a

présenté deux

films, à la fois

exemplaires

de ce qui est

arrivé de meil-

leur dans le ci-

néma mondial

de la dernière

décennie et si-

et politique. Deux événements majeurs ont marqué l'art du film durant les années 90, l'essor des cinématographies chinoise et iranienne. Mais s'ils confirment la vitalité de ces deux aires de création, Platform, (« Le Quai ») du Chinois Jia Zhangke, et Le Cercle, de l'Iranien Jafar Panahi, en confirment également le renouveau.

Sur le plan des générations, le premier étant le cadet des Hou Hsiaohsien, Edward Yang, Zhang Yimou, Chen Kaige, Wong Kar-wai qui ont porté la première vague de l'éclosion chinoise, le second appartenant à la relève des Kiarostami, Makhmalbaf et Jalili. Mieux encore, l'un et l'autre s'inscrivent au sein de l'héritage de leurs aînés et des apports majeurs qu'ils ont offerts à l'écriture cinématographique, tout en effectuant un renouvellement qui, dans les deux cas, a partie liée à des prises de position audacieuses.

MULTIPLES AVENTURES

Enfin, ces deux réalisateurs ont en commun de signer avec leur film vénitien des œuvres de confirmation: dès ses débuts, en 1998, avec Xiao Wu artisan cambrioleur (primé au Festival des Trois continents de Nantes, à Berlin, à Vancouver, à Pusan et à San Francisco), Jia Zhang-ke était apparu comme le plus talentueux des représentants d'une nouvelle génération à la fois à l'école du réalisme attentif d'un Hou Hsiaohsien, de la puissance stylisatrice d'un Wong Kar-wai et du poids historique que portent les cinéastes de Chine continentale. Tandis que Le Ballon blanc (Caméra d'or à Cannes en 1995) et Le Miroir (Léopard d'or à Locarno en 1997) faisaient de Jafar Panahi le meilleur aspirant à prendre la tête de la relève à Téhéran (malgré une concurrence dont a témoigné la sélection de Cannes 2000). Ici s'arrêtent les similitudes. Plat-

form est un film à la fois historique et autobiographique: accompagnant, de la fin des années 70 au début des années 90, les tribulations d'un jeune homme qui ressemble comme un frère au réalisateur, il décrit le bouleversement de la Chine profonde durant cette période. Minliang et ses copains du groupe de théâtre du bourg de Shenyang, dans la province du Shanxi, connaîtront de multiples aventures personnelles, sentimentales, professionnelles... tandis que le pays passe de l'application méticuleuse et bureaucratique des pensées du président Mao dans une société rurale archaïque à l'essor de l'économie de marché. Les chansons populaires des différentes époques (dont l'une donne son titre au film) rythment cette évolution vers le durcissement des rapports sociaux qui accompagne la modernisation des campagnes, l'enrichissement de certains, les espoirs déçus d'une généra-

Double coup de maître au Lido

Deux films majeurs, « Platform », du Chinois Jia Zhang-ke, et « Le Cercle », de l'Iranien Jafar Panahi, marquent le Festival

La justesse de touche, l'invention stylistique, la simplicité et la précision documentaire dont fait preuve la mise en scène suscitent un jeu rarement égalé entre émotion et intelligence historique. En 3 h 15, le film ne cesse de trouver des réponses artistiques, qui ont l'évidence du très

magica

tiques qu'il cumule. Le même phénomène advient avec Le Cercle, de Jafar Panahi. Le regard spécifique du grand cinéma iranien est fait d'exigence éthique, d'attention aux infimes détails du réel, et d'un détonant mélange de tendresse et de cruauté: ici, ce qui en est d'ordinaire le centre (les enfants) se déplace ouvertement vers ce qui en constitue, depuis le début, la tâche secrète : les femmes.

PERSONNAGES FÉMININS

Le film de Panahi est, en effet, entièrement construit autour de personnages féminins. D'emblée, alors que trois adolescentes tentent de se procurer l'argent d'un voyage dans les rues de Téhéran, s'installe une tension qui ne quittera plus le film, confinant parfois à la terreur pure, au désespoir total. Le développement d'une exceptionnelle énergie aussitôt d'autres en écho, de la corruption à la répression sanglante du mouvement étudiant de l'été 1999 en passant par la misère et la frustration de tous, la prostitution, les abandons d'enfants, l'omniprésence des multi-

ples polices et milices... Rien pourtant du film à thèse dans ce Cercle, mais un enchaînement haletant de situations, magnifiquement filmées, et portées à incandescence par un incessant passage d'un personnage central à l'autre - tous, c'est-à-dire toutes, impressionnantes, troublantes, complexes. A cette réalisation qui compte d'emblée parmi les plus belles du cinéma iranien, il vient d'arriver la plus étonnante aventure : après avoir été harcelé par la censure jusqu'à son arrivée sur les écrans vénitiens, il vient d'être autorisé dans son pays. Tant pis pour ceux qui préfèrent les mar-

Jean-Michel Frodon



leader mondial de l'information sur le marché de l'art Groupe Serveur SARL au capital de 598 539 000 FRF - RCS Lyon 408 309 270

Yan Pei-Ming - Bruce Lee, 2000 (détail) © Blaise Adilor

coté au Nouveau Marché (7478)



Simon Rattle a dirigé avec élégance un « Parsifal » miraculeux

Il dirigeait l'Orchestre philarmonique de Rotterdam aux Proms de Londres

Simon Rattle dirigeait aux Proms de Londres, le 3 septembre, pour un Parsifal miraculeux dont les quatre heures et quelques de musique ont paru durer le temps d'une symphonie de Haydn, un Orchestre philharmonique de Rotterdam d'une qualité impressionnante. La qualité d'inmanquait aux choristes rassemblés sous la direction de Colin Davis, pour le Te Deum de Berlioz.

PROMS DE LONDRES. Tristia, Sara la Baigneuse, Te Deum d'Hector Berlioz. Paul Groves (ténor), London Symphony Chorus, London Philharmonic Choir, Southend Boys'Choir, London Symphonic Orchestra, Sir Colin Davis (direction), Royal Albert Hall, le 2 septembre.

Parsifal, de Richard Wagner. Par Paul Elming (Parsifal), Petra Lang (Kundry), Robert Lloyd (Gurnemanz), Wolfgang Schöne (Amfortas), Sergeï Leiferkus (Klingsor), European Voices, Philharmonia Chorus, Orchestre philharmonique de Rotterdam, Sir Simon Rattle (direction), Royal Albert Hall, le 3 septembre.

LONDRES

de notre envoyé spécial

La magie d'un concert tient à des qualités par définition indéfinissables. En plus de toutes celles qui font que la musique est restituée dans une sorte d'idéal factuel (mise en place, justesse, nuances), en plus d'une musicalité évidente, il y faut ce « je-ne-sais-quoi » cher à Vladimir Jankélévitch qui, d'un coup, transporte une salle entière dans une même émotion, une même allégresse. On l'aura vécu parfois, cet été, au cours de nos pérégrinations dans les festivals: à Cambrai, avec un concert de jeunes lauréats Juventus; à Vichy, avec la répétition générale de L'Oiseau de feu, de Stravinsky, par l'Orchestre français des jeunes; à Salzbourg, la version de concert de La Dame de pique, de Tchaïkovski, par Valery Gergiev, ou encore le récital de Karita Mattila.

Instants suspendus, beauté pure, indiscutable. A ces moments, on ajoutera le miraculeux Parsifal dirigé par Simon Rattle aux Proms de Londres, le 3 septembre, dont les quatre heures et quelques de musique ont paru durer le temps d'une symphonie de Haydn. C'est dire que ce monument sublime a été abordé par le chef britannique non seulement avec des tempos allants, mais également, et c'est heureux, avec une fluidité extraordinaire: pas de grand-messe, pas de monumentalisme, mais pas davantage de volonté d'alléger ou de brusquer le dernier ouvrage de Richard Wa-

A chaque instant, la direction inspirée de Rattle s'impose dans une évidence, une justesse totales. Oserait-on dire qu'il aborde Parsifal avec « innocence » ? C'est ce qu'on ressent. La formule vaut ce qu'on en a fait, mais le Britannique a la grâce. Une élégance naturelle qui lui fait donner du galbe, du charme et de la profondeur à une phrase, une couleur nouvelle à chaque retour d'un leitmotiv entendu pour la soixante-dixième fois... Cette simplicité d'approche est, on s'en doute, le fruit d'une clarté de vue, d'une hauteur de vision qui sortent proprement de l'ordi-

A Londres, ce n'était ni son ancien orchestre, le City of Birmingham, ni celui dont il prendra les rênes dans un an, le Philharmonique de Berlin, mais l'Orchestre de Valery Gergiev, le Philharmonique de Rotterdam, d'une qualité impressionnante (beauté du quatuor, tenue absolument remarquable des cuivres, extrêmement sollicités jusqu'au terme de cette partition, dont une trompette solo d'une douceur et d'une justesse parfaites).

Pas de grand-messe, pas de monumentalisme, mais pas davantage de volonté d'alléger ou de brusquer le dernier ouvrage de Wagner

Les filles-fleurs - inégales mises à part, la distribution était presque sans failles: formidable Kundry de Petra Lang, d'une couleur de voix superbe, Amfortas droit et prenant de Wolfgang Schöne, Gurnemanz d'une noblesse et d'une clarté d'émission parfaites, Klingsor d'une noire clarté, si l'on ose dire, de Sergeï

Leiferkus (malgré un allemand perfectible) et belle prestance de Poul Elming, dont l'émotion et la musicalité priment sur la qualité de timbre, assez ordinaire. Les European Voices, postées dans la galerie supérieure du Royal Albert Hall, chantaient les chœurs célestes avec une pureté d'intonation qui concourait à la beauté d'une intonation en général parfaitement soignée de la part des musiciens et chanteurs.

La veille, sous la direction de Colin Davis, c'est précisément ce qui manquait cruellement aux choristes rassemblés pour le Te Deum de Berlioz, partition soufflée dont les quelques moments intérieurs étaient compromis par la justesse très approximative des forces vocales. Même remarque pour le troisième volet de Tristia, une musique de première grandeur pour le coup, et rarement entendue, gâchée non seulement par cette intonation toujours basse mais aussi par une alarme déclenchée à la suite des coups de canon portés à l'acmé de cette extraordinaire marche

Au crédit des choristes, on portera le soin particulier conféré à la diction française. De Colin Davis, également « Sir », on dira que la direction n'a pas l'allure extraordinaire de celle de son jeune confrère Simon Rattle. Comme quoi noblesse n'oblige pas touiours...

gamin dont elle vient d'accoucher,

se laisse convaincre de devenir

l'objet du grand amour que Aïe

Renaud Machart

SORTIR

Tibet et peuples de l'Himalaya Cette année, Paris fait sa rentrée sous le signe du Toit du monde. Pour répondre à une demande croissante d'information sur la culture et la civilisation tibétaine, la Maison du Tibet accueille, le week-end des 9 et 10 septembre, à la pagode de Vincennes, le 1er Festival culturel du Tibet et des peuples de l'Himalaya. Une belle programmation présentera différents aspects des cultures tibétaine, indienne, népalaise et bhoutanaise : chants sacrés ou laïques, danses, musiques par des moines ou par des artistes originaires de ces pays; réalisation de sculptures sur beurre et d'un mandala de sables colorés, selon la tradition bouddhique; exposition de photos, thangkas (peintures sacrées), projection de films ; dégustation de plats typiques de ces régions... Quatre conférences seront présentées et animées par des spécialistes : Symbolisme dans l'architecture bouddhique tibétaine, avec Tcheuky Sèngué ; La Famille dans la société tibétaine, avec Ngawang Dakpa, professeur à l'Inalco ; Les pèlerinages du nord de l'Inde, avec Véronique Crombé, conférencière des Musées nationaux; Le Bhoutan et sa culture, avec Françoise Pommaret, chargée de recherche au CNRS. Le Festival s'achèvera par un concert à la Maison de la mutualité. A l'affiche: Raghunath Manet, danse et musique de l'Inde du Sud; danses et chants des moines du Tibet ; Tenzin Gonpo et Namgyal Lhamo, avec le groupe de l'Institut des danses et chants tibétains (TIPA). Pagode du bois de Vincennes, 40,

route circulaire du lac Daumesnil, Paris 12e. Samedi 9 septembre, de 11 heures à 19 heures ; dimanche 10, de 11 heures à 18 heures. Entrée : 10 F. Tél.: 01-46-56-22-66. Concert à la Maison de la mutualité, 24, rue Saint-Victor, 75005 Paris. Le 10 septembre, 20 heures. 100, 120 et 150 F. Tél.: 0803-020-040 (0,98 F/min.), 3615 Billetel ou FNAC. Web:

www.tibet-info.net/festival

GUIDE

REPRISES CINÉMA

Infidèlement vôtre

de Preston Sturges (Etats-Unis, 1948,

Reflet Médicis, 3, rue Champollion, Paris 5 °. Tél.: 01-43-54-42-34. L'Etoffe des héros

de Philip Kaufman (Etats-Unis, 1983, 3 h 10).

Grand Action, 5, rue des Ecoles, Paris 5°. Tél.: 01-43-29-44-40; Publicis Champs-Elysées, 129, av. des Champs-Elysées, Paris 8°. Tél.: 01-40-30-30-31.

Laura d'Otto Preminger (Etats-Unis, 1944,

Action Ecoles, 23, rue des Ecoles, Paris 5°. Tél.: 01-43-29-79-89.

FESTIVALS CINÉMA

Revoir Paris. Cinéma muet avec accompagnement musical: Le Fantôme de l'Opéra de Rupert Julian (Etats-Unis, 1925). Forum des Images, porte Saint-Eustache, Paris 1er. Tél.: 01-44-76-62-00.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la

gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Mireille au soleil

Mise en scène de Jean-Paul Viot. Guichet Montparnasse, 15, rue du Maine, Paris 14e. Lundi, mercredi et vendredi, 19 heures. Entrée 80 F et 100 F. Lundi tarif unique 80 F. Rel. les 15 septembre et 11 octobre. Jusqu'au 10 novembre. Tél.: 01-43-27-88-61.

Rencontre avec les artistes de l'édition 2000

L'Aventure de Charlotte Nessi, directrice artistique de l'Ensemble Justiniana à propos de Don Quichotte. En présence des comédiens des Trétaux de Maître Pierre.

La Maroquinerie, 23, rue Boyer, Paris 20°. Le 7 septembre, 20 heures. Gratuit. Tél. : 01-58-71-01-01.

Jérôme Barde Group

Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Le 7 septembre, 21 heures. Tél.: 01-42-33-22-88.100 F. No Jazz

Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Le 7 septembre, 21 heures. Tél. : 01-40-26-46-60.80 F.

Alain Mion

Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14. Le 7 septembre, 22 heures. Tél.: 01-43-21-56-70. De 100 F à 150 F.

Nacao Pernambuco

Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9. Le 7 septembre, 20 heures; les 8 et 9 septembre, 20 h 30. Tél. : 01-44-92-77-66. De 110 Fà 130 F.

Travis Bürkis

L'Entrepôt, 7-9, rue Francis-de-Pressensé, Paris 14º. Le 7 septembre, 21 heures. 20 F. Tél.: 01-45-40-78-38.

Wally

Le Trianon, 80, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Les 7, 8, 9, 12, 13, 14, 15, 16 et 19 septembre, 20 h 30, jusqu'au 30 septembre. Location Fnac. De 110 Fà 130 F. Tél. : 0-803-815-803.

Diogal Sakho

Guinguette Pirate, 1, quai François-Mauriac, Paris 13º. Au pied de la BNF. Le 7 septembre, 20 heures, 40 F. Tél.: 01-56-29-10-20.

Karpatt

Bateau El Alamein, Quai François-Mauriac, Paris 13º. Le 7 septembre, 21 h 30.40 F. Tél.: 01-45-86-41-60.

DJ Morpheus, Juryman Batofar, face au 11, quai

François-Mauriac, Paris 13e. Le 7 septembre, 21 heures, 50 F. Tél. : 01-56-29-10-00.

Stefan Pente, Xavier Le Roy

Danse: Extensions 27. Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris 14. Les 7 et 8 septembre, 17 h 30. Tél. :01-42-18-56-72. 30 F.

DERNIERS JOURS

Joël Favreau

Tourtour, 20, rue Quincampoix, Paris 4º.20 heures, jusqu'au 8 septembre. 60 F. Tél.: 01-48-87-82-48.

Le réjouissant jeu de l'absurde et de la facticité

Aïe. Une comédie virtuose défendue bec et ongles par ses interprètes

Film français de Sophie Fillières. Avec André Dussolier, Hélène Fillières, Emmanuelle Devos.

Prenons les choses dans l'ordre. D'abord, il y a l'affiche, c'est-àdire un titre intrigant, le deuxième film d'une jeune réalisatrice, et Emmanuelle Devos. Cela s'annonce bien. Ensuite, il y a la scène d'ouverture, très drôle, où une dame essaie de faire entrer André Dussolier dans une chambre d'hôpital afin de lui présenter une autre dame, alitée. Dussolier résiste comme un fou, d'ailleurs il est fou, puisque la dame alitée, c'est Emmanuelle Devos. Ensuite, il y a un autre rebondissement tout à fait inattendu, et c'est là qu'on arrête de rire pour se mettre à admirer. Ce sera sans doute le principal défaut de ce film, comédie qui cherche à être admirée de ses spectateurs - pour sa virtuosité, son originalité, sa précision et son entrain - plutôt qu'à les faire

Ne soyons pas désagréables, admirons. Admirons André Dussolier, égal à lui-même, c'est-à-dire parfait. Mais d'une perfection un peu froide, un peu mécanique, un peu à la fois comme pour luimême et comme absent à luimême. Depuis quinze ans, seuls les plus grands - Alain Resnais... Alain Resnais, et Alain Resnais – ont su dépasser cette perfection-

Admirons le titre, Aïe, qui s'avère ne pas être seulement une onomatopée éventuellement burlesque (oui, oui, il y a de la douleur dans le burlesque, c'est prouvé), mais le prénom d'une très jeune fille, remarquablement interprétée par Hélène Fillières. Elle aussi est excellente, mais quelle artiste se révèle tout à fait en n'exécutant que des exercices imposés?

DRAGUE AU BISTROT

Admirons la scène de genre tirée au cordeau où celle-ci drague celui-là au bistrot, les répliques tombent pile selon le métronome, c'est subtil, etrange sans etre effrayant, avec une touche de complaisance parfois dans le contrepoint. Dussolier, qui aime toujours Emmanuelle Devos (évidemment) et se demande s'il ne serait pas tout de même le père du

vient de lui offrir tout à trac, alors qu'il ne songeait qu'à draguer gentiment au bistrot. Avec en plus, ses parents à lui, ses parents à elle, son copain et sa sœur à lui, cela compose un assortiment de cas de figures dont l'absolue facticité peut, un moment, paraître réjouissante. Cet assortiment a au moins le mérite de démontrer que les bons acteurs sont capables de dire absolument n'importe quoi en donnant l'impression que cela a un sens. Le dispositif mis en place permet d'enchaîner les scènes comme autant de batailles menées à la baguette par une jeune Clausewitz de l'humour. On se souvient alors que des films comme Pour rire! ou Encore avaient inauguré une veine de comédie d'auteur, flirtant avec l'absurde et le mot d'esprit, et qui connut quelques succès. Il apparaît que Sophie Fillières a entrepris d'emboîter le pas à cette jeune tradition. C'est un choix respectable.

Jean-Michel Frodon





EN VUE

- Les pompiers de Prince George, intervenant lundi 4 septembre, veille de la rentrée scolaire au Maryland, après l'explosion d'une bombe artisanale, en découvraient vingt chez un collégien de 13 ans.
- Sergueï Fomine, directeur d'école dans la région de Volgograd, condamné à trois ans de prison, décernait de faux diplômes contre de la vodka et du poisson séché.
- La Lombardie qui, selon Carlo Borsani, délégué régional à la santé, « veut mener la politique de la terre brûlée autour des délinquants sexuels », prévoit pour les enfants des écoles « au moins une heure » de cours hebdomadaire sur la façon de déjouer les pédophiles.
- Lundi 4 septembre, un jeune Koweïtien, furieux de ne pouvoir parvenir à ses fins en violant à son tour son violeur qui se débattait, a assouvi sa vengeance en le tuant d'une rafale de kalachnikov.
- « Cette évasion c'est ma faute. *Je me sens humilié, frustré et* coupable, vraiment coupable », a déclaré Bernard Kouchner. administrateur de l'ONU au Kosovo, en annonçant, lundi 4 septembre, qu'il sanctionnait le directeur de la prison de Mitrovica, d'où treize Serbes se sont évadés.
- La barrière de sécurité du Pentagone qui, en se dressant mardi 5 septembre, a soulevé dans les airs la limousine d'un ministre allemand avait déjà emporté celle d'un ministre japonais en 1998.
- Les habitants d'Hondarribia, bourg des rives de la Bidassoa, manifestent contre les femmes qui, au nom de l'égalité des sexes, veulent participer à la parade traditionnelle, commémorant une victoire remportée en 1638 sur les Français, déguisées en soldats et armées de mousquetons.
- Ni les champignons monstrueux, ni les profondes vergetures, ni l'épaississement cutané du haut du dos ou l'amincissement de l'épiderme qui se déchire au moindre choc, ni même les ravages des décapages à l'eau de Javel, rien n'effraye les élégantes de Dakar qui veulent s'éclaircir la peau, constate Souleymane Chehadi, dermatologue sénégalais.
- « *Il est encore trop tôt pour* affirmer qu'il s'agit d'une agression raciste », a déclaré Phuti Setati, porte-parole de la police de Johannesbourg, au sujet de Thelma Strydom, commerçante blanche qui avait ordonné à ses employés noirs de peindre en blanc dans son arrière-boutique une adolescente noire soupçonnée de vol.
- Le prince **Henri de** Luxembourg s'est déclaré, mardi à monter sur le trône qu'occupe le grand-duc.

Christian Colombani

Rafic Hariri, homme politique, d'affaires et de presse...

La victoire sans appel du milliardaire libanais aux élections législatives est saluée avec une modestie toute relative dans les différents médias qu'il possède

MARDI 5 septembre, le quotidien Al Moustaqbal (L'Avenir), qui appartient au milliardaire libanais Rafic Hariri, a évidemment consacré sa « une » au triomphe électoral de l'homme politique Rafic Hariri aux élections législatives. On n'est jamais aussi bien servi que par soi-même et en la matière. l'ancien premier ministre libanais ne manque pas de ressources. Propriétaire de ce quotidien encore récent au Liban, actionnaire parmi les principaux d'un autre de bonne renommée, Al Nahar (Le Jour), fondateur de Future Television, dont la page d'accueil sur son site Internet annonce « la nouvelle vision »



pour «un nouveau Liban» de l'homme d'affaires, Rafic Hariri est également propriétaire de Radio Orient qui émet depuis Paris et qui est reçue dans une bonne partie du Proche-Orient et donc au Liban.

Sur ces différents médias, pièces d'un empire dans lequel la communication n'est qu'un élément parmi bien d'autres, on pourra également suivre l'ascension robuste, depuis la publication des résultats des élections, de l'action de la société Solidere chargée de la reconstruction de Beyrouth et dont Rafic Hariri est également le fondateur. Les projets de Solidere, en panne depuis le départ de l'homme d'affaires du poste de premier ministre, pourraient en effet repartir de plus belle à la faveur de ce succès électoral... On l'aura compris, la notion un peu abstraite de milliardaire prend au Liban, et

s'agissant de cet homme d'affaires, un tour extrêmement concret.

Compte tenu de la victoire sans appel remportée par ses listes, l'ancien premier ministre, qui avait quitté ses fonctions en 1998 à la suite d'une brouille avec le nouveau président de la République, Emile Lahoud, peut se payer le luxe de la modestie. Et le quotidien Al Moustaqbal d'adopter le ton factuel de l'information plutôt que celui de la basse propagande, même si on se doute que les médias de Rafic Hariri n'ont certainement pas été les plus virulents à son égard pendant la campagne.

Mardi matin, au cours d'une con-

férence de presse, l'homme d'affaires a éludé toute question trop brûlante concernant un éventuel retour aux affaires. « Personne ne m'a encore demandé mon avis pour l'instant sur la question de la présidence du Conseil. C'est une question prématurée qui devra être traitée selon les règles constitutionnelles », a-t-il finalement expliqué. Difficile d'adopter un profil plus bas. Chemin faisant, le vainqueur des élections a évité de fâcher qui que ce soit. Ainsi le rôle de la Syrie, parrain politique du Liban où elle entretient 35 000 hommes et un réseau de renseignement, a été « positif » dans le passé, et est « de plus en plus positif ».

De même, le numéro de Al Moustaqbal daté de mercredi rendra certainement compte des propos amènes également tenus par Rafic Hariri sur ses ennemis. Mardi, le milliardaire a ainsi salué « la probité et l'impartialité des pouvoirs publics, du chef de l'Etat », citant nommément M. Lahoud, le gouvernement et le controversé ministre de l'intérieur Michel Murr, puisque, selon lui, « les règles démocratiques ont été respectées malgré l'ambiance qui a prévalu durant la campagne » électorale. D'ici la nomination du nouveau premier ministre, Rafic Hariri devrait avoir des rendez-vous réguliers avec ses médias, alimentant ainsi une sorte de circuit fermé dans lequel le propriétaire du journal ou de la chaîne de télévision fait aussi l'actualité.

CIRCUIT FERMÉ

Gilles Paris

DANS LA PRESSE

Georges Suffert

■ Le gouvernement français, habitué à la résignation des consommateurs - le silence des agneaux -, ne bouge pas. Les taxes sur les produits pétroliers constituent un vrai trésor pour l'Etat. Mais voilà que la petite réforme fiscale consentie par Laurent Fabius réveille les Français. Les uns après les autres, marins, camionneurs, paysans, ambulanciers, taxis entrent dans la danse : ils ne supportent plus les 70 % de taxe prélevés par l'Etat. Cette livre de chair noire, il n'est pas écrit sur les tables de la loi qu'elle appartienne de toute éternité à l'Etat. Il n'y a donc pas de véritable pénurie et la régulation de la production devrait mettre un terme à la petite crise actuelle. Mais la colère des consommateurs ne cessera pas ipso facto.

Le gouvernement ferait bien d'en prendre conscience.

LIBÉRATION

Jacques Amalric ■ Cette sérénité gouvernementale plaiderait donc plutôt en faveur de la thèse de la préméditation : quelques jours d'inconvénients majeurs infligés à la collectivité ne seraient pas inutiles pour discréditer des pratiques revendicatives indéfendables. La thèse, pourtant, ne résiste pas à quelques instants de réflexion; après avoir sacrifié la vignette pour satisfaire tous les automobilistes et capitulé à marée haute face à la détresse des pêcheurs, le gouvernement ne pouvait ignorer ce qui l'attend : éteindre l'incendie du gazole grâce à de nouvelles gesticulations comptables, tout en espérant que Bruxelles n'y retrouvera pas trop à redire. Pourquoi donc, le sacrifice étant

connu, ne pas avoir donné le feu vert au ministre des transports pour entreprendre sa mission de bons offices dès samedi?

LA TRIBUNE

Philippe Mudry

■ (...) A chaque fois le gouvernement, pris de court par l'épreuve de force, se voit contraint de négocier dans de mauvaises conditions et souvent de céder, permettant ainsi la perpétuation du système. Or celui-ci ne doit pas survivre. Il est grand temps que l'assainissement naturel de cette profession puisse se faire comme dans les autres, que les concentrations puissent avoir lieu, bref que la modernisation du transport routier français puisse s'opérer, comme elle s'opère dans d'autres pays d'Europe. Six mois après le conflit qui a agité cette profession sur les 35 heures, ce n'est pas en reculant une fois de plus que les pouvoirs publics l'aideront à s'améliorer, sur le terrain économique comme sur le terrain social.

LCI Pierre-Luc Séguillon

■ Dans l'immédiat, le gouvernement de Lionel Jospin n'a guère le choix de la médication. (...) Mais cette potion, appliquée dans l'urgence, si elle permet de débloquer les dépôts de carburant et de calmer provisoirement la grogne des patrons routiers, ne fera que provoquer de nouvelles poussées de fièvre revendicative chez d'autres professions sans pour autant résoudre au fond cette crise. Aussi longtemps que ne sera pas réorganisé le transport routier français, les cadeaux et concessions faits à cette profession ne suffiront pas à la préserver face à la concurrence européenne et, bien au contraire, entretiendront sa fragi-

www.cplus.fr/html/deauville2000

La « convergence » entre télévision et Internet se réalise en douceur sur le terrain

LORSQU'ELLES SONT interviewées pour Canal Plus, les stars d'Hollywood présentes au Festival du cinéma américain de Deauville ont compris que cette année, elles devaient s'attendre à tout, qu'il s'agisse des questions, des lieux de tournage, du matériel: Internet, désormais omniprésent, vient bouleverser les habitudes. Pour Olivier Cazes, directeur de production chargé des opérations spéciales, l'époque des cloisonnements est révolue: « Il y a encore quelques mois, nous avions d'une part les images "nobles" tournées pour la télé avec des bétacams, et d'autre part les images tournées pour le Web avec des caméras numériques légères. Cette distinction est en train de s'effacer, grâce au progrès du numérique et au changement des mentalités. Même chose pour le contenu : je ne raisonne plus en termes de télévision d'un côté, Internet de l'autre. L'important, c'est de ville. Ensuite, nous exploitons nos images selon les besoins éditoriaux de nos différents supports : site Web, chaînes thématiques, émissions de Canal... »



Ainsi, Canal Festival, la chaîne par satellite qui diffuse seize heures par iour pendant tout le festival, est aus-Ses émissions de plateau sont animées par deux journalistes : un présentateur venu de Canal Plus, comme Serge Dana ou Edouard Baer, et

le déià célèbre « netman » Satanas. (Le Monde du 20 mai), qui pose aux invités des questions envoyées en ordinateur portable via un canal de

Par ailleurs, Satanas réalise spécifiquement pour le Web des interviews de stars, de Tommy Lee Jones à Morgan Freeman. A nouveau, il mélange ses questions avec celles des internautes. Un seul technicien s'occupe du son, de l'image et de la transmission. Sa mini-caméra numérique est reliée à un ordinateur portable muni de deux antennes. Le signal est ainsi retransmis jusqu'à un petit boîtier qui peut être placé n'importe où dans un rayon de 50 mètres, et de là vers le serveur de Canal Plus à Paris grâce à une simple ligne Numéris. L'interview est diffusée sur canalplus.fr avec quelques secondes de décalage, et restera disponible à la demande. En même temps, tout est enregistré sur une minicassette numérique. Elle sera confiée à la rédaction de Canal Festival, qui pourra utiliser des extraits pour ses émissions: «En théorie, nous pourrions même prendre les images des deux netites webcams aue nous avons installées dans les couloirs du festival, et qui iles à distant nautes. Puisqu'ils posent déjà les ques-

Yves Eudes

SUR LA TOILE

JOURNAL INTIME

■ Lu Youqing, un Chinois de trente-sept ans atteint d'un cancer incurable, a décidé d'arrêter tout traitement médical et de publier sur Internet un journal intime intitulé « Chroniques de la mort », où il raconte son épreuve physique et morale et s'interroge sur l'attitude de la société chinoise face aux malades. Ses textes, qui sont lus quotidiennement par plusieurs milliers d'internautes, ont déclenché un débat dans les médias chinois et sur Internet. Selon ses médecins, M. Lu Youqing n'a plus que quelques semaines à vivre – (AP.) www.rongshu.com

BOURSE

■ Un étudiant de vingt-trois ans habitant El Segundo (Californie) a été arrêté pour avoir manipulé le cours de l'action de la société Emulex en diffusant sur Internet une fausse dépêche faisant état de graves problèmes internes au sein de l'entreprise. Profitant d'une forte baisse puis d'une rapide remontée 242 000 dollars en quelques jours. La police a retrouvé sa trace car il avait utilisé un ordinateur de son université. – (AP.)

Abonnez-vous au

OUI, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173^F (26,37€) par mois par prélèvement automatique. □ M. □ Mme Prénom: Nom: Adresse Code postal : Localité : Offre valable jusqu'au 31/12/2000 en France métropolitaine pour un abonnement postal. N° NATIONAL D'ÉMETTEUR ORGANISME CRÉANCIER : *LE MONDE* Autorisation de prélèvements J'autorise l'établissement teneur de TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*. Je resterai libre de suspendre provisoire-Code postal Ville. ment ou d'interrompre mon abonnement à NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT tout moment. DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne) Date :..... Signature: DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER IMPORTANT: merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il v en a un dans votre chéquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99FTTC/min)

"Le Monde" (USPS=0009729) is published daily for \$892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additionnal mailing offices, POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 129191518

Pour les abonnements souscrits aux USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél.: 800-428-30-03

Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Avel mad ! par Luc Rosenzweig

IL Y A DES JOURS où tout contribue à vous mettre de méchante humeur. L'actualité, tout d'abord, qui vous fait désespérer de la France et des Français : pourquoi tant de haine contre de pauvres dépôts d'essence qui ne nous ont rien fait? Ils vont bientôt se mettre à meugler lamentablement comme les vaches que l'on oublie de traire. Et pourquoi tant de bêtise concentrée en si peu de temps dans « C'est mon choix pour l'été », l'émission vedette de France 3, où l'on paye une présentatrice pour qu'elle rende les invités ridicules sans qu'ils s'en rendent compte? Nous décidâmes donc de fuir le brouet hexagonal et de partir à l'aventure dans la jungle des chaînes amenées à domicile par notre parabole. Elle aussi devait être dans un mauvais jour, car elle refusa obstinément de nous fournir CNN, où nous nous proposions de regarder en boucle cette scène apparue furtivement dans les JT français, où l'on voit le candidat républicain George Bush junior traiter un journaliste du New York Times de « major league asshole » (« super trou du cul ») sans se douter que les micros étaient encore ouverts. C'est alors qu'apparut, au hasard du zapping, la petite nouvelle, celle dont on avait beaucoup parlé ces derniers jours, mais que l'on ne s'attendait pas à trouver si loin de chez elle, jusque dans les montagnes où personne, ou presque, ne sait nager. Oui, TV Breizh en Haute-Savoie, c'est encore plus exotique que CNN. D'abord, cela parle de temps en temps un étranger incompréhensible, notamment au moment de la météo. Ce doit être sans doute pour ne pas décourager les touristes potentiels avec des dépressions déprimantes. Quelques publicités (en breton Bruderezh) se sont adaptées à ce nouveau média, en traduisant leur réclame dans la langue de Per

Jakez Hélias, mais Andy Mac-Dowell ne dit pas encore dans cet idiome qu'elle « le vaut bien ». Dommage. Et il y a ensuite an biviz, l'entretien. Contrairement aux chaînes nationales, où la parole des gens d'en bas est fractionnée, réduite à la Jivaro (une phrase par tête), on prend ici tout son temps pour les laisser parler, on traite l'homme, ou la femme, de la rue avec les égards réservés ailleurs aux gens réputés importants. Ainsi, Agnès, cheftaine scoute et paroissienne zélée de Lamballe, n'était qu'une participante parmi des centaines de milliers aux JMJ de Rome. On l'interrogea pendant plus de vingt minutes sur cette expérience, et ce n'était pas ennuyeux. On se dit en l'écoutant que ce pape est drôlement malin d'avoir détourné à son profit ces rassemblement mondiaux de jeunes euphoriques inventés jadis par Staline et ses émules. Avel mad! (« bon vent »), TV Breizh!

MERCREDI 6 SEPTEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DEBAIS	
21.00 Cachemire, la poudrière. 22.00 Musique brésilienne,	Forum
musique métisse. 23.00 Les Risques nucléaires	Forum
et la santé publique.	Forum
MAGAZINES	
18.50 Nulle part ailleurs.	

MAGAZINES
18.50 Nulle part ailleurs. Invités : Robert Badinter ; Matthew McConaughey. Canal +
20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Tito-Staline: L'exception
et la règle. Arte
20.55 Combien ça coûte ?
Argent d'été, argent caché. Invitée : Véronique Genest. TF 1
22.40 Ça se discute. L'amour est-il
plus fort que les tabous ? France 2
23.10 Le Droit de savoir. Trafic auto:
sur la route des escrocs. TF 1
0.30 E = M 6 découverte.
Les dangers de la mer. M 6

DOCUMENTAIRES

17.45 Sur la terre des dinosaure	es.
[3/6]. Mers cruelles.	France 3
20.15 360°, le reportage GEO. Boire l'eau de mer?	
Boire l'eau de mer ?	Arte

1917-1991. [1/6] 1917 - 1917 - 1938 : les raisins de la colère. **Planète 21.45** Musica. Musiques tziganes, une histoire de famille. Portrait de Schnuckenack Reinhardt.

21.30 Le Grand Jeu, URSS / USA:

21.45 Carl Dreyer, sculpteur

22.00	de lumières. C Le Siècle	Ciné Classics
22.15	de Jorge Semprun. [1/2] La Dernière Montagne	Histoire
22.13	d'Alison.	Odyssée
22.50	Cachemire,	\.
23.15	le désespoir des vallées Man Ray.	
0.00	Man Ray. Prophète de l'avant-garde.	Arte

0.00 GI Bill. La loi qui changea l'Amérique. Planète

SPORTS EN DIRECT

17.00	Football.
	Championnat de D 1 (6 ^e journée):
	Championnat de D 1 (6e journée) : Sedan - Rennes. Canal + vert
19.00	et 1.00 Tennis. US Open (10e jour). A
	Flushing Meadow. Eurosport
20.00	Football.
	Championnat de D 1 (6 ^e journée):
	Saint-Etienne - Lyon. TPS Foot

DANSE

21.00 « A force de partir, je suis resté chez moi ». Ballet. Chorégraphie de Maurice Béjart. Musique de Gustav Mahler. Par le Béjart ballet de Lausanne. **Muzzik**

22.15 « Dionysos ». Ballet.
Chorégraphie de Maurice Béjart.
Musique de Manos Hadjidakis. Par
le Béjart ballet de Lausanne. Muzzik

0.00 « Stamping Ground ». Ballet.
Chorégraphie de Jiri Kylian.
Musique de Carlos Chayez, Par le Musique de Carlos Chavez. Par le Nederlands Dans Theater. **Mezzo**

MUSIQUE

18.30	Tri Yann. Lorient 1999.	Mezz
	Carlos Nuñez.	
	Lorient 1999.	Mezz
21.55	Donna Summer.	
	New York 1999. Paris	Premièr
22.00	La Rencontre du classique	<u> </u>
	et du jazz.	
	Avec Tzimon Barto, piano ; Wolfgang Dauner, piano.	
		Mezz
23.45	Natacha Atlas.	
	Montréal 1999.	Muzzi
1.00	Hommage à Charlie Parke	er.
	La Villette 1989. Paris	Premièr

11.4	EFILIVIS	
20.45	Un amour qui tue.	
	Simon Langton [1 et 2/2].	RTL 9
20.55	Passion interdite.	
20 55	Thierry Binisti. O . Fra Le Crime du siècle.	ince :
	Mark Rydell. O.	тмо
22.30	L'Amour en héritage. Douglas Hickox et Kevin Connor [2/4]. O.	
	Hickox et Kevin Connor [2/4]. O.	Téva

SÉRIES

20.30	Quai nº 1. Marie Gare.	Fes	tiva
20.50	Police district. Zone occup Mineur en danger o .	ée O .	М
20.50	New York District. Fureur L'esprit de clan.	noire 13 ^{ème}	RUI
21.35	Leaving L.A. Dead Elvis (v.o.). •	Série	Clul
22.45	Ally McBeal. Guerre civile Main dans la main O .	0.	М

FILMS

17.00 L'Expédition du Fort King ■ ■ Budd Boetticher (EU, 1953, v.o., 90 min) **O**. Cine Ciné Cinémas 3 17.20 L'Attentat ■ Yves Boisset (France, 1972, 130 min). Festival 18.10 La Chanson

d'une nuit ■ ■ Anatole Litvak (France, 1932, N., 80 min) **O**. Cinétoile 19.15 Août **■** ■ Henri Herré (France, 1992, 90 min) **O**. Cinéfaz



20.30 Vampyr, l'étrange aventure de David Grav ■

Carl Theodor Dreyer (Fr. - All., 1932, N., v.o., 75 min) **O**.

Ciné Classics 21.00 La Rivière sans retour ■ Otto Preminger (Etats-Unis, 1954, 90 min) **O**. Cinétoile

22.20 Le Chat ■ ■ Pierre Granier-Deferre (France, 1971, 90 min) **O**. Ciné Cinémas 1 23.25 Anna ■ ■

Alberto Lattuada (Italie, 1951 N., v.o., 105 min) **O**. **Cin** Ciné Classics 23.50 Qiu Ju, une femme

chinoise ■ ■ ■ Zhang Yimou (Chine, 1992, 95 min) **O**. Cinéstar 2 23.55 Non, ou la vaine gloire

de commander ■ ■ Manoel de Oliveira (Fr. - Esp - Port., 1990, v.o., 110 min) **O**. Ciné Cinémas 2 0.25 Parfait amour! ■ ■

Catherine Breillat.
Avec Isabelle Renauld,
Francis Renaud (France,
1996, 110 min) O. Cinéfaz 2.15 Fog ■ ■

TÉLÉVISION

PROGRAMMES

TF1

17.35 Sunset Beach. 18.25 Exclusif.

19.05 Le Bigdil. 19.55 Hyper net. 20.00 Journal, Météo

20.55 Combien ça coûte ? Argent d'été, argent caché. 23.10 Le Droit de savoir.

des escrocs. 0.35 Minuit sport.

FRANCE 2

16.55 Des chiffres et des lettres. 17.30 Jeux d'espions. 18.20 JAG o.

19.15 Qui est qui? 19.50 Un gars, une fille o. 19.55 et 20.45 Tirage du Loto.

20.00 Journal, Météo. 20.45 Tirage du Loto. 20.55 Passion interdite.
Téléfilm. Thierry Binisti O.

22.40 Ça se discute. L'amour est-il plus fort que les tabous ?

0.45 Journal de la nuit.

FRANCE 3 17.45 Sur la terre des dinosaures.

18.15 Un livre, un jour. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Le 19-20 de l'info, Météo. 20.05 Tout le sport.

20.20 C'est mon choix pour l'été. 20.55 Le Prix du silence. Téléfilm. Rodney Gibbons O. 22.30 Météo, Soir 3.

22.55 Ciné mercredi.

23.00 La Femme publique Film. Andrzej Zulawski O. **1.10 Libre court.** Le Chant des sirènes.

CANAL+

17.00 Le Commando du désert. Téléfilm. Jim Wyrnoski **O**. ► En clair jusqu'à 21.00

18.25 Les Simpson O. 18.50 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma.

21.00 Un élève doué Film. Bryan Singer O. 22.45 Jour de foot.

23.45 Surprises. 23.50 Histoires gay. [1 et 2/2] O.

M 6

ARTE

19.00 Connaissance.

23.05 Flash Bach.

19.45 Météo, Arte info. 20.15 360°, le reportage GEO. 20.45 Les Mercredis de l'Histoire.

21.45 Musica. Musiques tziganes, une histoire de famille. Portrait de Schnuckenack Reinhardt.

23.15 Profil. Man Ray. Prophète de l'avant-garde.0.15 La Lucarne. Le Jour du pain.

18.25 La Vie à cinq o. 19.20 Dharma & Greg o. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.05 Notre belle famille o.

20.39 Conso le dise.

20.40 Décrochage info, Jour J.

20.50 Police district. Zone occupée O.
Mineur en danger O.
22.45 Ally McBeal. Guerre civile O.
Main dans la main O.
0.30 E = M 6 découverte.

RADIO

FRANCE-CULTURE

21.00 Mesures, démesures. Festival Voix Nouvelles, à Royaumont. Actualités. 22.12 Multipistes.

22.30 Surpris par la nuit. L'enfance fusillée. 0.05 Du jour au lendemain.

0.40 Chansons dans la nuit.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Concert. Par l'Ensemble Voxnova et l'Ensemble de solistes, dir. Alain Bacquart : *Le Livre du labyrinthe*, de Bancquart.

22.30 Jazz, suivez le thème.
Baby, Won't You Please Come Home?
23.00 Le Conversatoire.

0.00 Tapage nocturne.

RADIO CLASSIQUE

20.40 Grandeur et décadence

de la ville de Mahagonny.
Opéra de Weill. Par le Chœur Pro
Musica de la Musikhochschule de
Cologne et l'Orchestre de la Radio de
Cologne, dir. Jan Latham-König, Anny
Schlemm (Leocadia Begbick), Thomas
Lehrberge (Fatty le comptable).
Les Rendez-vous du soir (suite)

23.05 Les Rendez-vous du soir (suite). Œuvres de Haydn, Beethoven.

FRANCE-MUSIQUES

12.35 C'était hier: **Sviatoslav Richter**

DÉBATS

21.00 Tous les chemins mènent

22.00 Eau, ressource à préserver. Forum

23.00 Sport, les femmes aussi... Forum

13.00 Courts particuliers. Invité : Vincent Elbaz. **Paris Première**

14.35 C'est mon choix. Pas facile de vivre

La Cinquième Con Univers.
La Terre : Les explorateurs
naturalistes.
La Cinquième

Prêt à porter automne - hiver 2000 - 2001 de Lanvin. Paris Première

20.00 Courts particuliers. Avec Cédric Klapisch. **Paris Première**

20.05 Temps présent. Liechtenstein : La femme qui en savait trop.Hôpital... Silence on ferme! TSR

20.50 Envoyé spécial. Un été à Paris. Country-music à la française. P. - s. : « Octobre Rouge ». France 2

21.05 Les Aventuriers de la science. Vacances sur un air de science.

22.40 Boléro. Invité : Marco Simone.

22.50 Zig Zag café.
Philippe Joye, mon frère
n'était pas le mien.

23.05 Dites-moi. Invité: Patrice van Eersel.

DOCUMENTAIRES

17.05 La Mare au Canard.

18.00 L'Actors Studio. Shirley MacLaine.

de la Calypso.

18.05 La Légende

FRANCE 3

Faut-il interdire les sectes?

17.45 Sur la terre des dinosaures. [4/6]. Les maîtres du ciel. **France 3**

18.30 Guerre et paix en Irlande. Histoire

17.45 Sur la terre des dinosaures

Après en avoir livré une version ré-

duite. France 3 diffuse du 4 au

9 septembre l'intégrale, soit trois

heures de programmes, de ce do-

cumentaire de la BBC réalisé par

Tim Haines, sur des commentaires

en français d'André Dussolier.

L'occasion de découvrir la vie et la

mort de ces géants, de leur domi-

nation sur le monde animal jus-

qu'à leur disparition après plus de

160 millions d'années.

Invité : Jacques Rozier. Ciné Classics

23.20 Prise directe.

23.55 Le Club.

à la science.

MAGAZINES

13.05 L'Hebdo. Franco fait son cirque.

15.10 et 22.10 Science été.

Catherine Sauvage. Julien Clerc.

17.10 Les Rencontres de l'été.

Invité : Jean Tiberi.

19.00 Une année de défilés.

18.10 et 0.10 Musiques.

18.50 N.P.A.

Les expositions de l'été.

17.00 Les Lumières du music-hall.

13.50 La Cinquième rencontre...

Du lundi au vendredi, retrouvailles, dans l'émission de Georges Boyer et François Castang, de Sviatoslav Richter, ce pur musicien qui avait acquis la maîtrise de son clavier, sans jamais faire de gammes. Un vaste panorama, à partir d'extraits de concerts qu'il donna, des œuvres de Mozart, Beethoven ou Liszt. Avec la magie de son toucher poétique.

GUIDE TÉLÉVISION

PLANÈTE

20.30 Les Voix d'Israël

Dans l'attente du difficile processus de paix, le film d'Avi Hemi donne l'occasion de sonder les opinions de citoyens ordinaires des deux camps. Les paroles des personnes interviewées se croisent, ponctuées par l'analyse du célèbre écrivain israélien Amos Oz. Un film tourné sur les traces de celui que réalisa le même réalisateur, quatorze ans auparavant, en 1982, lorsqu'il sillonna la région.

18.40 Les Grandes Expositions.

L'art en France sous le Second Empire.

19.00 Voyages, voyages. Les Iles de la mer Baltique.

19.10 L'Œil des cyclones. [3/3].

20.15 360°, le reportage GEO.

Renoir (1841-1919).

21.20 L'Immunologie réinventée

par une hôtesse de bar.

« Le Bal du moulin de la Galette ».

de glace et de feu

22.30 Thema. Les Aborigènes. Mabo, le combat d'une vie. L'Art ou les Dollars ?

peintres voyageurs.

23.15 Le Grand Jeu, URSS - USA:

1917-1991. [1/6]. 1917 - 1938 Les raisins de la colère.

23.50 Itinéraires sauvages. L'homme Odyssée

22.50 Les Africanistes,

23.30 Irak, 5000 ans

et 6 semaines

0.30 Un siècle d'écrivains.

SPORTS EN DIRECT

15.00 Cyclisme. Tour d'Espagne

(12e étape) : Saragosse -Saragosse (132 km).

18.30 « La Veuve joyeuse ». Ballet. Chorégraphie de Ronald Hynd. Musique de Lehar. Par le ballet

Jean-Claude Cappara.

22.40 « Aunis ». Ballet.

MUSIQUE

ARTE

national du Canada. Avec Karen Kain (Hanna Glawari). **Mezz**

Chorégraphie de Jacques Garnier. Avec Kader Belarbi, Wilfried Romoli

17.15 Intégrale Chopin.

Rêverie, par Stefania Toczyska;

Valse en la bémol majeur, op. 42, par

Garrick Ohlsson; Valse en la bémol

majeur, op. 64 n° 3, par Magdalena

Lisak; Valse en mi bémol majeur,

par Brigitte Engerer; etc.

Mezzo

20.00 « Burlesque », de Strauss. Avec Volker Banfield, piano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Elgar Howarth. Mezzo

20.40 Thema: les Aborigènes,

A quelques jours de l'ouverture

des JO de Sydney, un film (Dead

Heart, de Nick Parsons), et deux

documentaires, l'un sur la résis-

tance des Aborigènes, Mabo, le

combat d'une vie, de Trevor Gra-

halm, l'autre sur le marché de l'art

et de la peinture de ce peuple. Loin

de l'argent et des exploits sportifs,

un autre regard sur l'Australie, né-

l'autre visage de l'Australie

19.00 et 1.00 Tennis. US Open (11e jour).

21.55 Taïga, forêt

LCI

LCI

LCI

TSR

France 3

Odyssée

Paris Première

La Cinquième

Canal +

Paris Première

20.30 et 22.55 Palettes, Pierre-Auguste

19.30 La Reconstruction.

FRANCE 2

20.55 Passion interdite

Thierry Binisty, réalisateur de ce

21.00 Festival Pablo Casals

Planète

Planète

Histoire

Histoire

Planète

Odyssée

Odyssée

Planète

France 3

Eurosport

Mezzo

Arte

Arte

Arte

de Prades 99.

Suite pour violoncelle seul n° 3 en do majeur, BWV 1009, de Bach, par Arto Noras, violoncelle ; Sérénade pour violoncelle et piano, A Pablo Casals, op. 98, de Fauré, par Hai-Ye Ni, violoncelle et leare, Claude Von Den

violoncelle, et Jean-Claude Van Den Eynden, piano ; etc. Me

Vienne-Prague. Par le Royal Philharmonic Orchestra, dir. André Previn. **Muzzik**

22.50 « Requier », de Brahms.

Avec Kathleen Battle, soprano ; José
van Dam, baryton. Par l'Orchestre
philharmonique de Vienne, dir.

Herbert von Karajan. Paris Première

0.30 « Méphistophélès », de Boito. Par l'Orchestre et le Chœur du Théâtre de Gênes, dir. E. Muller. **Muzzik**

17.40 Chaudemanche, père et fils.

21.00 Mozart en tournée, Prague.

21.30 Mozart en tournée.

TÉLÉFILMS

Joël Seria. O.

20.55 La Force de l'amour.

Joseph Sargent, O.

22.10 Anibal. Pierre Boutron.

Christopher Leitch

Lutz Konermann.

SÉRIES

18.25 Les Simpson.

19.20 Dharma & Greg.

Le trésor. O.

19.30 Mission impossible.

20.50 X-Files. Biogenèse. **O**. [1 et 2/2]. La sixième extinction. **O**.

22.05 Histoires gay 2. [1 et 2/2] **o**.

20.55 Une femme d'honneur.

23.30 Poltergeist, les aventuriers

Le dernier preux chevalier. O. Voyance extrême. O.

23.30 Le Caméléon. [2/2]. Instinct naturel (v.o.). **Série Club**

Cat Fight Club (v.o.). O. Canal Jimmy

du surnaturel.

0.35 Absolutely Fabulous.

0.30 Un siècle d'écrivains:

Son image d'écrivain libertin a

longtemps caché d'autres aspects

de la personnalité de Pierre Louÿs,

dandy qui termina sa vie en pleine

folie, s'arc-boutant dans son refus

de voir éditées ses dernières

œuvres. Un portrait de Pierre Du-

mayet et Robert Bober sur cet écri-

vain libre, auteur de poèmes, de

romans et de contes, grand admi-

rateur de la Grèce antique.

Peur (v.o.). O

1.05 That 70's Show.

FRANCE 3

Pierre Louÿs

20.20 Friends. Celui avec George.

0.30 Patricia G. Hans Liechti. O.

0.55 Un amour presque parfait.

Simpson Horror Show X. O.

22.45 Beauté criminelle.

21.05 La Maison des bois. Maurice Pialat [1 et 2/6]. **o**.

Avec Zoltán Kocsis, piano. Par les Virtuoses de Prague, dir. Jiri Belholavek.

téléfilm et coscénariste, raconte l'histoire, assez classique, d'une passion entre un quinquagénaire et une jeune fille de quinze ans. Il sait décrire cette histoire d'amour sans mièvrerie ni impudeur, remarquablement interprétée par Didier Sandre et Myriam Moraly. Le débat de Jean-Luc Delarue, qui suit, est intitulé « En amour, peuton briser les tabous? ».

Muzzik

. Festival

Histoire

Festival

TF 1

Téva

Arte

Canal +

Série Club

M 6

RTL 9

TF 1

M 6

Canal Jimmy

Canal -

TMC

John Carpenter (Etats-Unis, 1980, 90 min) **6**. Cinéfaz

JEUDI 7 SEPTEMBRE

FILMS

13.25 Anna Alberto Lattuada (Italie, 1951, N., v.o., 100 min) O. Ciné Classics 14.20 Le Hasard ■ ■

Krzysztof Kieslowski (Pologne, 1982, v.o., 120 min) O. Cinéstar 1 **15.00** Les Gens de la nuit ■ ■ Nunnally Johnson (EU, 1954, v.o. 90 min) **O**. **Ciné Ciné** Ciné Cinémas 3

17.25 Août ■ ■ Henri Herré (France, 1992, 90 min) **O**. Cinéfaz

18.50 Nous avons gagné ce soir ■ Robert Wise (EU, 1949, N., v.o., 75 min) **o**. Ciné Classics

19.25 Quadrille **■** ■ Sacha Guitry (France, 1937, N., 95 min) O. Cinétoile



20.30 The Gay Falcon ■ Irving Reis. Avec George Sanders, Wendy Barrie (Etats-Unis, 1941, N., v.o., 70 min) O. Ciné Classics

20.30 Kafka ■ ■ Steven Soderbergh (EU, 1991, N., 100 min) **O**. **Ciné Cinémas 1** 20.50 L'Homme le plus dangereux

du monde ■ ■
J. Lee Thompson (Etats-Unis, 1969, 100 min). 13me Rue 21.00 Sierra torride ■ ■

Don Siegel (Etats-Unis, 1969, 110 min). **Paris Première** 21.00 Le Journal d'une femme de chambre ■

N., 95 min) O.

22.10 L'Expédition du Fort King ■ ■ Budd Boetticher (Etats-Unis, 1953, v.o., 85 min) **O**. **Ciné Cinémas 1**

Cinétoile

22.50 L'Impasse tragique ■ Henry Hathaway (EU, 1946, N. v.o., 100 min). 13ème Rue



23.05 Nos funérailles ■■
Abel Ferrara.
Avec Christopher Walken,
Chris Penn (États-Unis, 1996,
105 min) O. France 2 0.05 Khartoum ■

0.20 Qiu Ju, une femme chinoise ■ ■ Zhang Yimou (Ch 95 min) **O**. Cinéstar 1

1.35 Requiem ■ ■

Basil Dearden (Grande-Bretagne, 1966, 120 min) **O**. **Cinétoile**

TÉLÉVISION

PROGRAMMES

13.55 Les Feux de l'amour. 14.45 High Secret City,

la ville du grand secret. 15.45 Les Dessous de Palm Beach. O.

16.40 7 à la maison. 17.35 Sunset Beach. 18.25 Exclusif.

19.05 Le Bigdil. 20.00 Journal, Tiercé, Météo. 20.55 Une femme d'honneur.

22.45 Made in America. Beauté criminelle. Téléfilm. Christopher Leitch. 0.25 Très chasse.

FRANCE 2

13.50 Un cas pour deux. 14.55 Rex.

15.45 Tiercé.

16.00 La Chance aux chansons. 17.00 Des chiffres et des lettres.

17.25 Un livre.

17.30 Jeux d'espions. 18.20 JAG.

19.15 Qui est qui? 19.50 Un gars, une fille. 20.00 Journal, Météo, Point route.

20.50 Envoyé spécial. Un été à Paris. Country-music à la française. « Octobre Rouge »

23.05 Nos funérailles ■ ■ Film. Abel Ferrara O. 0.50 Journal, Météo.

FRANCE 3

13.55 C'est mon choix. **15.00 Le Pirate.** Téléfilm. Ken Annakin [1/2].

16.35 Les Minikeums.

17.45 Sur la terre des dinosaures.
[4/6] Les maîtres du ciel.

18.15 Un livre, un iour. 18.20 Questions pour un champion.

18.50 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.03 Consomag.

20.05 Tout le sport. 20.20 C'est mon choix pour l'été. 20.55 Tatie Danielle Film. Etienne Chatiliez.

22.50 Météo, Soir 3.

23.20 Prise directe.
Faut-il interdire les sectes ? 0.30 Un siècle d'écrivains. Pierre Louvs

CANAL+

14.05 Meurtre parfait Film. Andrew Davis O. 15.55 Bollywood. Made in India. 16.50 Les Moissons d'Irlande Film. Pat O'Connor O.

► En clair jusqu'à 20.40 18.25 Les Simpson. O. 18.50 Nulle part ailleurs.

20.40 Le Schpountz Film. Gérard Oury. O. 22.05 Histoires gay. [1 et 2/2] O. 23.35 Mon frère Film. Gianni Amelio. O

Les codes du CSA

Tous publics Accord parental souhaitable

Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans 0 Public adulte

Interdit aux moins de 16 ans Interdit aux moins de 18 ans

13.50 La Cinquième rencontre.. La Terre : Les explorateurs nat 15.20 Les Passeurs du siècle. [4/5] Mellerio, dits Meller

LA CINQUIÈME/ARTE

15.50 Eco & compagnie Europe. 16.00 Accro. Nouvelles drogues de synthèse

16.15 Jeunesse.

17.05 Alfred Hitchcock présente. 17.35 100 % question spécial collège.

18.05 La Légende de la Calypso.

18.55 C'est quoi la France ?

19.00 Voyages, voyages. Les Iles de la mer Baltique. 19.45 Météo, Arte info.

20.15 360°, le reportage GEO. Sauvetages en haute mer. 20.40 Thema. Les aborigènes, l'autre visage de l'Australie. 20.45 Dead Heart Film. Nick Parsons (v.o.). 22.30 Mabo, le combat d'une vie. 23.55 L'Art ou les Dollars?

0.55 Un amour presque parfait. Téléfilm. Lutz Konermann.

M 6

13.35 Le Triomphe de la vérité. Téléfilm. Robert Markowitz **O**.

15.25 Code Quantum. O.

16.20 M comme musique. 17.25 Code Eternity. O. 18.25 La Vie à cinq. o.

19.20 Dharma & Greg. O 19.50 I-minute, Le Six Minutes, Météo.

20.05 Notre belle famille. O.

20.40 Décrochage info, Passé simple.

20.50 X-Files. Biogenèse **O**; La sixième extinction [1 et 2/2] **O**. 23.30 Poltergeist,

les aventuriers du surnaturel. 1.10 Chapeau melon et bottes de cuir.

FRANCE-CULTURE

19.30 Cas d'école 20.30 Fiction 30. Radiodrames

RADIO

Charles et Rainer, de Claude Prin. 21.00 Le Gai savoir. Robert Muchembled.

22.12 Multipistes. 22.30 Surpris par la nuit. **0.05 Du jour au lendemain.** Mathieu Kessler (*Le Paysage et son Ombre*).

FRANCE-MUSIQUES

18.00 Le jazz est un roman. Erroll Garner [1/4]. 19.07 A côté de la plaque. 20.00 Festival d'été Euroradio. Concert donné en direct du Gewandhaus de Leipzig,

par l'Orchestre symphonique de la Radio finlandaise, dir. Jukka Pekka Saraste. Œuvres de Prokofiev, Grieg, Sibelius. 22.30 Jazz, suivez le thème.

Black and Tan Fantasy **RADIO CLASSIQUE**

20.40 Les Rendez-vous du soir. 22.35 Les Rendez-vous du soir... (suite). Œuvres de Mozart, Chopin, Spohr.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les cotes des films

On peut voir

A ne pas manquer
Chef-d'œuvre ou classique Les symboles spéciaux de Canal + DD Dernière diffusion

♦ Sous-titrage spécial pour

les sourds et les malentendants

JEUDI 7 SEPTEMBRE 2000

Le défouloir

JAMAIS devant un micro ouvert. Jamais! Règle numéro 1 du candidat en campagne: les microphones ont des oreilles qui traînent partout. Et avant que de se laisser aller à quelque commentaire libre, à quelque considération oiseuse sur la qualité de l'adversaire présumé, il convient de vérifier soigneusement que la route du son est coupée.

Cette règle élémentaire du

métier, plaisamment résumée par un vieux briscard de la chaîne CBS, John Roberts – « Ne dites jamais près d'un micro ce que vous ne voudriez pas que mère entende » -, George W. Bush l'a transgressée. A ses dépens et publiquement. La scène se passe à Naperville, Illinois, lundi lors d'un meeting public, très Amérique profonde. Le candidat républicain à la présidence est très décontracté, tout sourire. Il bat l'estrade, salue la foule, se penche en souriant toujours vers son colistier, Dick Cheney, candidat à la viceprésidence, et dit : « There's Adam Clymer, major-league asshole from The New York Times. » Ce qui, en français, peut se traduire ainsi: « Il y a Adam Clymer, trou du cul de première division du New York Times. » Ce à quoi Dick Cheney, hilare, répond : « Oh yeah, he is, big-time! » « Oh oui, il l'est, de première!»

Catastrophe! Le micro était aux écoutes. L'insulte publique constituée. Et notre confrère américain, ainsi que tout un pays, se trouva officiellement avisé de l'estime et de la considération professionnelles que lui portent deux candidats aux plus hautes destinées politiques.

Quand les mots sont tirés... Il fallut assumer. Et d'une certaine manière, tout le monde assuma avec une certaine sérénité. Sans

par Pierre Georges

se déjuger ni s'excuser vraiment, George W. Bush dit, à deux reprises, «son regret qu'un commentaire privé adressé au candidat à la vice-présidence ait pu être diffusé sur les ondes publiques ». Son service de presse multiplia les efforts pour souligner que « le gouverneur avait pu être irrité par une série d'articles qu'il jugea déloyaux ». Et le New York Times, sans emboucher les trompettes de l'indignation, fit savoir, par la voix de son éditeur en chef, Joseph Lelyveld, qu'il maintenait toute sa confiance à son vieux routier politique, Adam Clymer. « Il en est à sa huitième campagne. Il sait ce qu'il fait. Son travail est loyal et pointu. » Bref, fit-on savoir aux candidats gaffeurs, «si vous avez motif de vous plaindre, écriveznous, et nous examinerons le cas avec toute l'attention que nous portons aux requêtes sérieuses sur notre couverture ».

L'anecdote fut exploitée, dès le lendemain, par Bill Clinton, lors d'une conférence de presse qui, après avoir vérifié que les micros étaient bien ouverts, dit, hilare, aux journalistes : « Je vous aime tous! » Et on en restera là, sachant pertinemment, dans le rapport gens de presse - politiques, que si les micros étaient ouverts en permanence... Et réciproquement...

Deux petits exemples simplement en France. Ce premier ministre posant la main sur le micro d'un confrère en lui disant : « Je ne parle pas dans le micro d'un voyou. » Ou cet autre, à l'inauguration d'un stade, il y a très longtemps, bien avant les Chiennes de garde, donc prescription, commentant ainsi devant les magnétophones l'apparition d'une consœur : « Celle-là, dans les vestiaires, crac-crac! » C'était d'un chic absolu.

Gerhard Schröder fait franchir à l'euro un nouveau plancher historique face au dollar

Pour le chancelier allemand, la faiblesse de la monnaie unique est « un motif de satisfaction »

L'EURO a atteint un nouveau plus bas niveau historique contre le dollar et contre le yen, mercredi matin 6 septembre. La monnaie unique est tombée à 0,8812 dollar dans les premières transactions. Contre le yen, l'euro a chuté jusqu'à 93,11 yens.

Déjà, jeudi 31 août, l'euro était tombé à un plancher historique contre le dollar après la décision de la Banque centrale européenne (BCE) de relever ses taux d'un quart de point à 4,50 %. Depuis son lancement, le 1er janvier 1999, la devise européenne a abandonné plus du quart de sa valeur contre le billet vert et, depuis le début de l'année, l'euro affiche un recul de

Selon les opérateurs, ce sont les propos du chancelier allemand Gerhard Schröder qui sont responsables de ce nouveau record à la baisse de la devise européenne. Au sujet de la faiblesse de l'euro, il a déclaré lundi : « Cela devrait être davantage un motif de satisfaction et de joie que d'inquiétude. » Cette déclaration a laissé entendre, comme il y a un an, que les Alle-

Marge brute

Bénéfice net

Résultat opérationnel

Bénéfice net avant plus-values

Les états financiers consolidés au 30 juin 2000 sont disponibles sur le site www.sanofi-synthelabo.com

> tout renseignement complémentair irection des Relations Investisseurs 174, av. de France – 75013 Paris Tél: 01 53 77 45 45

Numéro Vert : 0800 07 58 76

www.sanofi-synthelabo.com

mands n'étaient pas contre un euro faible dans la mesure où il profite à l'économie allemande par le biais de ses exportations. M. Schröder a expliqué d'ailleurs que la forte croissance des exportations dans l'ancienne Allemagne de l'Est était en partie due au taux de change externe de l'euro.

«Le chancelier Schröder a dit qu'il ne se souciait pas d'un euro faible, ce qui a fait penser aux investisseurs que les autorités ne s'inquiétaient pas du niveau de l'euro et a entretenu la chute » de la monnaie unique, a expliqué Hideyuki Tsukamoto, chez Fuji Bank, interrogé par l'AFP. Les propos du chancelier allemand montrent « que les Européens sont relativement satisfaits d'une monnaie faible », a également souligné à l'AFP Tony Norfield, chez ABN Amro. Selon lui, l'euro pourrait tomber «jusqu'à 0,85 dollar d'ici à la fin du mois ».

La faiblesse de l'euro est liée aux incertitudes de la construction européenne, a pour sa part estimé l'économiste allemand Horst Siebert, membre du groupe chargé de conseiller le gouvernement allemand, dans une interview publiée mardi dans le quotidien allemand des affaires Handelsblatt. « L'évolution de la construction européenne reste incertaine. De ce point de vue, la faiblesse de l'euro, c'est aussi une faiblesse de l'Union européenne », a déclaré M. Siebert.

CACOPHONIE CHEZ LES ONZE

En tout cas, les déclarations de M. Schröder tombent mal, semant la confusion alors que d'autres responsables politiques et monétaires s'évertuent à convaincre les marchés financiers de la sous-évaluation de la devise européenne. «L'euro est actuellement très sousestimé », a réaffirmé, lundi, sur Europe 1, le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet. Haruhiko Kuroda, vice-ministre japonais des finances aux affaires internationales, a déclaré le même jour que l'euro restait sous-évalué et disposait d'une marge d'appréciation. «L'euro s'est un peu repris et c'est souhaitable, mais l'euro reste faible et il dispose d'une marge pour une forte appréciation », a déclaré M. Kuroda.

Devant l'incapacité de l'euro à se redresser seul, les ministres de la zone euro réunis au sein de l'Euro-11, dans le cadre du conseil Ecofin informel qui se tiendra du vendredi 8 au dimanche 10 septembre à Versailles, pourraient décider vendredi de publier un communiqué sur l'euro.

Le célèbre financier George Soros s'est pour sa part montré favorable à une intervention des banquiers centraux européens pour enrayer la chute de l'euro, en ajoutant qu'un euro sous les 0,90 dollar pourrait avoir des conséquences politiques négatives. « Toutes les conditions pour une intervention réussie sont en place. Et la tendance pourrait être renversée par une intervention en ce moment », a indiqué M. Soros mardi. « Tout le monde sait [que l'euro] est sousévalué. S'il reste à 0,90 dollar, c'est très avantageux en fait pour l'Europe. mais en deçà de 0,90, cela commence à avoir des conséquences politiques et il faut arrêter

Cécile Prudhomme

sanofi~synthelabo

1er SEMESTRE 2000

Chiffre d'affaires : + 10 % en comparable Bénéfice net avant plus-values : + 52 % Bénéfice net : + 58 %

Denemice net: + 3

2 876 M€



LAURENT FABIOS devait s'exprimer, mercredi 6 septembre, devant une commission Mauroy réunie pour la dernière fois au grand complet, si ses membres de droite confirment leurs intentions. Le ministre des finances devait s'expliquer devant cette commission, composée essentiellement d'élus locaux et chargée de rédiger un rapport sur la décentralisation, à propos de la suppression de la vignette. Dans un premier temps, les élus de droite avaient envisagé de boycotter cette réunion, mais ils devraient finalement y assister, avant d'annoncer leur intention de quitter la commission. Selon ces élus, la suppression de la vignette, qui prive les collectivités locales d'une partie de leur autonomie fiscale, témoigne une nouvelle fois de la « recentralisation » opérée par le gouvernement, qui remettrait en cause le travail de la commission. Certains élus de droite avaient déjà menacé de quitter la commission si celle-ci ne se saisissait pas du dossier corse (Le Monde du 1er septembre).

La centrale nucléaire de Dampierre mise en cause par l'autorité de sûreté

LA CENTRALE NUCLÉAIRE de Dampierre-en-Burly (Loiret), qui a fait l'objet d'un sévère rapport interne d'EDF récemment révélé par France-Soir, recevra la visite, le 28 septembre, du directeur de l'autorité de sûreté nucléaire, André-Claude Lacoste. M. Lacoste a indiqué, mardi 5 septembre, qu'il « partage les conclusions » du rapport interne, lequel signalait notamment que « les règles de sécurité ne sont plus assurées, notamment dans les lieux névralgiques de la centrale ». Le « gendarme du nucléaire » souhaite « mettre les choses au point devant le personnel ».

Première liste pour le Goncourt

L'ACADÉMIE GONCOURT a annoncé, mardi 5 septembre, sa première sélection de rentrée de quinze titres pour le prix qui sera décerné le 30 octobre. Voici la liste: Amélie Nothomb: La Métaphysique des tubes (Albin Michel); Yann Moix: Anissa Corto (Grasset); Antoine Audouard: Adieu mon unique (Gallimard); Yann Apperry: Diabolus in musica (Grasset); Dai Sijie: Balzac et la petite tailleuse chinoise (Gallimard); Camille Laurens: Dans ces bras-là (POL); Pierre Hebey: Le Confident débordé (Gallimard); Marie Nimier: La Nouvelle Pornographie (Gallimard); Jean-Pierre Milovanoff: Auréline (Grasset); Gérard de Cortanze: Cyclone (Actes Sud); Clara Dupont-Monod: La Folie du roi Marc (Grasset); Frédéric Beigbeder: 99 francs (Grasset); Robert Solé: Mazag (Le Seuil); Pascal Quignard: Terrasse à Rome (Gallimard); François Salvaing: Parti (Stock). L'Académie proposera des listes plus restreintes les 3 et 24 octobre.

DÉPÊCHE

■ « ERIKA »: le pompage du contenu des deux morceaux d'épave du pétrolier qui a coulé le 12 décembre 1999 au sud de Penmarc'h (Finistère) est terminé. Mardi 5 septembre, 11 235 tonnes de fioul avaient été extraites des épaves, ce qui laisse penser, au vu de la cargaison du navire, que près de 20 000 tonnes d'hydrocarbure se sont échappées de ses soutes depuis le naufrage. – (Corresp.)

Le Conseil d'Administration du 4 septembre 2000 a examiné les comptes consolidés au 30 juin 2000.

Les principaux éléments des comptes de résultats consolidés sont les suivants :

en millions d'euros	1 ^{er} sem. 1999	1 ^{er} sem. 2000	Var.
Ventes	2 692	2 876	+7%
Marge brute	1 907	2 145	+ 12 %
Résultat opérationnel	440	675	+ 53 %
Bénéfice net	283	447	+ 58 %
Bénéfice net avant plus-values	286	435	+ 52 %

Les ventes consolidées du premier semestre 2000 marquent, à 2 876 MC, une progression de 10,1 % à données comparables et de 6,8 % à données publiées par rapport au 30 juin 1999. Les variations monétaires, notamment le dollar américain et le yen japonais, vis à vis de l'euro, ont eu un impact positif de 4,3 % tandis que les modifications de périmètre (cession de la Santé Animale et des Diagnostics au $2^{\rm e}$ semestre 1999) entraînent un retrait de 7,6 % par rapport à l'an dernier.

Le taux de marge brute sur ventes a progressé de 3,8 points à 74,6 %. La forte progression des ventes mondiales des nouveaux médicaments, la bonne croissance des quinze premiers produits du portefeuille (+ 21,4 %), l'appréciation des principales devises et l'effet des cessions d'activités à plus faible marge sont à l'origine de cette amélioration.

Les frais commerciaux et généraux sont, à 987 M $\stackrel{4}{\circ}$, stables par rapport à 1999 (+0,8%). Hors effet des cessions de la Santé Animale et des Diagnostics, ils progressent de 6,2%, moins rapidement que le chiffre d'affaires correspondant (+14,4%). Ce poste a notamment enregistré au 1er semestre 2000 les effets des synergies de la fusion.

Les frais de recherche et développement s'élèvent à 469 M $\rm \acute{e}$ au 1er semestre 2000 (+ 2,9 %) et représentent 16,3 % des ventes. Hors effet des cessions, la croissance est de 5,9 % par rapport au 30 juin 1999.

Le résultat opérationnel s'établit à 675 M \in contre 440 M \in au 1=1 semestre 1999. Il progresse de 53 =2 et représente 23,5 =3 des ventes au 1=2 semestre 2000.

Au plan géographique, la contribution au résultat opérationnel a essentiellement progressé en Amérique du Nord où elle a plus que doublé à 339 M€ contre 165 M€ au 1er semestre 1999, conséquence du très bon comportement des trois blockbusters et de la bonne tenue du dollar américain. En Europe et dans le reste du monde, la contribution est en croissance de respectivement 11 % à 599 M€ et 20 % à 183 M€.

Le bénéfice net part du Groupe s'établit à 447 M£, en progression de 58 % sur celui du 1er semestre 1999. Le bénéfice net avant plus et moins-values de cession

Le benélice net avant plus et moins-values de cession ressort à 435 M€ au 30 juin 2000 contre 286 M€ au 30 juin 1999. En croissance de 52 %, il représente 15,1 % du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2000.

Le bénéfice net consolidé par action et le bénéfice net par action dilués'établissent à $0.61\,\mathrm{fm}$ au 1^er semestre 2000

contre 0,39 € au 1er semestre 1999, en croissance de 56 %. En matière d'équilibres financiers, la marge brute d'autofinancement a atteint 556 M€ contre 426 M€ en 1999, les investissements se sont élevés à 204 M€, contre 187 M€ au 30 juin 1999 et les dividendes versés ont représenté 239 M€ contre 179 M€ l'an dernier.

La trésorerie nette consolidée est positive de 1,9 milliard d'euros au 30 juin 2000.

Sauf événements adverses majeurs, la poursuite au 2º semestre 2000 des tendances favorables enregistrées au cours du 1er semestre, notamment en matière de taux de change, devrait entraîner une progression du bénéfice net avant plus et moins-values sur l'ensemble de l'exercice 2000 proche de celle du premier semestre.

Evénements intervenus après le 30 juin 2000

Xaliprodène

Une analyse préliminaire des 2 études cliniques pivotales chez les patients atteints de sclérose latérale amyotrophique et traités par Xaliprodène (SR57746A) en monothérapie ou en association à riluzole, a montré que le produit est bien toléré et a un effet positif sur la fonction pulmonaire conduisant à une tendance favorable en termes de survie (délai de mise sous ventilation assistée permanente, trachéotomie ou décès), ainsi qu'un effet positif sur les paramètres associés au taux de progression de la maladie. Ces résultats vont faire l'objet d'une analyse détaillée par les investigateurs au cours des prochaines semaines.

• Pentasaccharide (ORG31540/SR90107A).

Les 4 études menées par Sanofi-Synthélabo et Organon dans la prévention de la thrombose veineuse après chirurgie de la hanche et du genou, qui ont porté sur plus de 7000 patients, ont montré que l'anti-thrombotique synthétique Pentasaccharide était plus efficace que l'énoxaparine, le produit anti-thrombotique le plus prescrit en chirurgie orthopédique. Sur l'ensemble des patients à qui a été administré Pentasaccharide, le nombre de thromboses veineuses a été de 50 % inférieur à celui enregistré chez les patients sous énoxaparine, tandis que le risque de saignement est en ligne avec celui observé avec les héparines de bas poids moléculaire.

Afin d'assurer le développement et la commercialisation du Pentasaccharide, Sanofi-Synthélabo et Organon ont signé un accord couvrant les aspects de la production, la promotion, la distribution et la commercialisation du produit, ainsi que le développement dans de nouvelles indications.

Aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique, la distribution et la commercialisation seront assurées par des jointventures détenues à 50/50 par les deux groupes.

En Europe et dans le reste du monde, hors Japon, Sanofi-Synthélabo assurera seule le marketing et la commercialisation du produit.

Cet accord ne couvre pas le Japon, pays dans lequel le produit est en phase de développement précoce. Cet accord de coopération entre les deux groupes a fait l'objet d'une information de la Commission européenne.

Tirage du *Monde* daté mercredi 6 septembre 2000 : 500 294 exemplaires.